



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### **Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### **About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

UC-NRLF



\$B 84 458



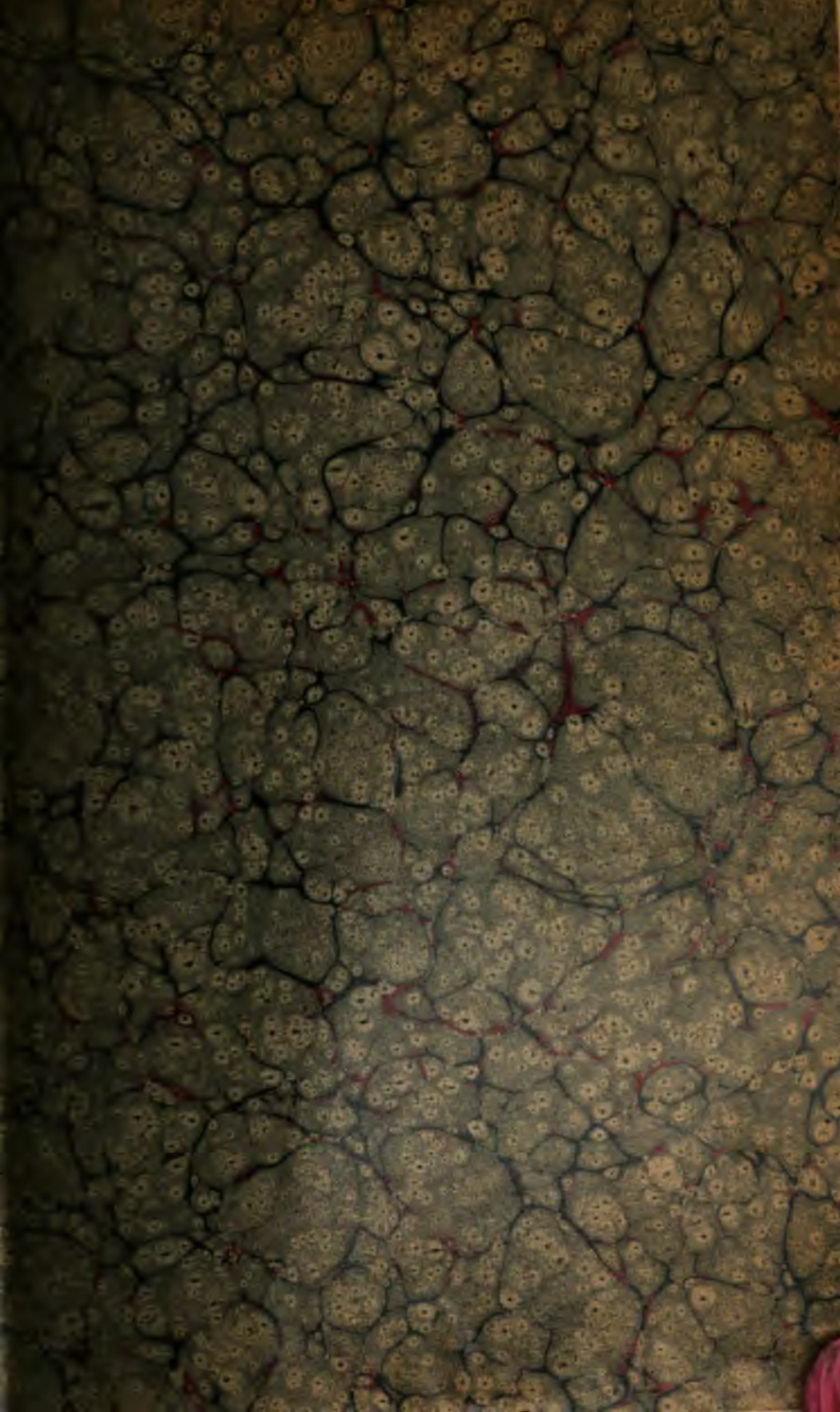
University of  
California



Lux ex Tenebris.



Claus Spreckels Fund.











14276

**MÉMOIRES**

**DU GÉNÉRAL**

**B<sup>ON</sup> DE DEDEM DE GELDER**

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de traduction et de reproduction en France et dans tous les pays étrangers, y compris la Suède et la Norvège.

Ce volume a été déposé au ministère de l'Intérieur (section de la librairie) en février 1900.



LIBRARY  
OF THE  
UNIVERSITY  
OF  
CALIFORNIA



Imp A Maire

E Plon Nourrit & C<sup>ie</sup> Edat.

Hélios Massard

*Le général baron de Dedem de Gelder  
d'après une miniature appartenant  
au baron de Knobkodorff de Gelder et de Nijenhuis*

LE GÉNÉRAL HOLLA  
SOUS LE PREMIER EMPIRE

# MÉMOIRES

DU GÉNÉRAL

## LE DEDEM DE GELDER

1774-1825

---

*Avec un portrait en lithographie*



PARIS

LIBRAIRIE PION  
JAN, NOURRIT ET C<sup>o</sup>, IMPRIMEURS-ÉDITEURS  
10, RUE GARANCIÈRE

1900



*Le général Baron de Sédan, le 1792  
à Paris, en habit de guerre  
à la mode de la République*

UN GÉNÉRAL HOLLANDAIS  
SOUS LE PREMIER EMPIRE

---

# MÉMOIRES

DU GÉNÉRAL

**B<sup>ON</sup> DE DEDEM DE GELDER**

1774-1825

---

*Avec un portrait en héliogravure*



PARIS



LIBRAIRIE PLON  
E. PLON, NOURRIT ET C<sup>ie</sup>, IMPRIMEURS-ÉDITEURS  
10, RUE GARANCIÈRE

1900

Del 14  
1937

**SPRECKELS**



## INTRODUCTION

---

Les nombreux écrits qui ont paru dans les dernières années sur les événements du premier Empire n'ont fait qu'augmenter l'intérêt qui se rattache à cette période mémorable. On recueille avec avidité, de la plume de témoins oculaires, chaque détail concernant cette personnalité étonnante dont l'ambition sans bornes bouleversa le monde. L'accueil qu'ont reçu les mémoires de l'époque nous encourage à faire connaître au public les souvenirs d'un Hollandais qui servit comme général sous l'Empire lorsque la Hollande était incorporée à la France. L'auteur, le baron Antoine Baudouin Gisbert de Dedem naquit le 23 août 1774 au château de Gelder, près de Wÿhe dans la province d'Overyssel.

A l'âge de dix ans, il accompagna ses parents à Constantinople, où son père occupa pendant vingt-sept ans le poste d'ambassadeur de Hollande. Il fit ses études pour la carrière diplomatique à laquelle son père le destinait, quoiqu'il eût un penchant décidé pour l'état militaire.

Fort jeune encore il voyagea en Grèce, en Asie-Mineure et en Égypte, et en 1793 il retourna dans sa patrie qui devint bientôt le théâtre d'une révolution.

Il fut successivement : député de sa province aux États-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ministre plénipotentiaire de Hollande en Suède de 1795 à 1797, envoyé extraordinaire à Paris en 1798, officier à l'état-major du général Daendels et commissaire général en Angleterre en 1799, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de Wurtemberg en 1800, à celle d'Etrurie en 1801, à celle de Berlin de 1803 à 1806; général major et premier chambellan de Louis-Napoléon, roi de Hollande; son ministre plénipotentiaire près du roi de Westphalie en 1808 et ensuite près du roi de Naples de 1808 jusqu'à l'incorporation de la Hollande à la France en 1810. Le général de Dedem se décida alors à suivre sa carrière de prédilection, et l'empereur Napoléon lui donna le commandement d'une brigade sous les ordres du prince d'Eckmühl. Plus tard, il fit la campagne de Russie à l'avant-garde sous le roi de Naples. Il fut blessé à la prise de Smolensk, eut deux chevaux tués sous lui à la bataille de la Moskowa; et à l'affaire de Fominskoë (autrement appelée combat de Krimskoié), sa brigade couvrit la retraite. Il fut des premiers à entrer dans le Kremlin où il désarma la garnison russe, et après la retraite de l'armée, il apporta à Wilna la nouvelle du désastre.

Il servit ensuite à la grande armée d'Allemagne sous le maréchal Ney. Lorsque le général Girard eût été blessé à Lützen, le général de Dedem le remplaça et commanda la dixième division qui prit une si glorieuse part à la bataille. Il combattit à Bautzen, à Leipzig, à Hanau, et en 1814 il fut envoyé en Italie, où, après la mort du général Gratien, il commanda la première division de réserve sous les ordres du général Maucune commandant en chef le corps de la droite du Pô.

Après la Restauration, il retourna dans sa patrie, mais il reprit service en France après le second retour des Bourbons. Il fut inspecteur général dans le Jura et commandant *ad interim* de la sixième division militaire.

Le général de Dedem ne fut jamais marié. Fils unique, il n'avait qu'une sœur, qui épousa le baron de Knobelsdorff, ministre de Prusse à Constantinople, et qui fut plus tard grande maîtresse à la cour de Hollande. Le général devint comte de l'Empire en 1820 à la mort de son père, qui avait reçu ce titre avec le rang de sénateur lors de l'incorporation de la Hollande. Il mourut en 1825, à Pieve Pelago non loin de Modène.

Les expériences d'une vie aussi intimement liée à une des grandes époques de l'histoire, méritaient d'être arrachées à l'oubli. Le général de Dedem écrivit des Mémoires qui ont été conservés dans la famille. Il décrit les événements du point de vue politique et militaire. Il les juge en homme du monde qui tâche de voir clair à travers les passions et les préjugés de son temps,



Imp A Maire

E Plon Nourrit & C<sup>o</sup> Edit.

Hellög Massard

*Le général baron de Dorem de Gelder  
d'après une miniature appartenant  
au baron de Knobeldorff de Gelder et de Nijenhuis*

GÉNÉRAL HOLLANDAIS  
SOUS LE PREMIER EMPIRE

# MÉMOIRES

DU GÉNÉRAL

# JE DEDEM DE GELDER

1774-1825

---

*Avec un portrait en héliogravure*



PARIS



LIBRAIRIE PLON  
AN, NOURRIT ET C<sup>o</sup>, IMPRIMEURS-ÉDITEURS  
10, RUE GARANCIÈRE

1900

tion, tels que ceux que nous parcourons depuis trente ans, que l'on voit combien le cœur humain est enclin à se laisser dominer par l'égoïsme, par l'ambition et surtout par l'amour-propre.

DE DEDEM.

**MÉMOIRES**  
DU  
**GÉNÉRAL BARON DE DEDEM**  
**DE GELDER**



**CHAPITRE PREMIER**

Je suis né avec un caractère fougueux et indépendant, un esprit actif et turbulent, de l'imagination, de l'ambition, de la perspicacité et de la finesse ; en un mot, la nature m'a donné tout ce qu'il fallait pour jouer un rôle, surtout dans un temps de troubles et de révolutions.

Mon père, tout en m'aimant beaucoup, m'éleva avec trop de dureté, ce qui me rendit récalcitrant, dissimulé et taquin, quoique je fusse franc de mon naturel, peut-être même trop confiant. Il a fallu toute la dose d'amour filial qui est innée en moi pour que je n'aie pas détesté mon père à cause de sa sévérité et de son opposition à mes goûts. Et cependant, je l'avoue, il eût été impossible de trouver un père qui aimât davantage ses enfants, qui fût plus homme de bien, plus heureux d'être utile aux autres, et qui rendit plus de services désintéressés à tous ceux qui se sont adressés à lui. C'est

certainement à cause de toutes ces grandes et belles qualités que je l'aime tendrement. Nos caractères et nos manières de voir sont d'un disparate étonnant, et nos cœurs ont cependant la plus grande inclination réciproque. Il ne fallait que des nuances différentes pour sentir le besoin constant d'être toujours ensemble. Avec l'âge le disparate s'est beaucoup dissipé, et nous sommes devenus nécessaires l'un à l'autre.

Ma mère (1), que j'ai perdue en 1815, était la femme la plus respectable de la Hollande et fut universellement regrettée. Instruite et de beaucoup d'esprit, elle était fort religieuse et, dans mon enfance, elle me faisait aller souvent à l'église ; mais de bonne heure je me suis fait une religion basée sur la morale et je m'y suis tenu. Étant jeune, je me suis occupé de la controverse ; j'ai lu l'histoire secrète des conciles, et tout cela ne m'a pas rendu chrétien très zélé. J'ai plutôt cherché à rester nonnête homme. Un peu de philosophie, l'étude de l'astronomie et la lecture de l'histoire m'ont conduit à mettre à peu près les choses à leur juste valeur. Mon admiration et mon respect pour l'Être suprême sont trop grands pour ne pas me faire douter de tout ce que des imaginations exaltées et la superstition ont fait adopter aux hommes. Dans les derniers temps ma mère évitait même de toucher cette corde avec moi, et je suis persuadé que son esprit, ses connaissances, ses études et sa pénétration la mettaient dans des doutes et des incertitudes qu'elle ne cherchait point à expliquer. Heureuse de n'avoir rien à se reprocher, elle osait compter sur un avenir encore plus heureux, et ne se

(1) La baronne de Dedem était née baronne Sloet de Lindenhorst.



préoccupait pas de savoir où et comment cet avenir nous est réservé.

Il y avait une telle identité d'opinions, de manières de voir et de sensations entre ma mère et moi que parfois nous pensions la même chose au même instant, et je suis sûr que souvent, pour ne pas dire toujours, nous avions le secret l'un de l'autre, quand même nous ne nous le communiquions pas. Après cela, et quoique j'aimasse tendrement cette mère qui m'idolâtrait, tout en me connaissant et en ne s'aveuglant point sur mes défauts, n'est-ce pas singulier que j'aie toujours eu une secrète préférence pour mon père, dont les atomes crochus se rattachaient si rarement aux miens? Tout cela prouve que le cœur humain est inexplicable; indépendamment de notre constitution physique, il est probable qu'il y a en nous deux êtres qui nous gouvernent et qui ne sont pas toujours en harmonie entre eux.

Je me suis appliqué pour ainsi dire depuis mon enfance à étudier le cœur humain, et la nature m'a donné une qualité précieuse qui m'a singulièrement servi pour y réussir. C'est un instinct inné, qui me fait juger au premier abord des qualités ou des défauts chez les individus que je rencontre, et du plus ou moins d'accord possible entre eux et moi. Chaque fois que je me suis écarté de cette règle et que je n'en ai point tenu compte, j'ai été dupe et j'ai été puni de n'avoir point profité de mon instinct. J'ai eu beau m'imaginer, pendant un temps plus ou moins long, que je m'étais trompé tant en bien qu'en mal, l'événement m'a toujours prouvé que ma première sensation aurait dû me servir de règle de conduite. C'est pour cela que j'ai toujours été très constant en amitié et fort peu haineux envers mes ennemis (quoique j'aie

dit souvent le contraire), parce que je me suis rappelé que j'aurais dû me méfier et que c'est dans l'ordre naturel, si les uns s'aiment, que les autres se détestent. J'ai même pardonné aux ingrats, et j'en ai trouvé quelques-uns.

J'ai surtout étudié les femmes. J'ai commencé à les aimer de fort bonne heure et je les ai bientôt mises à leur juste valeur. Elles ont été pour beaucoup dans tout ce qui m'est arrivé d'heureux et de malheureux. Je leur dois l'une et l'autre fortune, sans qu'elles m'aient tourné la tête longtemps. A vingt-quatre ans je les ai abandonnées pour la politique.

Grâce à mon caractère bouillant, rare pour un Hollandais, et très actif, passionné même, j'avais pris de fort bonne heure une opinion sur les affaires politiques de l'Europe. A huit ans je déclarai à ma mère que je ne mangerais plus de sucre (et je l'aimais par-dessus tout), voulant que le produit de mes économies fût donné pour les frais de la guerre contre l'Angleterre. Je jurai dès lors à cette puissance la haine qu'on inspira à Annibal contre les Romains ; je la lui ai conservée. Ce ne fut jamais par sentiment de mépris pour ce peuple insulaire, que j'ai toujours admiré (il y a même des Anglais avec qui j'ai été très lié), mais par le désir de venger mon pays de l'humiliation que l'Angleterre lui a fait éprouver depuis plus d'un siècle, et par la conviction que cette puissance est naturellement la rivale et l'ennemie de la prospérité de la Hollande.

Donc à cette époque (1783), la Hollande était en guerre avec l'Angleterre, et les premières discussions relatives à l'empiétement d'autorité de la part du prince d'Orange, que dirigeait le duc Louis de Brunswick, occupaient les

esprits en Hollande et même les politiques de presque tous les cabinets de l'Europe (1).

Mon père était fort lié avec le fameux baron de Capellen van den Poll (2), avec van Berckel, Gyselaer et Visscher, pensionnaires et bourgmestres d'Amsterdam et de Dordrecht, places alors éminentes et qui donnaient une grande influence. Mon père présidait souvent l'assemblée de Leurs Hautes Puissances, corps souverain représentatif de la République, et le hasard fit qu'il fut président entre 1780 et 1785, aux époques les plus marquantes, telles que celle de l'abolition du grand conseil de guerre, celle du renvoi de la brigade écossaise dont la présence déplaisait aux vrais républicains comme un témoignage de l'influence, pour ne pas dire

(1) La guerre, que l'Angleterre avait déclarée à la Hollande en 1780, causait des pertes énormes au commerce hollandais et provoquait un vif mécontentement contre le prince d'Orange, accusé de tous les retards dont avait souffert la défense, puis contre le duc de Brunswick, qui avait laissé toutes les places fortes dans le plus triste état de délabrement. Obligés d'acheter la paix en 1784, contre la cession de Negapatnam, leur principal établissement sur la côte de Coromandel, les Hollandais se retournèrent contre ceux qu'ils accusaient d'être les auteurs de cet acte. Le duc de Brunswick dut quitter le pays, tandis qu'une lutte entremêlée d'émeutes sanglantes était activement menée contre le Stadhouder par les patriotes qui réclamaient une constitution libérale. La guerre civile allait éclater quand vingt mille hommes, envoyés par le roi de Prusse Frédéric-Guillaume II, beau-frère de Guillaume V, entrèrent en Hollande et rétablirent la tranquillité. La princesse d'Orange avait pris une grande part aux affaires. (Ed.)

(2) Le baron Jan Dirk van der Capellen, seigneur du Poll (1741-1784), fut toute sa vie ardent défenseur de la liberté. Membre de l'ordre Equestre de la province d'Overyssel, il se distingua par son courage et son éloquence à combattre tous les abus. Il attaqua surtout les corvées qui existaient encore en dépit des lois de 1631 et 1637. Cette conduite désintéressée lui valut l'opposition de ses collègues qui l'éloignèrent de l'assemblée. Il y rentra en 1782 pour voir triompher la cause qu'il avait à cœur. Il était du parti patriote et en faveur de l'alliance française. (Ed.)

de la dictature anglaise du temps de Leycester (1). La cour stadhoudérienne voulait conserver cette brigade comme un appui contre le parti qui s'opposait à son usurpation de pouvoir, et je ne puis mieux comparer cette lutte qu'à celle que nous voyons maintenant s'établir en France, sur le renvoi des Suisses (1819). Mon père avait contribué puissamment à la conclusion du traité d'alliance avec la France et avec l'Amérique, traité qui avait eu pour résultat la déclaration de guerre de la part de l'Angleterre; mais la circonstance dans laquelle il montra le plus d'énergie et d'opposition au parti anglais, ce fut celle où il s'agit d'envoyer, sur la demande du duc de Lavauguyon, agissant au nom de la cour de Versailles, une escadre hollandaise à Brest pour se joindre à la flotte française et espagnole destinée à opérer une descente en Angleterre (1783). Les explications les plus vives eurent lieu entre le Président et le Stadhouder. Mon père n'agit en tout que d'après sa conscience et la conviction que la France avait intérêt à nous soutenir et que l'intérêt de l'Angleterre était de nous abaisser. Il ne se laissa ni gagner ni intimider; il fit décréter l'ordre à l'amiral comte de Bylandt de mettre à la voile. Le Stadhouder sut faire éluder l'exécution de cet ordre, et la flotte ne sortit pas. La cour n'en conserva pas moins rancune à mon père; elle empêcha qu'il fût nommé ministre plénipotentiaire auprès de la nouvelle république des États-Unis d'Amérique, ce en quoi elle lui rendit service en voulant lui nuire; car le parti patriote, qui prenait

(1) Grand favori d'Élisabeth, il fut envoyé en 1585 dans les Pays-Bas en qualité de gouverneur; mais il ne contenta ni la Reine ni les habitants et fut rappelé en 1587. (Ed.)

d'un jour à l'autre plus de consistance, lui fit donner peu après l'ambassade de Constantinople, qui était bien plus honorable et profitable que la mission en Amérique. Quoique je fusse encore enfant, il ne m'en fallut pas plus, avec mon caractère, pour m'irriter contre les ennemis de mon père et pour jurer haine au gouvernement britannique, dont les intrigues et l'influence troublaient les esprits en Hollande.

Bientôt l'affaire de l'Escaut (1) amena de nouvelles préoccupations, et l'on s'attendait à une guerre désastreuse pour la Hollande. L'agression de l'empereur Joseph II fut bien injuste. Quant au cabinet de Versailles, par son peu d'énergie, il donna le premier coup à sa considération politique en Europe. Il avait déjà manqué à ses engagements envers la Hollande (qui s'était dévouée pour lui) en faisant une paix séparée avec l'Angleterre, ce qui isola la République et la força d'accepter les conditions onéreuses que cette puissance lui prescrivit. La cour de France mit le dernier sceau à sa mauvaise foi en abandonnant en 1787, contre les engagements les plus solennels et surtout contre ses intérêts les plus chers, les patriotes hollandais au ressentiment de la princesse d'Orange et à la violation du territoire de la République par une armée prussienne. Cette conduite a beaucoup diminué l'intérêt que les Hollandais pouvaient prendre au malheureux sort de la famille de Bourbon.

(1) En 1784, l'empereur Joseph II réclamait la libre navigation de l'Escaut qui baignait diverses parties de son territoire. Fort de l'appui de la France, les Hollandais opposèrent le refus le plus formel à cette demande. Joseph II allait recourir aux armes; Louis XVI s'interposa et fit obtenir à son beau-frère des dédommagements, le fort de Lillo et différents petits territoires. L'Escaut ne fut pas ouvert. (Ed.)

Cependant les émigrés français, et même ceux à qui nous avons les plus justes reproches à faire, ont reçu en Hollande et chez les Hollandais à l'étranger le meilleur accueil, souvent même des secours réels dont ils ont eu l'air, en général, de se souvenir très peu depuis leur retour à la prospérité. Pour ma part, à mesure que j'avance en âge, je me confirme de plus en plus dans l'idée que les événements de 1787 m'avaient fait adopter fort jeune, à savoir que la reconnaissance n'a jamais été le fort du cabinet de Paris, ni de la masse des Français. Les Turcs, qui donnent un sobriquet à toutes les nations, appellent les Français, *yalandji*, ce qui veut dire sans foi, quoique ce soit peut-être un défaut qui provient plutôt de la légèreté de leur caractère que d'un mauvais cœur; mais, pour ceux qui sont leurs victimes, le résultat est le même. Mon père et moi avons malheureusement acquis le droit d'en parler, surtout depuis la Restauration. Tout ceci soit dit en passant et sans que je veuille méconnaître les qualités brillantes et surtout l'esprit belliqueux de ce peuple léger, inconstant, mais aimable et bien plus instruit que tous les autres. La Révolution a changé son caractère. Le Français est devenu plus égoïste, plus intéressé et moins jovial, surtout moins hospitalier. Les guerres d'invasion ont toujours pour résultat la démoralisation tant pour l'envahi que pour l'envahisseur. J'ai éprouvé sur moi-même la vérité du proverbe qui dit que les voyages instruisent la jeunesse, mais rarement la rendent meilleure. Si un simple voyage finit par détruire les préjugés de l'enfance, s'il use trop souvent nos premières affections, s'il nous rend cosmopolites, à plus forte raison ces résultats sont produits lorsqu'une masse d'hommes se livre aux excès qu'entraîne la guerre.

Rentrée chez elle, elle regrette la vie active; ses besoins sont devenus incalculables parce que ses jouissances ne connaissent point de bornes, et il n'y a peut-être pas deux exemples dans le monde (il faut le dire à la gloire et à la louange du peuple français) d'une armée de douze cent mille hommes rentrant calme et résignée dans ses foyers après des revers et des humiliations. Que l'on compare les résultats de cette guerre de Trente ans avec ceux de cette autre guerre de Trente ans, après laquelle l'Europe eut à souffrir si longtemps de ces bandes de voleurs organisées, débris des armées qui dévastèrent l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et même la France; et que l'on ose après cela nier l'influence de la culture et de la civilisation sur la conduite d'un peuple; que l'on demande en Prusse, dans le Mecklembourg, pays que nous avons si fort pressuré et où le souvenir de la domination française, insolente et vexatoire de la part des chefs, sera longtemps en horreur, que l'on demande quelle différence il y a entre le soldat français et le soldat russe et prussien, et l'on saura pourquoi on oserait difficilement licencier ces immenses armées du Nord, tandis que l'opération s'est faite en France, je le répète, avec une facilité et une soumission surprenantes, sans aucun résultat fâcheux pour le repos public.

Mais je reviens à ce qui me regarde. Au mois d'avril 1785, je suivis mon père à Constantinople. La Hollande, craignant une guerre avec l'Autriche, formait des bataillons de volontaires pour la défense du pays. C'était là, du moins, la raison ostensible que le parti patriote mettait en avant, tandis que le but secret paraît avoir été tout autant de former une opposition armée contre la cour stadhoudérienne, qui disposait de la majeure

partie de l'armée et plus spécialement des régiments suisses et allemands. Tout jeune que j'étais, j'avais déjà été exercé avec les volontaires de ma commune, et mon goût inné pour l'état militaire me fit beaucoup regretter d'abandonner la partie. Mon père venait de confier au corps franc de la ville de Deventer, qui lui avait donné le droit de bourgeoisie, deux pièces de canon qui se trouvaient à son château de Gelder et qui étaient un monument de gloire de ses ancêtres. Ces pièces avaient été données par Leurs Hautes Puissances à son aïeul, général de l'infanterie (1), pour la prise de Saint-Gislain et pour sa belle conduite à la bataille de Ramillies, où il décida la victoire à la tête de quarante bataillons hollandais. Quoique mon père eût exigé la promesse formelle que ces canons ne seraient jamais employés que contre l'ennemi étranger, le parti orangiste jeta feu et flamme contre lui, et, il faut être juste, l'événement justifia ces récriminations. Lors de l'expédition de Hattem (2), les volontaires de Deventer se servirent de ces canons, dont ils s'aïdèrent même pour couvrir leur retraite. Forts de ce prétexte, les Prussiens emmenèrent à Wesel les canons, en possession desquels mon père ne put rentrer que dix ans après, par l'intervention de mon beau-frère, le lieutenant général baron de Knobelsdorff, alors envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du roi de Prusse à Constantinople.

(1) Un beau tombeau en marbre érigé à la mémoire du général se trouve dans l'église de Wýhe en Overysse. (Ed.)

(2) La petite ville de Hattem en Gueldre est la patrie du général Daendels. Le prince d'Orange y avait nommé bourgmestre un de ses gardes du corps, contre le vœu des habitants et à la place du jeune Daendels qui sollicitait la survivance de son père. Ce fut cette maladresse qui prépara bien des malheurs.



En quittant la Hollande, nous traversâmes les Pays-Bas et la France. Nous nous arrêtâmes six semaines à Paris, où mon père retrouva un de ses amis intimes, M. de Brantsen, qui y résidait depuis un an en qualité d'ambassadeur extraordinaire de la République. L'on me fit tout voir, et l'on me fit tenir un journal exact de mon voyage. Grâce à cela et grâce aussi à ma mémoire locale qui est excellente, quand je suis revenu à Paris quatorze ans après, j'ai reconnu tout ce qui avait échappé à la fureur révolutionnaire. Je vis la cour de France dans tout son éclat. Le Roi passa la revue dans la plaine des Sablons. Saint-Cloud, Chantilly et Versailles frappèrent mon esprit, mais je fus indigné en voyant le Roi et les princes jaser et rire pendant le service divin ; et ce qui me parut également peu compatible avec la dévotion, ce furent les tambours et tout l'attirail militaire dans la chapelle de la cour. La Reine, n'ayant point encore fait ses relevailles, fit ses dévotions dans une petite chapelle séparée. En passant, elle aperçut des étrangers et, s'arrêtant devant moi, elle me passa la main sur la tête et me demanda à qui j'appartenais. Un officier général satisfit sa curiosité. Quant à moi, je la trouvai belle ; mais je savais qu'elle était la sœur de Joseph II et qu'elle n'était point portée à secourir la Hollande, ce qui diminua beaucoup mon admiration et ma reconnaissance pour l'extrême bonté ou la curiosité qui l'avait arrêtée un instant à s'occuper de moi.

M. de Vergennes, qui aimait la Hollande et qui savait tout ce que mon père avait fait pour l'alliance française, le combla d'égards et d'attentions. Il envoya même des ordres à Marseille pour que les douanes et les autorités le traitassent avec distinction. Un hasard assez singu-

lier m'a fait connaître ces détails vingt-huit ans après. Le fils d'un directeur des douanes fut placé à mon état-major en 1813 et me dit qu'il avait trouvé dans les papiers de son père les ordres dont j'ai parlé, et que ces ordres étaient conçus dans des termes si particulièrement bienveillants qu'en entendant mon nom il s'était de suite souvenu que c'était celui de l'ambassadeur de Hollande en Turquie.

Nous nous arrêtâmes à Lyon pour voir tout ce que cette ville offrait alors de richesses et de beautés en velours et en soieries. Ce qui m'y déplut, ce fut la malpropreté. Nous descendîmes le Rhône jusqu'à Avignon dans une barque louée à cet effet. Mon père, qui est un connaisseur, fit de grandes provisions de vin dans tous les endroits fameux, et les marchands se trouvèrent bien de son passage. Ils louèrent son bon goût et affirmèrent n'avoir jamais vu un ambassadeur si bien soigner sa cave. L'on nous montra de loin le tombeau de Pilate (1); mais ce qui me frappa davantage, moi, qui dès mon enfance ai eu plus de goût pour les arts que pour les martyrs, ce fut le beau pont du Saint-Esprit. A Avignon, nous eûmes bien l'impression d'être dans une ville de la domination papale; il y avait beaucoup de moines, peu d'aisance et peu de gaieté.

M. Tor, secrétaire d'ambassade avec mon père, y retrouva d'anciennes connaissances de Rome, qui nous accompagnèrent dans notre visite des couvents. Un petit abbé, spirituel et rempli de connaissances, ne se gêna point avec nous autres hérétiques. Il ne tarissait pas sur l'ignorance du peuple, la dépravation des mœurs parmi les gens de la classe aisée, et l'ennui qu'il éprou-

(1) A Vienne (Isère), dans un champ, près de la ville. (Ed.)

vait de vivre dans une ville morte où il n'y avait qu'ignorance et cafardise. Voilà le tableau qu'il nous fit d'Avignon à cette époque. Nous n'eûmes ni la curiosité, ni le temps de vérifier. Nous nous contentâmes de visiter les environs, qui sont riants et pittoresques; après quoi nous continuâmes notre route pour Marseille, où nous fîmes quelque séjour et où nous fûmes fort bien accueillis par les premières maisons de commerce et par le consul de Hollande, M. Beugnot, homme respectable et instruit. L'âpreté du sol, malgré les beaux orangers, cette terre calcaire, de mauvais chemins rocailleux, surtout aux environs d'Aix, ne m'inspirèrent pas un grand goût pour la Provence; mais l'activité du commerce et le beau port de Marseille ne laissèrent pas de me frapper. D'après des ordres expédiés de la Haye, l'amiral Van Kinsbergen avait envoyé un vaisseau de ligne pour nous transporter à Constantinople. Le vaisseau s'appelait la *Nord Hollande* et était commandé par M. de Rynevelt, marin expérimenté, homme assez aimable à terre, mais despote et violent à bord. Mon père ne s'accommoda pas avec lui, ce qui rendit la traversée moins agréable qu'elle aurait pu l'être avec un homme plus obligeant et moins intéressé. Il s'entêta à vouloir aborder en Sardaigne, parce qu'il avait certaine relation de femme à Cagliari; il nous fit perdre un temps précieux, trois jours d'un vent de sud-ouest qui nous aurait portés dans l'Archipel. Nous entrâmes ensuite à Malte, où l'on nous fit un accueil distingué. L'escadre vénitienne, commandée par l'amiral Emo (1), s'y trouvait. Elle nous causa un moment d'inquiétude. Il y avait rupture entre cette Répu-

(1) Angelo Emo, né à Malte, était entré dans la marine vénitienne en 1784; il prit le commandement d'une flotte destinée à

blique et celle des Provinces-Unies, relativement à des discussions mercantiles, que personne ne connaissait mieux que M. Tor, puisque c'était lui qui les avait soutenues et qui, peut-être un peu imprudemment, avait rompu les conférences. Cependant la guerre ne fut jamais déclarée, et l'on se contenta de se traiter froidement, l'amiral Emo ne nous ayant point rendu le salut, comme M. de Rynevelt et mon père l'attendaient.

Par contre, M. le bailli de Suffren, se rappelant avoir reçu de mon père, en sa qualité de président des États Généraux, la lettre qui accompagnait la belle épée que Leurs Hautes Puissances lui envoyèrent pour la défense de Trinquemale, nous donna des fêtes superbes ; le grand maître, M. de Rohan, nous fit également beaucoup de politesses, et les cinq jours que nous passâmes dans l'île furent marqués par autant de dîners et de soirées brillantes. Le beau port de la Valette excita en nous une grande admiration et nous intéressa d'autant plus qu'allant en Turquie, nous voyions avec un double intérêt les lieux devant lesquels était venu se briser l'orgueil du grand Soliman en l'an 1563.

Il était de mon âge d'aimer les friandises, aussi je me crus à Malte transporté dans le Paradis terrestre ; les glaces, les sorbets, les confitures et les gâteaux, enfin les belles oranges si renommées, excitèrent d'autant plus ma gourmandise que le mal de mer me tourmentait beaucoup à bord, et j'éprouvai le plus grand regret de ce que mon père ne fût point ambassadeur dans ce lieu de délices.

réprimer les Tunisiens ; il soutint pendant trois ans l'honneur du pavillon vénitien, puis une tempête lui ayant fait perdre deux de ses vaisseaux, le Sénat fit saisir ses biens. Il mourut de chagrin en 1792, à Malte, où il s'était fait débarquer. (Ed.)

Les bons vents du sud avaient fait place à la tramontane ; nous fûmes forcés de jeter l'ancre sur les côtes de Cerigo, où nous n'eûmes de ressources que dans la chasse. Le pays abonde en gibier, mais au reste c'est un triste séjour aujourd'hui que Vénus n'y a plus ses temples. On a de la peine à se persuader que c'est là l'ancienne Cythère. A Milo, on nous annonça que la peste ravageait l'île, ce qui nous en fit repartir de suite sans mettre pied à terre. Le vent du nord nous força de relâcher à Myconi, où une tempête violente fut sur le point de nous jeter sur les rochers. Il y avait dans l'île un consul de Russie, le comte de Weynowitz, né à la Rocca di Cattaro et dont les ancêtres ont combattu avec distinction contre les Turcs. Il nous reçut avec beaucoup d'aménité ; sa femme, jeune et jolie, était d'une prévenance rare ; tous deux faisaient revivre l'antique hospitalité de la Grèce. Myconi n'offre rien de remarquable ; la population de toute l'île ne monte pas à quatre mille âmes. Les vexations de quelque agent turc viennent de temps à autre augmenter la misère et la triste existence des habitants, qui sont Grecs.

Notre commandant n'avait point le talent de choisir des lieux de relâche fort intéressants. Nous restâmes un jour à Mytilène, où il n'y avait à voir qu'une ville turque, sale et peu curieuse. De là, nous cinglâmes vers le canal des Dardanelles, où d'autres contrariétés nous attendaient. Un coup de vent du nord assez violent fit rompre les câbles, et le vaisseau fut jeté à la côte près du cap Baba. L'on fut obligé de débarquer les munitions afin de relever le vaisseau ; le capitain-pacha nous envoya à cet effet de grandes barques, et nous fûmes huit jours avant de nous tirer de là. Je n'avais encore

qu'une idée confuse d'Ilium ; mon père et M. Tor récitèrent les vers de Virgile, mais ils ne mettaient pas un grand intérêt à visiter ces lieux si renommés, et ce ne fut que longtemps après, quand je fis mon voyage de la Troade sous les auspices de M. le comte de Choiseul-Gouffier (1), que je sus que nous avions échoué au pied du cap où fut la ville de Dardanium, et non loin d'Ophrimum et du bois sacré d'Hector. Un bon vent du sud nous fit enfin franchir le pas difficile. Ayant passé entre Sestos et Abydos, devant Lampsaque et Parium, nous entrâmes dans la mer de Marmara, et, le 17 août 1785, nous arrivâmes à Constantinople.

Le temps était magnifique ; des centaines de navires marchands et de barques turques couvraient la mer ; nous ne pûmes assez nous régaler du superbe coup d'œil qu'offre l'entrée du Bosphore. L'antique Byzance à gauche ; le golfe de Nicomédie, les îles des Princes, Chalcédoine, fameux par son concile, à droite, tandis que devant nous Scutari (l'ancienne Chrysopolis) se dessinait en amphithéâtre au pied de la montagne de Bourgourlou qui nous cachait les belles plaines où Licius fut vaincu par Constantin le Grand. De quelque

(1) Marie-Gabriel-Florent-Auguste, comte de Choiseul-Gouffier, s'était embarqué en mars 1776 sur l'*Atalante*. Mettant en pratique les leçons de l'abbé Barthélemy, il avait fouillé le sol de la Grèce, recueilli beaucoup de débris antiques, et, de retour en France, en 1782, il avait publié le premier volume de son *Voyage pittoresque en Grèce*, qui le fit entrer, la même année, à l'Académie. Il était bientôt reparti à Constantinople comme ambassadeur ; il entretenait des artistes et des savants qui relevaient pour lui les monuments et qui parcoururent l'Égypte et la Syrie. Remplacé par M. de Semonville, le 8 juin 1792, il s'était retiré en Russie. De retour en France, il rassembla dans le jardin Marbeuf ses belles collections, qui, à sa mort, en 1817, furent vendues par ses héritiers, acquises en partie par l'État et réunies aux Antiques du musée du Louvre. (Ed.)

côté que l'on se retourne, de grands souvenirs se rattachent aux lieux que nous voyions. Le mont Olympe de Bithynie, couvert de neige au milieu de l'été, se dessine au-dessus des plaines de Brousse où Tamerlan fit prisonnier Bajazet. L'imagination se promène jusque dans le golfe de Nicomédie et fait voir le tombeau d'Annibal à Lilybée. Quelles réflexions à faire sur la grandeur humaine !

Nous avons jeté l'ancre devant Top Hané ; M. Tor nous montra le palais des ambassadeurs de Hollande situé sur le haut des collines de Péra et de Galata. MM. les interprètes, le chargé d'affaires (M. Crol), le comte de Hoche pied, consul général de Hollande dans l'Asie Mineure, vinrent, à la tête de tous les nationaux hollandais, complimenter leur ambassadeur et le conduisirent à terre. Il était d'usage que la nation régalaît l'ambassadeur pendant trois jours, et je dois dire qu'elle s'en acquitta d'une manière honorable. Le capitain-pacha et les autres ministres de la Porte envoyèrent, dès le lendemain, complimenter mon père sur son arrivée ; ceux des membres du corps diplomatique qui n'étaient point à la campagne vinrent nous voir de suite, entre autres le chevalier sir Robert Ainslie, ambassadeur d'Angleterre, et le chevalier de Heydenstam, ministre de Suède, qui avait épousé la fille aînée du comte de Hoche pied, renommée par sa beauté, ses grâces et son amabilité. Comme elle fut la première femme dont j'ai été très amoureux, et comme je lui ai conservé la plus tendre amitié jusqu'à sa mort, je lui rends avec un double plaisir un hommage bien mérité, que ma sœur et toute ma famille ont toujours partagé.

L'ambassade de Constantinople était, en ces temps-là,

très importante tant pour les relations du commerce que pour celles de la politique. L'ambition de Catherine II et celle de Joseph II exigeaient de la part de tous les cabinets une attention marquée.

L'ambassadeur de France était le comte de Choiseul-Gouffier. Sa nomination portait toute l'empreinte de la légèreté et de l'insolence du cabinet de Versailles. Si M. de Choiseul portait un beau nom, s'il était aimable (1), s'il avait su plaire à Mme la princesse de Lamballe qui était l'amie de la Reine, s'il avait déjà voyagé en Grèce, ne devait-on pas aussi se rappeler que, dans la préface de son bel ouvrage pittoresque, il avait furieusement attaqué et insulté le gouvernement ottoman ? et c'était être bien ignorant que de supposer que celui-ci n'en avait pas connaissance, ou bien présomptueux que d'affronter toutes les convenances ; et cela pour frayer à un favori le chemin de l'ambassade de Vienne ; car tel était le but que la Reine s'était proposé, ainsi que M. de Choiseul, qui envisageait cette mission comme le marchepied nécessaire pour arriver au département des affaires étrangères. Il visait à être un second duc de Choiseul. La Porte Ottomane n'ignorait point toutes les avances qu'il faisait à la Russie et à l'Autriche, et combien il sacrifiait à sa propre ambition les intérêts de la France. Le Divan, qui datait son alliance avec Sa Majesté Très Chrétienne du règne de François I<sup>er</sup>, ne pouvait pas en conscience accorder grande confiance à un ambassadeur tout dévoué aux cabinets de Vienne et de Saint-

(1) Peu de personnes étaient aussi aimables en société, surtout en petit comité. Excellent causeur, il avait un talent particulier pour la narration. On prétendait à Constantinople qu'il étudiait, le matin, la matière qu'il se proposait de développer le soir.



Pétersbourg. De là le peu d'intérêt du cabinet ottoman aux malheurs des Bourbons. On peut même assurer que la Porte, politiquement parlant, ne fut pas fâchée de la révolution française, parce qu'elle espéra, et avec raison, qu'un gouvernement plus national ne sacrifierait pas l'existence de l'empire turc à des affections de parenté ou à des ambitions personnelles.

M. de Choiseul avait toutes les qualités et les défauts d'un homme de cour. Son goût pour les arts se réduisait à l'envie de se faire un nom ; ses ouvrages lui appartenaient parce qu'il les a payés. Il s'était entouré de savants et d'artistes distingués, qui rédigeaient et souvent fournissaient des *Mémoires*. Ses dessins étaient corrigés par Fauvel (1), Heller ou Kauffer (2), et il y mettait son nom. Foncièrement paresseux et négligent, voyageant pour avoir le renom de voyageur distingué, mais ne regardant que superficiellement, il abandonnait à ses compagnons les études pénibles, et, lorsqu'il ne leur avait point laissé le temps de bien examiner sur place, l'imagination suppléait après coup aux lacunes. MM. Fauvel, Kauffer et Cassas (3) m'ont conté à ce sujet les anecdotes les plus plaisantes. L'histoire de la découverte du tombeau d'Achille et de Patrocle, et des sources du Scamandre, a par certains détails autorisé tout d'abord plusieurs savants d'Europe à jeter du ridicule

(1) Antiquaire et peintre. En 1780, il avait entrepris le voyage de Grèce et relevé les plus beaux monuments ; il fit un second voyage en 1787 et plus tard, en 1803, fut nommé consul à Athènes. (Ed.)

(2) Ingénieur hydrographe, auteur de cartes très estimées. (Ed.)

(3) Peintre, dessinateur, architecte, élève de Lagrenée jeune et de Vien, Louis-François Cassas parcourut la Grande-Grèce de 1784 à 1786 ; il rapporta un grand nombre de dessins et publia, en 1799, des voyages pittoresques en Syrie, Phénicie, Palestine et Basse-Egypte. (Ed.)

sur des vérités fort intéressantes, que l'on devait cependant, sinon au savoir de M. le comte de Choiseul, du moins à la direction qu'il a donnée à ses artistes, et plus encore à l'argent qu'il a dépensé en fouilles, en cadeaux aux autorités turques, en frais de voyages et mille autres débours que nécessite une pareille entreprise.

Si M. de Choiseul pouvait dans la tombe savoir que le fruit de ses soins et de ses peines s'est évanoui peu après sa mort, il aurait droit de s'en désoler. Idalie, où il avait fait bâtir des temples sur le modèle de ceux d'Athènes, où l'on voyait les autels et les tombeaux de l'ancienne Grèce, a été vendu pour rien. Ses marbres et ses inscriptions, ramassés au prix de tant d'argent et de peines, ont été dispersés; quelques-uns sont passés en Angleterre, et de ses enfants, les uns n'ont rien apprécié, les autres ont été dans la triste nécessité de se soumettre à cette spoliation barbare.

L'ambassadeur d'Angleterre, sir Robert Ainslie, était le principal antagoniste et aussi la bête noire de M. de Choiseul. Avec beaucoup plus de savoir et de connaissances profondes, mais avec une volubilité de langue rare, il s'emparait de la conversation et, de citations en citations, d'histoires en histoires, il arrivait souvent à faire des contes, pour ne pas dire des mensonges tellement palpables que les *Mille et une Nuits* arabes ne sont que des jeux d'enfants en comparaison de tout ce que sur son honneur et sur son Dieu il assurait lui être arrivé. Mon père, qui s'en amusait, l'écoutait plus volontiers que M. de Choiseul; cependant, je me rappelle les avoir vus tous deux s'endormir et sir Robert continuer ses récits, sans s'en apercevoir. Quant à moi, je l'écoutais avec ce plaisir qu'éprouve la jeunesse à entendre le merveilleux.

M. Ainslie avait eu la méchanceté de faire traduire et remettre au reis-effendi la fameuse préface où M. de Choiseul appelle les Grecs à la révolte ; il le contrecarrait souvent auprès de la Porte relativement aux demandes en autorisation de fouilles. Notamment, M. de Choiseul ayant sollicité du capitan-pacha la faveur de faire enlever, au cap Sigée, la fameuse inscription boustrophédon, rapportée dans l'ouvrage de milady Montagu, emportée depuis par lord Elgin, et que l'on croit avoir appartenu (ainsi qu'un beau bas-relief) au temple de Minerve (1), M. Ainslie eut la malice de faire savoir au grand amiral que cette inscription était bien plus ancienne que le temps des Croisades, auquel l'ambassadeur de France voulait la rapporter, et que, pour sûr, elle n'avait aucun rapport à quelque prétendu ancêtre de M. de Choiseul, d'autant plus qu'on aurait eu peine à retrouver quelqu'un de ce nom ayant pris part aux expéditions de Terre Sainte.

En politique, les deux Excellences n'étaient pas de meilleure entente ; les intérêts de leurs cours y mettaient obstacle, et, de part et d'autre, ils étaient enchantés de contrecarrer leurs démarches respectives. Tout cela n'empêchait point les relations de société ; sir Robert n'était pas homme à se faire écarter facilement ; M. de Choiseul n'osait pas en venir à une brouille ouverte, et ces deux messieurs vivaient ostensiblement dans une belle harmonie, se faisant en hommes du grand monde les plus gracieux compliments.

(1) Lord Elgin était ambassadeur près de la Porte en 1799. En 1804, il obtint un firman l'autorisant à mouler les sculptures d'Athènes et à se rendre acquéreur des plus belles. En 1803, il quitta l'ambassade, et il revint en Angleterre en 1806. Les admirables marbres qu'il a détachés des frises du Parthénon font aujourd'hui partie des collections du British Museum. (Ed.)

Sir Robert avait beaucoup voyagé; il parlait de la plupart des princes de l'Europe comme de ses familiers; mais il lui arrivait de les confondre, et, quand on lui en faisait l'observation, il répondait : « Je sais, je sais », et continuait sa narration. Si l'on parvenait à le mettre au pied du mur, il virait de bord et finissait par dire, en ayant l'air de tomber d'accord avec son interlocuteur : « Voilà ce que depuis une heure je me tue à vous expliquer. »

M. Ainslie a formé à Constantinople un des plus beaux cabinets de médailles; nous lui devons le bel ouvrage de M. Mayer sur l'Égypte, la Syrie et la Carmanie. Plusieurs Anglais, distingués par leur esprit et leurs talents autant que par leur naissance, logèrent chez lui, tels que le chevalier Worsley, sir Sydney Smith et d'autres. Son palais était, à l'égal de celui de l'ambassadeur de France, l'asile des artistes et des gens de lettres. Sa maison de campagne était à Belgrade (1), où mon père habitait aussi en été, et tous deux y ont fait bâtir et former d'assez beaux jardins. M. de Choiseul était établi à Thérapia, sur le canal de la Propontide, en face de l'embouchure de la mer Noire. Sa maison y était belle et arrangée avec goût; les jardins et les terrasses offraient le luxe oriental joint aux agréments des jardins de la chrétienté (2).

Malgré leurs travers, ces deux ambassadeurs contribuaient infiniment à rendre le séjour de Constantinople

(1) Sur le Bosphore, à huit lieues nord de Constantinople. (Ed.)

(2) Je n'ai point connu M. Liston à Constantinople; aussi je n'en parle point ici, et, quant à lord Elgin, il en sera question quand je relaterai mon dernier voyage en Turquie en 1802. Il a joué un rôle trop marquant dans ce pays pour que je n'aie pas à faire mention de lui.

agréable et intéressant. Ils tenaient grand état et menaient un train fastueux.

Personnellement, je leur ai les plus grandes obligations. J'ai été traité chez l'un et chez l'autre comme un enfant de la maison. En rapportant leurs défauts j'ai pu paraître ingrat; mais celui qui veut laisser des notes pour l'histoire doit écrire la vérité, et ce que j'en ai dit ne diminue en rien ma reconnaissance envers eux.

Les autres membres du corps diplomatique, la plupart des négociants francs, ainsi que tout ce qui appartenait aux légations et aux ambassades, allaient habiter dans la belle saison à Buyukdère, village bâti sur le bord de la mer. Tous les dimanches, une belle plaine ornée du plus magnifique bouquet de platanes qui peut-être existe, était le rendez-vous de tout ce qui appartenait à la société. On y venait de Belgrade, de Thérapia et même de Péra. Les Grecs, les Arméniens et quelques Turcs prenaient goût à ces réunions que je ne puis mieux comparer qu'au Longchamps de Paris, aux cascine de Florence et à la promenade des Bagnoles à Naples. Tous les ambassadeurs entretenaient beaucoup de chevaux. C'étaient eux qui, de mon temps, faisaient réparer les routes conduisant à leurs campagnes, les Turcs ne s'en mêlant pas; et, grâce à leurs soins, les équipages roulaient assez commodément, du moins avec sûreté, jusqu'à quatre et cinq lieues de la ville.

Les ambassadeurs de Venise ou bailes, comme on les appelait, ne restaient jamais plus de trois ans à Constantinople, ce qui tenait, je crois, à la jalousie du gouvernement vénitien et peut-être aussi à ce fait que, l'ambassade étant fort lucrative, on y envoyait successivement ceux des nobles qui avaient à refaire leur for-

tune. Depuis 1785 où j'y suis arrivé jusqu'en 1793, j'y ai connu M. le chevalier Garsoni, le plus brave et excellent homme que l'on puisse trouver. Depuis lors, je l'ai revu à Vienne en qualité d'ambassadeur; sa femme a été citée comme un modèle de vertu, quoique belle et ornée de talents. Son successeur fut le cavalier Julian, ancien inquisiteur d'État et ambassadeur à Saint-Pétersbourg, où il fut fort considéré de l'impératrice Catherine II à cause de son esprit, car son physique ne prêtait pas à d'autres soupçons. Il était amateur des beaux-arts et bon helléniste. Ce fut lui qui alla avec M. le comte de Choiseul visiter les tombeaux de la Troade et qui contribua à leur faire assigner les dénominations qu'on leur donne sur les cartes de Kauffer et de Chevalier. Après lui, vint un vrai pantaleon italien, bavard, peu instruit, méchant et tripoteur. Enfin arriva le cavalier Foscari, qui avait aussi résidé à Saint-Pétersbourg. C'était un homme bon, jovial, qui avait beaucoup lu : dégoûté et ennuyé du monde, il passait sa journée dans son lit (1); mais, aimant à recevoir ainsi, il avait alors une conversation anecdotique et piquante. Son bonheur était de faire des cadeaux, surtout aux dames. Il était en tout fort honorable.

Mon père, le quatrième ambassadeur, était certes le plus honnête homme de tout le corps diplomatique, mais d'un caractère trop altier pour plaire à tous les caméléons ses collègues. Assez homme d'État, instruit dans les affaires de l'Europe, mais peu familiarisé à parler le français, ayant fait toutes ses études en latin, il n'é-

(1) Le cavalier Francesco Foscari était alors âgé. Il avait déjà tenu de nombreuses ambassades, à Rome, à Constantinople même, à Vienne et à Saint-Pétersbourg. (Ed.)

taut pas toujours ce que l'on peut appeler au courant de la conversation. Bon jurisconsulte, ses décisions inspiraient la plus grande confiance, et, comme les ministres étrangers sont à Constantinople des chefs de nation, comme ils jugent et décident bien souvent du sort et de la fortune de leurs subordonnés, il était beaucoup plus estimé que ses collègues. Ceux-ci, pour la plupart, transigeaient avec leur conscience, tandis que mon père était d'une raideur désespérante pour ceux qui prévoyaient leur condamnation. Il n'y avait point d'accommodement avec le ciel chez lui; il n'y mettait rien d'acérbe; seulement, lorsqu'il avait inutilement épuisé tous les moyens de conciliation, il voulait que justice fût faite.

Ayant eu à décider d'un procès fort embrouillé et presque scandaleux entre Mme Borneman et sa belle-fille Mme Willis, qui, en qualité de jolie femme, inspirait beaucoup plus d'intérêt que sa vieille marâtre, et comme l'on n'avait rien pu obtenir en sa faveur, M. de Choiseul dit : « Cet ambassadeur est plus juste que galant, il est effrayant. » La Porte avait confiance en lui, et, lors des premiers troubles en France, elle le consulta sur le parti qu'elle avait à prendre. Mon père, pour lui avoir conseillé de ne pas se brouiller avec la nouvelle république, déplut beaucoup au parti de la coalition de Pilnitz (1), et le marquis de Lucchesini écrivit à mon beau-frère, le général Knobelsdorff, envoyé du roi de Prusse : « Engagez donc votre beau-père à être moins jacobin. » Tous ceux qui n'avaient pas le vertigo, provoqué par le fameux

(1) Village de Saxe, près de Dresde, où les puissances étrangères signèrent en 1791 le traité de coalition contre la France.  
(Ed.)

manifeste du duc de Brunswick, étaient déclarés ennemis du genre humain et régicides, ou jacobins. Certes mon père n'approuvait pas les horreurs qui se commettaient alors en France; mais il ne voyait pas là un motif pour la Sublime Porte de rompre des relations qui dataient de plusieurs siècles, que le cabinet de Versailles n'avait que trop méconnues dans les derniers temps, comme je l'ai déjà fait observer, et qui étaient surtout d'un intérêt majeur pour tous ses sujets commerçants et pour sa navigation.

L'Angleterre et la Hollande elles-mêmes ne s'étaient point encore prononcées. Plus tard la Porte n'a que trop déploré d'avoir été forcée par Sydney Smith de rompre avec la France, lors de l'expédition d'Égypte; et, tout en souscrivant au renvoi de mon père de Constantinople, elle chercha autant que possible à adoucir ce procédé et à empêcher une rupture formelle avec la République batave; elle engagea donc mon père à s'arrêter à Bucharest, et à y attendre des temps plus calmes, ce qu'il fit, et en quoi il fut entièrement approuvé par ses commettants. Il mérita bien de son pays; la Porte lui sut gré de sa modération, et la France lui eut beaucoup d'obligations de ce qu'il avait empêché les archives de l'ambassade de France de tomber entre les mains des Anglais et de ce qu'il vint au secours de tous les malheureux Français déportés sur les bords de la mer Noire ou enfermés au bain de Constantinople. Il y mit même une générosité peu commune dont il fut mal récompensé, puisque la France ne lui a jamais remboursé l'argent qu'il a avancé de son propre bien. M. de Talleyrand s'est contenté de lui écrire de belles lettres de remerciements (tandis qu'à



M. de Boulogny (1) on a donné un beau service en argent) au nom du Directoire, et les gazettes ont retenti dans le temps de sa fermeté. Cependant mon père prêtait et souvent donnait son argent sans intérêt, et M. de Boulogny et le baron Hubsch (2) se faisaient payer jusqu'à 30 pour 100 de commission et souvent payaient une partie en tablettes de chocolat par spéculation.

L'Autriche n'a à Constantinople qu'un internonce pour éviter les discussions sur le rang avec d'autres Cours. Nous y trouvâmes en cette qualité M. le baron de Herbert (3), petit homme très violent et faisant sentir à la Porte tout le poids de la puissance de son maître et de la Russie, dont il était l'âme damnée. Élevé par les jésuites et par M. le comte de Trautmansdorff, avec qui il avait été en mission dans les Pays-Bas autrichiens (4), il était doué de beaucoup d'esprit et de moyens. Brouillé complètement avec sir Robert Ainslie, ambassadeur d'Angleterre, au point de ne pas se voir et d'éviter de se rencontrer en maison tierce, il était ostensiblement lié

(1) Ministre d'Espagne auprès de la Sublime Porte. Voir plus loin. (Ed.)

(2) Chargé d'affaires de la Cour de Copenhague. (Ed.)

(3) Ayant suivi l'armée autrichienne en Bosnie, le jeune Herbert avait été emmené comme prisonnier de guerre à Constantinople. Un jésuite le retira des mains des Turcs, l'instruisit et le prépara à devenir secrétaire du prince de Kaunitz, le premier ministre de l'Empereur. Il fut ensuite attaché à l'ambassade de Constantinople comme internonce, puis devint secrétaire de la légation et ministre auprès du Sultan. Il signa en cette qualité le traité conclu entre l'Autriche et la Porte en 1791. (Ed.)

(4) Ferdinand, prince de Trautmansdorff-Weinsberg, chambellan et conseiller d'État intime d'Autriche, avait remplacé le comte Beljioso dans les fonctions de ministre plénipotentiaire en Brabant. Quand l'invasion des Français lui supprima sa place, il revint en Autriche, fut nommé grand maître de la cour et élevé à la dignité de prince de l'Empire. (Ed.)

avec l'ambassadeur de France, ce qui témoignait plus de politique que d'inclination de la part de M. de Choiseul, postulant, ainsi que je l'ai dit, l'ambassade de Vienne. Évidemment le caractère hargneux et le ton criard qui rappelait le garçon de bureau, premier état du baron de Herbert Ratsbael, ne pouvaient pas convenir à un courtisan de Versailles. Sa femme avait des qualités précieuses; elle se lia d'amitié avec ma mère; mais un certain ton de hauteur et d'étiquette allemande la rendait quelquefois insupportable. Après la mort de son mari, elle a été appelée à la Cour du grand-duc de Toscane, pour soigner l'éducation des jeunes princesses. Il faut espérer qu'elle y aura été plus heureuse avec elles qu'avec ses propres enfants, qui ont médiocrement réussi. Sa fille cadette est Mme Spencer Smith, qui a assez fait parler d'elle et que j'ai retrouvée à Paris, à Vienne et à Wurtzbourg; elle a été fort jolie et, au fond, excellente personne; si elle a mal tourné, ainsi que sa sœur la comtesse d'Athem, on doit en accuser son éducation mal entendue.

Il n'y avait pas bien longtemps que l'Espagne s'était décidée à avoir un ministre permanent auprès de la Sublime Porte; les deux États avaient plutôt vécu jusque-là en état d'hostilité. Ceci tenait au catholicisme exagéré des Espagnols, qui faisaient pour ainsi dire cause commune avec Malte contre la loi du Croissant. M. de Boulogny, négociant assez mince de Barcelone ou Carthagène, avait eu des relations mercantiles avec des Turcs et avait accueilli dans sa maison un prisonnier marquant, favori du fameux Gazi Hassan, capitain-pacha, et que j'ai ensuite connu comme vice-roi d'Égypte. Ce fut par lui que M. de Florida Blanca, ministre des

affaires étrangères à Madrid, ouvrit des négociations avec la Porte, et M. de Boulogny, ayant réussi, fut nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Constantinople. C'était un brave homme, à idées biscornues, étranger aux usages de la grande société, sans cependant s'y mal présenter. Il y avait en lui et dans toute sa famille un mélange de bonhomie et de morgue castillane qui formait un contraste et le brouillait souvent avec d'autres légations. C'est ainsi que je l'ai vu au plus mal avec M. de Choiseul pour l'achat d'un cheval qui fut le sujet d'une lettre ridicule. Il se brouilla plus tard avec sir Robert Ainslie pour une invitation à dîner. Ses enfants étaient de l'âge de ma sœur et du mien ; nous nous liâmes d'amitié, et il n'y a jamais eu aucune altercation sérieuse entre nos familles. Celle de M. de Boulogny m'a comblé de politesses, et ma sœur et moi avons été très sensibles à la mort de la comtesse de Joldy, qui était connue à Constantinople sous le nom de la jolie Hélène.

Les relations politiques n'étaient pas bien importantes entre l'Espagne et la Turquie. Quelques frégates espagnoles amenant des ambassadeurs ou des présents de Maroc, firent connaître favorablement le pavillon dans les mers du Levant et à Constantinople même, et les marquis de Gravina et de Villavicienza, qui ont marqué l'un et l'autre plus tard dans la marine espagnole, contribuèrent de leurs personnes à donner une idée avantageuse des nouveaux amis que la Porte s'était donnés.

En 1791, M. de Boulogny père s'étant retiré en Espagne après avoir fait une assez belle fortune à Constantinople, son fils aîné qui avait épousé une demoiselle Timoni, Franque de Péra, lui succéda comme chargé d'affaires,

mais il se fit moins aimer et surtout moins estimer que son père. On l'a furieusement soupçonné de n'avoir pas agi fort loyalement lors de l'expédition d'Égypte, d'avoir trahi les intérêts de la France alors l'alliée de l'Espagne, et surtout d'en avoir agi d'une manière bien intéressée vis-à-vis des malheureux prisonniers français à qui il était chargé par le Directoire de donner des secours. Il n'en a pas moins reçu de beaux cadeaux de la France, tandis que mon père et mon beau-frère en ont été pour leur argent et pour mille désagréments, notamment pour mon père celui d'avoir été relégué pendant dix-huit mois à Bucharest, tandis qu'il n'aurait eu pour rester bien tranquille à Péra qu'à s'engager à ne pas se mêler des intérêts de la France et à ne pas protéger les Français. Sydney Smith, qui dictait alors la loi à Constantinople et avec qui j'avais été fort lié, avait été comblé de bontés dans la maison de mon père lorsque, fort jeune encore, il était venu visiter le Levant. Il en avait gardé le meilleur souvenir et ne cessait de répéter à mon père : « Abandonnez les Français et vous resterez. » Cependant il en fit une condition *sine qua non*, que mon père eut le courage de refuser.

M. de Bulgakoff était envoyé de Russie lors de notre arrivée à Constantinople; il y résida en cette qualité jusqu'à la déclaration de guerre en 1788, quand il fut enfermé aux Sept-Tours suivant l'usage peu aimable des Turcs. C'était un homme doué de moyens, mais affichant vis-à-vis de la Porte toute la hauteur d'un vainqueur. Il fit tant que les Turcs, à la vérité poussés par l'Angleterre et par la Prusse (1), se décidèrent à la guerre.

(1) L'Angleterre et la Prusse, qui venaient d'opérer une révolution en Hollande, avaient cru devoir fomenter la guerre en Orient

M. de Bulgakoff ne s'attendait pas à cet acte de rigueur, et l'ambassadeur de France eut beau le prévenir, il ne voulut point y croire, la veille même de son arrestation. Il en fut d'autant plus atterré que l'Impératrice ne voulait point pour le moment de rupture, et qu'elle lui avait enjoint encore tout récemment de se désister plutôt de quelques prétentions que d'en venir à pareille extrémité. M. de Bulgakoff, en se rendant à l'audience du grand vizir, crut et espéra encore conjurer l'orage s'il cédait sur les points en litige, mais il fut trompé et surtout bien surpris quand le vizir, qui était alors le fameux Yousouf Pacha, lui demanda la restitution de la Crimée. Cette prétention était tellement inattendue et hors de propos qu'il sentit bien que le parti anglais avait le dessus et que c'était un coup monté. Avec plus de modération il aurait pu prévenir de longue main la rupture; mais, depuis le voyage de Catherine II et de Joseph II en Crimée, la Porte se croyait fortement menacée. Elle se persuada qu'il valait mieux prendre l'initiative.

M. de Bulgakoff est encore un des ministres qui ont droit à ma reconnaissance; il avait proposé à mon père de m'emmener avec lui à Kherson, lorsqu'il y fut pour faire sa cour à sa souveraine, et j'ai toujours regretté d'avoir manqué cette occasion de voir cette princesse. J'étais encore enfant; mon père éprouvait de la répugnance à me confier à des mains étrangères, et cela pour un voyage d'outre-mer. Je suis donc loin de lui en faire un reproche.

M. Melling (1), aujourd'hui connu par son bel ouvrage

pour lier les mains de la France; leur calcul fut justifié par l'événement.

(1) Peintre, d'origine suisse, vint plus tard se fixer à Paris et peignit, en collaboration avec sa fille, *l'Entrée du Roi dans Paris*

sur Constantinople et par beaucoup d'autres œuvres, était alors attaché à l'ambassade russe; M. de Bulgakoff lui permit de donner des leçons de dessin à ma sœur et à moi, et c'est de lui que j'ai reçu les premiers éléments de cet art si utile en voyage et qui m'a été d'un grand secours dans mes excursions en Asie et en Égypte.

Après la paix de 1791, ce fut le colonel Kwastof qui vint comme chargé d'affaires de Russie. Il avait de l'esprit et était assez éclairé, quoiqu'il se montrât publiquement très opposé à la Révolution française. Il eut cependant le courage de dire que le mieux pour les autres souverains était de ne pas s'en mêler, ce qui n'était pas l'avis de plusieurs de ses collègues, et surtout pas celui du petit baron de Herbert, qui voulait que l'on exterminât le peuple français. Le général, depuis maréchal Kutusof, arriva quelques mois plus tard comme ambassadeur extraordinaire avec une suite nombreuse; son entrée eut presque l'air d'un triomphe. Il se fit connaître fort avantageusement par sa sagesse, son esprit et sa modération. Je partis avec mes parents pour la Hollande dans le temps qu'il arriva; aussi j'ai peu à en parler, n'écrivant que ce que j'ai vu. Dans un autre voyage que je fis à Constantinople en 1801 et 1802, j'y vis MM. de Tamara et Italinski, connus comme bons diplomates, gens aimables et dont le dernier surtout a laissé en Italie la réputation d'être un homme de lettres, connaisseur en beaux-arts.

M. de Ditz n'était encore que chargé d'affaires de

(1814) et la *Distribution des drapeaux de la garde nationale* (1815). Il était resté dix-huit ans à Constantinople. L'ouvrage auquel fait allusion le baron de Dedem a pour titre : *Voyage pittoresque de Constantinople et des rives du Bosphore*. (Ed.)

Prusse en 1785; mais le Roi le nomma son envoyé et ministre plénipotentiaire en 1787, et le chargea de négocier un traité d'alliance avec la Porte. Il réussit parfaitement; puis, s'étant brouillé avec l'ambassadeur d'Angleterre et les ministres de Suède, ceux-ci cabalèrent contre lui à Berlin et firent si bien qu'ils parvinrent à le faire rappeler. C'était un procédé inique, et le roi de Prusse commit un acte d'injustice en sacrifiant un homme qui l'avait servi à merveille et à qui il ne fallait point s'en prendre si on lui avait fait promettre aux Turcs plus qu'on ne voulait tenir. Cependant M. de Knobelsdorff, qui vint à son insu et qui avait même l'ordre de le faire arrêter s'il le croyait coupable de trahison, ratifia en entier et avec quelque affectation le traité, afin de calmer les inquiétudes des ministres ottomans qui soupçonnaient la Prusse de mauvaise foi. Comment n'auraient-ils pas vu d'un mauvais œil le rappel d'un ministre en qui ils avaient d'autant plus de confiance qu'il avait appris exprès les langues orientales afin de n'avoir pas toujours besoin d'un interprète? Il vivait même plus en société des gens de lettres turcs que jamais ministre étranger n'avait encore fait. Ce qui est une tache à la mémoire d'un homme qui occupait une place importante à Berlin et qui était connu pour un homme plein d'honneur, c'est qu'il se laissa employer à perdre M. de Ditz; il assura que mon père avait écrit aussi des plaintes contre lui, ce qui était tout à fait controuvé. Le Roi ayant objecté que les dénonciations lui semblaient suspectes parce que l'ambassadeur de Hollande, connu pour n'être pas facile, était lié avec M. de Ditz et fort éloigné de s'en plaindre, on supposa une lettre chiffrée que mon père n'avait point écrite, et ce manège réussit.

Depuis plus d'un an il y avait à Constantinople une personne de confiance de la part du roi de Prusse. C'était le colonel Götze, qui s'était distingué dans l'expédition de Hollande et qui est mort commandant de Berlin. Il resta quelque temps sous le nom de M. Smith, négociant de Berlin ; mais, comme son incognito était le secret de la comédie, et comme il était surtout envoyé pour donner des conseils militaires au grand vizir et pour instruire les Turcs dans la tactique européenne, il dut découvrir son véritable caractère. Il eut même une audience de la Porte, reçut de beaux présents et partit pour l'armée avec quelques autres officiers subalternes. Il fut utile au vizir, surtout à l'affaire de Viddin, où il eut deux chevaux tués sous lui. Yousouf Pacha savait l'apprécier. Son successeur, pour n'avoir pas voulu l'écouter, perdit la bataille de Maxin contre les Russes et les Autrichiens. M. de Götze était de l'école du grand Frédéric, qu'il appelait toujours le Belzébuth, Quand, en 1787, la France soutint si mollement les patriotes hollandais contre le Stadhouder, pour la cause duquel le duc de Brunswick était prêt à entrer en Hollande à la tête de vingt mille hommes, ce fut M. de Götze qui fut envoyé sous un déguisement à Givet pour vérifier s'il y avait des troupes françaises. Il m'a souvent répété : « Si j'y avais trouvé un seul bataillon, le duc de Brunswick, d'après ses instructions, n'aurait point en Hollande, malgré toutes les clameurs de la princesse d'Orange. » Et cette affaire lui avait donné le plus souverain mépris pour la politique française. J'ai été lié d'amitié avec lui jusqu'à sa mort, et nous n'avons cessé d'être en correspondance. Il m'avait pris en affection, et c'est lui qui me donna les premières instructions de



l'art militaire. Il fortifia mon goût déjà prononcé pour le métier des armes, dans lequel j'ai eu la chance de réussir par la suite, lorsque, favorisé par les circonstances, j'ai pu m'y livrer entièrement.

M. de Ditz quitta Constantinople, indigné d'être sacrifié à une intrigue. On lui avait reproché que le traité avec la Porte eût été connu, et il avait répondu à M. de Hertzberg (1) que le secret ne pouvait en avoir été trahi que soit dans son cabinet, soit par les ministres d'Angleterre, de Pologne, de Hollande ou de Suède à qui on l'avait confié à Berlin, ce qui irrita ces messieurs. Il ajouta qu'il s'était donné la peine d'apprendre le turc pour n'avoir point d'intermédiaire ; qu'il avait copié le traité de sa main, et que les ministres turcs avaient un trop grand intérêt à le tenir secret pour les soupçonner d'indiscrétion. L'on sent que cette réponse ne lui fit point d'amis à Berlin, et d'autant plus que le soupçon qu'il émettait se trouvait mal fondé. Voici comment le traité avait été connu et dévoilé. M. de Choiseul était, durant la guerre, l'agent secret des cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg ; il découvrit d'abord qu'il y avait une négociation avec le ministre de Prusse. Ces choses-là restent plus difficilement cachées à Constantinople qu'ailleurs, à cause du cérémonial des conférences diplomatiques. Les affaires ordinaires sont traitées par les drogmans, qui vont tous les jours à la Porte et voient le reis-effendi ou le kiaya-bey. On n'a pas plus tôt appris qu'un ambassadeur étranger a eu une entrevue avec un ou avec plusieurs ministres ottomans, que

(1) Ancien ministre du grand Frédéric et ministre des affaires étrangères de Prusse. Ce fut lui qui dirigea, en 1787, l'expédition du duc de Brunswick en Hollande. (Ed.)

déjà les suppositions commencent, et, lorsque les entretiens deviennent fréquents, comme c'est naturellement le cas pour un traité qui ne se conclut point sans être longuement débattu, ces suppositions prennent plus de consistance. Une fois l'existence du traité connue, la corruption fit le reste. M. de Choiseul acheta l'envoyé chargé de porter les pièces à Berlin. En arrivant à la quarantaine sur la frontière, l'envoyé consentit à laisser décacheter ses paquets et prendre copie du contenu.

Le baron de Knobelsdorff, qui succéda à M. de Ditz et qui, je l'ai dit, devint mon beau-frère, avait plus de formes, beaucoup d'esprit et de connaissances. Il avait été élevé à l'école militaire de Berlin par ordre du grand Frédéric, qui l'avait inscrit sur ses tablettes en le recommandant à son successeur comme un jeune homme qui promettait beaucoup et qui serait propre à être employé, ainsi que M. de Sastrow, dans la carrière diplomatique. M. de Knobelsdorff a joué un beau rôle et même un rôle brillant à Constantinople. Les Turcs l'aimaient et le consultaient. J'ai vu un temps où on lui communiquait le résultat des muchavérès ou conseils tenus chez le Sultan, et, lors de l'expédition d'Égypte, il donna des avis salutaires aux Turcs. Il rendit aussi des services à la France, services que l'empereur Napoléon reconnaissait par beaucoup de confiance et presque de l'amitié.

Monarchiste ultra, croyant son Roi infaillible, il se laissa quelquefois entraîner par ses collègues qui n'avaient ni sa moralité ni son bon cœur, et sa fameuse note à la Porte contre la réception de M. de Semonville en qualité d'ambassadeur de France, prouve que souvent les passions et les excès sont aussi dangereux en politique qu'en matière de religion.

La Pologne n'avait point encore été effacée du tableau politique de l'Europe, quoiqu'elle eût déjà souffert deux partages. Elle n'avait d'ordinaire qu'un chargé d'affaires auprès de la Porte, et de temps à autre elle envoyait une ambassade extraordinaire. M. Schranowski remplissait la première fonction avec zèle et avec sagesse; il jouissait de l'estime et de l'amitié de ses collègues, lorsqu'en 1790 arriva M. le comte Stanislas Potocki, venant en ambassadeur extraordinaire pour faire un traité d'alliance avec la Porte. Le cabinet de Varsovie se faisait encore illusion sur le malheur qui menaçait son pays, sur la mauvaise foi de ses voisins, particulièrement sur celle de la Prusse, qui le trompa d'une manière tout à fait honteuse. Les Turcs traitèrent bien l'ambassadeur et conclurent même un nouveau traité avec lui. Ils avaient le désir de voir la Pologne se maintenir, mais ils étaient assez instruits et surtout assez prévoyants pour ne pas y compter. M. de Potocki s'entourait d'un faste presque oriental; beaucoup de jeunes seigneurs polonais, tels que les comtes Malakowski, Bronic, Jarasowski et d'autres, lui étaient attachés. Il avait une suite de cent soldats et des dragons. Le jour de son entrée, tout ce que la vanité peut inventer fut étalé. Ce fut pour la Pologne, à l'égard de la Turquie, le chant du cygne. Toute cette ambassade tomba en lambeaux, et les insinuations de la Russie valurent à M. le comte de Potocki son rappel et des désagréments. Il emporta peu de considération personnelle; celle de son pays était nulle; il laissa des dettes considérables, qu'il a payées plus tard. Il avait peu d'esprit et peu de moyens, de la mollesse et de la vanité; au reste, assez bon homme, gai, sociable, mais trouvant

le suprême bonheur dans sa pipe et sur son sofa. Il était peureux à cheval, quoique général de cavalerie. Ses fils, élevés par un homme distingué, M. Poligny, promettaient davantage. Ils sont morts jeunes encore; j'ai à regretter en eux des amis sûrs et estimables.

M. le chevalier de Heydenstam, qui représentait la Suède, était un homme de bonne compagnie, instruit, mais s'ouvrant rarement, plus par paresse morale que par tout autre sentiment. Je crois qu'il était foncièrement honnête homme; malheureusement le désir et le besoin de faire de l'argent a quelquefois mis du louche dans sa conduite. Il était entouré et dirigé par deux ou trois intrigants, soi-disant amis, aussi faux qu'égoïstes, qui ont fini par le perdre à la cour de Stockholm. Parmi eux je citerai M. Mouradgea d'Ohsson, premier interprète de la légation suédoise, qui a écrit un ouvrage savant, quoique lourd, sur l'Empire ottoman (1); puis M. le baron de Brentano, qui a également joué dans une certaine mesure un rôle d'aventurier, bien qu'il fût ministre accrédité auprès du grand vizir (2).

M. de Heydenstam offrait assurément l'hospitalité la plus recherchée dans Péra. Sa maison était sans contredit la plus agréable, et sa femme, jeune et jolie, en faisait l'ornement. Chaque soir, ce qu'il y avait de gens aima-

(1) Originaire de Grèce, il était venu à Paris, s'y était marié, et y fit paraître les deux volumes de son tableau général de l'Empire ottoman (1788-1789). Effrayé par les premiers troubles de la Révolution, il regagna Constantinople, mais revint à Paris, y publia le *Tableau historique de l'Orient*, une *Histoire de la maison ottomane*, et mourut en 1807 (Ed.).

(2) Le baron de Brentano devait même rejoindre le grand vizir à l'armée; mais le colonel prussien de Götze s'y opposa sous main.

bles, tant en voyageurs que parmi les habitants du faubourg, s'y réunissait.

Le baron d'Asp vint remplacer inopinément M. de Heydenstam, et sans que celui-ci en eût été prévenu. Le nouveau ministre, d'un caractère froid, était un homme de moyens; mon père l'avait connu à la Haye, ce qui rendit nos relations plus fréquentes, et, quoique l'on regrettât la maison de son prédécesseur, il fut aimé et estimé comme il le méritait.

Le comte de Ludolf, le père, envoyé par le cabinet de Naples, était un homme d'assez basse extraction, mais érudit et qui s'était appliqué à l'étude des langues orientales. J'ai même de lui des extraits traduits de l'histoire de Perse. Il possédait une belle bibliothèque, mais n'aimait point à prêter ses livres, en quoi il n'avait pas tort. Je lui sais d'autant plus gré d'avoir fait souvent exception en ma faveur. Il était fort méthodique; le jour où il devait aller s'établir à Buyukdèré pour y passer la belle saison était fixé un an d'avance comme celui où il rentrait en ville. Son sang-froid n'était pas moins admirable; son valet de chambre étant venu lui annoncer que le feu était dans l'hôtel, il continua à écrire, disant : « Cela ne me regarde pas, c'est à madame de Ludolf à donner ses ordres; que l'on me prévienne, s'il faut évacuer, et j'irai coucher chez l'ambassadeur de Hollande. » Il est resté cinquante ans à Constantinople; aussi était-il fort intéressant à écouter quand il voulait bien raconter tout ce qu'il avait vu. Sa femme, née à Péra, avait beaucoup plus d'esprit que lui. Maîtresse femme, elle dirigeait aussi bien la politique que son ménage. Sa fille avait épousé M. le comte de Saint-Priest, prédécesseur de M. de Choiseul. Son fils, à qui l'on avait donné le surnom

de Godelureau, aimait les arts et, dessinant bien, faisait du dessin sa principale occupation. Fort éloigné d'être aussi érudit que son père, il lui fut adjoint et lui succéda, pour prix d'avoir épousé une des femmes de chambre favorites de la reine de Naples. Celle-ci était un véritable remède contre l'amour, ce qui ne l'empêcha pas de faire de jolis enfants; madame la comtesse de Stackelberg, qui est sa fille, en est la preuve; mais il faut avouer que M. de Ludolf jeune n'avait point son ambassade pour rien.

Après la mort du vieux M. Borneman, survenue peu après notre arrivée à Constantinople, M. le baron de Hubsch obtint la place de chargé d'affaires de la Cour de Copenhague, qui avait peu de relations avec la Sublime Porte. C'était un négociant fort riche et d'humble origine. On parlait fort différemment de la manière dont son père avait acquis une fortune considérable, sans qu'on pût arguer d'ailleurs rien de déshonorant. On prétendait qu'il avait trouvé un trésor enfoui dans le terrain où il a fait bâtir sa maison de campagne à Buyukdèré, maison superbe, à laquelle il a joint des jardins et des terrasses qui doivent lui avoir beaucoup coûté. De mon temps, les voyageurs la visitaient avec d'autant plus de plaisir que les maîtres les accueillaienent à merveille. Mme de Hubsch, d'une ancienne famille franque, était belle et polie. Ses enfants ont malheureusement mal tourné, et son fils aîné, fort mauvais sujet, a gaspillé une grande partie de la belle fortune que son père lui avait laissée. Ce fut M. de Herbert, internonce, qui lui fit avoir de l'Empereur le titre de baron de Grossthal, ce qui est la traduction en allemand du mot turc Buyukdèré (grand vallon).

La petite république de Raguse (1) envoyait tous les trois ans deux ambassadeurs à la Porte pour porter hommage et présenter le tribut. Le reste du temps, elle se contentait d'entretenir un consul, ce qui était suffisant. Le premier que j'y ai connu en cette qualité fut M. Paul Sarab, Arménien, peu marquant, mais dont la femme et la fille (qui a épousé un monsieur Thornton, depuis ministre d'Angleterre en Amérique et en Suède) étaient réputées pour leur beauté. M. Kiriko lui succéda, et je crois qu'il vit encore. Ce n'est pas un grand aigle, mais un bon diable, aimant un peu à faire son important. C'est par lui que je termine mon petit tableau du corps diplomatique. On voit que je n'oublie pas les petits. Les autres États de l'Europe n'avaient point de représentants à Constantinople. Quant aux ambassadeurs de Perse, lorsqu'il en venait, ils s'embarrassaient fort peu des ambassadeurs chrétiens.

Ainsi le corps diplomatique était parfaitement composé, et l'on peut juger de la société dans laquelle j'ai été élevé. Quoique j'eusse seulement onze ans en arrivant à Constantinople, mes parents, pour me dégourdir, me menèrent dans le grand monde. J'avais un goût très décidé pour la carrière des armes, et je m'en occupai autant que possible. La marine m'attirait surtout. Malheureusement n'ayant jamais pu supporter les voyages en mer, je dus y renoncer. Mon père, en dépit de mes goûts, me destinait à la carrière diplomatique. Sans préjudice pour mes études, il me fit travailler aux

(1) Jusqu'en 1798, c'était le pavillon de Raguse, ou surtout celui de Venise, que l'on voyait le plus dans les mers du Levant, et Raguse faisait un commerce considérable, principalement celui de cabotage.

affaires de l'Ambassade ; j'assistais aux conférences avec le reis-effendi et le capitán-pacha (le fameux Gazi Hassan, favori du sultan Abdul-Hamid) et aux entretiens avec les autres ministres et ambassadeurs collègues de mon père. Il me faisait copier les dépêches et faire des extraits des traités de notre République avec les autres États. Dès l'âge de quatorze ans je me trouvai chargé de correspondre avec les consuls établis dans les différentes échelles du Levant.

Mon père prit aussi de grands soins pour m'assurer une bonne éducation littéraire ; mais, malgré tout ce qu'il fit, elle ne put être complète, grâce à la perte que je fis d'un gouverneur ou plutôt d'un ami, M. Ribe, chapelain de l'ambassade de Hollande à Constantinople. Cet excellent maître, doux et bon, fort instruit, mourut en 1789. Un autre le remplaça mal. L'abbé Goan, ex-jésuite, homme de beaucoup d'esprit et de connaissances, quitta l'ambassadeur de Venise, le cavalier Foscari dont il était l'aumônier, pour se charger de mon instruction ; mais le plan d'études qu'il adopta était en trop grande opposition avec la méthode et le système de M. Ribe pour ne pas froisser mes premiers goûts et les premiers éléments de mon éducation. En outre, je ne l'aimais ni ne l'estimais ; il n'eut point ma confiance, et les progrès que j'aurais dû faire s'en ressentirent.

Pour que j'apprisse le turc et ma sœur le grec, mon père avait pris chez lui M. Testa (1), un peu plus âgé que moi, qui, pour sa part, apprenait le hollandais. C'est le même qui est aujourd'hui chargé des affaires du roi

(1) C'est un homme de goût qui a voyagé avec nous en Hollande. Il avait fait beaucoup d'autres voyages et était de ceux qui savent profiter de ce genre d'avantage.





des Pays-Bas à Constantinople. Je sais gré à mon père de m'avoir fait apprendre le turc et un peu d'arabe, car ces langues, ainsi que le grec et l'italien, m'ont été d'une grande utilité dans mes voyages en Égypte et en Asie. Je fis peu de progrès dans les sciences abstraites et positives parce que je commençai mes voyages un peu trop jeune. Pour nous faire enseigner le dessin, mon père s'était aussi attaché M. Melling. Cet habile homme, dont j'ai cité le bel ouvrage, était intendant et favori de la Sultane, sœur de Selim, et, sans l'expédition d'Égypte qui mit la rage dans les cœurs des Osmanlis contre les chrétiens, il eût été promu au grade d'intendant général des bâtiments de l'empire ottoman.

J'aimais heureusement à m'instruire seul. L'histoire ancienne, l'étude des antiquités et tout ce qui avait trait aux beaux-arts m'attiraient comme un délassement. Puis j'eus le bonheur de rencontrer quelques guides excellents, grâce à la bienveillance qu'eurent pour moi M. de Choiseul-Gouffier et sir Robert Ainslie, qui voulurent me faire profiter de la société et des conseils des savants et des artistes renommés dont ils s'étaient entourés. D'autres ministres, envoyés ou ambassadeurs, M. de Heydenstam, le comte Ludolf, le cavalier Julian avaient attiré des hommes marquants de leur pays. C'est ainsi que l'abbé Delille (1), l'abbé Chevalier, l'abbé Sestini (2),

(1) Le Virgile français, l'illustre auteur des *Géorgiques*, qui avait répondu à l'appel du comte de Choiseul-Gouffier, et pour qui ce fut l'occasion de visiter la Grèce. Il resta plus d'une année à Constantinople et, devant les admirables horizons du Bosphore, travailla à son poème de l'*Imagination*. (Ed.)

(2) Dominique Sestini, après avoir séjourné en Sicile, à Malte et à Smyrne, arriva à Constantinople, fut accueilli par l'ambassadeur de Naples, le comte de Ludolf, avec les enfants duquel il entreprit des courses en Europe et en Asie, puis il alla à Vienne, revint à Cons-

MM. Guys (1), Kauffer, Spallanzani (2), le célèbre naturaliste, Fauvel, Mayer, fréquentèrent tous la maison de mon père et voulurent bien s'occuper de moi.

Peu après notre arrivée, ma mère était tombée malade, et nous étions restés longtemps dans la crainte de la perdre, ce qui nous avait séquestré chez nous pendant plusieurs mois; mais, dès qu'elle fut rétablie, nous recommençâmes à suivre nos relations. J'ai dit que mes parents me conduisaient dans le monde. La conversation roulait ou sur la politique ou sur les antiquités. L'abbé Chevalier, qui était encore enthousiaste de la découverte d'Ilium, en parlait avec tant de chaleur qu'il m'électrisa. C'est alors que toutes mes lectures et même mes amusements se rapportèrent à l'histoire ancienne, à la géographie et aux voyages. Je ne rêvais plus que de la Troade, et bientôt MM. Guys, Fauvel et Kauffer m'y firent ajouter le désir de voir Athènes et Lacédémone, Alexandrie et Memphis, Éphèse et Pergame. Je tourmentai donc mon père pour qu'il me laissât voyager. Il ne s'y résolut que plus tard.

En attendant, comme il ne voulait pas que je fisse la

tantinople et s'attacha à l'ambassadeur d'Angleterre, sir Robert Ainslie, dont il forma le riche médaillier. Il devint plus tard antiquaire et bibliothécaire de la princesse Élixa de Toscane. Ses nombreux ouvrages sont estimés. (Ed.)

(1) Négociant et savant, Pierre-Augustin Guys voyagea à Constantinople, à Smyrne et en Grèce, unissant l'intérêt des affaires et celui de la science. Il fit paraître en 1776 un *Voyage littéraire en Grèce* qui lui valut des vers de Voltaire, le titre de citoyen d'Athènes, que lui décernèrent les Grecs modernes, et son admission à l'Académie de Marseille dont il devint directeur, et à l'Institut de France, en qualité de correspondant. Son second fils, Pierre-Alphonse, fut attaché aux ambassades et publia divers ouvrages, entre autres des *Lettres sur les Turcs*, écrites de Constantinople. (Ed.)

(2) Fit de 1779 à 1788 plusieurs voyages en Grèce et en Turquie. (Ed.)

guerre aux hommes, je me vengeai en la faisant aux oiseaux. La chasse au filet et au gluau est très en vogue en Turquie. Pendant l'automne, le passage est immense ; nous prenions par jour jusqu'à trois mille pinsons, serins, chardonnerets ou autres. Les cailles ne sont pas moins nombreuses. La forêt de Belgrade nous fournissait des faisans, des perdreaux et des sangliers. Il faut dire que j'avais trouvé en M. Testa un compagnon très expérimenté.

J'aimais en outre les chevaux et la bonne chère. Les femmes ne m'ont pas absorbé longtemps. Je les ai délaissées, d'abord pour la politique, ensuite pour la guerre, et s'il y en a plusieurs à qui j'ai voué de l'amitié, il n'y en a qu'une seule, vivant encore, à qui j'ai conservé beaucoup d'intérêt et un véritable attachement.

Buffon les a bien dépeintes en disant qu'elles ont toujours quelque chose d'entre le tigre et le chat ; toutefois il faut convenir qu'elles savent mieux aimer et mieux haïr que nous. Elles sont capables de tous les dévouements et de toutes les horreurs. Chez nous, les sentiments s'usent ; chez elles, l'amour et la haine s'éteignent. Rien n'est à comparer au bonheur d'être aimé d'une femme jolie et aimable, et souvent les hommes ne font pas assez pour conserver ce bien suprême, ou ils s'y prennent mal. Je l'avoue volontiers, les premiers torts sont presque toujours de notre côté, et rarement nous tenons compte aux femmes des sacrifices qu'elles nous font. Notre jalousie n'est, à l'ordinaire, que l'effet de notre vanité ; elle est alors violente et ne saurait ramener, tandis que la jalousie des femmes est la crainte de perdre l'objet de leur affection ; elle est donc flatteuse pour nous et, quoique incommode, elle a son charme.

Mon père et mon beau-frère me faisaient des plaisanteries sur elles, ce qui me déplaisait fort, parce que je n'ai jamais pu souffrir qu'on eût l'air de se mêler de mes affaires, surtout dans les questions de galanterie. Je rougissais souvent, mais plus de colère que de pudeur, et tout ce qu'ils y ont gagné, c'est de n'avoir jamais été mes confidants. Je traitai un peu moins mal ma mère, et je lui aurais tout dit si je n'avais pas craint de blesser l'austérité de ses mœurs, quoiqu'elle fût naturellement fort indulgente pour les autres. Quant à ma sœur, qui était toute jeune, je la respectais trop pour me permettre avec elle une conversation libre.

J'ose me vanter que peu d'hommes ont plus de moralité que moi, et cependant mes mœurs ont été telles qu'on peut les imaginer de la part d'un tempérament ardent, abandonné fort jeune à lui-même, après avoir été tenu trop en bride, en un pays de dissolution complète, qui, en dehors de la maison paternelle, offrait de la part des hautes classes les exemples les moins faits pour inspirer la sagesse et la retenue. Je n'ai été véritablement amoureux que trois fois dans tout le cours de ma vie ; et, des trois femmes qui m'ont inspiré ce sentiment, deux sont mortes ; je conserve encore à la troisième l'attachement le plus sincère, quoiqu'elle m'ait lâché sans beaucoup de scrupule ; mais j'ai dû lui savoir gré de la franchise qu'elle y a mise, d'autant plus que ses amies prétendent qu'elle ne s'en pique pas toujours ; et je me suis résigné.

J'ai dit que la politique m'avait absorbé de trop bonne heure, pour me permettre de longtemps sacrifier à l'amour, et d'autre part mon goût nomade, qui com-

mence à passer maintenant, m'a procuré trop de moyens de me distraire pour me laisser le temps de filer le parfait amour. Aujourd'hui que, revenu des vanités du grand monde, je suis beaucoup plus casanier et que mon ambition est rassasiée, je serais encore assez bon mari ; mais j'ai peu de vocation pour le mariage. J'ai fait des démarches pour mettre ma conscience à couvert vis-à-vis de mon père qui, n'ayant qu'un fils, aurait voulu le voir établi ; mais je n'ai connu que deux femmes auxquelles sincèrement j'aurais désiré m'unir, et cela n'était point écrit dans le livre du destin.

Cependant les événements se succédaient en Europe, et Constantinople en était souvent le théâtre. La révolution de 1787, en Hollande, nous avait fait changer d'alliance ; ainsi l'intimité politique, pour mon père, n'était plus celle de l'ambassadeur de France, mais celle de l'ambassadeur d'Angleterre et de l'envoyé de Prusse. La déclaration de guerre faite par la Porte à la Russie en 1787 entraîna celle de l'Autriche. La Crimée, livrée aux Russes par Trahin Gerai, prince de sang ottoman, que les Russes engagèrent ensuite imprudemment, ou même avec la mauvaise foi la plus insigne, à retourner en Turquie, et qui fut relégué, puis décapité à Rhodes comme traître ; l'expulsion du prince Heraclius, souverain de la Géorgie ; les disputes relatives aux frontières du côté du Liban avaient été, avant la déclaration de guerre de 1787, des objets de litige entre les deux cabinets. Une guerre malheureuse les liquida, et la Russie, empiétant toujours, n'a cessé de former successivement de nouvelles prétentions, au point que la Valachie et la Moldavie sont aujourd'hui presque tout autant sous la protection de la Cour de Saint-Péters-

bourg que vassales de l'Empire ottoman. Tandis que les Russes intriguaient contre le Divan auprès des Grecs, sur les bords du Danube comme dans le Péloponèse et dans l'Archipel, l'Autriche nourrissait la révolte d'Ali-Pacha, dans l'espoir de s'approprier un jour la Bosnie ; mais jusqu'ici elle n'a pas aussi bien réussi, et le triste sort du baron Brognard, dont le père avait été internonce impérial à Constantinople, dénote combien il faut se défier de ce peuple courageux, mais faux et cruel. Envoyé par l'Autriche avec une mission secrète auprès d'Ali-Pacha, lorsqu'on se croyait déjà sûr de lui, le baron Brognard paya cher une entreprise aussi hardie. Le Pacha, après l'avoir écouté, lui fit trancher la tête comme à un espion et envoya cette tête à Constantinople comme un gage de fidélité. Le Divan, sans être dupe d'un tel gage, eut l'air d'approuver, satisfait de voir déjouer par un pacha rebelle les machinations d'une cour ennemie, qui ne tendait à rien moins qu'à lui enlever une des plus belles provinces de son Empire. Pendant les vingt-sept années que mon père résida à Constantinople, comme ambassadeur de Hollande, il est question dans presque toutes ses dépêches de cet illustre rebelle qui tantôt avait l'air de s'amender, tantôt levait publiquement l'étendard de la révolte et privait continuellement la Porte du revenu de plusieurs de ses plus riches provinces d'Europe. Ali-Pacha et Gesair, pacha d'Acre, dont j'aurai occasion de parler plus tard, tous deux Albanais de naissance, étaient cités pour leur courage, et surtout pour leur cruauté qui surpassait toute idée. Les détails n'en seraient point crus par des esprits chrétiens ; ils font frémir d'horreur. Musulmans, chrétiens et juifs, tous eurent à se plaindre de ces deux

satrapes, qui méprisaient leurs semblables et qui ne connaissaient point de frein à la haine et à la vengeance. Ali-Pacha finit de nos jours, en 1822. Les gazettes ont donné les détails de sa fin tragique, mais bien méritée (1).

Tous ces événements avaient été précédés, en 1786, par l'expédition du capitan-pacha en Égypte, expédition menée contre les beys mameluks révoltés et qui n'eut qu'un succès équivoque. Ils me fournirent l'occasion d'étudier pour ainsi dire expérimentalement l'histoire de l'Empire ottoman, celle de ses conquêtes et de sa décadence, de ses intérêts avec les puissances barbaresques, son état militaire, ses lignes de défense et ses moyens d'invasion.

Ghazi-Hassan-Pacha avait signalé son entrée au Grand Caire par des actes de cruauté, qui ne contribuèrent pas peu à aliéner les esprits et à faire détester la domination turque. Il avait osé faire vendre comme esclaves les femmes des beys; c'était chose inouïe et même contraire aux lois, puisque ces dames étaient censées mahométanes.

La guerre contre les Russes, qu'il désapprouva, le fit rappeler d'Égypte, et il fut chargé de l'expédition contre la Crimée, où il ne fut pas plus heureux. Son attaque mal dirigée contre Kinburn manqua et fit dès lors craindre pour Oczakow, le boulevard de l'Empire du côté de la Bessarabie. Les Russes, qui convoitaient cette

(1) Ayant refusé d'obéir à un ordre du Sultan et de se présenter à Constantinople, il fut assiégé dans Janina, brûla la ville, se réfugia dans la citadelle et, malgré son âge avancé (il avait quatre-vingts ans), y fit une héroïque défense. La citadelle ne put être prise que par trahison. Ali-Pacha fut décapité et sa tête envoyée au Sultan. (Ed.)

place depuis longtemps, en firent le siège; le prince Potemkin la prit d'assaut, et l'Europe entière a retenti du massacre affreux qui signala cette horrible journée et qui ne peut être comparé qu'au massacre exécuté par les ordres de Souvarof à Praga, faubourg de Varsovie.

Hassan-Pacha était le favori du sultan Abdul-Hamid; il avait élevé jusqu'au vizirat un de ses *tchokadars*, Youssouf, homme fin, belliqueux et passionné, qui ne fut pas en accord constant avec son ancien maître; mais il sut éviter une brouillerie ouverte, et cela par des caresses et par des déférences ostensibles que ne ratifiait pas toujours la sincérité dans l'exécution.

L'un et l'autre sont des exemples frappants du jeu de la fortune. Hassan, de simple mousse, après avoir échappé comme par miracle au fameux désastre de Tcheshmé, s'éleva à la dignité de capitain-pacha ou grand amiral et devint l'âme du conseil. Youssouf, qui avait inutilement sollicité auprès de la légation autrichienne la place de simple janissaire de la Porte, devint grand vizir, battit Joseph II à Lugos et à Karansebes, fut sur le point de faire l'Empereur prisonnier et fut déclaré Ghazi ou victorieux. Il est le seul des grands vizirs qui ait déclaré la guerre et signé la paix; le seul qui, ayant été destitué à l'avènement du sultan Sélim, ait été ensuite appelé par son maître à lui donner des conseils, avant de reprendre les sceaux de l'empire, et qui, après une carrière brillante mêlée de succès et de revers, soit mort dans son lit à un âge fort avancé. Il honorait son père d'une bienveillance particulière, et, lorsqu'il donna au corps diplomatique une audience de congé dans son camp de Daoud-Pacha, il lui offrit de m'amener avec lui. Youssouf a été comparé à Pompée, et il est sûr qu'il



aurait pu dire avec plus de droit que celui-ci ce propos vaniteux : « Je frapperai la terre de mon pied, et il en sortira des légions » ; car, lorsqu'il fut appelé pour la seconde fois au vizirat, le découragement, qui était au plus haut degré parmi les Turcs, cessa tout à coup, et l'armée se réorganisa; les volontaires arrivèrent de toutes parts, et la Porte put au moins faire à Iassy une paix sinon glorieuse, du moins plus supportable que celle que la Russie voulait lui imposer six mois auparavant. Il est vrai que la Prusse intervint et que la Révolution française fut une diversion avantageuse en ce qu'elle appelait l'attention des grandes cours de l'Europe.

Je n'oublierai jamais le beau coup d'œil du camp de Daoud-Pacha. Tout le luxe oriental y était étalé. Les tentes du grand vizir, en forme de parasols, étaient d'une circonférence immense, brillantes d'or et d'étoffes de soie et de velours. Les gardes, bordant la haie, habillés avec une grande richesse, armés de hallebardes, de pistolets et de sabres, formaient une masse imposante; le vizir était assis au fond de la septième tente sur un large sofa. Derrière lui se tenait tout le ministère debout. Vis-à-vis, l'ambassadeur était assis sur un tabouret. Le prince Suzzo, interprète de la Porte, traduisit les compliments d'usage, et la conversation continua pendant quelques instants.

Ma mère avait eu la curiosité de voir la cérémonie et, à cet effet, s'était habillée en homme; tout annonça, jusqu'à l'attention de lui faire présenter du café par ordre de Son Altesse, que le vizir savait qui elle était; mais il ne fit aucune question insidieuse ou indiscreète. Il n'en fut pas de même pour Mme de Heydenstam, que son mari avait présentée comme un de ses secrétaires; le

vizir dit en souriant qu'il voudrait bien avoir avec lui des secrétaires de cette espèce. Mon père ayant accepté de visiter le camp, le vizir nous fit accompagner; mais, à cause de ma mère, nous évitâmes de nous mêler avec les troupes, rien ne pouvant nous préserver de quelque insulte, surtout de la part des soldats asiatiques, s'ils s'étaient aperçus que parmi nous se trouvait une femme déguisée.

On a beaucoup parlé en Europe de la manie qu'avait Hassan-Pacha de vivre en la société d'un lion. En effet, cet homme, qui aimait à se donner un air farouche, en avait un dont il dut se défaire lors de l'expédition d'Égypte et que j'ai encore revu longtemps après, dans le Arslankhané ou la ménagerie. Il eut plus tard un tigre qui, moins docile que n'avait été son lion, l'égratigna fortement, ce qui engagea le vizir, Youssouf-Pacha, à user d'autorité pour l'obliger à s'en séparer (1).

La présence du lion ne plaisait pas à ceux qui allaient voir le capitain-pacha, à l'Arsenal, où l'animal se promenait dans les salons. M. de Choiseul surtout convenait qu'il avait été fort mal à son aise, lorsqu'il avait senti le roi des animaux reposer la tête sur son épaule. Quand je fus la première fois avec mon père voir Hassan-Pacha, le lion n'entra pas dans la salle d'audience; c'était un de ses mauvais jours; un interprète de l'ambassade anglaise ne s'était soustrait à sa fureur qu'en se jetant à la mer.

Hassan-Pacha, souvent cruel et ignorant, avait non seulement de l'esprit et du bon sens, mais, ayant été

(1) Le vizir dit, à cette occasion, que ce serait la seule fois qu'il agirait en vizir vis-à-vis de celui qu'il regardait comme son père et son bienfaiteur.

prisonnier de guerre en Espagne, il avait conservé pour les chrétiens assez de déférence et savait être fort poli. Ayant appris que ma mère désirait manger des oranges, qui sont souvent fort rares dans le mois d'août, il en fit demander au Sérail et les lui envoya, en faisant dire qu'il ne voulait pas que l'ambassadrice de Hollande ne satisfît point la première envie qu'elle avait eue en arrivant à Constantinople. En Turquie, un cadeau exige un contre-cadeau. Mon père envoya de belles lampes pour orner une petite mosquée que le capitain faisait bâtir dans l'intérieur de son palais. Elles furent très bien accueillies, et M. Testa, qui les présenta, fut chargé de rapporter à mon père les plus gracieux remerciements.

Hassan-Pacha n'a jamais eu qu'une femme, avec laquelle il vivait dans l'union la plus parfaite; il regrettait vivement de n'avoir point d'enfant avec elle, et cependant il ne la remplaça pas. En général on a, dans les pays chrétiens, des idées très fausses sur les Turcs. Tous ne sont pas aussi ignorants qu'on le croit. Les gens de plume lisent beaucoup. Leurs bibliothèques contiennent des ouvrages fort instructifs sous le rapport de l'histoire orientale, de la morale, de la philosophie et même des disputes de religion. Rachid-Effendi surtout, que j'ai connu comme reis-effendi, ou ministre des affaires étrangères, et Caleb-Effendi, kiaya-bey, avaient mis de côté tous les préjugés; le premier aimait même la controverse et parlait de la religion chrétienne en théologien instruit. Numan-Bey, quoiqu'un peu fanatique, était cependant un homme marquant et un ministre d'État peu ordinaire. Habil-Hamid-Pacha, grand vizir décapité en 1783, était non seulement instruit et ami des Francs, mais il avait commencé à faire donner à sa fille une

éducation qui aurait fait honneur à une demoiselle en France. Elle était fort avancée dans l'histoire et la poésie orientales ; elle parlait l'italien et lisait les auteurs grecs anciens. J'ai vu, à l'Arsenal, de jeunes élèves ayant fait des progrès rapides dans le dessin, les mathématiques et la géométrie.

M. Bragiotti, qui pendant de longues années fut premier interprète de l'ambassade de Hollande et en qui mon père avait trouvé un serviteur aussi fidèle qu'un ami sûr et dévoué, s'était beaucoup occupé de la littérature orientale, et Rachid-Effendi trouvait un grand charme à s'en entretenir avec lui. Il avait traduit le fameux canon du sultan Suleiman, qui est un ouvrage très instructif, et je l'ai lu avec lui, ce qui me valut des renseignements et des anecdotes particulières ; il me fit part notamment de ses discussions religieuses avec le mufti d'alors, Fétutali-Effendi, et un cadî de Roumélie, tous deux aimant la controverse. Leur sagesse, leur modération et leurs jugements auraient fait honte à bien des prélats et docteurs chrétiens.

Je voyais aussi chez mon père le beau-frère de M. Bragiotti, dont le commerce n'était pas moins instructif, M. Gaubis, Italien de naissance et médecin du Grand Seigneur. Établi à Péra depuis trente ans, il réunissait au savoir et à une bonne éducation une longue expérience, grâce à laquelle il avait captivé sultan Mustapha, père de Sélim, et sultan Abdul-Hamid, qui régna entre ces deux princes. Il ne parlait de sultan Mustapha qu'avec vénération. Une seule anecdote suffira pour démontrer que ce prince sévère, dur même, n'était pas un barbare, et qu'il connaissait les hommes et son pays. Il avait donné à M. Gaubis de quoi faire bâtir une belle

maison en face de l'hôtel des ambassadeurs de Hollande ; il lui avait en outre donné, à différentes reprises, des mouchoirs avec quelques centaines de ducats, et, pour les lui fourrer dans son habit, il choisissait l'instant où il était sûr de n'être pas aperçu. Un jour le prince lui demanda si sa fortune était faite et s'il en avait fait passer une partie en Italie. Sur la réponse négative de M. Gaubis, le prince continua ainsi : « Vous avez tort ; je ne vivrai pas toujours. Je crois que vous serez bien vu de mon frère, qui me succédera ; mais, dans ce pays, les révolutions son fréquentes ; il y règne beaucoup d'intrigues et de jalousie. Je vous donnerai de l'argent comptant. Croyez-moi, faites-en passer dans votre pays ou confiez-le à votre vis-à-vis (l'ambassade de Hollande). Quand on a des enfants, il ne faut pas seulement songer à soi, et je vous recommande mon fils. S'il règne un jour, vous lui parlerez de moi et vous lui raconterez ce que je viens de vous dire (1). »

(1) Ce procédé attacha M. Gaubis plus que jamais à son bienfaiteur, mais il se contenta de mettre de côté les sequins qu'il en recevait. Il jouit de la confiance d'Abdul-Hamid, dont il pleura sincèrement la mort, lorsqu'il fut convaincu que ce prince avait été empoisonné.

Et ce qui fait encore son éloge, c'est qu'il regretta souvent de voir le fils de son premier bienfaiteur monter sur le trône plus tôt que les lois de la nature ne paraissaient l'avoir fixé. Il fut également bien traité par Sélim, mais il était vieux, et les larmes qu'il versa pour Abdul-Hamid étaient un reproche trop prononcé, aux yeux des favoris soupçonnés d'avoir fait empoisonner le prince un jour de Binisch ou de promenade publique, pour ne pas les irriter et les porter à l'éloigner.

Et, puisque j'en suis aux médecins du Sultan, je veux dire comment cette partie du service est réglée dans le Sérail.

Le *hekim bachi*, ou premier médecin en titre, est toujours musulman, et, dans les cas graves, aucune médecine n'est ordonnée sans son consentement, du moins pour la forme ; mais, comme les Turcs savent que l'art est plus perfectionné chez nous, ils

Quant à sultan Sélim qui se faisait traduire les gazettes et quelques ouvrages de nos meilleurs auteurs, s'il n'avait pas péri jeune encore (1), il aurait probablement été pour la Turquie ce que Pierre I<sup>er</sup> fut pour la Russie; et certes il était bien plus doux et bien moins passionné que ne le fut le régénérateur de la Moscovie. J'ai eu l'honneur de causer avec Sélim (tout en ignorant que ce fût lui) sur le chemin de Péra, au chiftelik du capitan-pacha. Le prince se promenait incognito. Le grand écuyer, chez qui j'étais allé peu de temps auparavant, m'ayant reconnu, me nomma. Sultan Sélim, après m'avoir fait plusieurs questions, me dit de continuer ma route, vu qu'il était

donnent la préférence à nos médecins. C'est ainsi que, dans le Sérail, on reçoit plus d'un Esculape chrétien. Les Italiens ont été jusqu'ici les préférés. M. Gaubis n'était pas le seul de mon temps. M. Beneveni avait longtemps rivalisé avec lui; mais il se retira après quelques petites contrariétés, sous prétexte de son âge. M. Lorenzo, Florentin, prit beaucoup d'ascendant et fut plus d'une fois intermédiaire pour des négociations secrètes de la plus haute importance. C'est même une indiscrétion du temps de la Révolution française qui causa sa mort, et voici ce que l'on m'a assuré à cet égard.

Sélim, qui aimait beaucoup ses sœurs, causait souvent sur les affaires d'État avec l'une d'elles, femme d'esprit et de moyens. Un jour, il lui confia un secret fort important; elle eut la maladresse d'en parler à M. Lorenzo, que l'on soupçonna d'avoir été plus que son médecin. M. Lorenzo fut indiscret, et le ministère ottoman éprouva les effets fâcheux du secret dévoilé. Tout le conseil jura de n'avoir point parlé. Sélim alla trouver sa sœur et en obtint l'aveu de l'indiscrétion commise en faveur de Lorenzo, dont elle demanda en vain la grâce. Elle le fit prévenir de se tenir sur ses gardes; mais il savait bien que dans un pays despotique, il n'y a point de précautions utiles quand une fois l'on a été condamné. Il alla se promener comme à son ordinaire du côté des champs des morts; il y fut massacré. On trouva le lendemain son corps, et tous les indices que l'on eut prouvèrent que le coup partait du Sérail même.

(1) Il n'avait que quarante-sept ans lorsqu'il fut assassiné par son neveu Mustapha IV, le 28 juillet 1808. (Ed.)

déjà tard et qu'il ne fallait pas que je causasse des inquiétudes à mon père. Il paraissait satisfait de ce qu'on m'avait fait apprendre le turc. Les nationaux sont toujours très flattés de voir qu'un étranger s'est donné la peine d'apprendre leur langue. En Asie et en Égypte, cela m'a valu des agréments, et plus d'une fois j'ai échappé à des chicanes et à des vexations pour avoir su causer avec les autorités et même avec des gens suspects.

Ce fut dans les premières années de notre séjour à Constantinople que je visitai les environs et les monuments de cette immense capitale; je dis immense, en y comprenant les faubourgs qui s'étendent le long du port et le long du canal de la Propontide. Des villages se succèdent et se joignent depuis Top-Hané (la fonderie de canons), où est l'échelle par laquelle on débarque pour monter à Péra et à Galata (1), jusqu'à Thérapia et même jusqu'à Buyukdèré, où l'on aperçoit l'embouchure de la mer Noire. M. Kauffer a levé un plan exact du canal depuis Fanaraki, à l'embouchure du Pont-Euxin, jusqu'au cap Baba, anciennement promontoire Lecta, dans la mer Égée (2). C'est avec cette carte à la main que je visitai tous ces lieux fameux dans l'histoire et chantés par les poètes, qui feraient encore l'orgueil et les délices des habitants, si ceux-ci n'étaient pas si malheureux,

(1) Bâtie par les Génois en face de Constantinople, Galata est encore de nos jours entourée de hautes murailles flanquées de tours.

(2) C'est là qu'on va voir ce qu'on appelle très improprement la colonne de Pompée. Vis-à-vis sont les îles Sirènes. A Thérapia on voit le rocher où Médée fit naufrage; il tient aujourd'hui au continent, vis-à-vis le palais bâti par Petraki, décapité en 1787. Ce palais fut donné au prince Mavrojény, décapité trois ans après.

végétant continuellement entre la crainte de la peste, du feu et des effets du despotisme oriental. Dans les pays civilisés on ne saurait se faire une idée de leur degré d'humiliation. Je ne suis point enthousiaste des Grecs, mais je plains en eux l'humanité réduite à l'abjection. Les Grecs sont aujourd'hui ce qu'ils étaient du temps d'Homère, de Démosthène et de Constantin, spirituels, aimables, mais turbulents, faux, souples, insolents et superstitieux, en un mot la race d'hommes la plus difficile à contenter, à contenir, et la moins apte à former un corps de nation heureux par lui-même et offrant des garanties pour le repos et la sûreté de ses voisins.

L'esclavage sous lequel ils gémissent est affreux, mais il n'y a que la verge de fer qui puisse les tenir sous l'obéissance. Chaque fois qu'on s'est un peu relâché de sévérité envers eux, ils en ont abusé. J'en ai vu plus d'un exemple au commencement du règne du sultan Sélim, qui, sage et éclairé, désirait leur rendre un peu plus de liberté. L'abus qu'ils en firent leur fit tort; l'orgueil, la vanité et la sordidité, innés en eux, peuvent les porter à tout. Il n'y a rien qu'un Grec du Fanar (c'est ainsi qu'on appelait les descendants des anciennes grandes familles grecques restées à Constantinople) ne fasse pour satisfaire son ambition : corruption, calomnie, intrigues, tout lui sert pour perdre son parent, son ami, pour obtenir à son tour la place de drogman de la Porte ou de prince hospodar de la Valachie ou de la Moldavie. Mais à peine sont-ils parvenus à leurs fins, que leur haine contre la domination turque et l'esprit de religion les entraînent à former des liaisons avec la Russie, qui finissent par la trahison. Pour une



ou deux victimes innocentes, il y en a vingt à citer qui, en perdant la tête par la main du bourreau, n'ont reçu que le juste châtement de leurs lâches menées. Mêlés dans toutes les intrigues du Sérail, que d'ordinaire ils fomentent, ils sacrifient, pour parvenir à leur but, leur argent et l'honneur de leurs femmes ou de leurs filles, en assouvissant la lubricité brutale des Turcs. Je sais que quelquefois c'est la peur qui les conduit à ce commerce honteux ; trop fréquemment l'ambition et le besoin d'intriguer y ont donné lieu. De là le mépris des Turcs pour ces rayas, qu'ils traitent en vils esclaves, mais qui aussi ne font rien pour honorer leur malheur.

Les Arméniens sont moins turbulents, mais aussi intriguants que les Grecs et plus habiles spéculateurs. Courtiers de l'Orient, ils sont en Turquie ce que sont les Coptes en Égypte, les hommes d'affaires des grands, et toutes les transactions, comme toutes spéculations passent par leurs mains. J'ai connu parmi eux d'honnêtes gens, mais en général il ne faut pas s'y fier ; l'intérêt est leur premier mobile, et quand on voit périr la famille des Duraglon après qu'elle avait joui d'un grand crédit, c'est qu'il est bien avéré qu'elle avait abusé de la confiance illimitée dont l'avait honorée la Porte, en la plaçant à la tête de la Monnaie, et qu'elle avait causé un effroyable dommage aux finances de l'Empire. Les juifs sont en Turquie les êtres les plus sordides, méprisés à juste titre même plus que les chrétiens. Les rayas ou sujets tributaires dans les provinces de l'Empire ottoman sont en général fort à plaindre. Leur misère et l'injustice qui pèse continuellement sur eux et qui les livre au caprice d'un pacha ou d'un simple

aga, les rendent ; les plus infortunés des êtres humains, mais pour ceux qui vivent à Constantinople, on peut dire, en somme, que si leur sort est affreux, il est trop souvent mérité. On ne voit nulle part le vaincu traité avec autant de dédain. Les rayas n'osent pas faire peindre leurs maisons autrement qu'en noir ; leur habillement les distingue ; la pantoufle jaune leur est interdite. Si le bostandji bachi, qui commande sur tout le canal, ou seulement un de ses officiers passe en bateau, tout raya ferme vite ses fenêtres ou rentre s'il est à la promenade, de crainte d'attirer l'attention de cet homme terrible. Car la prison, dont les portes lui obéissent, est regardée comme l'enseigne de la mort et des tortures qui la précèdent. C'est lui qui tient le gouvernail de la barque du Grand Seigneur, auquel il indique les demeures des principaux habitants, et, par un mot, il peut réveiller le souvenir de haine ou de vengeance contre l'une ou l'autre famille grecque. On sent donc que c'est un véritable frère terrible.

Quant aux Francs (on désigne sous ce nom tous ceux qui tiennent aux légations étrangères, ainsi que les négociants), leur existence à Péra (à la peste et aux incendies près) est fort agréable et indépendante. Ils ne connaissent de supérieur que leur ambassadeur ; ils ne payent ni impôt, ni contributions ; ils suivent leurs affaires ou s'amuse, et ils en trouvent facilement les moyens dans un pays où les vins sont exquis, le poisson et le gibier excellents, et où il y a de fort jolies femmes.

Les femmes turques ont un avantage sur les nôtres, c'est qu'il est impossible, dans la rue, de les distinguer ; elles sont toutes voilées de la même façon et de manière

à ne laisser voir que leurs yeux, toutes habillées du feradjé, sorte de capote verte à collet carré et à larges manches. En outre, le mari le plus jaloux croirait reconnaître sa femme dans la rue qu'il n'oserait ni lui parler ni paraître la suivre; et, s'il en avait le courage, la femme n'aurait qu'à pénétrer dans le premier bain public qu'elle rencontrerait; l'entrée en est sacrée, et tout le monde sait que Mahomet II fit périr son fils qui avait voulu violer pareil asile. Ordinairement ce sont des juives, marchandes d'étoffes, qui servent d'intermédiaires.

Capables de tous les sacrifices pour l'homme qu'elles aiment, les femmes turques sont très jalouses, ce qui les rend vindicatives. En général leur instruction est fort négligée; ce sont de jolies bêtes passionnées. Cependant il y a des exceptions, et la seule femme mahométane que j'aie connue à Constantinople et dont j'ai déjà parlé, savoir la fille du grand vizir décapité, Habil-Hamid-Pacha, était un ange de douceur, ayant de l'esprit, de l'instruction et un courage moral rare en tout pays. C'est au hasard et à l'avantage de parler la langue turque que je dois d'avoir fait sa connaissance. Les détails en seraient trop longs, et je n'aime pas à me rappeler une circonstance de ma vie qui me laisse de pénibles souvenirs.

Sultans Abdul-Hamid et Sélim, qui n'étaient cruels ni l'un ni l'autre, ont cependant signalé leur avènement au trône, chacun par un acte violent de vengeance personnelle. Le peuple a murmuré, prédisant leur mort funeste. Le premier a été empoisonné; le second a péri d'une manière plus cruelle encore, quoique sa déposition eût été prononcée légalement, car il était en con-

travention avec les lois de l'Empire, n'ayant pas encore d'enfant après sept ans de règne, ce qui est regardé comme une malédiction du ciel et ce qui appelle la déchéance. Passant un jour devant le Turbé, ou tombeau servant de chapelle ardente à la famille d'Abdul-Hamid, alors régnant, je témoignai mon étonnement de voir enterrés tant de jeunes princes (j'en avais compté dix à douze) fils du Sultan. Un vieux janissaire me dit : « C'est le juste châtiment du ciel pour ce qu'il a fait en montant sur le trône, et il est probable qu'aucun de ses enfants ne sera heureux. » La prédiction a été vérifiée. Quant à Sélim, il vint à l'Arsenal, le troisième jour de son règne ; il fit appeler Nasif-Effendi, intendant général, et, sous prétexte de quelque abus, il lui fit trancher la tête. Ce Nasif était soupçonné d'avoir employé des moyens propres à rendre Sélim impuissant, à l'aide de quelque poison. Devant cet acte de vengeance haineuse, la suite même du Sultan resta consternée, tout l'Arsenal fut en stupeur ; il y eut des janissaires assez hardis pour annoncer que la fin de Sélim III serait tragique, et l'on n'osa pas les punir de leur insolence. En tout cas, ce qui est sûr, c'est que cet acte de cruauté a toujours fait du tort à Sélim dans l'esprit du peuple.

Le despotisme en Turquie, peu de personnes le savent et le croient, est un abus du pouvoir tel que le confèrent les lois fondamentales de l'Empire. De nos jours, on parle beaucoup de constitutions en Europe ; mais, si la constitution ottomane était respectée, elle offrirait un bel exemple à suivre. Le dernier sujet peut citer le Sultan devant les tribunaux s'il en a été maltraité ; d'après la loi, le Sultan est obligé de comparaître en personne. Il y a encore à Constantinople un méhkémé ou tribunal de

quartier dont les jugements sont sans appel pour avoir osé condamner sultan Mahmoud (1), il n'y a pas cent ans, à perdre deux doigts de la main droite, sauf à se racheter du sang injustement versé par son ordre. Un jeune homme, qui se trouvait dans une bagarre, avait été arrêté et exécuté sur-le-champ par ordre du Sultan, comme coupable d'avoir excité l'émeute. La mère demanda vengeance. Après avoir prouvé l'innocence de son fils, elle obtint la sentence que j'ai citée. L'on sent bien qu'on trouva moyen de s'accommoder avec la femme pour faire conserver au Sultan sa main intacte; mais Sa Hautesse n'en reconnut pas moins l'intégrité du jugement.

Le Sultan ne peut pas déclarer la guerre sans le fetva ou consentement du mufti, et la déposition du mufti est un acte plus considérable qu'on ne l'imagine à l'étranger. Nous avons vu les députés des janissaires reprendre place au Divan; c'est un droit dont on les avait frustrés, mais qui leur est reconnu par les canons constitutionnels, et il y aurait mille autres faits du même genre à citer à l'appui de l'opinion que j'avance; de ce qu'une loi n'est point observée, ce n'est pas une raison pour dire qu'elle n'existe pas. Le temps vient où elle est réclamée et, qui plus est, remise en vigueur.

La justice est trop prompte dans l'exécution, mais rarement elle n'a point été méritée. La torture, cet instrument si cruel et dangereux, arrache à la douleur des aveux plus ou moins sincères; toutefois, on peut dire en général que, lorsque l'accusé est arrêté pour de grands crimes, c'est que l'on a déjà la preuve de sa

(1) Mahmoud I, 1730-1754. (Ed.)

culpabilité, et cette preuve, on la doit le plus souvent à la dénonciation, excitée par la haine, la jalousie ou le désir d'obtenir la place que va perdre le condamné. Cette longue digression sur les habitants m'a écarté de mon sujet. Je voulais parler de Constantinople et de ses environs, et je me suis enfoncé dans d'autres matières traitées par de bons écrivains.

Du palais des ambassadeurs de Hollande la vue s'étend sur Constantinople, Scutari, la mer de Marmara ou Propontide, le Bosphore, les montagnes de Brousse et du reste de la Bithynie, couronnées par l'Olympe. C'est un véritable panorama, et comme le bel étage est au sixième, on peut toute la journée en admirer les détails. Le matin, à mon déjeuner, cette immense perspective se présentait devant moi, et je décidais d'aller visiter l'endroit qui, dans le moment, frappait le plus mon imagination. Je partais à pied quand je voulais parcourir l'intérieur de la ville, à cheval ou en bateau lorsque je devais gagner un point des environs mais toujours accompagné par l'un des janissaires de la garde que la Porte donnait à chaque ambassadeur. Je ne prétends pas décrire ici tous les lieux que j'ai parcourus avec tant de charme dans ma première jeunesse, à cet âge heureux où tout prête à l'illusion ; et je me contente de renvoyer le lecteur à l'*Itinéraire* de M. Kauffer, à la *Description* faite par Gillies dont le petit ouvrage, fort rare aujourd'hui, est très curieux à lire sur les lieux (1), à tout ce que l'ouvrage de M. de

(1) Le docteur John Gillies fut chargé de l'éducation d'un fils du général Hope et passa avec son élève plusieurs années à voyager. Il devint après la mort de Robertson historiographe d'Écosse, et fut considéré comme un des premiers hellénistes de son temps. Celui

Choiseul et celui de M. Melling nous donnent d'intéressant pour ce qui regarde l'intérieur de Constantinople. Nous passions une grande partie de l'été à Belgrade, où milady Montagu (1) a laissé des souvenirs. Ce village, situé comme dans un entonnoir au milieu de la forêt, est agréable, mais malsain à cause de la proximité des Bends ou grands réservoirs d'eau, qui sont un but de promenade et méritent d'être visités. La forêt était anciennement regardée comme sacrée. Elle fournit beaucoup de gibier, surtout des sangliers et des faisans. Les loups viennent quelquefois la nuit enlever le bétail jusque dans les villages, car il y en a proprement deux, à très peu de distance l'un de l'autre. Celui qui est le plus au nord et où sir Robert Ainslie a fait bâtir une maison, non loin de celle qu'ont occupée MM. de Vergennes et de Nointel (2), s'appelle en turc Kuumurdji-kei ou village de charbonniers ; il est sur la route du Petit-Bend qui conduit à Domouz-déré, à la tour dite d'Ovide et au fort de Kilia sur les bords de la mer Noire. Tous ces endroits sont des buts de promenade, et souvent on y faisait des parties en pique-nique, à cheval et en arabas, voitures du pays traînées par des buffles, la route n'étant pas praticable pour nos voitures.

Au mois de mai 1791, mon père se décida à me faire

de ses ouvrages cité ici parut à Londres, en 1786 (deux volumes in-8°), sous le titre : *History of ancient Greece*. (E.)

(1) Lady Mary Montagu ; femme anglaise, célèbre par ses lettres sur la Turquie, où elle resta deux ans avec son mari nommé ambassadeur à Constantinople en 1716. Ce fut en Turquie que lady Mary Montagu observa la méthode d'inoculation de la petite vérole, méthode dont elle fut l'ardente propagatrice en Angleterre. (Ed.)

(2) Le marquis de Nointel avait été ambassadeur auprès de la Porte de 1670 à 1679 ; M. de Vergennes, de 1755 à 1768. (E.)

commencer mes voyages. Je m'embarquai à bord de la corvette de guerre le *Kemphaan*, commandée par M. Smeer, le plus brave homme du monde, qui me traita comme son fils. Il s'était aussi chargé de mon précepteur l'abbé Goan de Rimini, jésuite instruit, mais dont les mœurs n'étaient pas faites pour m'inspirer une grande vénération. Aussi, après les moments consacrés à l'étude, je me livrais à un train de vie assez dissipé; M. Smeer n'aimait pas à quitter son bord; il entraînait dans tous les ports où nous lui disions qu'il y avait des curiosités à voir, et je faisais mes courses. C'est ainsi que je visitai Smyrne, Foggia, l'ancienne Phocée, presque toutes les îles de l'Archipel, Athènes, Corinthe, Salonique, Modon et Navarin, l'ancienne Pylosen Morée. Partout, mon titre de fils d'ambassadeur me valut des égards et souvent trop de complaisances. J'ai tenu exactement journal de tout ce que j'ai vu; mais, comme il y a de bien meilleures descriptions que les miennes, je ne me hasarderai pas à les transcrire pour ennuyer le lecteur.

Les monuments d'Athènes, les ruines dans l'île d'Égine, Marathon et Platée, le tombeau d'Homère à Nio, la grotte d'Antiparos, Délos, Salamine, le cap Sunium, les ruines d'Éphèse, de Samos, de Rhodes, de Classomène, électrisèrent mon imagination, et le séjour agréable de Smyrne, où les familles du comte de Hochepeid, de MM. Van Lennep et Fremeaux me comblèrent de soins et d'attentions, augmenta encore mon goût pour les voyages.

A peine de retour à Constantinople, après six mois de courses sur mer, je manifestai le désir d'en repartir, et bientôt je liai partie avec trois voyageurs anglais et M. Kauffer pour visiter les bords de la mer de Marmara,



si fertiles en souvenirs, et surtout la Troade, que M. de Choiseul venait de tirer de l'oubli. Ce petit voyage, qui ne dura que six semaines, a été le plus agréable et le plus attachant au point de vue de l'histoire. La nuit que j'ai passée à Aryba, où Alexandre le Grand campa la veille de la bataille du Granique, je ne dormis point, tellement j'étais heureux, et aujourd'hui encore je m'en souviens avec plaisir. Les voyages à travers les terres classiques laissent des souvenirs qui ne s'effacent jamais et qui sont d'une grande ressource, lorsque plus tard le dégoût du monde ou les maladies nous portent vers l'isolement et la solitude.

Je m'étais préparé à faire le voyage d'Égypte avec quelque fruit, quand M. Fauvel, qui l'avait déjà fait, me proposa de m'accompagner. Cette proposition était trop avantageuse sous le rapport des arts pour ne pas me décider. C'était alors une grande entreprise que de visiter ce pays qui se parcourt aujourd'hui si facilement. La protection de la Porte ne suffisait pas, les beys mameluks exerçant une autorité arbitraire; mais mon père avait été à même de rendre quelques services à Salib-Aga, favori de Mourad-Bey venu en mission à Constantinople, et nous pouvions espérer d'en être bien traités. Je fus en outre fortement recommandé à M. Baldwin (1), consul général d'Angleterre, résidant à Alexandrie, et à M. le chevalier Rosetti, consul général d'Autriche, tous deux jouissant de crédit dans le pays, et le dernier surtout à cause de sa liaison in-

(1) Plus tard, en 1799, Georges Baldwin accompagna sir Ralph Abercromby, le vainqueur d'Aboukir, dans l'expédition que celui-ci fut chargé de diriger contre les Français, et il publia des *Souvenirs* politiques relatifs à l'Égypte. (Ed.)

time avec Mourad-Bey. M. Vaslin, ancien officier de génie français et consul général de Hollande, m'y fut aussi fort utile. Je fis le voyage à bord d'un bâtiment marchand français, dont le capitaine M. Martin était l'homme le plus obligeant et le meilleur que l'on pût rencontrer (1). J'eus l'occasion de revoir la Troade, Scio et quelques autres îles que je connaissais déjà ; mais ce qui fut plus intéressant pour moi, ce fut de visiter les ruines de Telmessos, celles de l'ancienne Halicarnasse, aujourd'hui Boudroun, et l'emplacement de Gnide, de Copte et Cos, où M. Fauvel a retrouvé le site du temple d'Esculape. La traversée fut heureuse, et nous abordâmes sans accident. La vue d'Alexandrie et surtout celle de l'ancien phare firent grande impression sur moi. Que de souvenirs ! Pompée qui périt misérablement sur cette plage inhospitalière après avoir balancé le pouvoir de César, le règne des Ptolémées, la belle Cléopâtre, Alexandre le Grand, le règne des Califes, tout cela passa en revue tandis que nous entrions dans le port neuf où le chant et la gaieté des bateliers arabes contrastent si fort avec le malheur et l'esclavage du peuple qui a l'air de s'y complaire. M. Vaslin me reçut chez lui, les autres consuls vinrent me rendre visite le jour même de mon arrivée. Il y avait à Alexandrie une réunion d'Européens, fort aimables, parmi lesquels plusieurs émigrés français avec leurs familles, et l'on y vivait dans l'intérieur des maisons, aussi agréablement qu'en France ou en Italie ; mais on ne pouvait mettre le nez hors de sa porte sans se faire accompagner par des janissaires. Le soir, on allait prendre le frais sur la

(1) Il fut ruiné par la guerre qui éclata entre la France et la Porte. Mon père l'accueillit, et il est mort chez nous.

grande place, et l'on voyait les janissaires attentifs et l'œil au guet pour qu'on n'insultât point les consuls, dont ils semblaient plutôt les surveillants que les gardes d'honneur.

Je m'arrêtai environ six semaines à Alexandrie. Ce n'est plus qu'une mauvaise villasse fort sale, bâtie presque hors des murs de l'antique cité et qui occupe ce qu'on appelait l'île des Figuiers (Pharos). Elle est couverte du côté de la terre par les murs qui ont été construits par les Sarrasins et qui tombaient en ruine de mon temps. Le château, bâti des débris et sur l'emplacement de l'ancien phare, est joint à la ville par un beau môle qui couvre le port neuf, où les vaisseaux chrétiens trouvent un mouillage peu sûr, ce port étant ouvert au vent de l'est, qui y cause souvent de grands ravages. Les Turcs s'étaient réservés à eux seuls le vieux port, qui offre plus de sûreté ; mais les vaisseaux de guerre de premier rang n'y entrent pas, à cause du banc de sable qui laisse trop peu de profondeur, du moins c'est ce qu'on m'assura. Je crois cependant que les Français et les Anglais ont, depuis cette époque, reconnu que la passe était assez profonde pour les vaisseaux de premier rang. On l'avait déjà dit au général Bonaparte, qui voulut que l'amiral Brueys vint y mouiller ; mais celui-ci ne paraît pas en avoir été persuadé, et c'est ce qui lui fit prendre position devant Aboukir où sa flotte fut détruite. Des précautions mieux prises auraient rendu le passage difficile, pour ne pas dire impossible, aux vaisseaux anglais qui n'auraient pu tourner la ligne française.

Entre Alexandrie et Canope, M. Fauvel et moi, nous avons vu, en nous baignant dans la mer, un nombre

assez considérable de statues, entre autres la tête et le poignet d'une qui pouvait avoir trente pieds de haut, et nous avons supposé d'après cela que c'est en cet endroit, et non à Aboukir, qu'était située jadis la ville de Canope.

Pour aller au Caire, je m'embarquai à Alexandrie sur une djerme, espèce de bateaux plats, non pontés, à grandes voiles latines, qui, par les gros temps, ne peuvent tenir la mer ; ils se perdent s'ils ne peuvent atteindre Aboukir ou rentrer dans le Nil (1).

Les environs de Rosette sont jolis et curieux. Il y a beaucoup de jardins et de charmantes échappées de vue sur le Nil. Les colonnes et autres débris qu'on y a trouvés annoncent que ce lieu était orné de beaux monuments dans l'antiquité (2). Rosette est l'entrepôt du commerce qu'Alexandrie fait avec le Caire.

Je logeai chez un négociant vénitien, M. Formagini, qui a péri avec sa famille lors d'une révolte contre les Français. C'était un homme instruit et qui accueillait tous les étrangers un peu distingués. Il avait vu chez lui MM. Volney et Savary, dont les ouvrages étaient alors lus avec avidité. Les détails que Savary donne sur la haute Égypte, où il n'est jamais allé, sont tirés d'un mémoire que M. Formagini lui avait communiqué, que j'ai lu et dont j'aurais tout aussi bien que Savary (3) pu

(1) Tous les matins un bateau pilote indique le passage, qui varie souvent, à cause du limon que les eaux du Nil charrient vers son embouchure.

(2) Entre autres curiosités, on nous montra un dessus de porte assez curieux qui aura certainement été enlevé par les Anglais. Je l'ai dessiné, et j'ai pris aussi la vue d'Aboumandour, tombeau d'un santon (moine) arabe. Le minaret de la mosquée est fort élégant.

(3) Savary, né à Vitré, était un imaginaire, et ses écrits sur l'Égypte et la Grèce ne sont pas estimés par les savants. (Ed.)

faire mon profit pour laisser croire que j'avais visité la Thébaïde.

De Rosette, les bateaux employés pour remonter jusqu'au Caire et qu'on nomme des *masch* sont plus commodes que les *djermes*; ils possèdent une cabine où l'on peut s'arranger passablement. Je m'arrêtai à Bérimal, où je fus étonné de trouver un kachef (gouverneur mameluk) parlant très bien le français. C'était un Arménien de Péra, renégat, fort mauvais sujet, mais qui me traita fort bien. Il m'apprit que Bérimal, l'ancienne Montabas, était renommé pour ses danseuses; il en fit venir le soir; elles étaient fort jolies, mais nous dégoûtèrent par l'excès de lasciveté. Les mameluks et les Arabes, en extase devant elles, ne concevaient pas notre dégoût pour d'aussi jolies créatures. La ville de Fouah, qui, si je ne me trompe, est l'ancienne *Hermopolis Parva*, nous offrit l'occasion de faire un intéressant dessin. Ses minarets, brûlés lors du combat qui eut lieu entre les Égyptiens et la flottille du capitain-pacha en 1786, n'avaient point été reconstruits et n'en paraissaient que plus pittoresques.

Au Caire (1), je fus reçu par M. le chevalier Rosetti, consul général d'Autriche, homme de confiance de Mourad-Bey. Comme il avait une grande influence et jouissait d'un grand crédit, sa maison était toujours pleine de solliciteurs. Turcs, Arabes, Mameluks, Coptes, Grecs, Juifs, tous venaient implorer son appui. Doué

(1) La vue du haut du Mokattam qui domine le Caire est très étendue. Les tombeaux, le grand aqueduc qui conduit l'eau du Nil, l'île de Raoudah où se trouve le nilomètre, les Pyramides, donnent à cette vue une variété fort pittoresque. J'en ai fait un dessin que M. Apostool, mon secrétaire d'ambassade à Naples et par la suite directeur du Muséum royal à Amsterdam, a gravé.

de beaucoup d'esprit, ayant de la finesse et l'ambition de briller, il s'était fait une existence considérable. Son entreprise pour l'exploitation du natrum aux lacs de Terraneh lui avait parfaitement réussi ; il avait supplanté la famille Magallon (1), qui avait joui longtemps d'un grand crédit, et rien ne se faisait sans lui. Quoique tout à fait livré à Mourad-Bey, il avait le talent de rester dans de bons termes avec Ibrahim-Bey, Cheïk-el-Beled, rival de Mourad, et même le premier en grade (2). Les mameluks gouvernaient despotiquement. Mourad et Ibrahim dominaient dans le Delta ou la basse Égypte, tandis que Hassan-Bey, leur antagoniste, dominait dans le Saïd ou la haute Égypte. Le pacha envoyé par la Porte n'avait ni pouvoir ni influence ; il était pour ainsi dire relégué dans le château, et, quoique j'eusse pour lui un firman de la Porte et des lettres de recommandation, on me conseilla de ne pas même aller le voir si je voulais être bien traité par les beys.

Le lendemain de mon arrivée, étant allés nous promener à âne, du côté du vieux Caire, nous rencontrâmes Mourad-Bey avec une suite nombreuse, montée sur

(1) Charles Magallon, né à Marseille, était passé en Égypte, où il séjourna plus de vingt ans ; il exerça les fonctions de consul de France au Caire, y fut mal soutenu par son gouvernement. Il perdit sa fortune lors de l'invasion du capitan-pacha. Il avait dû rentrer en France en 1790. On a assuré que l'expédition d'Égypte avait été décidée d'après les renseignements qu'il avait fournis au Directoire. De fait, il partit avec l'expédition, fit un nouveau séjour au Caire et ne revint en France qu'avec les derniers corps de l'armée. (Ed.)

(2) On sait que ces deux puissants chefs de mameluks, que les Français rencontrèrent comme adversaires lors de l'expédition d'Égypte, s'étaient, après la mort de Mohammed-abou-Dhabad, partagé le pouvoir, Ibrahim sous le titre de Cheïk-el-Beled, Mourad sous celui d'Emir-el-Iladj. (Ed.)

de beaux chevaux arabes et toute brillante, tant par la richesse des armures que par celle des habillements. Il arriva sur nous au galop, demanda à M. Rosetti si j'étais l'infidèle dont il lui avait annoncé l'arrivée, puis demanda pourquoi j'étais monté sur un âne. Il ajouta qu'il fallait me donner un cheval et que, le soir même, il m'attendrait chez lui pour entendre des nouvelles de Constantinople.

C'étaient là des marques de grande faveur, car aucun chrétien, hors les consuls, qui pour l'ordinaire s'en abstiennent, n'avait la permission de monter à cheval au Caire, et, quand un de ces chrétiens rencontrait un bey ou même le gouverneur, ou tout autre kachef, il ne pouvait descendre assez vite de son âne pour éviter l'injonction très significative que les casaphs, valets courant à pied à côté de leurs maîtres, lui donnaient avec leurs longs bâtons, en criant *Enzel!* (Descends !)

Nous nous rendîmes vers le soir au palais de Mourad-Bey. Après la présentation du café et du sorbet, il fit retirer tout le monde, hors son frère, et un enfant mameluk qui se tint à la porte, puis il me fit des questions. Il se montra enchanté que je susse assez le turc pour le comprendre et lui répondre sans interprète, et, faisant allusion au jeune comte de Choiseul, qu'il avait vu quelques mois auparavant, il demanda à M. Rosetti pourquoi cet autre fils d'ambassadeur ne s'était pas donné la peine d'apprendre la langue du pays. Il affirma qu'il avait eu assez de ce jeune homme en le voyant une fois ; mais, pour moi, il exigea que je revinsse souvent. En effet, dès le surlendemain, il nous fit dire de venir dîner avec lui au bain, où nous passâmes plusieurs

heures à manger et à causer. Avec beaucoup d'esprit naturel, Mourad était fort ignorant et superstitieux. Il me proposa de me faire musulman : « Vous aimez les femmes, les chevaux et les antiquités, me dit-il ; vous aurez tout cela ; je vous donnerai un corps de mame-luks à commander, car, vous autres Européens, vous êtes nés avec la science militaire ; je vous enverrai dans la haute Égypte ; vous emporterez tout ce que vous voudrez et vous ferez pour moi la guerre à Hassan-Bey. » Sur mon refus : « Que craignez-vous ? reprit-il, vous n'y perdriez rien. Nous aurions fait comme pour mon frère, qui n'est ici que depuis deux ans, et était chrétien comme vous (1) ; le voilà musulman, sans qu'on l'ait touché ; mais nous avons fait grand bruit et de belles fêtes pour sa conversion. » Puis il en revint à l'art militaire ; il parla du grand Frédéric, à qui Dieu avait départi la science, car il ne voulut pas entendre raison sur ce que je lui disais, à savoir qu'il fallait étudier pour devenir bon général. Enfin il me pria de lui dessiner des plans de batailles et de fortifications, ce dont je ne fus pas peu embarrassé. Heureusement, M. Rosetti me fournit je ne sais plus quel vieux bouquin, et j'en copiai quelques plans, dont Mourad fut enchanté. Il me raconta ses guerres et toutes ses aventures, et ne ménagea pas Ibrahim-Bey, qui selon son propre aveu était plus fin que lui, mais qui avait peu de bravoure, ce qui était vrai (2).

(1) Mourad-Bey était né en Circassie, où se trouvaient mêlés chrétiens et mahométans. Acheté dans son enfance par Mohammed-abou-Dhabad, il s'était élevé par ses talents et son courage au rang d'un des vingt-quatre beys qui gouvernaient l'Égypte. (Ed.)

(2) En effet, Ibrahim se déroba sans cesse devant l'armée française, tandis que Mourad, battu à Rhamanié et Chebreisse, puis



Je lui parlai de la famine qui désolait alors le Caire, au point que les rues et les chemins étaient couverts de morts et de mourants offrant le spectacle le plus lamentable. Ce sujet de conversation ne lui plut pas, et, se tournant vers M. Rosetti, qui, à quelque distance de nous, causait avec le frère du bey, il lui dit : « Vous laissez donc mourir de faim cet infidèle, puisqu'il me parle de misère ; je lui prouverai que rien ne nous manque. » Et aussitôt il fit appeler le commandant de la ville et lui donna l'ordre de m'envoyer, tous les matins, un grand panier de pain blanc, un mouton, des poulets et du riz, ce qui ne manqua pas. Distribués par mon ordre aux pauvres, ces vivres n'étaient qu'une goutte d'eau dans la rivière. J'ai vu une femme avec ses six enfants dans la carcasse d'un chameau pour en ronger les os ; on se disputait les chiens et les chats morts ; et tel était l'avilissement du peuple qu'il voyait passer, tandis qu'on les portait au bain, les dñers splendides de ses oppresseurs, et il n'osait se révolter. Dans une seule nuit on avait jeté dans la rivière quatre-vingt mille kilos de blé, qu'on avait mieux aimé laissé pourrir que de le vendre à un prix au-dessous de celui qui avait été fixé par la plus atroce cupidité.

Visiter les Pyramides était alors toute une entreprise ; il fallait être recommandé à quelque cheik (chef de tribu arabe), et souvent les précautions étaient en défaut, comme j'en fis l'expérience.

J'étais allé coucher à Gizeh, dans le palais de Mourad-

aux Pyramides par Bonaparte, à Sediman par Desaix, n'en continua pas moins la lutte avec une admirable énergie jusqu'au jour où la bataille d'Héliopolis dispersa l'armée turque, commandée par le grand vizir. Mourad, admirateur de Kléber, fit un traité avec lui et resta fidèle observateur de la parole donnée. (Ed.)

Bey, où j'avais été traité avec beaucoup d'égards. On m'avait servi un souper préparé dans le harem, et mon lit, plus riche qu'agréable, était formé de brocarts dorés. Avant le jour nous nous étions mis en marche pour les Pyramides ; les terres étaient fangeuses par suite de l'inondation ; mes guides nous égarèrent, et, après cinq heures d'une marche fort pénible, nous tombâmes dans un camp d'Arabes bédouins, qui au premier abord furent assez polis, mais qui bientôt prétendirent nous rançonner et, nous ayant dépouillés, refusèrent de nous laisser partir. Nous passâmes à peu près deux jours presque sans nourriture, obligés d'étancher notre soif avec l'eau verdâtre d'une petite mare croupie. Enfin on négocia ; je promis de la poudre et du drap, et nos Bédouins devinrent plus traitables ; ils nous rendirent une partie de nos vêtements et voulurent nous conduire aux Pyramides, lorsque le fils du cheik, auquel j'avais été adressé, vint me réclamer. Il y eut une vive altercation. Enfin, ayant assuré que j'enverrais, aussitôt de retour au Caire, les cadeaux promis, les Bédouins consentirent à nous rendre notre liberté. Nous n'avions pas fait une demi-lieue, que nous les aperçûmes accourant pour nous rattraper. Le fils du cheik nous fit quitter la digue étroite sur laquelle nous cheminions ; nous traversâmes à la nage une eau assez profonde ; mon cheval s'étant abattu, je me serais probablement noyé, si mon domestique, vieux soldat autrichien, ivrogne, mais fort brave, et qui m'était très attaché, ne m'eût empoigné et remis à cheval. Nos coquins s'étaient approchés ; ils tirèrent sur nous, et nos habits furent touchés. Heureusement le fils du cheik avait fait prévenir son père, qui vint au-devant de nous bien escorté,

ce que les Bédouins observèrent et ce qui les engagea à la retraite.

On était fort inquiet au Caire à mon sujet, et Mourad-Bey avait donné l'ordre à cinquante mameluks d'aller à ma recherche. Je trouvai le chef établi dans un petit village qu'il rançonnait comme de coutume. Me voyant hors de danger, il alla à la chasse avec ses lévriers, non sans m'avoir demandé préalablement de lui faire un cadeau de quelques sequins. Il m'offrit de m'escorter aux Pyramides ; mais on me le déconseilla. C'eût été le moyen d'établir une petite guerre avec les Arabes, et mon cheik m'assura que je serais en bien plus grande sûreté si je me confiais uniquement à lui, ce que je fis et ce dont je me trouvai fort bien. Lui et son fils eurent pour moi toutes les attentions possibles et me procurèrent, le lendemain, toutes les facilités pour visiter les Pyramides, le Sphinx et les Chambres qui sont à l'ouest ; j'y restai longtemps pour dessiner les hiéroglyphes. M. Fauvel, qui était retenu au Caire par le mal d'yeux qu'on appelle strabisme, m'avait recommandé de les relever avec soin, parce qu'il n'avait fait que les entrevoir lors de son premier voyage.

Ce n'est pas très facile de parcourir l'intérieur de la grande Pyramide ; le couloir par lequel on y pénètre est étroit et vous oblige à vous coucher sur le ventre ; la chaleur et l'odeur méphitique sont insupportables. Ensuite, pour gravir le grand couloir qui conduit à la chambre sépulcrale du roi, il faut être adroit si l'on ne veut tomber. Je visitai aussi les Pyramides et les tombeaux de Sakkarah d'où provient la fable du Styx et de la barque de Caron. C'est entre Sakkarah et les Pyramides de Gizeh qu'était située Memphis, dont il ne reste

d'autres vestiges que des décombres et quelques morceaux de colonnes qui couvrent tout le plateau.

Ce n'est pas seulement pendant mon voyage que j'ai joui du plaisir de connaître l'Égypte, mais, lorsque je lus plus tard tout ce qui a été écrit à propos de l'expédition française, il m'était bien agréable d'avoir vu les individus et les localités. En apprenant qu'Elfy-Bey était en Angleterre, je me rappelai avoir souvent dîné chez lui. J'avais vu le champ de bataille d'Héliopolis, que les Arabes appellent El Matarieh, et je n'oubliai pas que j'y étais resté plus d'une heure, dans l'eau bourbeuse jusqu'à la ceinture, pour dessiner l'obélisque et une tête colossale de sphinx, que de mon temps les voyageurs allaient rarement visiter. Les difficultés, le climat brûlant et quelques dangers arrêtaient souvent les Européens, et j'en ai connu qui étaient arrivés pleins de zèle et d'ardeur, et qui, bientôt effrayés ou abattus, ont trouvé plus commode de faire leurs journaux d'après des livres, que de voir par leurs propres yeux.

J'étais resté, en tout, cinq mois au Caire. Revenu à Rosette, je fus témoin d'un phénomène assez rare en Égypte pendant le mois de novembre, dix jours de pluie continuelle avec un vent du nord violent; aucune barque n'osait s'exposer à sortir du Nil, ce qui me força à demeurer. Ne sachant comment passer mon temps, dans cette ville que j'avais déjà étudiée, je me livrai au plaisir.

Enfin je pus m'embarquer pour Alexandrie; j'y restai encore un mois, employant mon temps plus utilement qu'à Rosette, et, le 2 décembre, nous mîmes à la voile, avec un temps fort beau et une brise du sud-ouest qui

nous fit bientôt perdre de vue la côte d'Afrique. Vers minuit, le vent redoubla, et à quatre heures la tempête était telle qu'on en voit rarement.

Pendant six jours nous fûmes ballottés dans tous les sens; le vent, qui fit le tour de la boussole, nous jeta d'abord vers les parages de la Syrie, puis sur l'île de Chypre. Au moment où nous crûmes pouvoir atteindre le port de Famagouste, nous fûmes repoussés vers l'Afrique; enfin, le cinquième jour, nous passâmes le canal de Rhodes, obligés de forcer de voiles pour ne pas tomber sur les rochers, où nous vîmes périr et se briser une caravelle du Grand Seigneur qui avait quitté Alexandrie en même temps que nous. Nous avons su plus tard que les sept cents hommes formant l'équipage et les passagers avaient tous péri.

Un de nos matelots fut lancé à la mer par une vague qui paraissait vouloir nous engloutir; la vague suivante le relança sur le pont. Jamais je n'ai vu un homme plus pétrifié de terreur. Je perdis une superbe autruche dont le pacha m'avait fait cadeau; deux jolies gazelles, mes perroquets furent emportés avec les dindons, canards, poulets et cochons. Quand la tempête cessa, à la hauteur de Saint-Jean de Pathmos, on s'aperçut que nous n'avions plus rien à manger. Le biscuit était trempé par l'eau de mer, les barils de vin défoncés par le roulis; il n'y eut que mon singe qui s'était tiré d'affaire. Il avait passé trois jours dans les hunes et ne voulut descendre que lorsqu'il vit la mer redevenue calme.

Un corsaire nous poursuivit jusqu'aux parages de Samos. Nous fîmes bonne contenance. L'équipage se montra disposé à se défendre; mais si ce corsaire nous

avait abordés, nous eussions été perdus, car il avait trois fois plus de monde que nous. Un bon vent de sud nous fit dépasser les Dardanelles, et nous comptions arriver le lendemain à Constantinople, quand tout à coup le vent tourna au nord et nous fit jeter l'ancre devant Rodosto, où nous restâmes trente-trois jours. Il tomba une si grande quantité de neige que personne ne voulut s'exposer à porter à cheval une lettre à Constantinople. Il fallut se résigner et souffrir. Enfin le siroco vint à notre secours, et le 14 février je me revis au milieu de ma famille.

Il y avait quinze mois que j'étais parti. Je m'étais peu occupé de ce qui se passait en Europe, et je fus comme ébahi en apprenant les événements de France : la fin tragique de Louis XVI, les bouleversements militaires et politiques me parurent un songe. Mon père m'engagea à lire toutes les gazettes de Leyde (c'était ce qu'il y avait alors de mieux rédigé en fait de journaux), avant de me mêler à aucune conversation, car j'étais comme un Huron, ne comprenant rien à ce qui se disait.

M. de Choiseul avait quitté Constantinople pour se retirer en Russie ; M. Descorches (1) était venu le remplacer, mais la Porte ne le reconnaissait pas ostensiblement. Cependant l'arbre de la Liberté avait été planté sur la terrasse du palais de France. Les Français étant

(1) Envoyé près de l'évêque de Liège, ministre plénipotentiaire près la cour de Pologne (1792) puis en 1793, il fut ministre à Venise, et chargé de passer à Constantinople pour s'y faire recevoir comme ambassadeur ; il ne fut considéré que comme consul de la République, mais il sut conquérir un assez grand crédit. En 1795 il quitta Constantinople pour Livourne et devint préfet de la Drôme en 1800. (Ed.)

divisés par les opinions politiques, l'ambassadeur d'Angleterre soufflait le froid et le chaud; mon père se tenait neutre; le reste du corps diplomatique était d'une exaltation ridicule, et par là même n'inspirait point de confiance à la Porte, qu'il voulait engager à déclarer la guerre à la nouvelle République. Elle s'y refusa constamment. Se lamentant sur le sort des Bourbons, mais n'ayant point eu à s'en louer, surtout depuis leur alliance avec l'Autriche, elle calcula que ses intérêts commerciaux demandaient la conservation des relations ou du moins une non-rupture.

M. Descorches fut réputé jacobin forcené, tout marquis de Sainte-Croix qu'il était (1). A en croire les ministres que la passion aveuglait alors (et je n'en excepte pas mon beau-frère, le général Knobelsdorff, qui était cependant loin d'être un sot), ce nouvel agent de la France n'était qu'un intrigant tiré de la boue révolutionnaire. M. Descorches s'en amusait et faisait son chemin; les ministres turcs, moins passionnés, l'écoutèrent, et surtout, ainsi que je l'ai dit, ils écoutèrent les intérêts de l'Empire. M. Descorches ne manqua pas de leur représenter, ce qu'ils sentirent parfaitement, combien le cabinet de Versailles s'était montré partial pour les deux cours de Russie et d'Autriche, depuis le mariage de Louis XVI avec une archiduchesse; qu'au lieu de soutenir les intérêts de l'Empire ottoman dont la conservation était d'un si grand intérêt pour la France, c'étaient M. le comte de Saint-Priest (2) qui avait con-

(1) Marie-Louis-Henri Descorches avait quitté son titre de marquis de Sainte-Croix dès les premiers temps de la Révolution. (Ed.)

(2) Ancien enseigne des gardes du corps, colonel dans l'armée, puis maréchal de camp, il avait commencé sa carrière diploma-

seillé la cession de la Crimée, et M. de Choiseul toutes les autres concessions faites aux ennemis des Ottomans. Enfin il leur fit entrevoir la possibilité du rétablissement de la Pologne (1), qui redeviendrait un boulevard pour l'empire du Croissant, puis l'espoir de reprendre la Crimée, sans laquelle Constantinople est toujours menacée. Sélim, qui était un prince éclairé et qui se faisait traduire les journaux français, sentit que tout ce qui se passait à Paris était horrible pour le moment ; il déplora la cruauté des Français envers leur roi, mais il comprit aussi que la France régénérée pouvait revenir à un système politique avantageux aux intérêts de la Porte.

Mon père ayant obtenu un congé de deux ans, nous partîmes de Constantinople, le 5 septembre 1793, pour aller en Hollande par Vienne. Andrinople, Sophia, Philippoli, principales villes que l'on rencontre sur la route, ont plus ou moins de commerce, mais, hormis quelques mosquées assez belles, elles offrent peu de curiosités à voir. Partout se retrouvent les traces du despotisme, de l'esclavage, de l'ignorance et des dégâts occasionnés par les guerres intestines et étrangères, ou par le débordement des fleuves, par les incendies et les

tique par l'ambassade de Portugal, et, en 1768, il avait été envoyé à celle de Constantinople, qu'il quitta pour celle des Provinces-Unies, étant remplacé par M. de Choiseul-Gouffier en 1784. (Ed.)

(1) Je dis rétablissement, quoique la dernière main n'eût point encore été mise au grand acte d'iniquité qui anéantit le royaume de Pologne ; mais, en fait, la Pologne était déjà sans force et tout à fait dominée par la Russie et l'Autriche. La Prusse l'abandonna indignement et trahit en cela ses propres intérêts, comme l'événement l'a déjà prouvé et le prouvera bien mieux encore par la suite, lorsque la Russie aura complètement étendu son despotisme continental, qu'on ne saurait plus arrêter, si l'Angleterre n'était pas là pour en retarder l'effet.



bouleversements de la nature, et comme presque nulle part on n'a songé à réparer, il en résulte mille embarras sur les routes. Et point de postes (1), en sorte que nous fûmes obligés de garder les mêmes chevaux depuis Constantinople jusqu'à Belgrade. On sent combien dans ces conditions les voyages doivent être longs, et le mihmendar, officier que la Porte désigne pour accompagner les ambassadeurs, ayant son taim (sa paye) par jour, n'était nullement pressé et souvent même nous faisait faire des détours par des bois et des villages déserts, sous prétexte que la grande route était infestée de brigands.

Partout les autorités furent fort prévenantes : le bostandji bachi, ou gouverneur du palais impérial à Andrinople, et les pachas à Sophia, Philippopoli et surtout à Belgrade. Aux approches de cette ville, qui est un des boulevards de l'Empire, nous vîmes les lignes qui avaient été occupées par les Autrichiens pendant le dernier siège (2) ; on retrouve même encore celles du prince Eugène (3), et l'on est là vraiment sur une terre classique au point de vue militaire. La ville portait encore toutes les marques du siège, car on n'avait pas songé à rebâtir ou réparer aucun des édifices atteints

(1) Il n'y a de relais établis que pour les courriers du gouvernement ; quelquefois on obtient un ordre pour avoir le droit de s'en servir, mais c'est assez rare. En 1802, le maréchal Brune, alors ambassadeur à Constantinople, me les fit accorder comme chargé de dépêches pour le Premier Consul.

(2) Sans cesse prise et reprise par les Turcs et les Impériaux, Belgrade venait de se livrer une fois encore à ces derniers, le 8 octobre 1789. Ils la rendirent en 1791 aux Turcs, après la paix de Seistove. (Ed.)

(3) Le prince Eugène prit la ville en 1717. A la paix de Passarowitz en 1718 Belgrade fut donnée à l'Autriche. (Ed.)

par le bombardement. Nous fîmes notre quarantaine à Zemlin. Comme il n'y avait point de peste en Turquie dans ce moment-là, et comme la Cour de Vienne avait envoyé des ordres pour qu'on traitât mon père avec tous les égards possibles, on nous tint quittes avec dix jours que nous ne fûmes pas fâchés d'avoir pour nous reposer (1).

Notre mihmendar turc n'était pas strict observateur de la loi du Prophète; il aimait le vin et surtout les liqueurs. Je l'ai vu un jour se mettre dans une colère affreuse contre les conducteurs des chevaux de bât, parce qu'ils avaient laissé tomber une de nos caisses de vin. Aussi venait-il tous les deux jours à Zemlin, à la quarantaine, s'informer de la santé de son ambassadeur, qui ne manquait pas de répondre à cette attention, de manière à renvoyer notre homme bien lesté. Le baron de Genegue, lieutenant général, commandant à Petervadin, vint en personne pour offrir ses services afin de faciliter notre voyage, et comme il dit avoir ordre de l'Empereur, de qui mon père avait l'honneur d'être connu, il lui fit donner des chevaux de réquisition, faveur fort rare en Hongrie, ce qui nous fut fort avan-

(1) Nous passâmes notre temps fort agréablement. En dehors des officiers de la suite de mon père, nous avions M. Akerblad, secrétaire de la légation de Suède, homme très aimable et fort savant dans les langues orientales. J'avais fait avec lui mon voyage dans la Troade et à Cyzique. Ensuite trois négociants allemands, bons et obligeants, qui avaient désiré nous suivre pour plus de sûreté. Ils étaient très friands et s'occupèrent en route de déterrer tout ce qui pouvait rendre la cuisine supportable; car, quoique nous eussions un excellent cuisinier français avec nous, ce n'était pas toujours aisé de faire bonne chère. Ces messieurs nous apprirent à manger les tortues de terre qu'on trouve en abondance dans la Bulgarie. Ils ramassaient toutes celles qu'on trouvait, et ce fut une vraie ressource.

tageux. Nous arrivâmes très promptement à Bude, où nous fîmes séjour. Le vieux général Barco vivait encore. Il nous fit l'accueil le plus aimable, et finit même par donner à mon père un baril de son meilleur vin de Tokay, ce qui était un cadeau précieux. Quoiqu'il fulminât beaucoup contre les Carmagnoles, il traitait bien les prisonniers français, assez nombreux, qui étaient enfermés à la citadelle. Il s'amusait de leur gaieté et même allait les voir jouer la comédie; mais il avait un peu peur de leur esprit actif, ce qui le rendait plus sévère. Sa gouvernante était tellement enchantée de l'amabilité française, qu'à l'insu du général, elle rendait aux prisonniers bien des services pour leur adoucir l'ennui de la captivité. Le général s'en doutait, car il la plaisanta plus d'une fois à ce sujet en notre présence; elle lui répondait : « Votre Excellence fait son devoir, et je fais le mien. »

En général, j'ai trouvé les Hongrois bons, prévenants, le sexe joli et aimable. Le peuple est gai. Quand nous arrivions dans les villages, le soir, nous avions de la peine à nous faire expédier, parce que les postillons se décidaient difficilement à quitter le bastringue. Nous arrivâmes à Vienne au mois d'octobre; l'accueil vraiment aimable que nous y reçûmes engagea mon père à y séjourner près de deux mois. Je ne parlerai pas de ce que la ville offre de curieux, tel que l'Arsenal par exemple, où l'on voyait alors tous les trophées pris sur les Turcs; mais je veux m'arrêter un instant sur la société, la cour et les mœurs de cette capitale.

La famille impériale vit tout à fait patriarcalement, je pourrais même dire bourgeoisement. L'Empereur nous reçut avec une aménité extrême; quand M. de Haeften,

envoyé de Hollande, me présenta à l'Impératrice, Sa Majesté dit : « Je connais déjà monsieur, nous nous sommes promenés hier ensemble. » Voici le fait. Parcourant le boulevard, et ne sachant point par où il fallait prendre pour revenir au Graben, où nous logions, je m'adressai à deux dames, qui n'étaient suivies de loin que d'un laquais. L'une d'elles me dit : « Venez, nous vous l'indiquerons. » Cinq minutes après, elle m'indiqua la rue, en m'expliquant qu'il fallait ensuite prendre à droite; je la remerciai de son obligeance, sans me douter qu'elle était l'Impératrice. Les archiduchesses me firent venir plus tard pour voir mes dessins de l'Égypte. Avoir voyagé dans ces pays, surtout à mon âge (j'avais dix-neuf ans), était encore chose rare. Le fameux prince de Kaunitz s'engoua de moi; cela suffit pour que partout je fusse fêté, et je ne me suis jamais amusé autant qu'à Vienne. M. de Haefsten, le marquis de Gallo (1), qui jouissait alors de beaucoup de crédit; le chevalier Garsoni, que j'avais connu comme ambassadeur de Venise à Constantinople, ne contribuèrent pas peu à me faire bien traiter; et, comme presque tous les jeunes gens étaient à l'armée, ou que ceux qui restaient ne s'occupaient que de leurs chevaux et de leurs maîtresses, j'avais beau jeu. Jeune, avec un physique avantageux, je ne fus pas trop mal traité.

Mais il faut revenir au prince de Kaunitz, ministre favori sous quatre règnes, et jusqu'à sa mort, malgré des manies extraordinaires. On l'avait gâté au point qu'il se crût tout permis. On était invité à dîner pour cinq heures; on ne se mettait à table qu'après qu'il avait

(1) Ambassadeur du royaume de Naples. (Ed.)

été à la garde-robe ; tout le monde le savait. Un jour nous n'avons dîné qu'à sept heures : apparemment le prince s'était trouvé constipé. Il ne se gênait pour personne. Il n'y eut que M. de Breteuil, ambassadeur de France, qui osa lui donner une leçon de politesse. Au dessert, il se faisait apporter tout ce qu'il lui fallait pour se nettoyer la bouche, jusqu'à un petit miroir, et, assis entre deux dames, il en agissait comme le matin à la toilette. Son peintre Casanova (1) avait devant lui une bouteille de vin de Champagne; il n'en distribuait qu'un verre à chacun. Assis à côté de lui, je me permis d'en demander un second; aussitôt le prince se fait apporter la bouteille. J'eus le courage de lui en faire demander un troisième verre; le prince, peu accoutumé à pareille hardiesse, renvoya la bouteille à Casanova en disant tout haut : « Le polisson (*der schlingel*) ne se gêne pas. » Il continua à me bien traiter; mais, le soir, je fus joliment grondé par M. de Haeften et par mon père. Le premier surtout ne revenait pas de mon audace et disait : « Voilà ce que c'est que d'avoir vécu avec les Arabes, gens sans éducation ni courtoisie. » Ce qui prouva que le prince ne m'en voulait pas, c'est que le lendemain il me fit cadeau de la belle gravure de son portrait, que tout le monde s'empressait d'acheter à l'antichambre.

Pendant que nous étions à Vienne, arriva la nouvelle de la fin tragique de la reine Marie-Antoinette. Je fus frappé du peu d'effet que ce terrible événement pro-

(1) Casanova était venu se réfugier à Vienne, pour fuir des créanciers et travailler tranquillement aux tableaux que lui avait commandés Catherine II, désireuse de perpétuer le souvenir des victoires remportées sur les Ottomans. Vivant fort largement, de bonne éducation, de belle tournure, Casanova était accueilli chez les grands, dont il se faisait volontiers le familier. (Ed.)

duisit. L'Empereur nous en parla comme d'une chose à laquelle on s'attendait depuis quelque temps. L'Impératrice s'exprima d'une manière étonnante sur les émigrés : « Ils sont cause des malheurs de la France, disait-elle. Ils ont abandonné le Roi et la Reine après les avoir conduits sur le bord du précipice par leurs mauvais conseils et par leur conduite; ce sont des égoïstes, aussi je ne fais rien pour eux. » Un grand seigneur que je ne veux pas nommer, après avoir lu le jugement de Marie-Antoinette, jeta le *Moniteur* sur la table, en disant avec dédain : « Il n'y a pas là de quoi fouetter un chat, continuons notre partie. » Et l'on reprit le jeu, que la curiosité plus que l'intérêt sur le sort d'une archiduchesse avait fait quitter pour quelques instants. Le marquis de Gallo s'en montra indigné, et c'est lui qui, après avoir rendu de bien grands services à la cour de Vienne, en a été depuis traité indignement, et déclaré jacobin et carbonaro par le prince de Metternich qui, au temps dont je parle, était encore un enfant.

Dans la société, on parlait avec une grande liberté sur la guerre, que bien des gens envisageaient comme imprudente; le vieux feld-maréchal Lasay (1) disait que la bataille de Neerwinde perdue faisait plus d'honneur à Dumouriez qu'au prince de Cobourg qui l'avait gagnée. Venant ensuite à celle de Werwick, où le prince d'Orange avait été battu : « Voilà ce que c'est que de

(1) Originaire de Belgique, entré au service de l'Autriche, le comte de Lasay gagna la confiance de Joseph, dont il fut un des « faiseurs militaires », c'est-à-dire un des conseillers les plus écoutés pour l'amélioration de l'armée impériale. Chargé de commander les opérations contre les Turcs en 1788, il eut peu de succès, fut remplacé en 1789 et entra dans le conseil aulique. (Ed.)

donner le commandement d'une armée à ceux qui sont trop jeunes pour avoir de l'expérience (1)! Le plus tôt qu'on pourra finir cette guerre sera le mieux; on ne maîtrisera pas la France, et nous risquons de perdre les Pays-Bas et de voir l'ennemi bouleverser l'Allemagne. »

La duchesse de Polignac était à Vienne. Elle était née Nyvenheim, et mon père l'ayant connue dans son enfance, nous allâmes lui rendre visite (2). En 1787, elle avait éprouvé quelques désagréments, lors de l'entrée des Prussiens en Hollande. Aussitôt qu'elle aperçut mon père, elle lui dit : « Vous revoyez votre cousine, patriote en Hollande, royaliste en France, et chassée partout. » Je ne crois pas qu'elle eût le cœur tendre, ou plutôt l'âme sensible; elle portait le deuil pour la Reine, mais elle s'exprima en femme violente et passionnée, plutôt qu'en amie malheureuse du sort affreux que venait d'éprouver celle qui l'avait comblée de faveurs.

J'étais bien jeune, mais j'ai commencé de bonne heure à étudier le cœur humain, et je fus peu satisfait de ce que je crus y découvrir. Orgueil, vanité, intérêt

(1) Le prince Guillaume-Frédéric, fils aîné de Guillaume V, fut placé à la tête des troupes hollandaises, quand la République française déclara la guerre au Stathouder. Il n'avait que vingt et un ans. Lorsque les Français s'avancèrent sur Werwick le 12 septembre 1793, il confia la défense de cette place à son frère le prince Frédéric; mais après une lutte héroïque dans laquelle le prince fut gravement blessé, la position dut être abandonnée le 13 septembre, faute des secours attendus du général autrichien Beaulieu. Le même jour, le prince d'Orange se battait à Menin contre des forces supérieures et dut se retirer sur Gand. (Ed.)

(2) Ida-Seyna, fille de Bernhard, baron de Neukirchen, dit de Nyvenheim, et de sa première femme Jacoba Mom, naquit en 1773 et épousa Arnold-Julius-Maria-Heracleus, duc de Polignac, né en 1771. Elle était belle-sœur de l'amie de Marie-Antoinette. (Ed.)

personnel, vues ambitieuses, voilà ce que je crus apercevoir dans la marche du gouvernement et dans les actions de la plupart des particuliers. La révolution de Hollande en 1795 ne m'a point plu, surtout parce qu'elle était opérée par des étrangers, et j'avais alors déjà assez d'expérience politique pour savoir d'avance que les Français nous feraient payer cher cette prétendue délivrance.

Je me laissai employer, parce que j'étais jeune et que j'avais de l'ambition, mais intérieurement je me moquais de toutes les simagrées plébéiennes, dont la partie démagogique me déplaisait souverainement. Non pas que je tinsse aux prérogatives de la noblesse, ni que je les regrettasse beaucoup; au contraire, je les ai crues de bonne heure incompatibles avec les lumières que les peuples ont acquises depuis cinquante ans, peut-être pour leur malheur, mais qu'en fin de compte on ne peut plus leur ôter.

Cette profession de foi prouve que ceux qui m'ont décrié comme un jacobin forcené m'ont peu connu, ou qu'ils ont eu leurs raisons pour me calomnier. Je ne suis même pas enthousiaste des gouvernements constitutionnels d'aujourd'hui, et je suis persuadé qu'une nation, lorsqu'elle est gouvernée par un prince sage, qui sait se choisir des ministres forts et un conseil d'État composé d'hommes éclairés, est bien plus heureuse que si elle a à subir ces fréquentes réunions de législateurs, qui arrivent tous avec des passions, des demandes pour eux ou leurs protégés, ou seulement avec le désir, encore plus dangereux, de briller à la tribune. Je dis plus dangereux, parce qu'il y a un grand péril pour l'État, tant au dedans qu'au dehors, à dévoiler



beaucoup de choses qui, d'après une sage politique, devraient rester secrètes. Chaque gouvernement a sa partie honteuse; lorsqu'on la révèle, il est paralysé, et sa chute se prépare. L'immoralité a été grande dans les gouvernements qui se sont succédé en France depuis trente ans environ; mais je crois que la publicité donnée à leurs actes scandaleux en a plus encore hâté la chute que ces actes mêmes. Toute constitution me paraît bonne, pourvu qu'on sache la faire marcher. Il faut une main ferme au timon des affaires. Le système républicain n'a jamais convenu qu'aux tout petits États. J'ai entendu dire au cardinal Maury, dans le salon de l'empereur Napoléon, que ce qu'il y avait de plus fort à alléguer contre la royauté, ce sont les rois; il voulait parler des rois faibles ou sans moyens; et je crois qu'il a dit vrai.

Les princes, bien plus que les particuliers, doivent savoir amener les événements et non se laisser entraîner par eux. Ce n'est pas de la présomption, c'est de la prévoyance qu'il leur faut, et c'est ordinairement la première qui gâte toutes leurs affaires. Ainsi, n'est-il pas singulier de voir la dynastie des Bonaparte, sortie de l'état de particuliers, se perdre par les mêmes fautes qui ont fait tomber de leurs trônes les rois et les princes, élevés de pères en fils au milieu de préjugés, nourris de l'idée qu'ils sont pétris d'un autre limon que le reste des humains, puis croyant d'après cela que tout leur est permis, et qu'il est impossible que leur domination ne soit point éternelle. C'est ce qui prouve bien que les hommes sont partout les mêmes, et que l'exemple des autres est généralement perdu pour eux.

Voyez la princesse d'Orange (en 1795) prête à souscrire à toutes les conditions que le Comité de salut

public pouvait vouloir imposer à la République, même à la condition de tourner ses armes contre l'Angleterre, son alliée et bientôt après son unique soutien ; tout cela pourvu qu'il ne fût point question du retour des émigrés patriotes de 1787, connus alors sous la dénomination de Bataves. Or c'était justement à cette clause que le Comité de salut public tenait, ce qui fit manquer la négociation de MM. Brantsen, Six et Repelaer (1).

Voyez ensuite la reine Caroline de Naples se perdre gratuitement pour assouvir sa rage, je ne dis pas illégitime, mais impolitique ; se jeter dans la coalition, chasser l'ambassadeur de France de sa capitale, ou du moins le forcer à prendre des passeports, et cela au moment où tout était déjà décidé en Allemagne (2).

J'ai vu trois révolutions à Constantinople en dix-huit mois de temps, qui coûtèrent le trône et la vie à sultan Sélim et à sultan Mustapha, par suite de faiblesse et d'imprévoyance. Eh bien, ces révolutions furent tellement calquées sur celles qui firent perdre en 1739 le

(1) Le comte de Tilly, aide de camp du général Dumouriez et chargé par lui de défendre Geertruydenberg qu'il dut évacuer et remettre aux troupes du prince Frédéric d'Orange, m'a raconté à Paris, en 1817, et cela en présence de plusieurs personnes, qu'on lui avait offert deux cent mille florins pour ne pas comprendre dans la capitulation les patriotes de Hollande qui servaient avec la France, le général Daendels, Pineda, Van Hooft et quelques autres.

(2) La reine Caroline, qui avait déjà perdu son royaume en 1796, pour avoir engagé témérairement la lutte contre la France, et qui ne l'avait recouvré qu'à si grand'peine, fit en 1805 un voyage à Vienne pour s'engager dans la coalition anglo-austro-russe. On sait comment Napoléon répondit à ce défi, après sa triomphante campagne qui se termina à Austerlitz. Maître de l'Europe, il disposa du royaume de Naples en faveur de son frère Joseph. La reine Caroline, dépossédée, mourut en 1814, sans avoir recouvré sa couronne. (Ed.)

trône et ensuite la vie à sultan Ahmed (1), qu'un ambassadeur à Constantinople aurait pu, en changeant les dates, envoyer la copie du rapport fait par son prédécesseur. Les mêmes causes amenèrent les mêmes effets; on commit au Sérail les mêmes fautes, on en vint aux mêmes expédients, et l'expérience des temps précédents ne servit à rien.

N'avons-nous pas vu le roi Joachim se fier aux promesses de l'Autriche et de l'Angleterre, lui qui devait savoir que le principe de la légitimité allait seul servir de base dans tous les arrangements à prendre; lui qui avait si cruellement mystifié la cour d'Espagne (2) et le prince d'Auersberg au pont du Danube (3)? et cependant, guidé par la présomption, endormi par les cajoleries trompeuses des agents autrichiens, il abandonna la cause de la France et celle de son beau-frère qui l'avait fait roi. Enfin voit-on qu'en France le parti de la Cour soit devenu plus sage qu'il ne l'était en 1814, malgré la catastrophe de 1815? Et certes, si les Bourbons se maintiennent sur le trône, ce n'est pas à leurs plus zélés, mais imprudents amis qu'ils le devront; c'est uniquement à la sagesse de ceux qui veulent consolider l'ordre de choses établies, pour jouir enfin de la paix et de la tranquillité et pour sauver la France d'une nou-

(1) Ahmed III, déposé par une révolte des janissaires en 1730. (Ed.)

(2) Pendant la campagne de 1808. Entré à Madrid, investi par le roi Charles IV d'un pouvoir discrétionnaire, il en usa pour préparer le changement de dynastie et l'avènement de Joseph au trône d'Espagne. (Ed.)

(3) Commandant à Vienne et chargé de brûler les ponts pour arrêter l'avant-garde de l'armée française, le prince d'Auersberg crut, sur la parole de Murat, que la paix était faite, laissa les ponts libres, et le 13 novembre 1805 Murat entra à Vienne. (Ed.)

velle combustion dans laquelle eux-mêmes périraient.

Si malgré tout les peuples se soumettent, s'ils se tiennent tranquilles, c'est parce qu'ils sont las de la guerre, c'est par fatigue qu'ils se taisent, non par conviction. Mais malheur aux souverains et à leurs ministres le jour où finira cette léthargie. Certes, je suis loin de le désirer, mais je crains qu'un jour ou l'autre nous n'ayons en Europe un bouleversement total de l'ordre social, qui chassera en Amérique les hommes sages et instruits, et qui vérifiera le grand mot de Louis XV : *L'Europe finit et l'Amérique commence.*

C'est à ce point des *Mémoires* que s'ouvre une lacune ; mais dans les papiers du général se trouve un court aperçu de sa vie, écrit de sa main, auquel nous empruntons les détails qui doivent permettre au lecteur de suivre sa carrière dans les années 1793 à 1808.

A son retour en Hollande, il fut accueilli avec bienveillance à la cour stadhoudérienne, et il s'attacha tout spécialement au prince Frédéric, second fils du Stadhouder, qui avait été ramené blessé de la bataille de Werwick. Ce jeune prince était du même âge ; il aimait les arts, et il captivait tous les cœurs par ses dons d'esprit et de caractère. M. de Dedem père n'accepta cependant pas pour son fils le poste de chambellan et aide de camp du prince, avec le rang de lieutenant-colonel que la princesse d'Orange lui fit offrir. Lorsque, ensuite, la Hollande divisée intérieurement éprouva le contre-coup de la Révolution française, lorsque les Français encouragés par le parti patriote envahirent le pays, et que le Stadhouder s'embarqua avec sa famille pour l'Angleterre, en janvier 1795, Dedem, se livrant à l'ambition de son tempérament ardent, se lança dans la politique. Il fut nommé député de sa province (l'Overyssel) à la nouvelle assemblée des États généraux. Quelques mois

plus tard, les anciennes Provinces-Unies ayant été érigées en République batave, il fut envoyé comme ministre plénipotentiaire à Stockholm. Il y résida trois ans, et, suivant les goûts qu'avaient développés en lui ses voyages en Grèce, en Égypte, en Asie Mineure, il consacra ses loisirs à l'étude des ressources du pays, ports de mer et mines, et à la visite des antiquités. Vers les derniers temps de son séjour, il fut chargé de veiller aux intérêts de la France, et, lors de son retour à la Haye, le Directoire le fit remercier officiellement des services qu'il avait rendus au gouvernement français.

Il se retrouvait dans sa patrie quand y éclata la révolution du 22 janvier 1798, qui fut en quelque sorte le 18 fructidor de la Hollande. Dedem avait donné des avis qui auraient pu prévenir ce nouveau coup; mais il n'avait rencontré dans le parti modéré que des hommes faibles et indécis, qui ne réussirent qu'à se laisser culbuter. Cependant les chefs du parti qui restait au pouvoir ne semblèrent point lui en vouloir du rôle de conseiller qu'il avait tenu contre eux, et ils lui offrirent le ministère des affaires étrangères. Dedem n'avait alors que vingt-trois ans. Il trouva plus sage de refuser, ne voulant pas se laisser employer à l'intérieur; mais il accepta une mission à Paris. Celle-ci ne fut pas heureuse. Sa modération le servit mal; il voulut louvoyer, persuadé qu'il était du danger de laisser triompher l'un ou l'autre des partis extrêmes. Il annonça même ce danger. Une lettre confidentielle rendue publique par une indiscrétion peu délicate, au moment où s'opérait une nouvelle révolution en Hollande, le compromit auprès de M. Rewbell et de M. de Talleyrand. Il fut obligé de quitter Paris.

Dès son retour en Hollande, il fit imprimer sur sa conduite des explications qui irritèrent encore plus ses adversaires, car il y dévoilait des vérités qui les mettaient en contradiction avec eux-mêmes; et il se brouilla avec le général Daendels, qui avait été la cheville ouvrière des deux derniers bouleversements. La journée du 12 juin 1798 avait vu détruire l'œuvre révolutionnaire du 22 janvier de la même année; et cette journée peut être comparée au 18 brumaire qui sur-

vint en France l'année d'après, avec cette différence que le général Bonaparte ne fomenta le trouble que pour arriver au pouvoir suprême, tandis que Daendels refusa systématiquement le pouvoir exécutif, qu'on voulait lui faire accepter.

Dedem, mécontent de tout ce qui venait de se passer, donna sa démission ; mais lorsqu'en 1799 les Anglo-Russes débarquèrent en Hollande avec l'intention de soustraire le pays à la domination française, il sortit de sa retraite, se réconcilia avec le général Daendels et le suivit en qualité d'officier d'état-major.

Les différentes divisions anglo-russes s'élevaient à quarante mille hommes placés sous les ordres du duc d'York ; le général Brune commandait les troupes gallo-bataves. Après avoir vainement essayé de s'opposer au débarquement, il était venu s'établir près d'Alkmaar, où le 19 septembre 1799 se livra la bataille dite de Bergen. Cette bataille fut meurtrière, et la victoire, qui resta aux troupes du général Brune, coûta cher. Pour sa part, la division Daendels compta seize cents hommes tués, blessés ou prisonniers. Parmi ceux-ci se trouvait Dedem, qui avait eu un cheval tué sous lui. Le duc d'York, voulant le traiter en otage, refusa d'abord son échange ; mais, sur les instances énergiques du général Brune, Dedem fut bientôt délivré et put rejoindre le général Daendels avant la bataille d'Egmont.

Cependant le duc d'York, après plusieurs combats malheureux, se trouva réduit à demander une capitulation, qui fut signée le 18 octobre. Elle stipulait l'évacuation des Pays-Bas par les Anglo-Russes et le renvoi des prisonniers hollandais détenus en Angleterre. Dedem reçut la mission d'aller à Londres comme commissaire général pour veiller à l'échange des prisonniers et suivre éventuellement les négociations de paix que le Premier Consul cherchait à entamer avec l'Angleterre.

A son retour, il partit à Paris. Là, le Premier Consul lui offrit de négocier pour le compte de la France auprès de la Porte. Il refusa, quoique à cause de ses relations en Turquie il eût toute chance de réussir ; mais il savait qu'on voulait

en même temps le faire négocier avec un rebelle alors très puissant, Paswan-Oglou, et il sentait que ce double jeu pouvait devenir une compromission dangereuse. Il parvint cependant à rendre au gouvernement français des services concernant les rapports de celui-ci avec la Turquie ; et si le cabinet des Tuileries avait voulu profiter des informations qu'il lui donna, peut-être l'expédition des Anglais en Égypte eût-elle été prévenue. La Porte Ottomane ne demandait pas mieux en effet que de s'y opposer ou du moins de rester neutre, à la condition que la France s'engageât à lui restituer cette province lors de la paix générale.

De retour dans sa patrie, Dedem avait repris sa participation au projet de nouvelle constitution. Ses relations avec M. de Semonville, alors ambassadeur de France à La Haye, et avec quelques membres du Directoire, donnèrent de l'ombrage à un autre parti soutenu par le général Augereau, qui, pour l'éloigner, le fit nommer ministre plénipotentiaire à Stuttgart. Le duc, depuis roi de Wurtemberg, avait offert sa médiation entre la Russie et la Hollande, mais avait demandé le changement du ministre accrédité auprès de lui par la République batave, ministre que l'on accusait de complaisance pour les États avec lesquels le duc était en guerre ouverte. Le nouveau choix de la République fut bien accueilli, et Dedem eut l'occasion de rendre au duc de Wurtemberg des services auxquels ce prince se montra sensible.

Chargé par son gouvernement d'aller complimenter le nouveau roi d'Étrurie, Dedem partit pour Florence au mois de décembre 1800. Il s'arrêta à Lyon pendant la réunion de la fameuse Consulta italienne et y trouva l'occasion de signaler à son gouvernement les dangers que pouvait faire courir à l'Europe l'ambition de Bonaparte. En Italie, il ne borna pas sa mission aux compliments qu'il apportait au Roi, dont la chute prochaine lui parut évidente, mais il appela en même temps l'attention de son gouvernement sur le rétablissement du commerce des Hollandais dans l'Adriatique et le Levant. A Rome, où le Pape le traita avec distinction et lui accorda plusieurs entretiens particuliers, il prépara les moyens d'éviter les difficultés soulevées par l'opposition

des catholiques en Hollande. Ceux-ci gênaient souvent la marche du gouvernement, parce qu'ils se croyaient moins avantagés que les fidèles professant le culte dominant. En Italie encore, Dedem put s'assurer à certains indices que la paix signée avec l'Angleterre n'était qu'un armistice, et qu'on devait se mettre en garde contre de nouvelles attaques et prévenir que le commerce n'eût de trop grandes pertes à éprouver à la très prochaine rupture; mais on ne fit attention à ses avis qu'après coup.

A son retour en Hollande, il obtint un congé pour aller voir son père, qui occupait toujours l'ambassade de Constantinople, et pour visiter dans ce nouveau voyage l'Adriatique, la Morée et la Caramanie. La survivance de son père lui fut offerte, mais un certain parti le destinait depuis longtemps à l'ambassade de Paris. Il fut donc rappelé et accrédité auprès du Premier Consul. Une nouvelle intrigue l'obligea à quitter le poste de Paris, et son gouvernement lui confia la mission de Berlin, qui était peut-être plus importante pour la République Batave, à cause des réclamations de la maison d'Orange et de l'appui que la Hollande pouvait espérer trouver à Berlin contre l'incorporation déjà redoutée à cette époque. Dedem resta à Berlin jusqu'à la déclaration de guerre de la Prusse à la France et à ses alliés.

On était en 1806. Vers le milieu de cette année, qui se termina par la brillante campagne d'Iéna, Napoléon, taillant dans la carte d'Europe des principautés à sa famille, avait transformé la République batave en royaume au bénéfice de son frère Louis. Déjà Napoléon avait exigé en 1805 que le pouvoir exécutif passât des mains du Directoire à celles d'un Grand Pensionnaire investi d'une autorité supérieure à celle dont avaient joui jadis les Stadhouders. Dedem, nommé général-major par le Grand Pensionnaire, alla rejoindre l'armée devant Hameln, en novembre 1806; mais le roi Louis l'appela auprès de sa personne et le nomma premier chambellan. Avec le caractère inquiet du nouveau roi, la franchise un peu libre de M. de Dedem ne réussit qu'imparfaitement. Louis cependant en profitait quelquefois. Lorsqu'il hésitait pour choisir entre des fonctionnaires briguant une même



place, il disait : « Je n'ai qu'à m'adresser à mon républicain, et je saurai la vérité. » Mais bientôt Louis trouva bon de se débarrasser de ce conseiller trop sincère en se faisant représenter par lui auprès du roi de Naples.

Puis, changeant la destination du général, il le fit partir en qualité de ministre plénipotentiaire auprès de son frère le roi Jérôme. C'est à ce moment que recommencent les *Mémoires*.

## CHAPITRE · II

Le Roi ayant changé ma destination, je partis d'Utrecht le 3 janvier 1808, pour aller résider à Cassel en qualité de ministre plénipotentiaire auprès du roi de Westphalie. Ce changement ne me plaisait guère; je préférais le beau climat de Naples au froid et à l'air brumeux de la Hesse; mais mon envoi avait un motif ostensible qui était flatteur, et je n'aurais pas pu refuser. Sa Majesté m'avait assuré que c'était son frère lui-même et la reine de Westphalie (dont j'avais l'honneur d'être connu, ayant résidé jadis à la Cour du roi de Wurtemberg, son père) qui m'avaient demandé. Je dois avouer que j'eus tout lieu de me louer de la réception qu'on me fit à Cassel. Leurs Majestés m'accueillirent avec une bienveillance toute particulière, et je fus non seulement traité en ambassadeur de famille, mais en ami de la maison. Le Roi me faisait souvent appeler par un de ses valets de chambre pour venir causer dans son cabinet; j'avais mon couvert à la Cour, je disposais des chevaux des écuries royales, j'étais de toutes les parties de chasse et de campagne, et je faisais toujours la partie de la Reine.

Le Roi, ayant su combien j'avais de difficulté à

trouver un logement convenable, m'assigna Bellevue, l'ancien hôtel de la maîtresse de l'Électeur. Je trouvai une maison toute montée; le général Meyronnet, grand maréchal du palais, avait eu ordre d'y faire fournir tout ce dont j'avais besoin, et j'étais déjà consolé de n'être point allé à Naples, quand un courrier extraordinaire m'apporta, au mois de mars, l'ordre de m'y rendre sans délai.

Il était dans le caractère du roi Louis de déplacer ceux qui se trouvaient bien. Aussitôt qu'il eut appris que j'étais heureux et content à Cassel, il éprouva un plaisir secret à m'en faire partir. C'est le propre des hommes maladifs et souffrants de tracasser ceux qui les entourent, et j'avais été trop longtemps auprès de lui pour m'étonner de sa résolution à mon égard.

Le roi de Westphalie envoya inutilement un courrier avec la demande positive de mon maintien; la réponse fut plus positive encore, et M. Bangeman Huygens, mon ancien collègue à Copenhague, et conseiller d'État, vint me succéder et jouir du beau séjour de Bellevue, dont le Roi, sur mes instances, lui laissa la jouissance.

Pendant assez longtemps le roi Jérôme avait été très mécontent du Roi mon maître. Celui-ci n'était pas plus enchanté des procédés de monsieur son frère, qui avait fort mal à propos rappelé tous les sujets westphaliens attachés au service de la Hollande. Cette ordonnance contrariait infiniment un bon nombre de braves militaires qui servaient en Hollande depuis leur enfance et qui s'y trouvaient presque naturalisés; de plus, elle désorganisait notre armée. Mais toutes les représentations de M. le comte de Hogendorp, ancien ministre de la guerre, qui m'avait précédé à Cassel, avaient été

inutiles, et j'eus beaucoup de peine à raccommo-der les deux potentats. Quelques petites concessions de part et d'autre, que le général Morio, ministre de la guerre de Westphalie, et moi, prîmes sur nous de faire, rapprochèrent les deux monarques, qui furent fort contents de n'être plus en froideur. Les deux frères s'aimaient, et je dois rendre cette justice à Jérôme, que lui surtout avait un grand faible pour le roi Louis.

Le roi de Westphalie avait le cachet des Bonaparte : beaucoup d'esprit naturel, peu d'instruction, de l'entêtement et de la violence, avec une conception facile et une grande perspicacité. Il saisissait à merveille tous les côtés d'une affaire quand il voulait se donner la peine de s'en occuper, ce à quoi sa paresse naturelle lui donnait une grande aversion. Il aimait le faste et les plaisirs. Voluptueux, libertin, splendide, jetant l'argent par ostentation plus que par désir de secourir, il imprima dès les premiers temps le ton à sa Cour, qui fut livrée aux intrigues et à la dépravation.

Les ministres qui lui résistaient étaient disgraciés. Il imaginait que sa volonté devait être la loi suprême, et il me dit un jour, en me parlant d'une loi de finances, dont il reconnaissait les suites funestes pour le crédit public : « J'aime mieux perdre deux millions que de revenir sur un de mes décrets. » Il craignait l'empereur Napoléon. Souple et soumis tant qu'il était auprès de lui, il devenait audacieux dans ses discours dès qu'il s'en voyait éloigné. Jérôme avait beaucoup du caractère de Gustave III (1) : fanfaron en politique, compromettant pour ceux qui se vouaient à lui, peu belliqueux et considérant les

(1) Roi de Suède, assassiné dans un bal en 1792. (Éd.)

hommes comme destinés à subir les caprices du sort et à se soumettre à la volonté des rois.

La monarchie westphalienne, qui a eu une existence très courte, a manqué des ressources suffisantes pour prendre un rang en Europe. Aussi longtemps que la Prusse existait, son sort devait être très problématique, et je dois rendre justice à la perspicacité du roi Jérôme, car il entrevoyait très bien cette vérité, et souvent il m'a dit : « Si je ne vais pas régner à Berlin, le roi de Prusse me chassera, et mon royaume finira avec la vie de l'Empereur. »

Le royaume était composé de plusieurs petits États gouvernés d'une manière différente, ayant des intérêts opposés, se choquant entre eux, ne pouvant avoir dans les premiers instants de leur réunion ni ensemble ni accord. Les plaies de la guerre et le souvenir d'anciennes affections étaient encore trop récents pour qu'il y eût beaucoup de patriotisme, de sentiment national westphalien et d'attachement au gouvernement; mais les éléments pour créer tous les besoins d'un État existaient; il en était de même de la force politique, et le royaume de Westphalie, si la France ne l'avait traité en marâtre, se serait trouvé dans la position unique de n'avoir point de dettes (1).

(1) Un tableau de cette monarchie fera bien comprendre ce que j'avance. Les États qui la composaient se répartissaient ainsi :

|                          | Milles | Habitants | Revenus       |
|--------------------------|--------|-----------|---------------|
| États de Hesse-Cassel    | 154    | 391,000   | 3,000,000 fl. |
| Comté de Rietberg        | 4      | 13,000    | 50,000        |
| Principauté de Paderborn | 54     | 98,000    | 900,000       |
| Comté de Ravensberg      | 16 2/3 | 31,812    | 300,000       |
| Principauté de Minden    | 33     | 70,000    | 600,000       |
| Principauté d'Osnabruck  | 36     | 136,000   | 700,000       |

Tout le monde sait que l'administration de l'Électeur de Hesse était très économe, pour ne pas dire sordide; que loin de faire des emprunts, il plaçait ses fonds à in-

|                                                        | Milles | Habitants | Revenus   |
|--------------------------------------------------------|--------|-----------|-----------|
| Principauté de Corvey                                  | 5      | 40,000    | 60,000    |
| Duché de Magdebourg                                    | 62     | 241,000   | 1,200,000 |
| Vieille Marche                                         | 59     | 112,000   | 300,000   |
| Brunswick et Wolfenbuttel                              | 59     | 192,000   | 1,400,000 |
| Halberstadt                                            | 41     | 150,000   | 750,000   |
| Hildesheim, Goslar                                     | 46     | 14,722    | 1,050,000 |
| Principauté de Göttingue                               | 29     | 92,000    | 500,000   |
| Principauté de Grubenhagen                             | 21     | 60,000    | 150,000   |
| Comté de Holberg et Hohenstein                         | 8      | 21,000    | 150,000   |
| Principautés d'Eichsfeld, Nord-<br>hausen et Mülhausen | 32     | 108,000   | 660,000   |
| .....                                                  | .....  | .....     | .....     |

Le commerce le plus naturel pour ce royaume est celui du transit ; mais, pour que ce commerce fût vraiment avantageux, il faudrait d'abord construire des routes par terre et par eau, établir une sûreté parfaite dans les transports et introduire un système de douanes général et équitable. Tous ces objets sont négligés ; aussi faudra-t-il de bien grands changements, avant que jamais la Westphalie devienne une contrée vraiment commerçante. Outre tous les inconvénients qu'offrent sa position et son territoire, un obstacle majeur se présente : c'est le manque de fortune des habitants, qui sont incapables de faire de grandes entreprises, et celles auxquelles la nature foncière du sol donne droit de songer sont entièrement abandonnées à l'État. Tout ce qui est de quelque rapport dans l'intérieur se trouve entre les mains du gouvernement ; les mines, les forêts, les salines, sont monopolisées, et si elles sont un soutien pour le trésor public, elles pèsent doublement sur les habitants, à qui on ôte par là les ressources principales de leur commerce.

En résumant ce que je viens d'avancer sur les ressources du royaume, je crois qu'on peut dire qu'un État où les habitants ne sont pas encore rapprochés entre eux, où leurs intérêts se heurtent, où les fortunes sont médiocres, où l'industrie ne s'exerce que sur des objets de peu de valeur, où le transport est lent et coûteux, où le commerce intérieur est réduit à rien par les monopoles, où le commerce extérieur n'a pas de débouchés ; un tel État, dis-je, peut être considéré comme manquant de grandes ressources intrinsèques et ne possédant aucune force réelle.

térêt et qu'il avait un trésor de soixante millions d'écus enlevés à la circulation. Le pays de Brunswick était au niveau. Magdebourg n'était point grevé et offrait de grandes ressources, tant en productions, telles que les mines de sel, le blé et les filatures (1), que par sa position au bord de l'Elbe, qui lui donne un commerce de transit très important.

Mais comment voulait-on que ce nouveau royaume s'établît et ne croulât pas dès sa naissance sous le poids du déficit, quand on considère :

1° Que l'Empereur s'était réservé la moitié des domaines pour en disposer à volonté; qu'il en réclamait les revenus nets, libérés de toutes les impositions, de toutes les taxes, et de toutes les charges établies sur ces mêmes domaines par suite d'hypothèques (2).

2° Que les impositions militaires, établies durant la guerre au-dessus des moyens du pays, étaient exigées par M. l'intendant général Daru, avec une dureté presque barbare. Les arriérés en montaient à douze millions de livres tout d'abord, mais M. Daru avait produit des calculs destinés à les faire monter à dix-neuf millions; de telle façon qu'en dehors de la souscription faite par les riches propriétaires de Magdebourg, et qui devait servir à payer les douze premiers millions en douze termes, le gouvernement fut obligé d'ouvrir à Hambourg une négociation de trente millions pour trouver les sept millions restants, et pour subvenir aux besoins de l'État.

(1) Les filatures à Brunswick étaient encore plus considérables.

(2) Ces domaines qui montaient en masse à cent soixante millions de livres n'étaient exempts d'aucune contribution (ainsi ils ont toujours été comptés dans les revenus de l'État), et la moitié qui en restait au Roi continua à les payer.

3° Que M. Daru s'était emparé de la banque de Magdebourg, avec tous les dépôts qui s'y trouvaient. La France sur ce point ne voulut écouter aucune représentation. Il est cependant notoire que les fonds de cette banque, dont la valeur était calculée dans le pays à douze millions, n'en rapportèrent pas cinq, alors que le détriment causé à la monarchie westphalienne par cet enlèvement pouvait être évalué de vingt à vingt-quatre millions.

La Westphalie avait dû s'engager à entretenir une armée de vingt-cinq mille hommes, dont douze mille Français. L'on sent combien cet article devint onéreux et difficile à exécuter.

Les corvées furent annulées. Le peuple, dans le premier moment où les passions dominant encore, n'en reconnut point l'avantage. Il ne sentit pas que la noblesse l'excitait au mécontentement par intérêt propre, car elle était mécontente d'avoir perdu ses droits seigneuriaux et d'avoir à fournir de trois à cinq millions de livres par an dans les contributions (1). Les juifs, par contre, ne payèrent plus les taxes extraordinaires qui leur

(1) Il y eut dans le conseil, de la part des Westphaliens, une grande opposition. Ils cherchèrent à gagner du temps, parce qu'ils espéraient toujours quelque miracle en faveur de leur ancien souverain. Du temps de l'Électeur, le bois en compensation des corvées se donnait pour rien au paysan, qui le vendait à bas prix dans les villes. Quand une coupe de bois était décrétée, les forestiers taxaient les besoins des paysans, auxquels ils livraient le surplus à très bas prix. Par le nouveau règlement, il n'y eut plus aucune prérogative ; le prix du bois tripla, et le gouvernement retira environ cinq millions par des coupes annuelles, tandis que sous l'Électeur le rapport ne montait guère qu'à deux millions. Ce fut pour les habitants du plat pays, obligés d'acheter même le bois à leur usage, un nouveau dommage et un sujet de mécontentement en plus.

Toutefois, il faut bien reconnaître que la réunion en royaume des différents pays a produit quelques avantages, ne fût-ce que de détruire, pour le plus grand profit du commerce intérieur, les



étaient imposées. Les postes aux lettres furent entravées par les petits voisins qui firent payer le transit autant que les grandes puissances. Et, pour répondre à toutes ces exigences et ces réformes, la liste civile se trouva insuffisante. Les petites pensions ne purent être payées. Celles de la Hesse seule montaient pour le civil plus haut que toutes celles du royaume de Hollande.

Il n'est pas sans importance de faire connaître les personnes qui ont eu quelque influence sur les destinées du royaume de Westphalie. Lors même que les princes ne s'abandonnent point à leurs favoris, il est dans la nature humaine de se laisser influencer plus ou moins par ceux qui nous entourent. Jérôme; convaincu de cette vérité, éloigna de son intimité la plupart de ses anciens compagnons en leur donnant des places marquantes. Malgré cela, il n'échappa pas toujours à l'espèce de tutelle qu'il appréhendait. La comtesse de Truchsess, née princesse de Hohenzollern, grande gouvernante de la Cour, prit un grand ascendant sur lui et sur la Reine. Cette femme, née avec un beau physique, de l'esprit et de l'amabilité, avait trouvé le moyen de se faire peu aimer par ceux qui l'approchaient. Intrigante, inconsidérée, rem-

péages sans nombre que les petits souverains avaient établis, et par lesquels ils vexaient réciproquement leurs sujets.

La Hesse gémissait sous un gouvernement semblable au régime monacal. Personne n'y travaillait. Les grands étaient des faîneants qui vivaient de pensions; le peuple se composait de mendiants privilégiés. Nulle instruction, point d'art, point de métier; les premiers besoins, comme les objets de luxe, étaient apportés de l'étranger. Soumis au régime général qui supprima leurs privilèges, les Hessois furent forcés de se livrer à l'industrie; ce qu'ils payèrent d'une main pour le bien de l'État, ils le regagnèrent par le travail et par l'industrie pour leur bien-être particulier.

plie d'ambition, elle eut le talent de captiver le jeune monarque et de se faire passer à ses yeux pour une bonne et candide personne. Elle chercha à rendre suspect le grand maréchal du palais (le général Meyronnet), l'ami et le compagnon du Roi depuis l'enfance, dans le dessein de faire donner sa place au comte de Truchsess, son mari. Elle dénonça au Roi des vers abominables contre elle et contre Leurs Majestés, et ces vers, qui firent tant de bruit à Cassel, qui mirent le trouble à la Cour, n'existerent jamais que dans l'esprit méchant et calculateur de Mme de Truchsess. Elle arrêta la recherche de l'auteur aussitôt qu'elle entrevit que son coup avait manqué et que son procédé inique pourrait être mis au grand jour. Le Roi ne voulut point perdre dans l'esprit public une femme pour laquelle il avait eu un caprice.

Le général Meyronnet était un brave officier de marine, bon et serviable, mais susceptible, dur et ayant les formes souvent un peu acerbes. Le Roi le nomma conseiller d'État et le chamarra d'ordres étrangers.

Le comte d'Albignac, grand écuyer après le départ du général Lefebvre-Desnouettes, se soutint assez longtemps (1). Le Roi le nomma conseiller d'État et le fit plus tard ministre de la guerre; il lui demandait souvent son opinion quand il voulait connaître à fond celle de l'impartialité.

(1) Maurice Castelnau d'Albignac, ancien page de Louis XVI, avait repris du service, en 1806, comme gendarme d'ordonnance dans la garde impériale. Il fit la campagne de Tilsitt, devint officier, passa en Westphalie comme aide de camp du Roi, qui l'éleva successivement jusqu'au ministère de la guerre. Il y resta quatre ans, puis rentra au service de la France en qualité de chef d'état-major du sixième corps. Il devint sous la Restauration gouverneur de l'École de Saint-Cyr. (Éd.)

Le général Morio, premier ministre de la guerre, avait peu de moyens; il ne connaissait ni l'administration ni l'organisation en grand. Il était vif, emporté et souvent brise-raison.

Un des Français qui se conduisirent le mieux fut M. La Flèche, trésorier de la Couronne. Il était attaché au Roi et lui rendit des services essentiels. Sa femme, qui était d'une famille distinguée de Gênes, et très jolie, était fort aimée du Roi.

Le général Rewbell (1) et le colonel Girard, aide de camp du Roi, avancèrent rapidement dans la carrière militaire; le dernier fut employé dans la diplomatie.

Le Roi changea souvent ses ministres d'État; les premiers lui déplurent parce que l'Empereur les lui avait désignés. Il faut l'avouer, Napoléon n'avait point été heureux dans son choix; il avait nommé pour ministre des affaires étrangères le fameux professeur Müller, le Tacite de l'Allemagne (2). Malgré tout son esprit et son savoir, M. Müller ne convenait point à la place, et la place lui convenait encore moins. J'avais été lié avec lui à Berlin; il m'en parla franchement, et, comme nous n'avions pas de grandes occupations, nous nous réunissions souvent pour nous communiquer nos observations

(1) Fils de Jean de Rewbell, membre du Directoire. Il avait fait toutes les campagnes d'Allemagne et de Pologne. Nommé général de brigade par l'Empereur en 1807, il s'attacha au service de Jérôme, dont il suivit jusqu'à la fin la fortune. Il commanda plusieurs corps westphaliens. (Éd.)

(2) Jean de Müller, né en Suisse, et considéré comme le plus grand historien de son temps. Il avait vécu en Prusse près de Frédéric le Grand; en Autriche, près de l'empereur Léopold, et il avait servi l'électeur de Mayence. Napoléon, l'ayant distingué à Berlin où il était retourné sous Frédéric-Guillaume, l'attacha à son frère Jérôme (Éd.).

sur les événements passés. Ce fut dans un de nos entretiens à Cassel qu'il me conseilla de lire avec attention la *Vie et les institutions* de Timour-Leng (Tamerlan), écrites par lui-même, et qu'il me fit observer la ressemblance de cet homme extraordinaire avec Napoléon. Il disait qu'il croirait volontiers que l'âme du conquérant asiatique s'était fourrée dans le corps de Bonaparte. M. Müller ne plaisait au Roi ni par ses formes, ni par sa franchise; il fut mis de côté et conserva le rang de ministre avec la direction des postes et sa place au Conseil.

M. Le Camus, récemment créé comte de Fürstenstein, lui succéda; celui-ci s'était attaché au Roi quand ce prince était en Amérique, et s'était voué à l'étoile de son jeune ami, au risque de tous les désagréments qui paraissaient planer sur lui. C'est un homme d'un caractère jovial avec un peu de franchise, ayant de l'esprit, mais fort distrait. Son extérieur était avantageux, ses formes douces et aisées; mais il était plutôt fait pour être le premier officier de la Couronne que ministre d'État, et surtout ministre des affaires étrangères.

M. Siméon (1), ministre de l'intérieur, était un homme de mérite, sage, ayant des connaissances et d'un excellent conseil.

M. Beugnot (2), ministre des finances, était un homme

(1) Le comte Joseph-Jérôme Siméon, du conseil des Cinq-Cents, du conseil d'État, placé par Napoléon en Westphalie pour y introduire les formes légales et administratives de la France. Rentré en France, il devint ministre de l'intérieur et membre de la Chambre des pairs sous la Restauration. (Éd.)

(2) Le comte Jacques-Claude Beugnot, préfet de la Seine-Inférieure, conseiller d'État, attaché par Napoléon aux finances de

très érudit, grand travailleur, mais atrabilaire et vaniteux.

M. Jolivet, ministre de France, était tout bonnement l'espion de l'Empereur; tout le monde avait peur de lui. Il parlait de tout et se trompait souvent. C'est lui qui avait conseillé la mise hors circulation du billon, mesure si désastreuse aux finances de la Westphalie et qui a coûté plus de deux millions. Peu d'hommes ont l'extérieur aussi désagréable que l'avait M. Jolivet, et sa mine était de celles qui ne trompent point.

Parmi les Allemands, il y en avait peu qui eussent pris quelque consistance. Le Roi recherchait les grandes familles; il attira les princes de Hesse-Philipsthal et de Hohenzollern à sa Cour; mais les uns et les autres étaient au-dessous du médiocre, il n'en put rien faire.

Une dispute entre le jeune comte de Westphalen et un écuyer du Roi avait éloigné le père et privé le royaume d'un des hommes les plus marquants par sa naissance et par sa fortune. Tout au contraire, le comte de Schulenbourg, ancien ministre d'État en Prusse, parut avoir oublié ce qu'il devait à cette puissance et à son nom. Il vint bassement faire sa cour et intriguer pour être employé. De même, le comte de Hardenberg (1), dont toute la famille s'était prononcée d'une manière si violente contre la France, donna sa fille à M. de Für-

Westphalie, où il ne resta qu'un an, puis à celles du grand-duché de Berg. Il fut ministre de la police, puis ministre de la marine sous la Restauration. Certaines de ses ordonnances restent célèbres par leur insuffisance. (Éd.)

(1) Parent du chancelier d'État de Prusse le prince Charles-Auguste de Hardenberg, qui fut l'âme de la réaction patriotique en Prusse contre Napoléon. (Éd.)

stenstein et accepta une grande place à la Cour et dans le Conseil (4).

L'on sent qu'il y avait naturellement beaucoup de jalousie entre les Allemands et les Français; les derniers n'étaient que des oiseaux de passage qui cherchaient à s'enrichir et qui s'identifiaient difficilement aux mœurs et aux usages des Allemands. Ceux-ci voyaient avec peine des étrangers occuper les premières places et vouloir porter un changement dans les coutumes et usages du pays.

Les relations politiques entre la Westphalie et les autres puissances furent à peu près nulles dans les commencements. La mésintelligence régnait entre la cour de Cassel et celle de Stuttgart, en dépit du degré de proche parenté qui unissait les deux rois. Ceux-ci s'exprimaient assez hautement et avec amertume sur les griefs qu'ils croyaient avoir. Le roi Jérôme m'accordait quelque confiance, et le vieux roi de Wurtemberg se rappelait le service que j'avais été assez heureux pour lui rendre en 1801, alors que ma médiation entre son ministre d'État, le baron de Mandelsloh, et M. Massias, chargé d'affaires de France, lui avait évité l'entrée de vingt mille Français dans ses États. L'un et l'autre m'ini-

(4) On pourrait citer encore parmi les Allemands qui furent des premiers à se pousser le comte Merfeldt, nommé d'abord à la mission de Vienne; il était ex-chanoine, homme d'esprit, fin, prudent et ayant infiniment de tact. Il faisait le service de chambellan auprès du Roi. Dans le conseil, on distingua M. de Bülow pour la partie des finances; mais on craignit qu'il ne portât dans les fonctions de ministre un esprit dangereux, celui de remplir les caisses sans s'embarrasser du bonheur des peuples. On citait aussi M. de Marenholtz de Brunswick et M. Coninx de Paderborn. comme des membres distingués du conseil. Le dernier était chargé d'aplanir les difficultés relativement aux chapitres et aux abbayes. On lui reconnaissait de grandes connaissances locales.

tièrent dans leurs querelles domestiques, dont il ne m'appartient point de parler.

Ce fut la Saxe qui se rapprocha la première de la Westphalie en y mettant beaucoup de bonne foi. L'Autriche s'empessa d'envoyer un ministre au nouveau roi, non par affection, mais guidée par la politique et la prévoyance. Amie et alliée de la France, elle jugeait que l'accord avec la cour de Cassel lui offrait un avantage secondaire ; ennemie, et dans l'hypothèse d'une guerre, elle attendait de sa bonne intelligence avec cette même cour des avantages encore plus réels.

Jérôme Bonaparte était, du reste, enclin, tout autant que Louis, qui régnait en Hollande, à écouter toute proposition qui tendait à le libérer du joug de l'empereur Napoléon. Cependant les relations avec la Prusse furent, dès les premiers instants, épineuses et désagréables, et si la cour de Berlin accrédita un ministre à Cassel, ce fut pour suivre la marche des affaires et pour découvrir à temps jusqu'où l'ambition du nouveau roi pouvait s'étendre.

Jérôme voyait tout ce que son royaume présentait d'imparfait, et il chercha constamment à l'échanger contre un autre. Au mois de mars 1808, il me confia ce qu'il venait d'apprendre sur la prochaine exécution des projets de l'Empereur par rapport à l'Espagne. Il me chargea même d'en écrire au roi Louis, et avant mon départ pour Naples (au mois d'avril) il me dit que, selon toute apparence, je ne trouverais plus son frère Joseph en Italie, et qu'il ne désespérait pas de voir bientôt lui-même le pays où j'allais résider. Sans doute il n'ignorait pas combien la concurrence de sa sœur, la grande-duchesse de Berg, serait formidable. Il insista pour que

son frère Louis l'aidât à obtenir du moins le partage du grand-duché de Berg, au cas où Murat parviendrait au trône des Deux-Siciles ou à celui de Westphalie.

Le Roi faisait beaucoup d'infidélités à la Reine sans qu'elle eût l'air de s'en douter; mais il avait pour elle tous les égards possibles. Il lui donna une fête magnifique à Napoleonshöhe (1). Tout le parc fut éclairé, ainsi que les différents édifices. La Reine fut reçue dans le château gothique, dit des Chevaliers. Des quadrilles, en costumes rappelant ceux des anciens Germains ou du temps des troubadours, exécutèrent les danses. La table, à laquelle la Reine soupa, descendit comme par enchantement toute servie. J'eus l'honneur d'y être placé à côté de Sa Majesté comme ambassadeur de famille. La Reine retourna le soir à Cassel; le Roi resta à Napoleonshöhe, et l'on y offrit des appartements à beaucoup de personnes que le Roi avait désignées et parmi lesquelles je me trouvai. La jalousie fit faire la remarque qu'on avait donné la préférence à toutes les jolies femmes, et que les équipages de la Cour avaient été annoncés avec une sorte d'empressement aux vieilles douairières et aux prudes. Le séjour de Cassel devenait chaque jour plus attrayant, et la manière dont j'y étais traité me faisait attendre patiemment la belle saison pour me rendre en Italie. J'eus d'ailleurs à m'occuper de quelques affaires importantes. Le Roi me chargea de proposer en Hollande l'établissement de différentes chaussées d'Utrecht à Cassel par Deventer, Munster et Paderborn, et à Brême par

(1) Wilhemshöhe, où le landgrave Charles et l'électeur Wilhelm XI avaient créé des jardins et des cascades à si grands frais que les comptes furent brûlés afin que le souvenir de prodigalités folles disparût à jamais. (Éd.)



Osnabrück, afin d'attirer le commerce du Nord et le transit des voyageurs.

Si l'on avait été plus prompt en Hollande, on aurait pu aussi profiter des insinuations qui m'avaient été faites par le ministre de France, M. Jolivet, pour recouvrer l'argent déposé par les sujets hollandais à la banque d'Embsen ; mais le cabinet de Louis I<sup>er</sup> était ce qu'a été de tout temps le ministère hollandais, soupçonneux, lent, indécis, et économe dans les premiers instants, pour jeter souvent après coup l'argent par les fenêtres.

Mon successeur arriva le 20 avril ; le 25, Leurs Majestés m'accordèrent mon audience de congé. Le Roi me fit remettre, par M. le comte de Fürstenstein, une tabatière avec son portrait enrichie de diamants, comme témoignage de sa satisfaction.

Je quittai Cassel le 26 avril à six heures du soir, après avoir reçu des lettres du roi de Westphalie pour le roi de Naples et de la Reine pour Stuttgart.

J'arrivai à Francfort le 28 avril au soir, et le lendemain j'eus l'honneur de dîner chez le prince primat, ainsi que le 30, jour de mon départ.

En passant à Louisbourg je remis mes lettres pour la cour de Wurtemberg (1). Le Roi était à la promenade ; à

(1) Je fus charmé de revoir beaucoup d'anciennes connaissances, ainsi qu'à Stuttgart, où j'avais résidé en 1801 et 1802 comme ministre plénipotentiaire. M. Dedel, notre ministre, et M. Deterno, ministre de Sa Majesté le roi de Westphalie, me témoignèrent tout l'intérêt possible, de même que Son Excellence le comte Jenisson Walbourg, grand chambellan, avec qui j'avais été le plus lié pendant le temps de ma mission. Le corps diplomatique, plus nombreux que de mon temps, y vit entre soi et se plaint de la Cour, qui le lui rend bien. J'avais retrouvé à Francfort M. de la Dechaux, commandant français, le comte de Westphalen, les princesses de Dalberg et de Rothenburg, le comte de Seckendorff, M. Bethman et plusieurs autres.

peine revenue, Sa Majesté daigna me faire écrire de venir dîner avec elle. Le lendemain, j'y fus reçu avec toutes les marques d'intérêt et de bienveillance dont Sa Majesté m'avait précédemment honoré.

Je continuai ma route, le 3 mai, sur Munich par Ulm. En songeant à la fameuse capitulation de l'armée autrichienne, on ne conçoit pas qu'un général ait pu s'enfoncer dans un pareil entonnoir avec soixante mille combattants ! La vue sur Ulm est pittoresque ; la cathédrale est une belle masse gothique. Lorsqu'on approche d'Augsbourg (1), la ville découvre avec avantage ses édifices élégants. J'arrivai le 4 mai, à minuit, à Munich par un beau clair de lune, et je descendis à l'Aigle noir, où l'on est le moins mal. Le comte de Bylandt, ministre du roi de Hollande à la cour de Bavière, me présenta le lendemain au Roi ; il n'y a point de roi poli et affable comme ce prince ; on se croit en la compagnie d'un simple général ; ses manières sont à lui, aisées avec dignité. Sa Majesté me dit « qu'elle regrettait de ne pas pouvoir me faire les honneurs de la ville à cause de la mort de sa belle-sœur la duchesse de Brunswick-Oels ». La conversation fut animée, franche et confiante. Je fus aussi présenté à Son Excellence le baron de Montgelas (2),

(1) Aux environs d'Augsbourg, les clochers des petites églises m'ont frappé par leur ressemblance avec les minarets des mosquées arabes, finissant en coupes ornées de pilastres. Ils ont peut-être des défauts selon les règles de l'architecture, mais ils sont moins tristes à la vue que les monotones clochers, finissant toujours en pointe, que l'on voit partout en Hollande.

(2) L'un des hommes d'État les plus marquants de l'Allemagne, avait servi Charles II, duc des Deux-Ponts, puis le successeur de ce prince, Maximilien-Joseph, qui devint roi de Bavière et qu'il suivit à Munich. Montgelas, fidèle à son attachement pour la France, maintint dans l'alliance napoléonienne son roi, dont la fille épousa le prince Eugène en janvier 1806 (Éd.).

ministre d'État, raide et pincé au premier abord, mais dont la finesse ne tarde pas à se laisser apercevoir. Sa femme a l'air gai et spirituel. Elle gouverne son mari.

Les mœurs de Munich sont aisées au possible; il y règne une égalité singulière. A des bals du club on voit danser la Reine dans la même colonne anglaise où figurent les jolies actrices. L'opéra n'est pas mauvais; la salle est antique, ornée, mais trop obscure à mon goût.

Je renouvelai connaissance avec M. Otto (1), ministre de France, que j'avais connu en Angleterre.

Le comte de Bylandt me fit voir Nymphenbourg (2); il n'y a de joli que la vue sur Munich. Tout y est monotone et d'un goût peu moderne. A la vérité, les eaux avaient été lâchées, et tous les bassins étaient à sec, ce qui diminuait de beaucoup la beauté des jardins; de plus, venant de Napoleonshöhe, je me trouvais être plus difficile. Je partis le 6 mai au soir, après avoir dîné chez le comte de Bylandt, qui fut très aimable pour moi, ainsi que sa jolie petite femme. Elle voit peu de monde, parce que les mœurs des Bavaoises ne cadrent pas trop avec les siennes, qui sont simples et patriarcales.

Je préférâi, pour aller à Innsbrück, la route par Kuf-

(1) Louis-Guillaume Otto, né à Strasbourg d'une famille originaire de Hesse, secrétaire de la légation française en Bavière (1777), suivit Sieyès à l'ambassade de Prusse, eut une mission à Londres et, lors de l'invasion de la Bavière par les Autrichiens, fut chargé de déterminer l'Électeur à se prononcer en faveur de la France; il devint ambassadeur à Vienne, où il négocia le mariage de Napoléon avec Marie-Louise. (Éd.)

(2) Château royal commencé en 1663 et terminé au commencement du dix-huitième siècle. Les jardins avec leurs serres, leur cascade de marbre, la fontaine de Pan, la chapelle de Madeleine et son ermitage sont célèbres. (Éd.)

stein, parce qu'on évite les hautes montagnes. Le fort de Kufstein a été la prison de MM. Maret et Semonville (1); la vue y est bordée de tous côtés par de hautes montagnes couvertes de neige. C'est un petit roc au milieu de l'Inn, triste domicile pour des prisonniers d'État.

On fait route à travers un défilé en ayant l'Inn tantôt à droite, tantôt à gauche. Le contraste de la neige et de la verdure qui s'y présente souvent est singulier. A partir d'Innsbrück, on commence à s'apercevoir qu'on change de climat. Les chachnisis, sorte de petites gloriottes avancées hors des maisons et sous lesquelles s'assoient les curieux pour voir les passants, sont fort à la mode dans les villes du Tyrol, et me rappellèrent la Turquie. Les auberges y sont assez sales; le costume et le caractère des habitants, la chaleur, tout annonce au voyageur qu'il approche de l'Italie.

La transition est surtout sensible à partir de Brixen. Tout était devenu vert, et le vallon offrait de riants tableaux, quoiqu'en quelques endroits l'on aperçût encore les ravages causés par de récents débordements.

Par Trente, Bassano et Trévisé, je continuai ma route sans m'arrêter, si ce n'est pour attendre les chevaux de poste, qui sont d'ailleurs mauvais (2). A Mestre, je laissai

(1) Maret et Semonville, nommés ambassadeurs, le premier à Naples, le second à Constantinople, et chargés d'une mission à remplir en commun près les cours d'Italie, furent enlevés tous les deux sur un territoire neutre et jetés dans les cachots insalubres de Mantoue, puis transférés à Kufstein, où ils restèrent jusqu'à ce que l'échange de la fille de Louis XVI les eût rendus libres. Ils étaient restés près de trois ans prisonniers, de 1793 à 1796. (Éd.)

(2) Le défilé de toute la Brenta est étroit; les montagnes ont toujours l'air de vouloir écraser les passants. Le chemin borde souvent les précipices, et il serait dangereux de faire cette route

ma voiture pour aller en gondole jusqu'à Venise. La physionomie générale de la ville et de ses canaux me frappa peu; il y a trop de ressemblance avec le Zaan et les environs de Zaandam, pour qu'un Hollandais soit émerveillé; mais les palais de marbre, les statues, les églises sont d'une grande beauté.

Ce qui m'intéressa à visiter, ce fut l'arsenal. Je trouvai ce que Sa Majesté le roi de Bavière avait daigné m'en annoncer, une belle carcasse. Rien n'est plus grand; c'est là que l'esprit chevaleresque de Gustave III a pris l'idée de l'ouvrage superbe commencé à Carlsrona.

Conçoit-on qu'avec tant de luxe, il n'y ait point à Venise de sortie convenable pour les grands vaisseaux? Ceux de 74 de notre calibre ne peuvent point passer l'écluse construite à l'extrémité du bassin, et il a fallu établir une autre sortie au fond de l'arsenal pour les vaisseaux de 80 qui sont maintenant sur le chantier (1).

Je cherchai inutilement à retrouver à Venise d'anciennes connaissances. MM. les chevaliers Julian, Foscarini et Foscarini, que j'avais connus à Constantinople comme ambassadeurs de Venise, étaient morts (2). Le vieux marquis de Serpos commençait à radoter et s'en-

de nuit, car il n'y a pas toujours des bornes, et les éboulements emportent souvent des morceaux du chemin, sans qu'à la poste voisine on en ait eu connaissance assez tôt.

(1) Je n'ai pas été très content de la construction de ces vaisseaux. On y emploie beaucoup de mauvais bois. Ils ne sont pas assez solides pour le gros calibre et sont trop efflanqués pour le grand Océan. Depuis plus d'un an ils sont en construction et cependant sont bien peu avancés. Il y avait aussi deux frégates et deux corvettes non achevées.

(2) De même MM. Priouli et Jacoman l'ainé. Les autres, tels que MM. Querini et Colombo, étaient absents. M. Serbelloni et moi, nous nous fîmes visite sans parvenir à nous trouver.

terrait dans son or. Il prit cependant plaisir à parler turc avec moi.

Le général Lauriston, aide de camp de l'Empereur, commandant de Venise, me donna à dîner; le soir, il m'amena dans sa loge, au théâtre de la Felice, très beau, mais que nous trouvâmes vide. La musique était excellente; le ballet n'avait pas le sens commun; seuls les grotesques y étaient intéressants.

Je quittai Venise le 13 au matin. Padoue, Vicence, si belle par ses monuments; Vérone, à laquelle on arrive par une plaine si riante; Mantoue, qui frappe par sa position forte au milieu des marais; Bologne, et les magnifiques aspects sur la route qui traverse les Apennins, défilèrent rapidement, et le 15 j'entrais à Florence.

J'y retrouvai beaucoup d'anciennes connaissances, quelques amis, et j'y passai quinze jours agréables. Le sénateur Lucien Bonaparte, que je connaissais particulièrement, m'apprit que son frère Joseph changeait de couronne et était déjà en route pour l'Espagne. Il me conseilla de l'attendre, et nous partîmes ensemble pour Bologne, afin de le voir au passage. L'ex-roi de Naples m'engagea à me rendre à ma destination, ce que j'exécutai peu après.

Les lettres que j'adressai à M. Roell (1) donnent quelques détails curieux sur ce qui se passa en Italie à cette

(1) D'abord conseiller pensionnaire d'Amsterdam, attaché à la maison d'Orange, il servit sa patrie sous le roi Louis, qui le nomma ministre secrétaire d'État et lui confia en 1808 le département des affaires étrangères. M. Roell, ayant toute la confiance de son souverain, fut chargé des négociations difficiles pour régler ou simplement apaiser les différends qui éclataient sans cesse entre le roi Louis et Napoléon. (Éd.)

époque. Ma liaison avec le sénateur Lucien Bonaparte me mit à même d'avoir des renseignements assez exacts sur les négociations existant entre l'empereur Napoléon et ses frères et sur les négociations avec le Saint-Siège. Napoléon avait eu à Venise des explications très vives avec Lucien. C'est là que Lucien lui avait répondu sur des reproches faits à propos de son mariage : « Il vaut mieux épouser sa maîtresse que celle des autres. » Napoléon offrit à son frère le trône de Portugal ou celui de Naples, à condition qu'il répudierait sa femme, à laquelle serait offerte en dédommagement une belle dotation avec le titre de duchesse et un apanage en Italie. Lucien, sans trancher la question, lui dit : « Et mon fils ? — Il suivra sa mère », répondit Napoléon. Et, sur cette réponse, Lucien se leva et quitta brusquement l'Empereur, qui le rappela inutilement. Voilà ce qu'on sut assez généralement dans le temps relativement à ce fameux entretien de Venise ; mais la suite et la fin furent peu connues. Les deux frères se seraient entendus au sujet de la femme et du fils de Lucien ; l'un et l'autre étaient enclins à céder, malgré tout ce qu'on a dit de contraire, et j'ai lieu de croire que Napoléon aurait fini par laisser à son frère la garde de son fils, sauf à prévenir sa succession à la Couronne par l'incorporation de Naples à l'Empire ; mais les grandes difficultés se trouvaient ailleurs.

Lucien avait refusé péremptoirement de donner sa fille aînée au prince des Asturies (depuis Ferdinand VII), qui, selon lui, joignait la lâcheté à la bassesse (1) ; mais

(1) Ce prince avait épousé d'abord une princesse de Naples, douée d'un grand charme et très aimée à la cour ; elle porta ombrage à la Reine mère, Marie-Louise de Parme, et fut probablement empoisonnée. Elle était morte le 21 mai 1806, et l'on

cette difficulté venait d'être levée par suite des événements de Bayonne (1), et Lucien se flatta pendant quelque temps de monter sur le trône de Naples. Il m'en parla avec franchise et, lorsque je quittai Florence, il me dit combien il me reverrait avec plaisir si la chose réussissait. Sa femme (2) ne se possédait pas de joie, quoiqu'elle fût tout au monde pour cacher son ambition et pour comprimer ses sentiments secrets. Joseph désirait avoir Lucien pour successeur; il détestait Murat; il savait que Louis ne voulait pas quitter la Hollande, et il n'inclinait nullement pour Jérôme. La maison de Lucien se flattait donc que le roi Joseph parviendrait à persuader l'Empereur en faveur du prince sénateur; mais un autre point de discussion (et c'était le principal) existait entre les deux frères. Napoléon avait exigé et exigé, comme gage de réconciliation, que Lucien se chargeât de l'expulsion du Pape, ce à quoi celui-ci se refusa constamment et ce qui lui fait honneur; il aima mieux ne pas être roi que d'obtenir une couronne pour prix d'ingratitude. Aussi n'avait-il cessé de répéter à son frère : « Lorsque vous

reprochait à son mari de l'avoir abandonnée aux intrigues de la Reine mère et de son amant, le trop célèbre Godol. (Éd.)

(1) On sait comment Ferdinand VII, trompé par Murat et le duc de Rovigo, fut attiré à Bayonne dans un véritable guet-apens, forcé de signer une renonciation, puis détenu par Napoléon au château de Valençay, dans l'Indre. Ferdinand VII ne devait se remarier en secondes noces qu'en 1816, avec une princesse de Portugal qui mourut deux ans après dans d'affreuses convulsions; ce qui lui permit de se marier une troisième fois, dix mois après. Il épousa une princesse de Saxe. (Éd.)

(2) Mme Joubertou, veuve d'un agent de change parti, en 1802, avec l'expédition de Saint-Domingue et mort de la fièvre jaune. Lucien, depuis trois ans veuf de sa première femme, Mlle Boyer, dont le frère avait tenu une hôtellerie en Provence, avait épousé Mme Joubertou à son retour de Belgique, à la fin de 1803. (Éd.)



m'avez exilé de France, lorsque par crainte de vous courroucer aucun prince en Europe n'a eu le courage de m'accorder un asile (pas même l'empereur d'Autriche), le Pape m'a reçu, m'a protégé, et vous voulez que je me charge de son expulsion ! Non, jamais ! Il n'y a pas de couronne qui pourrait me faire souscrire à cet acte d'infamie. »

Joseph arriva trop tard à Bayonne. La grande-duchesse de Berg avait pris la poste, sous prétexte de la maladie de son mari, mais de fait pour briguer le trône de Naples, et elle avait réussi. Napoléon continua d'offrir la couronne de Portugal à Lucien sous la même condition, à laquelle celui-ci eut la fermeté et la grandeur d'âme de ne point souscrire. Ceux qui le connaissent sont peut-être étonnés de cette persévérance chez un homme ambitieux, bourreau d'argent, de mœurs dissolues et de peu de moralité en général ; mais pour lui le sentiment de l'amitié était peut-être le seul sacré et inviolable.

Je trouvai cette fois-ci Florence bien triste. La Toscane venait d'être incorporée. La douleur était peinte sur le visage des habitants. Les Toscans, jadis si heureux sous les Médicis et sous les archiducs, pleuraient leur indépendance et se trouvaient humiliés par l'orgueil et les vexations dont les généraux et les autorités civiles françaises les abreuyaient, en général sans ménagement.

Lucques et Piombino étaient sous quelques rapports plus heureux. Ils n'avaient changé que de gouvernement ; la forme républicaine avait fait place à l'autorité absolue d'une sœur de Napoléon, femme d'esprit, d'une grande activité et de beaucoup de moyens, gouvernant bien, en dépit d'un caractère despotique et d'un amour exagéré pour le faste et l'étiquette.

Le roi de Westphalie m'avait chargé pour elle d'une lettre que je voulus lui faire parvenir de Florence, mais que Lucien m'engagea à porter en personne. Cette course me valut le plaisir de revoir Pisc, Livourne et Lucques, et de juger la nouvelle cour. Tout m'y rappela les plaisanteries que fait Voltaire sur les petites cours d'Allemagne, où cependant régnait bien plus de bonhomie et de simplicité qu'il n'y en avait à celle de Son Altesse Impériale la princesse Élixa.

Je fus vingt-quatre heures en négociations avant de parvenir à remettre ma lettre. En arrivant, je m'étais présenté à la cour; l'heure de M. le chambellan n'avait point encore sonné. J'écrivis, ma lettre me fut rapportée, M. le chambellan ne recevant rien d'officiel chez lui, mais à la cour. Un second envoi en règle à l'heure indiquée me valut une réponse et mon envoi au ministre des relations extérieures. J'adressai une dépêche à Son Excellence qui s'était déjà rendue au Conseil, en sorte que ce ne fut qu'à quatre heures qu'Elle arriva en personne pour m'apprendre que, n'ayant point de lettre de créance et n'étant porteur que d'une simple lettre d'amitié, j'aurais dû m'adresser à la dame d'honneur. Je grillais de m'en retourner à Florence; je sollicitai, mais vainement, le ministre d'État de se charger de mes paquets; il fallut écrire à la comtesse Mansi, qui m'appointa pour sept heures. Le ministre d'État ne songea pas à m'offrir à dîner, mais me promena dans sa voiture sur les remparts jusqu'à l'heure du rendez-vous. Là, nouvelle difficulté; j'avais négligé d'écrire au grand maréchal pour être présenté au prince Félix. Heureusement la comtesse Mansi, femme d'esprit et aimable, qui se rappela m'avoir connu à Florence, lors de ma

première mission en Italie, suppléa à mes bévues en envoyant son mari prévenir toutes les autorités. Enfin, à huit heures, on me conduisit à la cour, et bientôt je fus introduit dans la salle d'audience.

Madame la princesse reçut mes compliments et la lettre du Roi, son frère, en présence de toute sa cour et de son conseil, puis elle me congédia.

Le ministre me reconduisit dans l'antichambre, et je crus en être quitte avec ce premier acte de présentation; mais il m'apprit que j'allais être réintroduit pour rendre mes devoirs au prince.

Il y eut changement de décor. La princesse souveraine avait fait place à son mari, qui était aussi entouré de sa cour. Je n'avais point de lettre pour lui; mon compliment fut court. Son Altesse voulut bien s'en contenter, et me voilà de nouveau congédié. Je m'empressais de gagner l'escalier lorsque le grand écuyer me rappela. Il était accompagné de la comtesse Mansi, qui m'annonça l'insigne faveur qui m'était accordée d'être appelé à passer la soirée chez Son Altesse Impériale. Pour un ancien courtisan et diplomate comme moi, ces honneurs avaient certes leur juste prix, et je les appréciais; mais un sentiment plus matériel m'animait tout autant : j'avais une faim d'enragé. A l'auberge de la Panthère (dont Dieu préserve tout voyageur), on n'avait rien pu me donner de mangeable, et depuis Florence je n'avais pas dîné. J'eus l'honneur de faire la partie de bouillotte avec le prince Félix, en attendant que la princesse écrivît les dépêches dont elle me chargea pour son frère Lucien. A minuit, on me congédia définitivement en m'invitant à dîner avec Leurs Altesses pour le lendemain. Pour le coup, je refusai net, et je dis à M. le

grand maréchal du palais que, puisque personne n'avait songé à m'offrir à dîner ou à souper ce jour-là, j'allais prendre la poste et me restaurer à Florence. A Constantinople, le Grand Seigneur donne ordre au vizir de faire dîner l'ambassadeur avant de l'introduire à l'audience. J'avoue que je préfère l'usage de la cour ottomane à celui de la cour de Piombino, surtout quand les auberges sont aussi mauvaises que celles de Lucques.

Le roi de Bavière avait été si prompt à me recevoir et y avait mis si peu de façon que le contraste d'une ancienne cour avec une de celles qui servaient de rejets à la cour impériale de Paris me frappa et me fit faire quelques réflexions sur nos nouveaux princes. Je communiquai ces réflexions au sénateur Lucien, qui en rit. Il n'a certes pas manqué d'en écrire à Madame sa sœur, car il trouva ma réception fort ridicule.

Si la Toscane n'était point heureuse, Rome n'offrait guère un aspect plus gai. Le Pape était déjà brouillé avec l'empereur Napoléon. Sa Sainteté ne sortait point de son palais, et l'on parlait déjà de son prochain enlèvement. Il n'était guère permis d'aller lui faire sa cour, et le général Miollis (1) m'engagea à ne pas m'exposer à un refus, que la prudence aurait dicté de la part du secrétaire d'État. Le cardinal Consalvi (2) était disgracié, et la consternation était grande à Rome parmi le clergé et la noblesse. La bourgeoisie et les négociants inclinaient assez pour le système français, tandis que les artistes et les ouvriers, mourant de misère, espéraient en un changement quelconque. Le général Miollis était personnellement estimé et bien vu ; il vivait honorablement et cajo-

(1) Gouverneur de Rome et des États de l'Église. (Éd.)

(2) Ministre de Pie VII et négociateur du Concordat. (Éd.)

lait le bas clergé qui influençait le peuple. J'assistai à un dîner qu'il donna à soixante-dix moines, entre lesquels il y avait des gens très rusés et de beaucoup d'esprit. Ce repas monacal n'empêchait point le général de donner de fort beaux bals et de faire grandement les honneurs de chez lui.

Le corps diplomatique, à Rome, était dans une position délicate. Ainsi je sais de bonne source que presque toutes les lettres de M. de Humboldt, ministre de Prusse, et des autres agents étrangers étaient lues et souvent soustraites. Devant cet état de choses et pour éviter des compromissions, je ne prolongeai pas mon séjour à Rome et je partis pour Naples dans les premiers jours de juin.

Le marquis de Gallo, ministre des affaires étrangères, était absent; il avait suivi le roi Joseph à Bayonne. M. Salicetti, ministre de la police générale, gouvernait l'État; la reine Julie attendait des ordres de son mari et ne se mêlait de rien. La plus grande incertitude régnait sur le sort futur du royaume. L'opinion des hommes d'État était que l'Empereur allait incorporer Naples à son vaste empire; c'était avéré qu'il en avait le projet, et l'on ne restait incertain que sur l'instant de l'exécution. Cependant le roi de Westphalie faisait des efforts inutiles pour échanger son royaume contre celui des Deux-Siciles (1). On assure qu'il a dépendu du roi de Hollande d'y régner, mais que ce prince a répondu : « Il n'y a point de promotion pour les rois. »

A Florence et à Rome, on parlait beaucoup du prince

(1) Ce royaume était occupé alors par Ferdinand IV, l'ancien roi de Naples, qui, en attendant de rentrer en possession de ses anciens États qu'il recouvra en 1815, tenait une cour à Palerme, sous la protection des Anglais et la despotique domination de sa femme Marie-Caroline et de son ministre Acton. (Éd.)

Lucien, et on disait que le roi Joseph avait fortement désiré l'avoir pour successeur. Enfin, en août, arriva la nouvelle qui dissipa toutes les incertitudes. Le prince Murat, grand-duc de Berg, allait régner sur l'antique Parthénope. Ce prince était assez sérieusement malade pour qu'on songeât à la possibilité d'un nouvel inter-règne, et la princesse Caroline fut désignée par l'Empereur pour succéder à son mari en cas de mort. Elle devint par conséquent l'héritière présomptive de la couronne.

Le temps qui s'est écoulé depuis le départ du roi Joseph jusqu'à l'arrivée du roi Joachim (6 septembre) a été un des plus critiques pour le royaume, et aurait seul suffi pour donner à M. Salicetti la juste réputation d'un grand homme d'État et surtout d'un ministre habile et fort. Naples et la maison Bonaparte lui doivent pour cela seul reconnaissance et regret. Pour le cours ordinaire des affaires, il sera facilement remplacé; mais dans les moments difficiles il était d'un puissant secours. Il sut maintenir l'ordre et la tranquillité dans tout le royaume; son nom en imposa assez à la cour de Palerme pour qu'elle n'osât point entreprendre une expédition, en un moment où vraiment il n'y avait point de centre de gouvernement ni de pouvoir exécutif dans Naples. Les ministres d'État agissaient, mais faiblement, et chacun dans son sens, d'après des vues personnelles. En partant, le Roi avait désorganisé les gardes et emmené ce qu'il y avait de mieux, du moins en soldats. L'armée française était peu nombreuse; celle de Naples n'était point organisée. M. Rœderer, en quittant le ministère des finances, emporta la désapprobation générale; il n'y eut que M. Salicetti qui osa prédire qu'il pourrait encore être

regretté. Cependant ils avaient été assez mal ensemble comme collègues.

Le roi Joseph avait témoigné une confiance aveugle à M. Rœderer et lui avait prostitué le nom d'ami. Ce ministre laissa cependant toutes les caisses vides et beaucoup d'arrérages à payer. Les contributions ne rentraient point; le crédit public était à zéro; la liste civile mangée jusqu'au 15 septembre, et le roi d'Espagne tirait encore des lettres de change, de Bayonne, sur son premier royaume trois mois après son départ. Enfin telle fut la pénurie d'argent qu'on eut de la peine à fournir aux derniers besoins et aux frais de voyage de la reine Julie. Cette princesse fut vivement et généralement regrettée à Naples. Cinq mois avaient suffi pour la faire apprécier et faire connaître la bonté et la délicatesse de son âme. Elle obtint, peu de jours avant son départ, un hommage public que son mari n'avait point reçu. Comme elle se promenait à Sainte-Lucie, le peuple entoura sa voiture et la couvrit d'applaudissements au point que le commandant de la ville accourut, croyant à une émeute.

Le roi Joseph avait laissé beaucoup de mécontents et quelques ingrats. La nouvelle avenue de Capo-di-Monte, ouvrage plus fastueux qu'indispensable, n'était point finie et coûtait déjà plusieurs millions; cependant les malheureux propriétaires, chassés de leurs maisons qu'on abattait sans miséricorde, n'étaient point dédommagés. Cinq cent mille ducats donnés à la famille de la duchesse d'Atri étaient un présent trop grand pour ne pas exciter la jalousie et aiguïser la méchanceté. On oublia même le bien que le Roi avait fait, et certes peu de princes ont été traînés dans la boue après leur mort avec

aussi peu de ménagement que le roi Joseph l'a été après son départ de Naples. A vrai dire, il y avait régné en prince qui ne croyait pas y rester ; mais, si l'on veut être juste, on doit lui avoir quelques obligations. Le décret par lequel il ordonna que les Regi Lagni fussent rendus navigables est un grand bienfait. Naples, qui n'était point éclairée, l'est, grâce à lui, mieux qu'aucune ville d'Europe. Et que d'oppositions, que d'entraves n'a-t-il pas éprouvées ! Il a fallu la volonté bien forte du Roi et un ministre tel que M. Salicetti pour mettre à exécution un projet pourtant si utile.

Le roi Joachim fut reçu dans Naples avec enthousiasme ; sa réputation militaire, sa figure même, l'espoir du mieux, tout contribua à lui gagner les suffrages. Les lazaroni (1) virent en lui un prince belliqueux, le comparèrent à un de leurs anciens héros, Reinaldo ; et, s'ils ne l'aimèrent pas d'abord, certes ils le respectèrent, peut-être plus par crainte que par un autre sentiment. Les rois veulent qu'on leur dise qu'ils sont aimés ; dans les temps de troubles et après des révolutions, ils doivent se contenter de se faire craindre et de passer pour justes.

La Reine suivit de près son auguste époux et fit son

(1) Ces lazaroni étaient alors considérablement diminués. On compte que les trois révolutions, depuis 1797, en ont fait périr plus de cent mille dans Naples même. Sous la domination française ils sont devenus plus soumis à l'autorité par terreur, mais leur férocité n'a point changé, et il suffit d'entendre les cris de joie des bandes de petits enfants qui parcourent les rues et précèdent les cortèges dans les jours de réjouissance publique, telle que l'arrivée du Roi, pour se faire une idée de leur joie sanguinaire. Leurs cris sont des cris de jeunes tigres et font éprouver je ne sais quelle émotion effrayante et pénible, telle que j'en ai vu éprouver aux Européens lors des révoltes du Caire et de Rosette.



entrée à Naples avec éclat. On aura beau vouloir s'en défendre, il est impossible de ne pas se laisser captiver par un extérieur aussi avantageux que l'était celui de cette princesse. Beauté, aménité, noblesse dans les traits, et avec cela de l'esprit, un caractère fort, un grand courage, de l'empire sur elle-même (qualité si rare chez une femme), voilà ce qui enchantait tout d'abord. Le peuple crut reconnaître la protection particulière de la divinité envers une famille, dont l'extérieur seul suffisait pour entraîner les cœurs, et dont l'éclat était rehaussé encore par quatre enfants beaux comme des Amours.

Mais l'œil pénétrant des courtisans avait déjà découvert un secret fatal que ni le Roi, ni peut-être la Reine, dans les premiers moments, ne cherchèrent assez à cacher. La jalousie est un puissant trouble de ménage quand il provient de l'amour, et cependant ce trouble n'est rien en comparaison de celui que peuvent produire la jalousie du pouvoir et la rivalité d'amour-propre. Celles-ci éclatèrent aux yeux dès le premier jour. Le Roi fit rester la Reine contre son gré deux jours à Capo-di-Monte, avant son entrée à Naples; elle doit en avoir senti d'autant plus vivement la conséquence, qu'en route elle n'avait point caché à son entourage ce que les politiques savaient d'avance, que le prince Murat devait son avènement au trône tout autant, sinon plus, à l'honneur d'être le beau-frère de l'Empereur, qu'à sa valeur.

Le grand secret une fois dévoilé, il se forma naturellement deux partis à la cour et même dans la ville. Alors le Roi se montra cassant et violent; la Reine finit par céder à l'orage; elle abandonna même assez visiblement ses partisans. On prétend que des motifs particuliers l'obligèrent à la soumission et à la résignation exté-

rieure, afin de conserver quelque liberté dans ses affections. Elle avait mal connu son époux et trop préjugé de sa position de sœur de l'Empereur envers un homme qui se croyait tout par lui-même. Le premier brandon une fois lancé, le feu de la discorde alla toujours en augmentant, et ce devint très difficile, pour ne pas dire impossible, à tout ce qui approchait leurs personnes de n'être pas froissé dans l'une ou l'autre circonstance. Cependant la cour fut gaie et aimable durant les premiers six mois; la Reine recevait chez elle la maison, les ministres étrangers et quelques autres personnes choisies. Le Roi y portait toujours la gêne et l'étiquette; mais on était enchanté de l'amabilité et de l'esprit de la Reine, au point de sortir satisfait et pénétré du désir de revenir. Ce qui finit par tout gâter, ce furent les caquets, les rapports et les intrigues jalouses de quelques gens de cour.

Est-ce cet état d'hostilités sourdes et continues qui décida le Roi à ne pas se contenter de la police générale? car celle-ci se faisait trop en grand pour satisfaire sa curiosité relative aux détails domestiques. M. de Salicetti eut beau lui représenter qu'il devait être trop heureux d'ignorer mille niaiseries insignifiantes, il crut que la sûreté du souverain exigeait une inquisition dans toutes les maisons de la ville. On ne manque jamais de gens assez vils pour se prêter à pareils ministères. Et bientôt ce fut à Naples comme c'était à Paris; tout ce qui se disait et se faisait non seulement était rapporté au Roi et à la Reine, mais encore envenimé par le désir qu'avaient les espions de se rendre plus intéressants. Ils vous faisaient dire ce que souvent vous n'aviez pas même pensé.

Il n'y eut plus aucune sûreté pour les lettres; elles furent ouvertes avec une publicité indécente. Les paquets des ministres étrangers furent soustraits, ou envoyés après avoir été visiblement ouverts. S'en plaindre était un crime, et le Roi avait peine à pardonner pareille réclamation. J'en ai reçu de tout ouverts, d'autres refermés avec des pains à cacheter encore tout mouillés; preuve qu'ils n'avaient point été ouverts et refermés à Rome ou à Florence, comme on nous le disait.

Le Roi fit faire douze habits bourgeois pour des gendarmes, qui, sous ce déguisement, allaient dans les cafés épier les discours des oisifs. Chacun d'eux devait recevoir un écu par jour pour boire à son aise. Quelques-uns d'entre eux se plainquirent de ce que leur capitaine gardait pour lui l'argent destiné à leur chocolat et à leurs bavaroises, et c'est ainsi que le secret fut dévoilé. On ne saurait dire à quel point fut développée cette contre-police. J'en donnerai seulement cet exemple.

M. Maghella (1), porté à la préfecture de Naples sur les instances de M. Salicetti et contre le gré de l'Empereur, qui l'avait rappelé, servit le Roi et eut l'infamie de se créer des espions dans la maison de son bienfaiteur, pour rapporter ensuite ce qui se disait dans l'abandon, entre quelques intimes.

(1) Maghella était Génois d'origine. Lorsque Salicetti, commissaire du Directoire près des armées d'Italie, fut détaché à Gênes afin d'y préparer la substitution du gouvernement directorial à celui du doge, il remarqua Maghella, alors employé dans l'administration des impôts indirects, le jugea propre à l'aider pour faire réussir la révolution, le fit nommer ministre de la police, puis l'un des trois directeurs de la République ligurienne. Après la réunion de Gênes à la France, Maghella devint administrateur des droits réunis à Turin. Il occupait cet emploi quand Salicetti le fit appeler par Murat à la préfecture de Naples. (Ed.)

Si l'arrivée du prince Murat avait jeté la division et le trouble parmi les amis, elle en imposa aux ennemis. La guerre d'Espagne ayant augmenté les espérances du parti sicilien à Naples, et quelques préparatifs assez ostensibles en Sicile ayant, aux mois de juillet et d'août 1808, fait craindre une attaque de la part des Anglais, l'Empereur avait envoyé le maréchal Pérignon comme son lieutenant à Naples. M. Salicetti, comme ministre de la guerre et ministre de la police générale, aurait pu préparer les opérations militaires; mais l'Empereur avait jugé que l'exécution en devait être confiée à un militaire expérimenté, doublé d'un politique éclairé; et le ministre Pérignon possédait ces deux qualités. En Calabre, les troupes françaises étaient commandées par deux hommes de mérite et qui ont su se faire aimer et craindre, les généraux Partouneaux et Cavaignac, qui réprimèrent les brigands et ramenèrent beaucoup de gens égarés. Le général Partouneaux surtout sut punir et pardonner à propos. Il n'en est pas moins vrai que les provinces étaient infestées, il y eut continuellement des crimes commis; les routes ne furent nullement sûres, et on découvrit plusieurs affiliations à des conspirations anglo-siciliennes. Malgré le prestige du nouveau roi, le brigandage sévit avec autant de force qu'auparavant, grâce à la guerre avec l'Autriche et au départ de plusieurs régiments tant français que napolitains. Il fallut redoubler d'activité pour réprimer cette guerre civile (1)

(1) Pendant les trois premières années du régime français, c'est-à-dire en 1807, 1808 et 1809, la potence a été permanente à Naples, à Capoue et à Salerne. On y pendait sans relâche. En 1810 cet exercice se ralentit; il y eut cependant beaucoup de brigands exécutés, surtout en Calabre, où le général Manès s'est distingué par une sévérité à toute outrance, jointe, il est vrai, à

si désastreuse au pays, particulièrement aux propriétaires, et qui minait les ressources du gouvernement. Construisant partout, Napoléon n'avait pas les moyens de consolider suffisamment ses tentatives d'occupations lointaines.

La guerre avec l'Autriche éclata au printemps de 1809 et offrit un nouveau champ aux espions. Nier la mort de trois archiducs dans la première bataille; ne point avouer le départ de l'empereur de Russie pour son armée de Gallicie, qu'on portait par un trait de plume de vingt-huit à quatre-vingt mille hommes, était considéré comme un signe de mauvaise foi et de dispositions contraires au Roi et à la Reine. Ce fut chez moi que des officiers du Roi soutinrent à M. de Bibicoff, ministre de Russie, que l'empereur Alexandre était parti de Pétersbourg, le 1<sup>er</sup> juillet, pour aller prendre le commandement de ses armées; que le général Bâgration, qui cependant se trouvait en Turquie, avait attaqué les Autrichiens; que le général Tolstoï, qui se trouvait en Finlande, allait le suivre; enfin que huit mille Russes, venant de Corfou, avaient débarqué sur la côte de Bari et vers Tarente. Et, comme il ne consentit pas à avaler toutes ces inepties et à les reconnaître pour officielles, on le

une intégrité et à une impartialité rares, qui n'ont pas peu contribué à rétablir, du moins pour quelque temps, le bon ordre et la sécurité. D'autres brigands furent envoyés en Espagne pour y recruter les régiments, et ce fut le mode que l'on adopta pour vider les prisons, qui étaient souvent encombrées de malheureux. Pendant un temps, les seuls bagnes de Naples renfermèrent six mille détenus. On n'était pas prompt à les juger, et malheur à celui qui n'avait commis qu'une faute peu importante; il y était longtemps oublié et finissait quelquefois par y succomber de faim et de misère. Les galériens étaient employés aux travaux publics, et ils ne parurent pas les plus à plaindre, car leur nourriture était assurée.

déclara vendu à l'Angleterre. Il répéta inutilement : « Ne m'en parlez pas et dites ce que vous voulez. Si je faisais mon métier, je réclamerais contre vos gazettes qui osent imprimer que huit mille Russes sont dans ce royaume, tandis que je n'en ai aucun avis et que la nouvelle est controuvée. Je ne puis, ni ne veux applaudir à de mauvaises farces données sur le théâtre en présence de la cour, où vous annoncez que la maison d'Autriche est détrônée et où vous faites chanter : *François, tu l'as voulu*, etc. »

Ce n'est pas à dire que M. de Bibicoff fût un chaud ami de la France; mais je lui rendrai toujours cette justice que, de tous les ministres russes que j'ai connus (et j'en ai vu quelques-uns), il fut le plus sage et le plus modéré. On eut l'air de vouloir lui forcer la main, et on eut ensuite la mauvaise politique de le menacer de provoquer son rappel; cependant son seul crime consistait à ne pas vouloir convenir que les troupes russes agiraient hostilement contre l'Autriche. S'il s'exprima quelquefois d'une manière un peu chatouilleuse, c'est qu'on l'y força. Quand il vit qu'on voulait le traiter en ministre vassal, il se regimba, et les rieurs ne furent pas du côté de la cour.

Il faut dire aussi pour la justification de M. de Bibicoff que le roi Joachim avait une aversion complète pour tout ce qui était diplomate, et que sa façon de traiter presque hostilement le corps diplomatique contrastait vivement avec les égards dont l'avait entouré le roi Joseph. Si ce prince éluda toujours de recevoir dans son intimité même les ambassadeurs de famille, au moins avait-il beaucoup d'aménité dans le caractère et était-il entouré d'hommes qui pour la plupart avaient

reçu une éducation distinguée. A la cour du roi Joachim, ce fut la Reine qui fit donner les entrées à l'ambassadeur de France et à moi, et qui finit par les accorder à M. de Bibicoff, ministre de Russie; mais pour ce qui était du Roi, il aurait voulu que le corps diplomatique n'eût point eu d'opinion personnelle et reçût aveuglément celle que la cour avait intérêt à lui faire adopter. Malheureusement pour le Roi, tous les ministres qui se trouvaient accrédités à Naples étaient assez indépendants pour ne sacrifier ni leur devoir ni leurs opinions à la conservation de leur place, quoique tous ils l'eussent désirée et recherchée. Il finit par demander le rappel de M. de Bibicoff et n'y gagna qu'une chose, c'est que l'empereur de Russie lui envoya un ministre plus raide et moins aimable. Il bouda l'ambassadeur de France au lieu de le captiver. Le chevalier de Tassoni, chargé d'affaires du royaume d'Italie, fut mal vu pour avoir écrit à Florence qu'il y avait encore des brigands dans les provinces et des mécontents dans la capitale, et pour avoir dépeint d'une manière un peu gaie le costume de chasse de la cour. J'eus pour ma part souvent des altercations avec le Roi, parce que je ne voulais pas voir les choses comme lui et parce que je persistais à regarder l'expédition projetée contre la Sicile comme impraticable, vu le peu de moyens maritimes que nous pouvions réunir. Il en fut d'autant plus fâché qu'il m'avoua lui-même que l'Empereur avait opposé à ses sollicitations tout ce que j'avais écrit contre le projet, et lui avait déclaré que mon jugement portait le cachet de la prudence et de l'impartialité.

Un autre grief dont le Roi me chargeait assez gratuitement, c'était d'être le conseiller de la Reine et

de la tenir au courant des affaires dont il aurait voulu tout à fait l'écartier. Il me suscita des scènes assez ridicules avec ses aides de camp, quoi qu'il eût publiquement l'air de les désapprouver. Je fus obligé de me battre avec un de ces messieurs qui trouva mauvais qu'une des dames du palais de la Reine m'eût donné la préférence sur lui.

Enfin, un jour, tout le corps diplomatique en masse fut frappé de proscription; on lui ferma la porte chez la Reine sans même le prévenir qu'on lui avait retiré les entrées. On alla jusqu'à ne plus l'inviter au *Te Deum* chanté pour les victoires des armées françaises et alliées, et cela sous prétexte que nous n'étions pas tous catholiques; tandis qu'auparavant catholiques, hérétiques et schismatiques, nous avons été constamment conviés, souvent même sans motif, à assister aux messes chantées dans la chapelle royale.

Les deux hommes qui auraient dû prévenir ces bouderies ridicules n'en avaient ni les moyens ni la volonté; peut-être aussi n'étaient-ils pas fâchés d'éloigner les ministres de famille, à qui la Reine accordait sa confiance. Le marquis de Gallo voulait singer l'étiquette de Paris et traiter les ministres de haut comme lui-même avait été traité en France. Il sentit bien par la suite que son maître était allé trop loin, mais il ne put y remédier. Le duc de San Teodoro, grand maître des cérémonies, Sicilien dans l'âme, était très mal disposé pour nous, quoiqu'il eût été fort longtemps dans la carrière diplomatique. Les autres grands officiers de la cour furent presque toujours malhonnêtes, quelquefois même grossiers. Il faut en excepter cependant le duc de Cassano, grand veneur, homme doux, peureux, mais bien élevé.



La duchesse de Cassano, dame d'honneur de la Reine, se comporta envers nous en femme d'esprit et du grand monde. Elle passait pour être ambitieuse et intrigante, mais elle avait les manières nobles et savait vivre.

La position de l'ambassadeur de France était difficile. Il recevait les ordres les plus sévères, et, d'après l'usage français, il avait auprès de lui un premier secrétaire d'ambassade chargé d'observer sa conduite. Ce premier secrétaire, M de Grosbois, beau-frère du duc de Cadore (alors ministre des relations extérieures), était un vaniteux personnage, faux, cacochyme, ambitieux et se faisant un plaisir de desservir tout le monde. Tout autre était l'ambassadeur, le comte d'Aubusson de la Feuillade, homme loyal, véritable chevalier français. Il écrivait trop, mais ses intentions étaient excellentes, et, dans plus d'une circonstance épineuse, il rendit de véritables services au Roi. Ses manières ne parurent pas assez réservées aux yeux d'une cour qui affectait la raideur propre aux parvenus. On l'accusa à la fois d'être prétentieux et de ne pas étaler assez de faste. Le fait est qu'il en imposait par son nom, qu'il vivait comme un homme bien né, qui ne reçoit ni son éclat ni sa considération de sa seule dignité ambassadoriale; qu'il traita plus poliment les gens comme il faut que les parvenus, et qu'il fut raide envers quelques employés subalternes, nés Français, mais fort mal notés. Ce n'était point de l'orgueil, car il traitait le bon bourgeois avec la même politesse que l'ancien noble; mais il voulait que l'on fût honnête homme. Naples était le *refugium peccatorum* pour un amas de Français, banqueroutiers qui, sans feu ni lieu en France, venaient accaparer les places qui auraient souvent pu être mieux données à d'anciens

Napolitains. L'ambassadeur ne les cajola point, et ils crièrent contre lui. Les généraux français au service de Naples s'imaginèrent qu'ils ne devaient rien à l'ambassadeur; M. d'Aubusson se vengea d'eux d'une manière noble et généreuse. Lors du décret fulminant de Napoléon, qui ordonnait à tout Français employé sans autorisation préalable de rentrer en France sans délai et rendait l'ambassadeur responsable de l'exécution de cette disposition, M. d'Aubusson prit sur lui d'en suspendre la promulgation, afin de laisser le temps au Roi de faire ses représentations à Paris. En effet, M. Saliceti alla trouver l'Empereur et lui prouva l'inconvénient qu'il y aurait pour les intérêts de la France à remettre plusieurs des ministères, tels que ceux de la guerre, de la marine et des finances, à des Napolitains. M. d'Aubusson servit à merveille tous ceux qui individuellement s'adressèrent à lui. Il obtint, au mois de juillet 1809, un congé pour se rendre en France; mais il n'en profita que lorsqu'il eut la conviction que son absence ne pouvait plus paraître comme une suite des tracasseries entre l'Empereur et le Roi.

On ne saurait imaginer jusqu'où purent aller ces tracasseries; elles tiraient leur origine du système de domination absolue de Napoléon et de l'erreur vraie ou volontaire dans laquelle le roi Murat, comme les autres frères de l'Empereur, se plaisaient à vivre, erreur qui les a conduits à leur chute et qui contribua même à la chute de l'empire de Napoléon.

Toutes ces querelles, les difficultés que sans cesse elles faisaient naître, et le despotisme soupçonneux du Roi, qui rendait parfois si délicates les relations avec la cour, paralysèrent les efforts faits d'autre part pour

assurer la marche des affaires, et le gouvernement dut naturellement se ressentir, surtout dans les débuts, de la mauvaise éducation d'un soldat parvenu, élevé à l'école du despote le plus machiavélique.

Certes le roi Joachim n'était pas dépourvu de moyens, et son instruction n'avait point été aussi négligée qu'on a bien voulu le débiter; mais il était Gascon au plus haut degré, méfiant, et jaloux de son autorité. J'ai appris, à sa cour, que les rois sont quelquefois des révolutionnaires couronnés. En Turquie, le Sultan n'ose point faire juger contre la loi; à Naples, on ne se gênait pas tant. Le Roi a voulu que les enfants de la princesse Caramanica, nés du vivant de la première femme du prince, et sans qu'il en eût été séparé, fussent déclarés légitimes; et cela a été fait! Ces enfants n'en sont pas moins bâtards adultérins en France et dans le reste de l'Europe.

Le code Napoléon assure la propriété après trente ans de jouissance sans réclamation; anciennement il fallait le double; eh bien, la commission de revision a déclaré en 1809 que le roi Frédéric II, qui régnait en 1250, n'avait pas eu le droit de faire telle dotation de terre, et qu'ainsi cette terre devait revenir à telle communauté, malgré qu'il ne se fût jamais élevé de réclamation contre les anciens bénéficiaires.

Le roi Joseph avait rendu au prince de Lupperano les biens de son père, émigré en Sicile; le roi Joachim a déclaré ce décret nul et d'aucune valeur pour lui. Il a voulu que le prince tint son bien de son bon plaisir à lui, roi Joachim. Voilà donc une grande sûreté pour l'avenir, et c'est un terrible sujet de réflexion pour ceux à qui le roi Joachim fait des donations, car il ne régnera pas éternellement.

La police occupe une maison que les propriétaires réclament en vain pour en faire leur demeure ; elle est à la convenance du préfet ; ainsi point de réplique.

On arrête un agent reconnu du prince primat, accusé d'avoir des intelligences avec les Anglais ; on le relâche deux mois après en lui disant qu'on s'est trompé, qu'il peut s'en aller en paix. Le Roi se montre très étonné de ce que le corps diplomatique se permette des représentations.

Un navire français, chargé de salpêtre à destination de Marseille, relâche à Naples ; on s'empare de la cargaison contre la volonté du capitaine et sans même prévenir le consul. L'ambassadeur de France réclame au moins le paiement du salpêtre ; on fait attendre six mois, et le Roi finit par ordonner le remboursement au taux du jour : ce qui fait une différence de 15 pour 100, et on ne songe pas même à indemniser le capitaine.

M. le marquis de Gallo écrit aux consuls du Roi que les vaisseaux américains pourront entrer en toute sûreté dans les ports du royaume et y vendre les marchandises ne provenant pas directement de l'Angleterre. Deux mois après, dix-sept vaisseaux américains, arrivés sur la bonne foi de cet avis, sont confisqués au profit de la marine royale et les cargaisons vendues par ordre du ministre des finances. Pour toute raison, le Roi dit que l'Empereur n'a point approuvé la lettre du marquis de Gallo, et qu'ayant besoin de vaisseaux, il profite de cet incident ; il mit d'ailleurs sa conscience en repos sur ce qu'il n'avait pas eu le projet de tromper les Américains.

Après l'attaque des Anglais sur Ischia en 1809, le Roi voulut que le commerce lui fît un don gratuit pour construire de nouvelles chaloupes canonnières. Comme les négociants ne payaient pas assez promptement, M. Ma-

ghella les fit appeler et leur annonça qu'il ne sortiraient pas de chez lui avant d'avoir donné des garanties pour le paiement, dans les vingt-quatre heures, de la part qui leur était imposée individuellement.

En Hollande et en Westphalie (1), les rois ont cajolé la noblesse, qui au vrai les détestait, et qui a été de tout temps l'ennemie de la France. A Naples, la noblesse s'est jetée à corps perdu dans le système français, parce qu'elle ne jouissait plus d'aucune indépendance ni liberté. Cependant le roi Murat, détestant tout ce qui tient à l'ancien régime, l'a vexée et ruinée. Il voulait, en 1810, lui ôter jusqu'à ses titres et ne reconnaître que les nouveaux nobles de sa création. Je sais bien que cette fourmière de nobles, qui existe dans le royaume des Deux-Sicules, est une chose ridicule. Chaque dynastie a créé des nobles. M. Salicetti disait : « Les habitants du royaume de Naples se divisent en deux classes : les lazaroni-princes et les lazaroni-canailles. Mon beau-fils (il parlait du prince de Laviello de la Torella) est un lazaroni-prince. Nous ne possédons point de bourgeoisie. » Et il avait à peu près raison. Le temps viendra où une épuration sera peut-être nécessaire ; mais alors c'était dangereux pour les intérêts de la royauté nouvelle de toucher à l'état de choses établi. La maison Cera, de Gènes, avait importé en 1645 six cent cinquante mille ducats d'argent comptant et reçu pour cette somme des terres que la Couronne lui avait vendues. La commission, nommée par le roi Murat, a déclaré que la Couronne n'en avait pas eu le droit, et elle reprit les terres sans rendre l'argent. Cette opération a ruiné à peu près le descendant en ligne

(1) Louis et Jérôme.

directe des Cera, le duc de Cassano, grand veneur, dont la femme est grande maîtresse de la cour. On avait voulu également ôter au prince Doria la principauté de Melfi, que son aïeul, le grand amiral Doria, avait reçue de Charles-Quint, en payement de galères et d'autres secours qu'il fournit à l'Empereur. C'est la Reine qui a empêché ce nouvel acte d'injustice. Elle protégea l'ancienne noblesse, s'intéressa souvent en sa faveur et prévint la ruine de plusieurs familles. Les Avalos ont été également sur le point de perdre les terres que leur ancêtre, le marquis d'Avalos, reçut du roi Alphonse d'Aragon pour le dédommager d'avoir quitté l'Espagne et de l'avoir suivi en Italie.

Un décret du Roi, en date du 6 novembre 1809, supprima le droit de prestation, c'est-à-dire la redevance des communes envers les seigneurs propriétaires. Ces droits existaient depuis plusieurs siècles. Certes, ils étaient désastreux à la population, mais leur suppression ruina les barons, sans avantage pour la Couronne (1).

(1) Cette prestation était perçue par les communes sur les denrées de consommation, les fruits, le vin, etc. Dans la province de Lecchi elle était de 10 pour 100. Il faut observer que les barons avaient vendu ou loué leurs terres, sous cette condition, en diminuant proportionnellement le prix de location ou d'achat, ou même en ne la représentant que par cette prestation, qui, en fait, n'était pas un droit seigneurial, mais un accord de vente ou de bail. C'était principalement sur les huiles que ce droit se prélevait. Les seigneurs, étant presque toujours absents, ne retiraient rien des oliviers et s'arrangeaient avec les locataires qui n'auraient pas pu les payer en argent. Les oliviers demandant beaucoup de bras, on ne pouvait en affermer un nombre considérable à un seul fermier, on les allouait donc à de petits paysans qui payaient la redevance sur le produit, c'est-à-dire que, sur onze barils d'huile, il y en avait un pour le seigneur. Cette redevance payée, le cultivateur ou paysan restait à jamais propriétaire du terrain ; il fallait dix années consécutives de non-paiement avant que la terre retombât de droit au seigneur ou au premier propriétaire.

Tout ceci était l'œuvre de la commission de revision sur les terres, vraie chambre ardente, présidée par M. Dragoinetti.

La police générale avait pour objet la recherche des conspirations, des machinations et des intrigues de la cour de Palerme. C'était le fort de M. Salicetti. De part et d'autre on s'est servi de moyens qui font frémir : le poison, le fer, la trahison, les fausses inculpations, etc., tout était bon. Le ministère de la police coûtait douze mille ducats par an de fixe, non compris les dépenses secrètes qui allaient à six mille ducats par mois. Quant à la préfecture de police, remise aux mains dures, violentes et méprisables de M. Maghella, elle s'occupait peu de la propreté et de l'entretien de la ville, mais, ainsi que je l'ai dit, elle était surtout inquisitoriale. M. Maghella, pour plaire à la manie du Roi, faisait les rapports les plus ineptes, des délations inutiles, et, fléau des familles, il troublait le royaume. Malheureusement le Roi aimait tellement les petits rapports qu'il encourageait son préfet et le doublait même d'une contre-police, à la tête de laquelle se distinguait M. le lieutenant-colonel Sellier, parent du général Compère.

Parce que je viens de dire, on voit que je suis loin d'admirer le règne de Joachim, et l'histoire a de furieux reproches à faire à ce prince ; mais, si l'on veut être juste, on doit convenir que, le premier de tous les rois napolitains, il a eu l'intention de gouverner pour le bien du royaume et non pour le sien propre. Ayant été constamment la proie des conquérants ou l'objet de compensations dans les traités de paix qui l'ont livré successivement à toutes les dynasties de l'Europe, le peuple napolitain fut toujours le plus mal gouverné de tous les peuples. Les Nor-

mands, les princes de la maison de Souabe, ceux d'Anjou, de Durazzo, d'Aragon, les vice-rois de la maison d'Autriche; enfin les Bourbons et, après eux, le roi Joseph Napoléon, tous ont traité le royaume comme une terre à exploiter ou comme un domaine d'usufruit, et non comme un patrimoine à conserver et à améliorer. On trouvera peut-être mon jugement trop sévère, et l'on me citera Charles III, qui fut regretté à Naples lorsqu'il fut appelé au trône d'Espagne en 1759. C'était à la vérité un prince sage, doux et désintéressé; il ne vexa point les Napolitains; il protégea les arts et laissa après lui quelques beaux monuments (1). Il quitta le royaume sans rien emporter, pas même la bague antique qu'il portait à son doigt; il la remit au directeur du Muséum, la veille de son départ; mais on ne peut pas dire qu'il ait rien fait pour relever le peuple napolitain. Il n'a point cherché à lui donner un esprit national; au contraire, il n'avait pour forces militaires que des régiments espagnols; il défendit constamment aux nobles et aux grands propriétaires de quitter la capitale; il ne voulut point qu'ils allassent visiter leurs terres; il les retint dans Naples, à l'instar de ses prédécesseurs, comme autant d'otages, et les rendit par là étrangers à leurs vassaux et à leurs fermiers, qui bientôt ne respectèrent plus leur autorité ni leurs droits, et c'est à cette maxime despotique, suivie jusqu'à l'expulsion de Ferdinand IV, que l'on doit la barbarie dans laquelle vivent encore les Calabres et le brigandage, que les armées françaises elles-mêmes n'ont pas réussi à détruire.

(1) Notamment le beau théâtre qui porte son nom et qui est peut-être le plus grand de ceux sur lesquels on joue en Europe de nos jours.



On ne saurait nier que Murat a plus fait pour ce malheureux royaume que tous ses prédécesseurs ensemble; aussi le professeur Müller me dit lorsque je quittai Cassel pour aller à Naples : « Je ne vous demande qu'une lettre pour savoir quel effet produit sur le peuple napolitain cette nouveauté de se voir gouverné par un roi qui s'occupe de lui; car cela ne lui est jamais arrivé. »

C'est Murat qui a formé un système réglé de finances, un code de justice et de police générale (1), inconnus, ou du moins très défectueux avant le ministère de M. Salicetti. Les routes ont été améliorées, des rivières ont été rendues navigables, et que de projets utiles n'ont pas été conçus auxquels aucun roi n'avait songé! Les rapports du général Campredon, que je possède en grande partie, ainsi que les tableaux statistiques du royaume et les mémoires détaillés qui m'ont été communiqués par M. Salicetti, font foi de la vérité de mes assertions.

Murat a fait aussi déblayer la grande place devant le château et l'a ornée de beaux édifices. Il fit continuer le jardin de la Villa Reale (2), jusque près du Pausilippe.

(1) La justice était nulle à Naples du temps du roi Ferdinand; sous le roi Joseph et sous Joachim, elle a été souvent révolutionnaire, mais on s'occupait du moins d'établir un code criminel et civil d'après lesquels on put juger avec équité, lorsqu'une fois la paix fut rendue au royaume. Sous Ferdinand, c'étaient des milliers d'avocats qui se partageaient le butin des malheureux plaideurs; les faux témoignages étaient à l'ordre du jour et se payaient fort peu; un étranger était sûr d'avance d'être condamné, et le tribunal de commerce était surtout réputé pour son iniquité, ce qui avait fait un tort infini aux relations commerciales et avait occasionné une stagnation complète dans cette branche de prospérité si intéressante pour un État.

(2) La Villa Reale est la promenade la plus belle de Naples. Elle borde la mer; on y a la vue sur tout le golfe, sur Capri, sur la côte

Naples lui doit la belle avenue, depuis la porte de Capoue jusqu'à la rue de Tolède, et il est sûr que son règne a valu beaucoup d'embellissements et des établissements utiles, qui, selon toute apparence, n'existeraient point sans le séjour des Français en Italie.

La nouvelle avenue de Capo-di-Monte conduit au palais de ce nom, et c'est sur le plateau que Murat a établi sa place d'exercices, qui est d'une très grande étendue. Anciennement on était obligé de faire un long détour; aujourd'hui on arrive en droite ligne jusqu'au pied de la colline.

La Reine fit embellir les *Studii*, proprement le Muséum où j'allais passer une partie de la matinée pour revoir les magnifiques antiques qui y sont réunis (1). Elle s'occupait également des fouilles, qu'elle encourageait et auxquelles elle assistait en personne. Elle avait ordinairement la bonté de me faire prévenir quand elle ordonnait une fouille soit à Pompéi, soit ailleurs; j'ai assisté ainsi à presque toutes les excavations qui y furent faites de mon temps, et j'ai vu déterrer plusieurs édifices et beaucoup de curiosités (2).

du Pausilippe, et de l'autre côté sur les bords célèbres d'Herculanum, Pompéi et Stabia. Le Vésuve, et derrière lui l'ancien cratère de la Somma, terminent l'horizon. Portici, Torre del Greco et la belle côte de Sorrente se dessinent dans le lointain. Au milieu de la Villa Reale on voit le fameux Taureau Farnèse, admiré comme un des chefs-d'œuvre de l'art, et qui cependant a été critiqué.

(1) C'est aux *Studii* que l'on travaille constamment à dérouler les manuscrits que l'on trouve à Herculanum. La Reine a eu la bonté de m'en donner quelques-uns de ceux qui avaient été traduits. J'ai eu la bonhomie d'en faire cadeau au Muséum de la Haye, où l'on n'a point apprécié ce sacrifice, parce qu'on ne s'est point douté combien mon cadeau était rare.

(2) En 1809, j'assistai à une fouille que la Reine fit faire en sa présence, derrière le palais des *Studii*. On perçait une nouvelle

L'éducation, surtout pour les femmes, était tellement négligée, que j'ai vu la petite-fille de Mme la duchesse de Cassano sortir du couvent pour se marier sans avoir appris ni à lire ni à écrire. La Reine a formé deux établissements pour l'éducation des jeunes demoiselles, dont l'un à Naples et l'autre à Averso. Elle y portait un soin tout particulier et les visitait souvent, afin de stimuler l'ambition des jeunes pensionnaires.

La Reine fut moins heureuse en essayant de reconstituer la société napolitaine, c'est-à-dire les grandes réunions. La jalousie et le despotisme du gouvernement avaient étouffé l'hospitalité naturelle aux peuples du Midi. Il faut avouer que les façons de police soupçonneuse créées par Murat ne pouvaient qu'engager les nobles à tenir leurs maisons encore plus fermées. Sous prétexte qu'ils étaient ruinés, aucun des seigneurs napolitains ne donna ni bal, ni fête, et la véritable raison fut la crainte de se compromettre, jointe aux habitudes prises au temps de l'ancien régime. Ce n'était donc qu'au théâtre, au Casino ou dans la maison d'un ambassadeur qu'on se parlait. Personnellement j'ai eu infiniment à me louer de l'accueil que j'ai reçu à Naples; j'y ai vécu dans l'intimité de plusieurs des premières maisons, j'y ai conservé des amis, et ce n'est point une plainte que je fais, mais un état de choses que je décris. Quoi qu'il en soit, toutes les réformes au succès desquelles s'appliquèrent le Roi et la Reine contri-

rué au travers d'anciens décombres, et tout annonça que l'on était sur quelque cimetière de l'antique Parthénope. On fouilla la terre, et nous fûmes assez heureux pour découvrir plusieurs objets de curiosité, entre autres des vases étrusques d'une forme élégante et d'un dessin tout particulier. Sa Majesté m'en donna deux, que je conserve soigneusement.

buèrent à rendre meilleur le sort des Napolitains. A la vérité, le principal mérite, du moins pour les améliorations essentielles, doit revenir à quelques-uns des ministres; mais c'est déjà beaucoup quand un roi sait commander l'initiative et la faire exécuter.

A la tête de ces ministres j'ai cité M. Salicetti. Pour le qualifier il suffit de rappeler ce que l'empereur Napoléon dit en apprenant sa mort : « Je ne l'ai jamais gâté, et certes c'est de tous mes ministres celui qui m'a le mieux servi. Salicetti a été le seul homme de tous ceux que j'ai connus qui ait eu le rare talent de se faire à la fois aimer et craindre en Italie. »

Le marquis de Gallo est peut-être un des hommes d'État qui ont le plus vu en matière politique. Ministre à Turin, ambassadeur à Vienne, ensuite à Paris, négociateur à Campo-Formio, à Milan et à Bayonne, il a suivi de près les révolutions qui ont eu lieu en Europe depuis trente ans. Il accompagna l'empereur Joseph et l'impératrice Catherine en Crimée, d'où il vint à Constantinople comme voyageur. Il jouit à Vienne de cette influence que donne, avec de l'amabilité et de l'aisance dans l'esprit, l'avantage d'approcher l'Empereur et l'Impératrice en sa qualité d'ambassadeur de famille. Il eut le bonheur de resserrer les liens qui existaient déjà entre Vienne et Naples, par de nouveaux mariages qui auraient pu offrir de grands avantages à ses maîtres, si la passion et l'esprit de fureur n'eussent entraîné la reine Caroline à préparer la ruine de sa maison. Ayant vécu dans l'intimité du général Bonaparte, il aurait pu servir sa cour avec succès auprès de l'empereur de France; mais ses avis furent négligés et même contrecarrés par M. Acton, qui était son ennemi déclaré. Si

M. de Gallo n'est pas un de ces ministres d'État rares qu'on cite dans l'histoire, du moins était-il fait pour sa place. Le public le juge avec un excès de partialité. Il a peut-être passé trop directement du poste d'ambassadeur de la reine Caroline à Paris, à celui de ministre d'État du roi Joseph. Ayant trop tenu à sa place, il a manqué d'énergie, n'a pas montré assez de caractère, et parla même n'a pas acquis près de la nouvelle dynastie l'influence et l'autorité que réclamaient les services qu'il a rendus à son pays et une longue expérience. Le roi Joachim ne l'écoute pas toujours; de là beaucoup d'inconvenances diplomatiques et le manque de formes à la cour de Naples, où tout était neuf et où l'on a eu la manie de vouloir singer la cour toute-puissante et dominante de Paris, sans s'apercevoir qu'à Paris on faisait marcher assez ordinairement les égards publics de pair avec l'exigence du cabinet. Tout en sentant très bien que trop souvent on a porté atteinte aux droits des étrangers, le marquis de Gallo n'a pas pu lutter contre des collègues qui enfreignaient à chaque instant ces droits suivant les intérêts du Roi.

Au ministère des finances passèrent successivement M. Rœderer, le prince Pignatelli et M. Agar, comte de Mosbourg. M. Rœderer administra les finances du royaume de Naples comme celles d'un pays conquis. Il fallait de l'argent; il en prenait là où il en trouvait. Il fit quelques mauvais marchés, et notamment, en Hollande, un emprunt de six millions de livres à des conditions onéreuses; mais, quand il avait contracté, il tenait parole. Il laissa, en partant, toutes les caisses vides, beaucoup d'arrérages à payer, et pour toute consolation un long rapport sur les finances, fort brillant sur le papier, mais

peu justificatif aux yeux des connaisseurs. Il avait porté la première atteinte au Grand-Livre en réduisant les intérêts de 5 à 4 pour 100. M. Pignatelli, qui lui succéda et ne fit qu'un intérim, s'opposa vigoureusement à la seconde réduction des intérêts du Grand-Livre qui fit tant crier et qui était une infraction manifeste à la garantie de la dette nationale consacrée par l'Empereur. Si M. de Pignatelli ne fit pas de bien, il ne fit pas grand mal, ce qui fut déjà beaucoup dans la circonstance. La place de ministre secrétaire d'État, qu'il occupa ensuite, lui convenait davantage et fut plus à sa portée.

C'est alors que le Roi donna le ministère des finances à M. Agar, comte de Mosbourg, grand travailleur, très zélé pour les intérêts de son maître, d'une probité personnelle rare, et qui plut beaucoup par son aménité et sa douceur, quoique d'un abord froid. Il eut souvent à combattre les vives critiques élevées contre ses opérations. On l'accusait d'être plutôt un bon administrateur qu'un ministre qui doit embrasser toutes les branches d'un système financier. En voulant revenir sur les arrangements pris, il diminua en partie la confiance dans les contrats passés avec le gouvernement. M. Rœderer regardait ces contrats comme sacrés, lors même qu'on lui offrait par la suite des conditions plus avantageuses; et ce ne fut pas toujours le cas avec M. Agar (1).

(1) M. Agar prit surtout une mauvaise mesure en faisant porter par décret du Roi les piastres d'Espagne de 120 à 125 grains. On prétend que le motif qui l'y engagea fut que le trésor se trouvait avoir 180,000 piastres en caisse sur lesquelles on voulait gagner. La valeur intrinsèque de la piastre d'Espagne n'est que de 121 7/1000, mais elle est portée dans le cours à 122 sans inconvénient; les étrangers trouvèrent facilement des piastres d'Espagne pour les envoyer à Naples, et ils mirent ainsi le royaume à contribution. M. Agar fut quelquefois induit en erreur et surtout

Mais en quoi il faut admirer M. le comte de Mosbourg, c'est d'avoir su faire face aux dépenses dans l'année 1809, malgré les frais extraordinaires causés par la guerre d'Autriche et l'expédition des Anglo-Siciliens, et dans l'année 1810, où le voyage de Leurs Majestés à Paris et l'arrivée inattendue de douze à quinze mille Français dans le royaume ont causé une dépense extraordinaire, d'autant plus difficile à couvrir que les ressources naturelles de l'État diminaient de jour en jour, par le brigandage dans les provinces, par le manque absolu de commerce, par l'augmentation des droits de douane en France et par l'incorporation des États romains au Grand-Empire. Ce dernier fait entraîna un grand dommage; car tous les droits d'entrée en Romagne pour les produits du pays de Naples furent doublés sans exception (1).

On a beaucoup crié contre le ministère de M. Miot. On a prétendu qu'il faisait plus de cas de ce qui pouvait avancer ses intérêts personnels, que de ce qui devait améliorer la situation d'un royaume qu'il prévoyait ne pas habiter fort longtemps. Il aimait à créer des emplois inutiles, tant dans les provinces que dans la capitale, pour donner à ses protégés des revenus, incompatibles

trompé par ses subalternes, dont plusieurs étaient gens assez mal famés, tels que M. Dubois, qui avait fait banqueroute frauduleuse à Paris et dont le nom a été publiquement affiché; M. Darès, qui a fait banqueroute à Naples, où une partie de ses appointements est arrêtée, et M. Bidois, autre banqueroutier. Tous les nankins confisqués sur les bâtiments américains furent vendus au sieur Bastide, banqueroutier, à raison de douze carlins; il les revendit à vingt-deux et vingt-quatre carlins trois jours après.

(1) Les cotons, qui payaient 33 francs, payaient 66 francs depuis l'incorporation. Le quintal de café, pesant 180 livres, s'achetait à Naples, en 1810, pour 450 francs, et payait d'entrée en France et conséquemment dans la Romagne un surplus de 240 francs.

avec les ressources de l'État. D'accord avec M. Røederer, il facilita sous main l'exportation des soies et des laines à leur profit, tandis que le roi Joseph les refusa à M. Torlonia, à Rome, comme nantissement d'un emprunt que Sa Majesté demandait à ce banquier.

Au départ de M. Miot, qui suivit le roi Joseph en Espagne, un cri général appela au ministère de l'intérieur l'archevêque de Tarente, Mgr Capecelatro. On eût dit que l'État n'avait plus de ressources qu'en lui. Vieillard aimable, mais d'une instruction superficielle en tout, même sur les antiquités qui cependant lui valurent une réputation qu'il ne put point soutenir, il osa accepter et eut bientôt lieu de s'en repentir. Un valet de chambre, qui le gouvernait auparavant, le gouverna encore dans les affaires d'État et distribua les places à ses amis. Ce drôle disait : « Nous avons fait... nous avons répondu... » Mgr Capecelatro fut coulé net, et la Reine, qui s'en était fortement engouée et qui l'avait protégé, fut obligée de le lâcher. Elle le prit pour son premier aumônier, son directeur de Muséum et des établissements d'éducation, etc. Mgr Capecelatro, qui ne croyait pas à sa religion, était un prêtre haineux et intrigant ; il était brouillé avec la cour de Palerme, et il détestait les Français.

M. Salicetti, pour qui les manières patelines de l'archevêque étaient insupportables, et qui voyait tout aller à la diable avec un pareil ministre, recommanda au Roi M. Zurlo, qui s'était rapproché de lui, mais qui devint son ennemi du moment où il se vit en place.

M. Zurlo, revenu de Sicile, on ne sait ni comment ni pourquoi, mais avec l'agrément de la reine Caroline (c'est une autorisation qu'elle n'a jamais voulu accorder



à d'autres émigrés, que des intérêts chers et le souci de leur fortune rappelaient dans leurs foyers), a su captiver l'esprit du roi Joachim. Homme de tête et de moyens, il a les manières qui conviennent au Roi : rapporter tout au moment et se soucier peu de ce qui a été fait avant lui; ne reconnaître d'autre droit que celui qui convient au nouveau prince. S'il n'était pas sincère dans le rôle qu'il jouait, du moins avait-il le talent de persuader son nouveau maître, qui le considérait comme l'homme le plus habile du royaume. Ennemi juré de la noblesse, c'est lui qui a porté le coup de grâce aux privilèges avant de quitter le ministère de la justice pour remplacer Mgr Capecehatro à l'intérieur (1).

Lorsque j'arrivai à Naples, trois ministères étaient entre les mains de M. Salicetti : ceux de la guerre, de la marine et de la police générale, et, pour répondre aux nécessités du moment, c'était ce qu'il pouvait y avoir de mieux. Toutefois, comme on ne garde pas ordinairement les choses telles qu'elles ont été établies par le prédécesseur, le roi Joachim crut mieux faire que n'avait fait Joseph et divisa ce que l'autre avait réuni. Il confia la marine au prince Pignatelli, ancien marin, la guerre et ensuite la marine également au général Reynier, excellent général, mais mauvais ministre, et la police resta seule à M. Salicetti. Enfin, après la mort de ce dernier, les trois ministères furent réunis à nouveau, ce qui prouve que le Roi sentit qu'un tel groupement n'était pas si mauvais. En temps ordinaire, on pourrait même y joindre encore l'intérieur, et avec un ministre ami du travail ce serait possible, économique et avantageux.

(1) Il fut le grand promoteur de la fameuse commission de révision sur les terres.

Ce fut au profit de M. Daure que se fit la nouvelle réunion. M. Daure, sacrifié après l'affaire de Saint-Dominique, était venu chercher fortune à Naples, très fortement recommandé à M. Salicetti qui le patronna. C'était encore une fois pour ce ministre s'intéresser à un ennemi. En effet, dès que M. Salicetti fut mort, M. Daure montra contre sa mémoire et contre sa famille un acharnement de haine qui le ferait mal juger, si on ne savait que M. Daure a le malheur de se laisser trop aller aux impulsions de ses alentours qui sont détestables. Du moins eût-il dû se respecter assez pour se taire sur le compte d'un homme dont il avait sollicité et éprouvé la protection.

M. Daure était alors dans la vigueur de l'âge; grand travailleur, doux, serviable, d'un caractère indépendant, parlant au Roi avec courage et dignité, on peut presque dire sans gêne, il se montrait trop sans façon avec ceux qu'il connaissait peu et ne rendait pas assez la politesse dont il aimait être l'objet.

Ses alentours lui ont inspiré le mépris de tout ce qu'avait fait son prédécesseur, de sorte que tout a été bouleversé, et, comme résultat, les approvisionnements en Calabre coûtent le double (en 1810), ou pour le moins un tiers de plus que l'année dernière (1). M. d'Ar-

(1) M. Salicetti avait trouvé le budget de la guerre au départ du roi Joseph à huit cent mille ducats par mois; il prit les mesures nécessaires pour le réduire à cinq cent mille; le budget remonta sous le général Reynier à six cent mille, et en 1810, il alla bien au delà. Il faut dire qu'il y a à Naples un état-major pour cinquante mille hommes, une maison militaire du Roi trop riche et trop dispendieuse en tout. Le maréchal Pérignon a trente mille ducats par an, non compris quatre mille ducats qu'il reçoit du Roi et qui sont pris sur les cent mille ducats que rapportent les jeux. Les trois colonels généraux ont chacun environ cent vingt mille francs ou vingt-quatre mille ducats.

En 1804 et 1805, la marine coûtait un million et cent mille

cambal, homme fin, délié, né dans l'astuce des bureaux de guerre français, écoutait son ambition qui lui

ducats ; pour cela on avait trois vaisseaux de ligne, cinq frégates, trois corvettes, un nombre infini de bombardes, chaloupes canonnières et autres barques. Aujourd'hui, la marine, consistant en une frégate, une corvette, un brick et au plus soixante chaloupes canonnières, absorbe deux millions, et avec cela les pensions ne sont point payées.

En 1804, la guerre et la marine ne revenaient qu'à quatre millions et huit cent mille ducats. Dans ce moment, le Roi solde près de soixante mille hommes, partie troupes françaises et le reste nationales ; il y en a en Espagne qui mangent leur paye hors du royaume. Toutes ces dépenses sont disproportionnées avec les revenus du royaume.

La maison militaire du Roi, surtout au début, était de la plus mauvaise composition. Peu de moyens, point d'éducation, de la morgue et de la vanité ; voilà en peu de mots le portrait non exagéré de ceux qui en firent partie. Je ne suis pas le seul qui les ai jugés ainsi ; il n'y a eu qu'une voix à cet égard. C'étaient de bons et braves soldats, dignes de figurer auprès d'un général d'avant-garde ; mais certes on ne pouvait pas se douter que ce devaient être là les appuis et au besoin les conseils d'un roi guerrier ; c'étaient encore moins des hommes de cour. Il est probable que Sa Majesté en sentit elle-même l'inconvénient, puisqu'elle s'attacha plus tard quelques généraux marquants et dont les noms sont connus.

La garde royale était assez belle. Le Roi y avait conservé plusieurs officiers et sous-officiers français, et le général Compère, qui était à la tête de l'infanterie, connaissait les détails du service. Le marquis de Livron avait formé un des plus beaux régiments de lanciers que l'on puisse voir ; il y avait appelé d'anciens militaires français et allemands, et il donnait l'exemple de l'activité et d'une stricte discipline.

Les régiments purement napolitains promettaient peu. L'esprit national n'est point militaire en général ; quelques hommes distingués, tels que le duc de la Roccaromana, le prince Cariatti, le général Ambrosio, le prince Pignatelli et quelques autres, sont des exceptions à la règle générale.

Le Napolitain n'est pas sans courage ; mais il est mou et indiscipliné. Le roi Joachim avait formé des corps de vélites napolitains, et il y avait attiré les jeunes gens des premières familles. Il leur avait donné des uniformes extrêmement riches, sachant que le brillant entraîne la jeunesse ; mais il ne parvint pas à en faire des soldats.

inspirait le vif désir d'être lui-même ministre de la guerre, d'autant plus qu'il se rappelait encore l'avoir été pendant quelques mois en 1799 ; aimable et insinuant, il parvint à entourer M. Daure de ses créatures, et le grand factotum de ce ministre en ce moment est un M. Dupons qui fut comédien après avoir commencé sa carrière comme jockey de la fameuse Mme Raucourt, dont il força le secrétaire et à qui il enleva douze mille francs.

On le voit, si quelques-uns des ministres avaient de la valeur, il n'en était pas de même pour bon nombre de gens qui gravitaient autour d'eux. Heureusement, j'avais peu à m'y mêler, n'ayant guère plus d'occupations que de responsabilité. Faire ma cour à Leurs Majestés et faire les honneurs au nom de mon souverain, c'est à quoi se réduisaient mes devoirs. Après avoir été chargé de missions souvent difficiles à Paris, à Londres et à Berlin, je me félicitais d'avoir peu d'objets importants à traiter à Naples. Il ne s'agissait que d'être spectateur attentif. Dans les temps ordinaires, cette ambassade est peu intéressante sous le rapport de la politique ; mais, pendant la Révolution française, le cabinet des Deux-Siciles, grâce à l'esprit inquiet et vindicatif de la reine Caroline, a fait beaucoup parler de lui et a influé, sinon sur les destinées de l'Europe, du moins sur celles de l'Italie. Punir cette reine ennemie de la France devint un mot d'ordre pour les Parisiens dès le début de la République, et Bonaparte n'était encore que le général en chef de l'armée d'Italie, lorsqu'il pensait déjà à renverser le trône des Bourbons de Naples. De son côté, la reine Caroline avait pris en horreur les Français depuis la fin tragique de la reine Marie-Antoinette, sa sœur. Ce

sentiment était naturel et peut-être légitime; mais les rois eux-mêmes ne peuvent pas toujours se livrer impunément à la haine et à la vengeance. Quand ils ne sont pas les plus forts, ils doivent avoir la prudence de dissimuler. C'est ce que fit quelquefois la reine de Naples; mais, soit fatalité, soit imprudence, elle abandonna deux fois ce système au moment même où ses alliés vaincus n'avaient plus qu'à se résigner et à implorer la clémence du vainqueur. M. Acton, premier ministre de la reine Caroline, était Anglais; il favorisa de tout temps les vues du cabinet de Saint-James et sacrifia tout à sa première patrie.

L'Angleterre parvint en 1815 à rétablir sur le trône le roi Ferdinand (1); mais peu s'en est fallu que la dynastie régnante ne payât cher son attachement au cabinet britannique. Plus de bonne foi de la part des alliés envers Joachim, ou plus de prévoyance et de gratitude de la part de celui-ci envers son beau-frère, et Ferdinand eût été heureux de se voir garantir la Sicile et d'en être quitte pour la perte du seul royaume de Naples.

La politique me laissant des loisirs, j'en profitai pour me livrer à mes goûts d'exploration et de promenades. Souvent je montais m'asseoir sur la terrasse du couvent, au-dessous du fort Saint-Elme. Elle offre au regard une des plus belles perspectives, qui s'étend sur toute la ville. M. Salicetti a fait bâtir un joli pavillon au Vomero, non loin de l'endroit où Marc-Antoine avait sa campagne (2). M. le marquis de Gallo possède un parc magnifique avec des terrasses en étage, et de sa maison

(1) La reine Caroline était morte. (Éd.)

(2) Le nom s'en est conservé dans le village d'Antoniana.

la vue est moins vaste, mais plus riche que celle de Saint-Elme.

J'allais fréquemment encore à l'endroit où la légende place le tombeau de Virgile, au-dessus de la grotte du Pausilippe. Rien n'est moins sûr que cette légende, puisqu'on doute même, d'après le récit d'auteurs anciens, que le poète ait été enterré à Naples (1). On voudrait cependant en garder l'illusion. Quoi qu'il en soit, les étrangers vont y faire des dîners et des déjeuners. Un verger pittoresque est le but de la promenade ; on y mange du bon raisin muscat, d'excellentes figues, et l'on jouit du beau coup d'œil qu'offre la côte depuis Sorrente jusqu'au pont sur lequel, pour entrer dans la ville en venant de Portici, on franchit le Sibetto, ce petit ruisseau chanté par les poètes.

Un autre but de mes promenades favorites était le palais de la reine Jeanne, vieilles mesures offrant de grands souvenirs pour l'histoire des guerres civiles de Naples. C'est sur ces ruines mêmes que j'allai lire l'histoire de cette princesse si belle, si galante et si cruelle envers son premier mari et envers ses amants délaissés (2). Je rencontrai un jour la Reine, en reve-

(1) De même l'on prétend que le petit château de l'OEuf, qui forme une petite île dans la mer au pied du roc de Pizzo-Falcone, remplace le jardin de Lucullus, dont au reste il n'y a point de traces, et la chose ne me paraît pas plus prouvée que celle de l'emplacement de son tombeau, que l'on prétend être sur la petite île de Nisida, où est aujourd'hui la quarantaine.

(2) C'est à Aversa, la dernière poste en arrivant à Naples, que la reine Jeanne fit assassiner son jeune mari, le malheureux roi André de Hongrie, que son frère Louis, roi de Hongrie, vengea par la suite. Ce sont les peuples qui payent les pots cassés dans les querelles des grands ; les Hongrois ravagèrent les plus belles provinces du royaume, pour punir un crime auquel la nation napolitaine n'avait aucune part, tandis qu'eux-mêmes, accourus des

nant de Mergellina, et comme je lui parlai de la reine Jeanne, elle me demanda ce que j'en pensais. Je lui répondis que, en tout temps, le rôle joué par les amants des reines me semblait un rôle fort dangereux, finissant ordinairement par le fer ou par le poison. Elle ne me dit pas non, mais elle répliqua : « Cela dépend de la manière dont ils se conduisent. »

La grotte de Pausilippe, dont Cicéron parle dans ses lettres, est aujourd'hui, comme elle l'était dans l'antiquité, la promenade préférée des belles Napolitaines. On prétend que c'est souvent pour mettre à profit l'obscurité qui y règne. Cette grotte (1) traverse toute la montagne de Pausilippe et conduit au lac d'Agnano, à la Solfatara et à Pozzuoli, qui est le dernier terme de promenade pour les Napolitains. Avant l'invasion française, la plupart des nobles et surtout des dames ne poussaient jamais au delà leurs voyages. C'était une affaire que d'aller à Pozzuoli, et, de mon temps, Polichinelle, pour se moquer de ses concitoyens, représentait une scène entre un étranger et un seigneur napolitain. Celui-ci, harassé, annonçait son retour d'un grand voyage; l'étranger lui citait la France, l'Allemagne, la Suède, etc.; le seigneur répondait à chaque question : « Non, bien au delà », et finissait par apprendre à son ami tout étonné qu'il avait été à Pozzuoli (2).

bords du Danube pour venger la mort d'un jeune homme assez insignifiant, périrent loin de leurs foyers et sans intérêt pour leur patrie.

(1) Alphonse I<sup>er</sup> la fit élargir. Cicéron en parle dans ses lettres comme d'un passage obscur, étroit et peu élevé.

(2) Cette anecdote est une critique amère des mœurs et de l'instruction de la noblesse. Le jeu est la plus grande occupation et la

Lorsque la reine Julie visita les environs de Naples, les dames du palais ne connaissaient aucun des endroits célèbres pour les étrangers. Monter aux Camaldules (1) leur paraissait tout un voyage, et c'était à qui d'entre elles ne serait pas de service pour accompagner Sa Majesté, tandis que les dames françaises se disputaient à qui profiterait de l'occasion.

En général, on vit à Naples plus la nuit que le jour. La chaleur de l'été est telle qu'ordinairement on ne voit personne dans les rues depuis onze heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi. Alors seulement les riches Napolitains, sortant de leur sieste, se font rouler en calèche ou en voiture pendant cinq quarts d'heure le long de la Chiaja. Ils se saluent de la main et sont trop paresseux pour se parler, plus encore pour se promener à pied. C'est que nulle part on ne sent autant qu'à Naples le bonheur de l'oisiveté; et cette sensation délicieuse s'empare de l'homme qui dans un autre pays serait le plus actif. *Il dolce far niente* tient à ce beau climat, à cette vue délicieuse, aux grands souvenirs qu'offrent tous les objets qui bordent l'horizon. Une douce rêverie et une oblitération complète de tout autre sentiment deviennent un vrai délice dès que les besoins physiques sont satisfaits. Le Napolitain a beaucoup de

principale récréation des Napolitains, et les jeunes femmes passent des nuits entières à jouer au pharaon, c'est pour elles un besoin; que ne doit-ce pas être pour les vieilles ?

(1) Le couvent des Camaldules n'offre rien de particulier, mais, de la terrasse, on a la vue sur toute la Campanie et sur tout le golfe. On aperçoit les îles et la côte de terre ferme depuis le cap Circé jusqu'à la pointe de Campanella, et l'on voit à ses pieds Falerne, dont le vin, si fameux du temps des Romains, est aujourd'hui regardé comme un des plus mauvais du pays; c'est le suresnes de Naples.



l'Africain, comme si la Méditerranée qui les sépare n'était qu'un petit ruisseau. Leurs mœurs, leurs goûts, leurs passions sont les mêmes, et nulle part je ne me suis rappelé Alexandrie et le Caire comme à Naples (1).

Le voyageur visite ordinairement le même jour les antiquités de Baja et celles de Pozzuoli. Pour moi, j'y suis retourné bien des fois, et toujours avec un nouveau plaisir. On voit à Pozzuoli les restes du môle (2) qui fermait le port de Baja et sur lequel Caligula passa en char de triomphe de l'une à l'autre rive. Les belles ruines du temple de Jupiter Sérapis ne sont pas moins remarquables; près de la mer on montre avec moins de certitude l'emplacement des jardins de Cicéron; sur la place on voit le piédestal, orné de bas-reliefs, qui supportait la statue de Tibère; la cathédrale fut un temple consacré à Auguste; un de ses murs latéraux est incrusté de marbre de Paros; il y a l'ancien amphithéâtre dont les souterrains subsistent encore en leur entier.

On passe la rade de Baja en bateau pour admirer la vue sur la Solfatara; on débarque à Bacoli, où les vais-

(1) On a sans doute entendu parler des Sièges de nobles, dont il appartenait au Roi de diriger les délibérations. Par ces mots « sièges » on entendait les réunions des nobles et de leurs clients dans leurs palais; mais à Naples, vu la beauté du climat, c'était dans la cour et à la porte des palais que les seigneurs se réunissaient et se reposaient sur de grands bancs de marbre. On allait à la porte du prince Pignatelli, du duc de Sforce, comme nous irions à Paris au palais du duc d'Orléans ou à l'hôtel du duc de Richelieu. A Constantinople, on va à la porte Pacha Kapusi, c'est-à-dire au palais du grand vizir; à Bab-i-Humayun, à la porte impériale, pour dire le sérail ou la demeure du Sultan.

(2) Cet ouvrage était immense, si l'on en juge par ses débris, qui n'ont point encore été engloutis sous la mer. Il fut réparé d'abord sous Antonin le Pieux et une seconde fois en 1737; il en reste aujourd'hui quatorze piliers bien construits, mais les arches sont à demi ruinées.

seaux viennent charger les vins et les fruits; puis, à pied, on parcourt une terre tout à fait classique. On visite la piscina Mirabile, ancien réservoir d'eau; les Cento Camerelle; les restes du théâtre de Lucullus à Misène; le cap et le port de ce nom, la source de Domitien, source d'eau douce au milieu de la mer; la mer Morte ou le Styx; le lac Fusaro ou l'ancien Achéron; la grotte de la Sibylle de Cumès; le temple des Géants; celui de Vénus (1), ceux d'Apollon et de Diane, et les restes des tombeaux.

Un sentier étroit conduit, le long de la corniche, aux bains de Néron. La Torre di Patria est, dit-on, le tombeau de Scipion l'Africain. Tibère, en revenant de Capri, fut étouffé sur cette même plage.

Que de jouissances différentes m'a offertes le lac Fusaro! Souvent j'ai été méditer sur ses bords les descriptions poétiques de Virgile; plus d'une fois j'ai assisté à des déjeuners brillants que la Reine donnait dans le joli pavillon qui orne le milieu du lac, et c'est sur ses bords que j'ai vu disputer la couronne de Naples. La Reine était très curieuse de toutes les merveilles qui font de son royaume la terre la plus riche en coins célèbres. Un jour, le capo cicerone vint me prévenir que le Vésuve était en travail (2). Je m'y rendis. Il n'y avait encore qu'un petit trou rond de quatre à cinq pieds de diamètre au fond du cratère. Ce trou ressemblait à une fourmilière, la lave y bouillonnait sans fracas. Je l'examinais de près quand tout à coup l'explosion commença. Mon cicerone se voua

(1) Le plafond orné de belles sculptures est tellement noirci par la fumée des flambeaux, que bientôt l'on n'y verra plus rien.

(2) A mon arrivée à Naples, en 1808, avant l'éruption dont je parle, on descendait dans le cratère à près de deux cents pieds de profondeur. J'y allai souvent.

à tous les saints et m'abandonna en me criant de le suivre. Le conseil était sage; je n'eus que le temps de grimper au haut du cratère; mes bottes étaient brûlées; le gros bâton qui me servait d'appui s'enflammait à mesure que je le posais dans les scories, et je ne me félicitai pas moins que mon compagnon de voyage d'être sorti de l'entonnoir. Je restai toute la nuit couché sur le bord du cratère; le bruit souterrain était violent; la terre tremblait sous nous; de larges crevasses se formaient, et il y avait du danger; mais la curiosité me retint encore tout le lendemain. Quand le cratère se fut rempli de lave, celle-ci commença à déborder; c'est alors que je fus prévenir la Reine. Sa Majesté se fit porter en palanquin au haut de la montagne, où elle put jouir du spectacle majestueux, mais effrayant, d'une explosion. Elle montra beaucoup de courage. Nous voyions la lave couler au-dessous des scories déjà refroidies, sur lesquelles nous nous promenions (1).

Un des séjours préférés de la Reine était Caserte, où la cour possède un des palais les plus beaux de l'Europe (2), palais qui malheureusement n'est pas terminé. Le grand escalier est d'une grande richesse, grâce aux différents marbres de Naples et de Sicile dont il est orné.

(1) La gerbe de feu ne fut point haute; elle n'alla pas à cent pieds au-dessus du cratère. Le jour, on la voyait à peine, soit de Naples, soit de Portici; mais, pendant la nuit, la lueur s'étendait au loin. La lave coula vers Ottajano et ainsi n'arriva point jusqu'à la mer. Quant à l'éruption de 1810, qui eut lieu après mon départ, elle a été bien plus considérable, et je regrette beaucoup de ne l'avoir point vue.

(2) Anciennement Caserte était situé au haut de la montagne, où il y a encore un petit village appelé vieux Caserte. On y voit dans l'église quelques colonnes, qui y ont été portées de l'antique Calaise, ville détruite, qui était placée non loin de Maddaloni. La nouvelle ville et le château du Roi sont dans la plaine.

Le parc est bien dessiné et très soigneusement entretenu, et la grande cascade d'eau y est magnifique. J'y ai chassé quelquefois au faisan avec le Roi, et, vu la quantité de gibier, l'exercice était fort agréable. Joseph et Joachim avaient autant de goût pour la chasse que Ferdinand, ce dont je me trouvai fort heureux, car, à titre d'ambassadeur de famille, j'étais de toutes les parties de la cour.

Il n'y a pas de souverain en Europe qui possède d'aussi belles chasses que le roi des Deux-Siciles. Au lac d'Agnano on tue des canards, mais c'est surtout à Carditello et à Casal di Principe près les Regi Lagni qu'on en trouve par milliers, et, pour un chasseur expert, il n'est pas difficile d'en tuer deux à trois cents dans le courant de la journée. Chaque chasseur est dans une petite barque avec plusieurs fusils et un garde-chasse pour charger les armes. Aux Astroni, qui sont les bords d'un ancien cratère au-dessus du lac d'Agnano, on chasse le sanglier dans les forêts de marronniers qui couronnent l'ancien volcan. A Venafro sur les bords du Vulturne, on tire le cerf. L'espèce en est beaucoup diminuée. Anciennement, des généraux ont pu prendre des troupeaux de cerfs pour l'armée ennemie. Cependant dans des chasses de mon temps nous en avons tué dans une même journée plus de deux cents.

J'en reviens à Caserte. Des hauteurs de St-Leuci la vue est magnifique (1); elle s'étend sur la vaste plaine d'Aversa; on aperçoit la mer, Capri et le Vésuve. Les environs de Caserte retracent de grands souvenirs. Ce

(1) La Reine a fait perfectionner à St-Leuci la fabrique d'étoffes en soie qui y existait déjà avant elle. De mon temps on y fabriquait des étoffes légères, mais d'un goût délicat.

fut sur les hauteurs qui dominant à droite, du côté de la mer, que *campa Fabius Maximus*, tandis qu'Annibal se délectait dans Capoue.

L'antique Capoue n'était point là où est la ville de nos jours ; elle occupait la plaine du côté de Caserte. On voit encore les ruines de son amphithéâtre, seuls restes de cette cité, si fameuse par son luxe, son opulence et ses délices. Annibal disait, en voyant les nuages qui se forment souvent au-dessus des hauteurs qu'occupait le dictateur Fabius : « Gare à nous quand cet orage éclatera et descendra dans la plaine ! »

On a souvent discuté la question de savoir si ce fut la prudence ou la mollesse qui retint Annibal ; il est sûr qu'Asdrubal lui reprocha son inaction, et ce n'est pas moins certain qu'il faut saisir le moment de la consternation que cause toujours une défaite ; laisser respirer son ennemi battu, c'est ranimer son courage, et, qui plus est, c'est souvent le moyen de montrer que, tout victorieux qu'on est, on n'a pas les ressources nécessaires pour consolider son triomphe. Annibal manqua d'audace ; il crut n'agir qu'avec prudence, tandis que son indécision trahissait une âme inquiète, qui ne se fiait plus à son étoile. Nous avons vu de nos jours Napoléon commettre, après la première bataille de Leipzig, la même faute qu'Annibal commit après celle de Cannes. L'empereur de France était vainqueur ; l'armée ennemie était en retraite ; au lieu de la poursuivre, il s'arrêta et calcula ses pertes, qui étaient à la vérité immenses ; il se méfia des moyens qui lui restaient. Bernadotte s'en aperçut et fit revenir les souverains alliés qui s'étaient décidés à la retraite ; l'on attaqua l'armée française ; celle-ci perdit l'illusion de sa

victoire de l'avant-veille et ne douta plus de sa défaite en se voyant attaquée par ceux qu'on lui disait être en déroute. L'on voit par là que souvent le destin des États ne dépend que d'un moment.

En 1809, je passai quelques jours à Caserte chez l'évêque, homme affable et hospitalier. Ses recommandations me furent souvent utiles pour les petites fouilles (1) que je faisais faire (2). J'eus l'honneur plus tard de loger au palais même pendant un voyage qu'y firent Leurs Majestés. Nola (3) n'est qu'à trois lieues de Naples, et on s'y croirait à cent lieues d'une capitale. Elle est célèbre par ce fait qu'Auguste y passa les dernières

(1) D'après les ordres du roi Louis, M. de Dedem avait obtenu la permission de faire des fouilles. (Ed.)

(2) Sur un emplacement que l'évêque me dit être l'ancien cimetière de Caudium, nous recueillîmes quelques vases d'assez grande dimension, mais de fabrication ordinaire. Nous trouvâmes encore une lance, plusieurs agrafes et des anneaux que le temps avait malheureusement rendus très cassants.

(3) Nola offre peu de ruines, et ce qui y attirait les voyageurs, c'était la belle collection de vases antiques de M. Vivencio. Elle a été transportée à Naples, et aujourd'hui il faut plus que la simple fantaisie de voir des poteries anciennes, pour visiter un pays sinon désert, du moins peu civilisé, mais qui fut jadis le séjour du vainqueur de Cléopâtre et de Marc-Antoine. Tout le monde sait que les vases de Nola étaient réputés comme les plus beaux. Il est certain que la pâte en est d'une terre bien plus fine que celle des poteries anciennes de Capoue et de la Calabre. Les dessins sont plus exacts, mieux terminés, et le vernis est également plus luisant. On trouve les tombeaux des Étrusques à une grande profondeur. En assistant aux fouilles, que la Reine fit faire en sa présence, j'en reconnus quatre posés les uns sur les autres ; des couches de terre plus ou moins élevées les séparaient et démontrent combien le sol a éprouvé de changements. Ici la terre a été rehaussée de plus de trente pieds depuis que les Étrusques y enterraient leurs morts. Ailleurs, les monticules ont disparu. Là se voit une montagne où jadis le navire brisait les flots. Partout la terre éprouve des changements, et nulle part les traces de cette vérité ne sont mieux senties que dans le royaume de Naples.

années de sa vie et termina dans une paisible solitude sa longue carrière agitée (1). De nos jours cette ville n'a rien de remarquable ; il n'y a pas même une auberge passable, et chaque fois que j'y suis retourné j'ai été heureux d'y descendre chez l'évêque qui était bon vivant, hospitalier, mais sans éducation. Je logeais à une lieue de Nola, chez le prince de Gerace, et je trouvais dans sa famille tout ce que la société peut offrir d'aimable et d'obligeant. Mais c'était surtout dans la conversation de quelques convives, entre autres celle d'un vieil ecclésiastique, homme d'esprit et d'une instruction profonde, que je puisais des renseignements précieux sur les lieux antiques, que sans lui j'aurais foulés sans aucune attention.

Cet abbé n'aimait point le régime français, et je le lui pardonnais facilement. Il philosophait sur le règne d'Auguste et revenait à l'empereur Napoléon. « Que ne ferme-t-il le temple de Janus ? » répétait-il souvent. — « Trop heureux qu'il s'occupe au loin, lui répondis-je. Vous tarde-t-il de le voir s'occuper de ses haines et de ses vengeances personnelles ? Les proscriptions et les assassinats d'Auguste n'ont commencé que lorsque se fut fermée pour lui la carrière des armes. Dissimulé, même faux et fourbe, Auguste se défit de ses ennemis personnels par le fer et le poison, parce qu'il se mit à réflé-

(1) Marcus Agrippa, l'ami et le compagnon d'armes d'Auguste, y était mort quelques années auparavant. Pour ce qui est de ce prince, on conçoit que, dégoûté du monde, n'ayant plus que des regrets et peut-être quelques remords, et survivant à tous ceux qui lui étaient chers, il ait pu chercher un asile à Nola, dont le climat est doux et dont les environs sont pittoresques et invitent au repos. C'est là que Virgile lui avait lu les premiers livres de l'*Énéide*, après son retour de la bataille d'Actium, ce qui prouve que depuis longtemps il avait trouvé du charme à ce séjour.

chir. Soyez donc satisfait, pour vous et pour tant d'autres, que Napoléon ne s'abreuve encore que du sang des ennemis étrangers. Si une fois il se livre à la paix extérieure, il se rappellera tous ceux qui ont été impliqués dans l'affaire de la machine infernale et dans tant d'autres conspirations ourdies contre lui ; ses anciens compagnons d'armes lui deviendront à charge, et nous vivrons peut-être sous le glaive de la proscription que vous admirez au temps d'Auguste, parce que vous le voyez de loin, que les détails en sont peu connus et que les pleurs des familles victimes d'un prince au caractère farouche ne s'offrent point à vos yeux. » C'est ainsi qu'en nous promenant, nous nous livrions à nos réflexions et que nous comparions le présent au passé. Nous retrouvions les hommes, tels qu'ils ont été dans tous les temps ; de même que les jolies Romaines et Napolitaines de nos jours nous parurent les dignes descendantes des Julie et des Livie. Leurs mœurs relèvent de leur climat, tandis que l'ambition est le fait des hommes sous toutes les atmosphères. Les antiquités amènent à philosopher, et ceux qui ne les examinent qu'avec l'œil de la curiosité sont peut-être les plus heureux.

Il n'était pas toujours facile de voyager même aux environs de Naples ; les brigands infestaient les grands chemins. J'ai manqué de voir beaucoup de curiosités (1)

(1) Je regrette surtout de n'avoir pu visiter le champ de bataille de Cannes sur les bords de l'Ofanto. J'ai considéré comme un malheur de n'avoir pu mettre à exécution mon projet de voyage en Calabre, pour lequel je m'étais fait un itinéraire d'après Strabon, M. de Non et M. Swinburn. Il me parut cruel d'habiter aussi longtemps le royaume de Naples et de ne connaître ni Métaponte, le berceau des pythagoriciens ; ni Monteleone, l'antique Hipponium, fondée par les Phéniciens ; ni Tarente, dont la soie était si renommée ; ni Sybaris, qui a légué son nom aux voluptueux de tous les



à cause du peu de sûreté des routes. Le Roi et le ministre de la police générale s'opposaient toujours à mes projets d'excursions un peu lointaines. Je n'étais point à Naples en simple voyageur ; j'y étais revêtu d'un caractère public, et il fallut me soumettre à leurs avis, d'ailleurs dictés par la prudence. Peu s'en fallut, en effet, que le prince de la Torella et moi ne fussions enlevés près de Monte-Sarchio, en allant visiter Bénévent et les Fourches Caudines.

Bénévent, dont l'existence remonte aux temps fabuleux, est bien moins étendue qu'autrefois. Sa population est de treize mille habitants ; tout le duché en contient dix-sept mille. Jeanne II en avait donné l'investiture au duc de Sforza, son amant. Napoléon en donna la principauté à M. de Talleyrand, qui ne le servait pas de si bon cœur. Il appartenait à la destinée singulière du prince de Talleyrand de se faire représenter par un juif, M. Beer, qui gouverna pour lui et qui, bien qu'enfant d'Israël, était très aimé à cause de son désintéressement. Il avait des connaissances et de l'esprit, et défendait fort bien les intérêts de son maître. La Restauration, en assurant la restitution de la principauté de Bénévent aux Bourbons de Naples, a rendu à M. de Talleyrand le service de lui éviter d'employer plus longtemps un représentant. N'ayant plus le bénéfice, il n'a pas même voulu conserver le titre d'une

ages ; ni Brindisi, ni Locres, ni Crotone, la patrie de Milon ; ni Scylla, chantée par les poètes et trop bien connue des navigateurs ; ni enfin tant d'autres lieux fameux par les batailles que s'y livrèrent les Grecs, les Romains et les Carthaginois. Je remis à des temps plus calmes l'exécution de mon projet ; le tourbillon des événements politiques m'a éloigné peut-être pour toujours de l'Italie, et il faudra probablement me contenter du peu que j'ai vu.

principauté, usurpée pendant son ministère sur la Légitimité.

Le palais de l'archevêque est très étendu et agréablement situé. Le prélat d'aujourd'hui, chez qui j'ai logé, est un homme instruit et aimable ; il a été nonce à Paris avant la Révolution. Je comparai sur les lieux les différentes versions concernant l'emplacement des Fourches Caudines. L'armée romaine, qui passa sous le joug des Samnites, venait de Caserte, lorsqu'elle se dirigea par Maddaloni vers Luceria, pour secourir cette ville alliée des Romains, que l'on croyait assiégée par les Samnites. En général, on suppose les Fourches du côté d'Arpaja (1) ; je les placerais plutôt, avec Cluverius, aux environs de St-Agatha de Goti. Là, le terrain se resserre en une véritable gorge, qui se ravine entre des rochers à pic, et cette disposition était favorable au succès des Samnites cernant les Romains dans un couloir dont les deux issues étaient gardées.

A mon retour à Naples, M. Salicetti nous apprit le danger que nous avions couru. Nous n'avions échappé que de quelques instants à des brigands, qui nous avaient attendus dans un ravin de Monte-Sarchio jusqu'à trois heures ; nous n'y passâmes qu'à trois heures et demie, grâce à un bon déjeuner que le prince de la Torella avait fait préparer et au retard des chevaux de poste. En 1809, le danger avait diminué, et j'allais souvent sans escorte visiter les environs pittoresques de Caserte.

(1) M. le colonel Fleuri, gouverneur des pages du roi de Naples, qui m'avait accompagné à Bénévent, fit un dessin charmant des environs d'Arpaja, où l'on voit Forchia et le rideau derrière lequel l'on veut que les Samnites se soient mis en embuscade pour cerner les Romains.

Après la prise de Capri, M. de Bibicoff, ministre de Russie, et moi, nous fîmes la partie d'aller visiter toutes les îles qui bordent le golfe de Naples. Ischia offre un séjour charmant. On y passe volontiers un mois. La vue sur le mont Epomeo est magnifique. Pendant la saison des eaux, la société est agréable. On fait beaucoup de courses à âne. On va visiter Procida, qui en proportion de son étendue est peut-être l'île la plus peuplée du monde, puisqu'on y compte treize à quatorze mille habitants. Les Anglais et les Hollandais achètent tout le vin d'Ischia ; les premiers l'aiment parce qu'il est fort ; les derniers le mélangent avec les vins légers de France et fabriquent par ce mélange leur prétendu vin de Bordeaux.

L'île de Capri, célèbre par l'odieux souvenir de Tibère (1), est presque inaccessible. Une seule anse est abordable pour les grandes barques, et l'approche en est défendue par des batteries. C'est pourquoi l'attaque et la prise de cette île, en 1808, furent une opération des plus audacieuses. On sait que le roi Joachim, dès son arrivée, s'était aperçu du danger qu'offrait, pour le repos de la capitale et la sûreté de la cour, l'occupation de Capri par les Anglais. Instruit par ses espions que la garnison allait être relevée, qu'une partie des troupes était déjà partie pour retourner en Sicile, et que la tempête avait éloigné les vaisseaux qui amenaient les troupes de remplacement, il fit embarquer spontanément deux mille hommes avec des vivres et des munitions sur

(1) On y montre sur le haut des rocs quelques masures que l'on prétend être les ruines d'un des palais de Tibère. L'on a transporté à Naples beaucoup de mosaïques d'un autre palais, situé au bord de la mer à la pointe S.-E. de l'île.

toutes les barques que l'on put réunir ; il en donna le commandement au général Lamarque, officier distingué, qui exécuta le débarquement avec autant d'audace que de célérité. Les Anglais, au nombre de huit cents, après avoir été repoussés, se renfermèrent dans le fort, où ils tinrent plusieurs jours. L'escadre ennemie parut, mais, ce qui sembla étonnant, elle ne tenta rien pour sauver l'île. On crut, en général, que la police de Naples s'était assuré des intelligences parmi les officiers de la garnison anglaise.

La partie orientale de Capri ne communique avec la partie occidentale que par un escalier coupé dans la pierre et qui serpente le long des rochers escarpés. Lorsqu'on est parvenu au haut du plateau, on se croit transporté dans un autre hémisphère. De riants paysages et des champs bien cultivés forment un contraste frappant avec les rochers arides qui s'offrent à la vue du voyageur arrivant de Naples (1).

Quittant Capri, nous allâmes débarquer à la pointe de Campanella. La traversée est courte, et il est facile à voir que Capri a appartenu anciennement à la terre ferme. Nous passâmes par Sorrente, dont le veau est si bon et si renommé. Nous y visitâmes la maison du Tasse. M. Apostool, mon secrétaire d'ambassade, en fit un dessin, plus comme hommage pour le poète qu'à cause du bâtiment même, qui n'offre rien de remarquable. Toute la côte de Sorrente est d'une richesse surprenante en arbres fruitiers et semble un véritable

(1) Capri fournit des fruits et du vin excellents. Ce dernier est à comparer au madère. Les cailles y abondent dans les mois de juillet et d'août, et forment une grande partie des revenus de l'évêque, qui s'en fait apporter à Naples, où pour l'ordinaire il fait sa résidence.

paradis terrestre. L'oranger, le citronnier et le grenadier y fleurissent sans cesse. Les étrangers y font souvent des parties de campagne, et visitent en même temps Castellamare, qui est un des chantiers de la marine royale. Non loin de là, sont les ruines de la ville de Stabia, enterrée sous les cendres du Vésuve. Pompéi déterrée de dessous ces mêmes cendres, et les galeries sous Portici, par lesquelles on arrive à l'amphithéâtre d'Herculanum, ont été si souvent décrites, que je ne me hasarderai pas d'en parler en détail.

Lorsque les Anglais et les Siciliens menacèrent, en 1809, de faire une invasion dans le royaume de Naples, le roi Joachim avait réuni sa garde et quelques autres troupes aux environs de Salerne ; le quartier général était à La Cava. J'y restai plusieurs jours, et je mis ce temps à profit pour visiter une partie du pays qu'occupèrent les Samnites. Salerne, Amalfi, Vietri, Nocera de' Pagani sont autant de lieux riants et pittoresques. La Cava offre surtout une riche moisson aux peintres. J'y fis plusieurs croquis dont j'ai ensuite fait faire à Naples de jolis dessins par M. Lagatha, qui a un talent tout particulier dans ce genre. La course la plus intéressante pour moi fut celle à Pæstum (4), où je restai deux jours chez M. Bellelli, commandant la garde nationale du district, homme instruit et fort obligeant. Depuis longtemps l'ennemi nous avait menacés d'un débarquement soit en Calabre, soit à Naples. Il crut que toutes les troupes françaises avaient quitté le

(4) Pæstum, fameuse par ses belles roses, n'a plus que des ronces et des épines. Les Sirènes, si dangereuses pour les Grecs (suivant Strabon), n'y arrêtent plus les voyageurs. Il n'y a que six maisons dans l'enceinte de la ville, dont l'une appartient à M. Bellelli.

royaume pour renforcer l'armée du Vice-roi contre l'archiduc Jean. Il ne restait, en effet, que bien peu de forces disponibles quand la flotte anglo-sicilienne apparut sur les côtes de Calabre. Le Roi ayant désiré que je l'accompagnasse dans cette expédition, j'avais suivi Sa Majesté à La Cava, où le quartier général s'était d'abord établi, comme l'on s'attendait à un débarquement du côté de Salerne. Le grand maréchal du palais m'avait écrit le 18 juin de m'y rendre au plus tôt; mais, le 23, nous en revînmes parce que tout le convoi avait dépassé Capri et s'était mis à l'ancre près d'Ischia. M. Salicetti, qui était parti peu de jours auparavant afin de présider aux changements projetés dans Rome, revint en hâte, après avoir fait partir le Saint-Père pour Florence et de là pour Gênes.

M. Salicetti avait été au delà des ordres de l'Empereur, mais il avait cru devoir trancher dans le vif en un moment difficile. Le Pape avait lancé l'excommunication contre l'Empereur et ses ministres; à Rome, on savait que la bataille d'Essling avait été pour le moins douteuse; au moindre signe de faiblesse on risquait une révolte qui, vu l'apparition de la flotte de Sicile, pouvait se propager dans toute l'Italie. Le général Miollis inclinait à temporiser; mais M. Salicetti avait donné l'ordre formel au général de gendarmerie Radet d'enlever Sa Sainteté et de la faire partir, ce que cet officier exécuta strictement. Il n'y avait eu dans Rome aucun mouvement. Une grande consternation régnait parmi le clergé, et une grande stupeur avait frappé les autres habitants.

Tandis que la flotte ennemie quittait les parages de Salerne pour cingler vers la côte de la Terre de Labour,

puis se mettre à l'ancre sous Cumès, j'étais revenu à Naples avec le Roi, suivi par toutes les troupes qu'on avait réunies à La Cava. Sa Majesté me dit qu'elle ne partirait qu'avec l'armée, et qu'en cas de retraite, le colonel Levron et moi l'escorterions. On s'attendait à chaque instant à une attaque. Au palais, tout était emballé, et les équipages de la Reine étaient prêts à se mettre en route. Cependant, par les rapports des espions, nous étions avertis qu'une grande mésintelligence régnait entre le prince royal, le général Stuart et le prince de Hesse. On calcule qu'il y avait quatorze mille hommes de troupes à bord des vaisseaux, parmi lesquels il n'y aurait eu que six mille Anglais.

De son côté, le Roi avait réuni là environ douze mille hommes. Le général Partouneaux en commandait sept mille dans les Calabres ; la garnison de Gaète en comptait trois mille, et le Roi avait envoyé à la réserve de six mille hommes l'ordre de se mettre en marche de Rome sur Naples. Le général Le Marois, aide de camp de l'Empereur, était arrivé.

J'avais été à cheval toute la journée du 24, et M. Salicetti, revenu le 18, m'invita à le suivre la nuit à Cumès, d'où nous pouvions étudier les mouvements de l'ennemi. Celui-ci, qui n'était resté que vingt-quatre heures au mouillage de Cumès, s'était rallié dans le canal de l'île d'Ischia, et il occupa cette île et celle de Procida qui ne se défendit pas. Des hauteurs de Cumès nous examinâmes longtemps cette forêt de mâts qui paraissait si menaçante pour Naples. M. Salicetti me dit : « Ils sont encore plus indécis que nous. C'est ce qui nous sauvera. » L'événement a prouvé qu'il avait raison.

Nous eûmes cependant une assez forte alerte. Une

flottille napolitaine qui revenait de Gaëte et comptait sur la protection des canons de Procida pour rentrer à Naples se trouva au contraire sous le feu de l'ennemi, et, pour lui échapper, elle dut se réfugier sous les batteries de Miniscola, où le Roi s'était rendu, et s'échouer sur la côte. La canonnade de Miniscola força les frégates de l'ennemi à reprendre le large; elle lui brûla un brick; mais en même temps il tenta un débarquement partiel et fut culbuté dans la mer par les troupes portées le long de la côte. Les Suisses se sont distingués en cette occasion. Je me rappelle d'autant plus cette journée que ce fut à Miniscola que le Roi me décora du grand cordon de son ordre. Le Roi, cependant, malgré toute sa bravoure, fut tout aussi indécis que le prince royal de Sicile. Avec un peu plus d'audace, ce prince rentrait triomphant dans la résidence royale de ses pères. Ce ne fut pas contre le Roi que vint échouer l'expédition, car Sa Majesté avait perdu la tête; ses dispositions étaient mauvaises et vacillantes. La fortune de la cour de Palerme vint se briser contre la fermeté et l'audace de la sœur de Napoléon. Elle seule, avec M. Salicetti et le général Pamphile Lacroix, chef d'état-major de l'armée, opposa un grand caractère à l'orage. Le régiment suisse peut également citer avec honneur l'antique champ Phlégréen (1); il y combattit avec gloire pour une cause étrangère; ses serments seuls furent l'aiguillon qui le porta à faire des prodiges de valeur. Le roi Joachim m'apparut, en ce jour, peu fait pour être placé en première ligne. L'événement a prouvé qu'il était, comme presque tous les alentours et élèves de Napoléon,

(1) La Spiaggia di Miniscola, où s'était passé le combat.



fait pour lui obéir et exécuter ses projets, mais inhabile à se diriger seul. Quant à l'ennemi, tout avait concouru à lui ouvrir la voie du succès : le fort de Procida rendu par trahison, la flottille napolitaine dispersée, et cependant il n'attendit pas même la nouvelle de l'armistice pour s'en retourner en Sicile, après avoir fait sauter les forts d'Ischia et de Procida. On a dit que la nouvelle de la bataille d'Essling, annoncée à Naples comme une victoire pour le parti français, l'intimida. De plus, les chaleurs excessives l'incommodaient beaucoup ; une partie de ses chevaux étaient morts, et les vaisseaux de guerre devaient mettre à la voile pour aller ailleurs se procurer de l'eau, l'île, qui est toute volcanique, n'en offrant que peu. En outre, les Anglais étaient fort mécontents de l'idée qu'ils seraient obligés de nourrir les habitants, dont le nombre monte à soixante mille et qui en temps de paix tirent leurs subsistances de Naples.

En Calabre, pendant ce temps, les habitants, loin de se révolter, s'étaient armés pour la défense du pays et avaient demandé des officiers au général Partouneaux pour les conduire. Trois régiments anglais avaient débarqué à Scilla et faisaient déjà le siège de cette place ; le Roi fit tout d'abord faire un mouvement rétrograde à la division du général Partouneaux, et l'ennemi se rembarqua avec une telle précipitation, qu'il laissa une partie de son artillerie de siège, beaucoup de munitions et environ deux cents prisonniers, abandonnant, en outre, un petit corps de cavalerie de deux cents hommes qui faisait une incursion dans l'intérieur. Le général Partouneaux fit sauter le fort et les magasins de Scilla ; cette mesure de nécessité fit beaucoup de

peine au Roi, mais il savait qu'il n'y avait que ce moyen extrême pour empêcher l'ennemi de s'en emparer.

L'échec du coup de main dirigé par le prince royal de Sicile, et la certitude de ne plus être inquiété du côté de la haute Italie, décidèrent le roi Joachim à commencer une expédition dont il était question depuis longtemps, mais que la prudence et le manque de moyens matériels avaient fait ajourner. Je veux parler de la conquête de la Sicile. Le mariage de l'Empereur avec l'archiduchesse Marie-Louise lui avait beaucoup déplu, et l'alliance avec l'Autriche lui portait ombrage. Il craignit, avec raison, l'influence que pouvait avoir sur l'Empereur la parenté de la nouvelle impératrice avec la reine de Sicile, car il avait opiné dans le conseil de famille pour l'union avec une princesse de Russie, et il s'était déchaîné avec véhémence contre l'union avec l'archiduchesse. La Reine, quoiqu'elle eût été envoyée à Branau, au-devant de sa belle-sœur, n'avait point su la captiver; elle en était même mal vue. Elle avait trop de pénétration pour ne pas pressentir le double danger que courait sa couronne, soit par l'incorporation à la France, ce projet favori de Napoléon, soit par l'abandon de la Sicile en faveur de la nouvelle tante de l'Empereur. Elle en prévint son mari, qui lui garantit le succès de l'expédition; mais, lorsqu'elle revint à Naples au mois de juillet, il ne me fut pas difficile de lui prouver la presque certitude de la non-réussite. J'en avais fait l'objet de longs rapports à Son Excellence M. Roell, ministre des affaires étrangères de mon gouvernement (1). Sans flotte mili-

(1) J'avais exposé dans ma lettre du 4 mai 1810 qu'il faut une escadre très forte pour couvrir le convoi, qui ne peut partir, s'il est considérable, que de Naples même, vu qu'il n'y a aucun autre

taire, sans transports autres que de petites barques, sans grandes ressources ni en vivres ni en munitions, pouvait-on réussir en une expédition qui devenait d'autant plus hasardeuse si on n'était maître de la mer? A Naples, quoiqu'on n'osât point s'en expliquer ouvertement, vu que la police inquisitoriale pesait jusque sur les pensées, il n'était pas difficile de découvrir que l'opinion publique considérait cette expédition comme un coup de désespoir, inspiré par la crainte qu'une paix prochaine avec l'Angleterre ne changeât la face des affaires et n'ôtât au Roi l'espoir de se voir en possession de cette moitié intéressante de son royaume. Malheureusement, quand la Reine fut revenue et que je pus lui faire part de tous ces doutes, il n'était plus temps. Déjà le Roi se débattait en Calabre contre les Anglais et les Siciliens, et, ce qui était plus difficile à vaincre, contre les éléments, la trahison, le manque de vivres et le découragement de ses soldats.

Au lieu de profiter, comme on l'avait cru, du mariage de sa petite-nièce avec l'Empereur, la reine Caroline

port jusqu'à Reggio, et, excepté Tropea, il n'y a point de station ou lieu de rassemblement un peu sûr, même pour les petits navires. Les courants dans le détroit de Messine rendent la traversée pour le moins extrêmement difficile, surtout en présence de l'ennemi, et si on veut y tenter le passage, on est exposé, pour ainsi dire avant même de mettre à la mer, au feu de l'ennemi, puisque les boulets de trente-quatre lancés des batteries les plus avancées, sur la côte de Sicile et notamment du phare de Messine, dépassent les batteries établies sur la côte de Calabre.

L'histoire nous apprend que de tout temps cette conquête a été fort difficile quand on n'est pas maître de la mer, puisqu'il n'y a presque point de chemins de communication dans l'intérieur, et que, quand bien même on s'emparerait de Messine et de Palerme, on ne pourrait point faire arriver par terre l'artillerie nécessaire à former le siège des places situées sur la côte méridionale et du côté de l'est.

en avait accueilli la nouvelle avec indignation; elle n'avait pas voulu faire la paix, et l'Empereur avait alors consenti à ce que son beau-frère tentât l'expédition.

Il ne croyait pas au succès, mais, il espérait qu'un coup de main hardi contre la Sicile servirait de diversion en faveur de Corfou. Cette île était cernée de près; le général Donzelot réclamait du secours en troupes et en vivres, et le projet était d'y faire passer le régiment d'Isembourg, qui fut remplacé à Ischia par celui de la Tour d'Auvergne.

L'Empereur, en envoyant des troupes, les avait placées sous le commandement du lieutenant général Grenier, qui devait jouer surtout le rôle de conseil. Pendant plusieurs mois nous avons vu se faire les préparatifs; des convois d'artillerie, de munitions et de vivres filaient continuellement le long de la côte, et, au grand étonnement des Napolitains, les Anglais les inquiétaient rarement. Ils attendaient peut-être que toute l'expédition fût réunie pour tâcher de la détruire en un seul coup, ce qui était possible, puisque de Naples jusqu'en Sicile elle n'avait pour ainsi dire point d'abri, n'ayant aucun port assez commode pour se retirer. L'expédition eut le sort qu'on en avait attendu. Le Roi — parti pour la Calabre le 16 mai — y livra des combats partiels, où lui ainsi que les généraux sous ses ordres montrèrent tout le courage et l'intrépidité imaginables; mais les éléments contrarièrent les vœux du prince, et en outre tout prouva que ses moyens n'étaient pas suffisants. Le général Grenier, qui était là comme le Nestor des troupes françaises, s'opposa à leur embarquement, quand il vit jusqu'où pouvait aller l'imprudente valeur de Joachim. Il montra les pleins pouvoirs de l'Empe-

reur. Le Roi, dans le premier instant de sa colère, les déchira; mais, revenu à lui-même, il s'aperçut trop tard que Napoléon, en lui permettant d'essayer l'expédition, n'avait point cru à la réussite.

Il revint à Naples, le cœur navré d'avoir dépensé inutilement ses trésors, d'avoir sacrifié sa marine, d'avoir perdu une grande partie de son artillerie et ses meilleurs soldats, et de se voir pour ainsi dire joué par son beau-frère. Murat était Gascon, pas méchant de premier abord, mais haineux et vindicatif. Il ne m'a jamais pardonné d'avoir désapprouvé l'expédition, et Napoléon, en contrecarrant son projet favori de la conquête de la Sicile, ou du moins en ne le soutenant point avec ardeur, a préparé la défection future d'un prince qui voulait absolument être roi indépendant.

### CHAPITRE III

Tandis qu'à Naples on ne rêvait que conquête, l'horizon politique de l'Europe commençait à s'obscurcir. L'empereur Napoléon n'était guère plus prudent ni plus prévoyant que son beau-frère Murat. Il est vrai que les souverains de l'Europe, hormis le roi d'Angleterre et le Sultan, s'étaient prosternés à ses pieds; l'empereur de Russie était venu lui rendre hommage à Erfurt; le roi de Prusse tremblait pour son trône, et l'Autriche n'avait cru pouvoir conjurer les orages qui la menaçaient qu'en offrant une archiduchesse comme gage de son alliance et de sa fidélité. Mais ce dont peu de personnes s'apercevaient encore en 1810, c'est que les peuples, à force d'être froissés, commençaient à sentir leur humiliation. A Paris, on ne fit point attention aux suites que pouvaient avoir et l'élan de la nation espagnole et les révoltes partielles en Allemagne. La levée de boucliers du major Schill (1), quoique bientôt comprimée, avait laissé un germe qui se développait secrètement. La Prusse n'osa ni avouer publiquement, ni soutenir sous main cet élan imprudent; peut-être

(1) Fameux partisan qui fut défait et tué par les troupes hollandaises sous les ordres du général Gratien.

aussi la crainte d'une révolution démocratique arrêtait-elle la cour de Berlin. Les cabinets de l'Europe, loin d'être unis, se desservaient mutuellement par des dénonciations sans fin, ce qui laissa croire à Paris qu'on pouvait combler impunément la mesure de l'iniquité. Effacer un peuple de la liste des États souverains ne coûtait qu'un décret, et la menace en était répétée à chaque récrimination un peu énergique et même à la moindre représentation. Mais déjà le peuple espagnol avait donné l'exemple, et, trois ans après, cet exemple devait produire un bouleversement total dans la situation de l'Europe. Ce qui prouve, selon moi, pour le caractère des nations européennes, c'est qu'elles reconquirent leur indépendance nationale et qu'elles forcèrent pour ainsi dire leurs princes à les seconder dans cette œuvre sainte et à abandonner l'idole devant laquelle elles avaient plié si longtemps le genou. Bien mieux, elles oublièrent les erreurs de ces mêmes princes et continuèrent à leur prodiguer un attachement et une soumission sans bornes.

Mais ces réflexions m'entraînent trop au-devant des événements. Je vais abandonner Naples, cette terre si souvent ensanglantée par ceux qui y exercèrent la toute puissance, et j'arrive au moment où l'incorporation de la Hollande au vaste Empire français mit un terme à mon existence politique dans ce royaume.

La guerre d'Espagne donnait beaucoup de soucis à l'Empereur, qui disait au duc de Bassano dans ses moments de bonhomie : « Nous nous sommes trompés sur l'Espagne. » Il voulait bien que son favori partageât son erreur ; mais, tout en conservant aux yeux du public sa jactance ordinaire, il montrait trop d'hu

meur pour ne pas laisser voir combien il prévoyait peu une issue heureuse.

D'un autre côté, sa brouille avec le Pape et l'incorporation de Rome avaient plus aigri les zélés catholiques de France que les Romains mêmes; car ceux-ci avaient fini par y gagner, délivrés qu'ils étaient du gouvernement monacal, le plus affreux des gouvernements parce qu'il est le plus égoïste. Mais les nobles de Rome étaient furieux; ils entretenaient le peuple dans la haine contre les Français; tout le monde, même les jacobins, criait à l'ingratitude, et M. Salicetti disait : « L'empereur Napoléon était le seul souverain qui ne pouvait point se permettre l'expulsion du Saint-Père sans se couvrir d'infamie et de l'opprobre de l'ingratitude. »

Toutes ces circonstances embarrassaient furieusement Napoléon (1), et sa famille se ressentait de sa mauvaise humeur. En 1810, tous ses frères et sœurs étaient mal en cour. Jérôme et Louis avaient, à la vérité, la manie de se regimber contre ses ordres et prétendaient avoir une volonté à eux; ils se croyaient rois, et ils n'étaient tout au plus que des préfets, oubliant les intérêts de la France et voulant avoir des intérêts à eux ou à leur pays. « Où est l'ambassadeur de ce roi qui croit avoir trouvé son royaume dans le testament de son père? » demanda Napoléon en pleine audience à Saint-Cloud. C'est sur ce ton qu'il parlait du général Morio, grand écuyer de Westphalie, envoyé en mission par le roi Jérôme, et il le chargea de rapporter à son

(1) Il chercha malheureusement à distraire l'attention des Français, et, ne sachant plus comment s'en tirer, il tomba de fièvre chaude en haut mal et exécuta son invasion en Russie.



maître que « s'il continuait son système d'opposition, il serait reconduit de sa capitale à Paris par une brigade de gendarmerie ».

Joseph offrit plus d'une fois d'abandonner le trône d'Espagne. Son autorité y était nulle, et les généraux français avaient ordre de ne pas lui obéir, en même temps que les receveurs généraux avaient défense de verser dans ses caisses le produit des domaines de la couronne ; tout l'argent était envoyé en France. C'est sur cela que la cour de Madrid a basé ses réclamations en 1815.

Joachim était le plus soumis ; il était souvent grondé, menacé de l'incorporation de son royaume, traité comme un sous-lieutenant ; mais, comme guerrier, Napoléon avait encore besoin de lui, et, pour cela, il le ménageait un peu afin de ne pas le décourager. La Reine réconcilia plus d'une fois son mari avec son frère ; elle-même fut souvent bien malmenée par l'Empereur ; mais, avec de l'esprit et de l'intrigue, elle s'en tirait toujours assez bien.

Louis avait été obligé de céder une partie de son royaume. On lui en demandait encore, et l'Empereur le tourmenta tant qu'à la fin il prit le parti d'abandonner la Hollande. Il abdiqua en faveur de son fils, sous la régence de la reine Hortense, avec qui il était mal ; mais il se flattait, par ce moyen, de conserver le royaume à sa lignée. Lorsque Napoléon eut ouvert la lettre par laquelle son frère lui faisait part de cette résolution, il dit au général Vichery qui en était porteur, mais qui n'avait pas été mis dans le secret : « Si je me doutais que vous eussiez connaissance de la nouvelle que vous m'apportez, je vous ferais fusiller. » Il était hors de lui,

et, dans le premier mouvement de sa fureur, il fit décréter l'incorporation de la Hollande à la France. Il s'en repentit le lendemain, mais c'était trop tard. Le *Moniteur* avait parlé à l'Europe, et les pleurs de Joséphine et d'Hortense ne servirent qu'à obtenir le grand-duché de Berg pour le petit Louis.

J'avais prévu à Naples, quand j'y résidais comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, que plus tôt ou plus tard la catastrophe arriverait; j'avais vu de trop près la marche du roi Louis et la fureur de l'Empereur pour y être trompé; j'avais conseillé bien des fois au roi Louis, dans les conversations familières que j'avais eues avec lui, de temporiser, de ne pas sacrifier tout le royaume aux intérêts de quelques maisons de commerce d'Amsterdam et de Rotterdam; non pas que je n'eusse vu et conçu combien le système de Napoléon était désastreux pour la Hollande; mais il aurait fallu choisir, entre deux maux, le moindre. Gagner du temps était beaucoup, et les hommes prévoyants envisageaient déjà l'existence colossale de Napoléon comme devant être très éphémère. Allant toujours de plus fort en plus fort, il y avait à parier qu'il finirait par se casser le cou. Je l'ai prédit au roi Louis et bien souvent à la reine de Naples, qui avait la bonté de m'entretenir de temps à autre sur les événements de l'Europe, et quelquefois je l'ai vue trembler pour son tout-puissant frère, qu'elle aimait, mais dont elle connaissait l'ambition et le despotisme. Il est d'ailleurs impossible de prendre plus d'intérêt qu'elle ne prit au sort du roi de Hollande; elle me tenait au courant de ce qui le concernait, et, à son dernier retour de Paris, au mois de juin, elle m'avait dit que l'accommodement

entre les deux frères n'était que du plâtrage, et qu'il fallait s'attendre à une fin brusque et fâcheuse.

Aux premiers jours d'août arriva à Naples la nouvelle de l'incorporation. Je remis, suivant les ordres que je reçus, les papiers de la légation au chargé d'affaires de France, et je partis pour Paris. Je trouvai la cour impériale à Fontainebleau; tous les Hollandais y furent bien accueillis; on les cajola même; on faisait tout pour leur dorer la pilule. En mon particulier, je fus traité avec distinction. J'étais connu de l'Empereur et de sa famille; la reine de Naples et la reine Hortense, l'impératrice Joséphine et la princesse Pauline me portaient intérêt; le duc de Bassano, le maréchal Duroc avaient quelque amitié pour moi, et je retrouvai dans M. de Semonville (1) un ancien ami zélé et un bon conseil.

J'eus deux entretiens particuliers avec l'Empereur, qui roulèrent principalement sur les affaires de la Hollande. Je lui parlai franchement et lui dis que j'aurais donné jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour empêcher l'incorporation, mais qu'aujourd'hui qu'elle était faite, je le servirais fidèlement. Il se fâcha d'abord et me dit : « Vous n'êtes donc pas bon Français? — Sire, je n'ai jamais ni prétendu ni désiré l'être; il y a longtemps que je prévoyais ce qui est arrivé. J'ai déploré la conduite du Roi : elle vous a porté à ce grand coup; la chose est faite; je vous servirai fidèlement. — Je sais, me répondit-il, que vous avez toujours donné de bons avis à mon frère Louis; mais aussi il n'a plus voulu de vous, et il vous a envoyé à

(1) Il avait reçu un siège au Sénat en 1805 et avait été nommé comte en 1808. (Éd.)

Cassel et puis à Naples. Où est votre père? Il a été de tout temps l'ami de la France. » Puis, prenant le ton de la plaisanterie : « Et que fait Mme S...? Est-elle toujours jolie? Ne lui avez-vous pas fait la cour? Elle doit se faire vieillotte ; mais nous la verrons bientôt à Paris. » Peu de jours après cet entretien, il me fit demander par M. de Montholon, alors son chambellan, des notes sur les hommes les plus marquants de la Hollande, avec ordre de n'en parler à qui que ce fût. La plupart de ceux que j'ai recommandés ont été choisis ensuite pour le conseil d'État et le Corps législatif. La cabale en a éloigné quelques-uns.

M. de Semonville eut à lui seul la nomination des sénateurs ; cette affaire fut conduite avec un grand secret, et le 31 décembre personne ne les connaissait encore. L'amiral Verhuell se flatta jusqu'au 28 décembre d'obtenir cette place pour son frère (1) ; il dit même à l'Empereur qu'il craignait qu'on n'eût surpris sa religion, ce qui eut pour résultat que Napoléon envoya chercher le décret chez le duc de Bassano, à qui il le rendit le soir même. Il n'avait fait d'autre changement que d'avoir mis le nom des militaires avant les civils ; il ajoutait : « Êtes-vous bien sûr que ce choix conviendra

(1) Né dans la Gueldre, il était capitaine de frégate quand éclata la Révolution ; il quitta le service jusqu'en 1804. A cette époque, Napoléon, préparant sa descente en Angleterre, demanda au gouvernement de Hollande un ancien officier pour commander la flottille hollandaise ; le frère aîné de M. Verhuell avait été désigné, mais il indiqua son frère cadet, qui fut élevé au grade de vice-amiral. M. C. H. Verhuell se distingua beaucoup dans la carrière. Il fut le négociateur principal de l'élection du roi Louis, qui le créa ministre de la marine, maréchal du royaume et comte de Sevenaar. Après l'incorporation de la Hollande, il servit la France. (Éd.)

aux Hollandais ? Avez-vous consulté Semonville ? » Lorsque je remerciai Sa Majesté de ce qu'Elle avait songé à mon père pour le Sénat, Elle me dit : « Que vouliez-vous que je fisse ? C'est le plus ancien magistrat de votre pays. Mon frère l'a maltraité, je le récompenserai. »

Je continuai à être bien accueilli, j'étais même souvent invité aux petits cercles de l'Impératrice, et l'Empereur s'y entretenait avec moi, mais il fut longtemps à fixer mon sort. Il songea à me faire conseiller d'État. Comme je lui avais dit que je préférais la carrière militaire, il finit, le 15 avril 1811, par me mettre en activité de service comme général de brigade, et il m'envoya à Hambourg auprès du maréchal Davout, prince d'Eckmühl. Le jour même où je prêtai serment, il me fit proposer, par le comte Daru, d'aller commander dans l'Ost-Frise et d'y avoir l'autorité civile jointe à l'autorité militaire. Je refusai cette marque de confiance, malgré les instances du comte Daru, parce que la révolte qui venait d'avoir lieu à Aurich rendait cette mission très difficile ; je ne tenais pas à commencer par faire fusiller de mes compatriotes, et il n'y avait pas moyen de l'éviter après tout ce qui s'y était passé. L'Empereur ne m'en voulut point ; il dit : « J'en suis fâché, il m'aurait convenu pour cette place ; il a des talents et de l'énergie ; mais, puisqu'il le préfère, qu'il s'en aille à Hambourg. »

Pendant les huit mois que j'étais resté à Paris, j'avais été un peu mêlé à la politique de l'Europe. Je voyais journellement le duc de Bassano, les princes Metternich et Schwarzenberg, le comte de Nesselrode, alors de nom seulement, secrétaire d'ambassade de Russie, mais, de fait, le conseiller de l'ambassadeur prince de Kourakin

et l'homme qui avait déjà la confiance de l'empereur Alexandre.

M. de Nesselrode se plaignit plusieurs fois à moi de ce qu'on n'obtenait aucune réponse du duc de Cadore. Ministre des affaires étrangères, M. de Cadore ne voulait pas même se charger des représentations de l'ambassadeur, et répondait : « Je n'ose pas dire cela à l'Empereur. » M. de Nesselrode observait qu'avec de telles manières on ne pourrait jamais s'entendre, et que la Russie et la France se brouilleraient faute d'explications ; il ajoutait : « Cependant ni vous, ni nous, n'avons besoin d'une nouvelle guerre ; si vous avez votre chancre en Espagne, nous avons le nôtre en Turquie ; nous faisons là une guerre aussi impolitique et désastreuse que vous dans la Péninsule. »

M. de Nesselrode désirait sincèrement le maintien de la paix ; s'il prévoyait bien qu'elle ne pouvait pas durer toujours, du moins cherchait-il à gagner du temps. Il me pria d'en parler au duc de Bassano, qui en parla tout de suite à l'Empereur. Le duc eut ordre de voir M. de Nesselrode, et ce fut après un premier entretien que Napoléon, furieux de ce que le duc de Cadore ne lui avait pas tout dit, le cassa aux gages. Il donna le portefeuille des relations extérieures à M. de Bassano, qui l'ambitionnait depuis longtemps, mais qui n'était pas fait pour la place. M. Maret céda par gloriole le poste de ministre secrétaire d'État au comte Daru, qui, bien plus fin et plus adroit, rit sous cape de ce que son antagoniste lui céda la place de confiance, celle qui rapprochait toute la journée du maître, alors que celle de ministre des affaires étrangères ne donnait que des jours et des heures fixes. Voilà comment l'ambition est souvent aveugle.

M. de Bassano était souvent, en ce temps-là, aussi extravagant que son maître. Causant un jour avec lui, je tâchai de lui prouver l'impossibilité dans laquelle l'empereur Alexandre était de maintenir le système continental, et je lui rapportais ce que le comte de Nesselrode m'avait prié de lui dire, à savoir que l'empereur Alexandre désirait sincèrement vivre en paix avec la France et qu'il tenait à l'amitié de Napoléon, mais qu'il ne pouvait faire la guerre à l'Angleterre. Le ministre me répondit : « La Russie n'a qu'à choisir, suivre entièrement notre système et, pour que nous en soyons assurés, nous laisser placer des douaniers français jusque dans Revel et Cronstadt ; mais dites au comte de Nesselrode que la moindre négociation avec l'Angleterre, c'est la guerre avec la France ». Et comme il ajouta : « Je le lui dirai moi-même aussi », je me dispensai de rapporter ces extravagances à M. de Nesselrode.

Les Polonais poussaient à la guerre ; toutes les nouvelles de Varsovie parlaient des préparatifs de la Russie, qui se plaignait avec plus de droit des provocations hostiles de la part des Polonais. Napoléon ne se croyait point encore en mesure ; c'est ce qui le fit temporiser.

Lorsque je partis pour Hambourg, l'Empereur me fit donner l'ordre de correspondre avec le duc de Bassano et de l'informer de ce que je saurais par le moyen de mes anciennes relations politiques en Allemagne. Cette commission pouvait présenter de grandes difficultés avec un homme inquiet et soupçonneux tel que le prince d'Eckmühl. Je n'ai eu cependant qu'à me louer de lui ; mais si je n'ai pas éprouvé de désagréments, cela n'a pas dépendu d'autres personnes, parmi lesquelles le sieur Réal, qui voulut un jour que le prince me fit arrêter et

qu'il examinât mes papiers. Il est vrai que j'y mis vis-à-vis du prince toute la franchise imaginable; car non seulement je lui dis l'ordre que j'avais (et l'Empereur l'en avait prévenu), mais je lui communiquai souvent mes dépêches; de son côté, il fut parfait, car bien des fois il me dit: « Je ne vois pas comme vous; j'écris tout le contraire; mais il faut que chacun de nous écrive comme il voit les choses. »

M. de Bassano m'a dit, dix-huit mois après, à Varsovie; « Vous avez été trop cruel prophète »; mais jusque-là on avait fait peu ou point d'attention à ce que je mandais, parce qu'on était encore aveuglé par la prospérité. Je marquais entre autres choses, de Rostock, que l'Allemagne était tellement aigrie par nos vexations que les peuples se révolteraient contre nous sans le consentement de leurs souverains pusillanimes; que dans le Mecklembourg et la Prusse l'ombre de Schill suffirait pour donner le signal; que, si nous éprouvions le moindre revers en Russie, nous risquions d'être coupés d'avec la France; que les Allemands se lèveraient en masse pour se soustraire à la domination française, et que ce feu s'étendrait jusqu'en Hollande. Je donnais aussi des détails curieux sur la Russie, sur l'intention formelle des Russes de tout brûler, de tout dévaster et de nous attirer dans un désert pour nous faire mourir de faim et de misère.

C'était déjà en 1811 que les choses s'annonçaient ainsi et que j'en adressais à Paris avis sur avis. Le duc de Mecklembourg avait un fils au service de la Russie; il lui avait écrit de donner sa démission; le jeune prince avait répondu qu'au contraire, il fallait se rattacher plus que jamais à la cour de Saint-Pétersbourg; que



les extravagances de Napoléon et sa domination finiraient avec ses projets contre la Russie, et que celle-ci délivrerait l'Allemagne de son joug. Un aide de camp du prince, qui arrivait de Saint-Pétersbourg, me fournit encore d'autres avertissements. Je les transmis fidèlement; mais le ministre et l'Empereur furent peu satisfaits de mes prophéties. Je regrette d'avoir perdu en Russie les copies de mes lettres. Toutefois je puis assurer que tel était le résumé de mes prévisions exprimées peut-être avec plus d'énergie. J'ai servi l'Empereur de bonne foi et je lui ai constamment dit la vérité, au risque de lui déplaire.

Le point sur lequel le prince d'Eckmühl et moi étions le moins d'accord concernait les intentions de la cour de Berlin. Il n'avait aucune foi dans les promesses ni du Roi ni de ses ministres; je lui abandonnais les ministres, mais je répondais du Roi, dont le caractère loyal et franc m'était connu. Je savais ce qui se passait à Berlin; mais la France voulait trouver des torts à la Prusse.

Napoléon détestait le Roi et songeait toujours à le culbuter. L'offensé pardonne, l'offenseur jamais. Né Corse et Italien, Napoléon n'était pas à même de concevoir comment Frédéric-Guillaume pouvait être franchement son ami et son allié. Les généraux français souhaitaient la guerre avec la Prusse pour obtenir des dotations. « Où voulez-vous que nous trouvions nos récompenses, si ce n'est en Prusse? » me dirent plusieurs d'entre eux « Sera-ce dans les déserts de la Russie que l'on nous fera des majorats? Vous n'êtes pas bon camarade si vous ne désirez pas l'invasion en Prusse, etc. » On verra que Napoléon eut bien de la peine à admettre

cette puissance dans son alliance, et certes il le fit contre l'avis du maréchal Davout, qui, jusqu'au dernier instant, espérait que nous la traiterions en ennemie. Cela n'empêcha pas qu'au reçu des ordres contraires de l'Empereur, il n'ait traité franchement avec mon beau-frère le général baron de Knobelsdorff, chargé par le roi de Prusse de prendre avec le maréchal les arrangements nécessaires pour la marche de l'armée par Stettin sur Dantzig.

Le prince d'Eckmühl est l'homme qui sait le mieux obéir et qui par là même a appris à commander. Jamais il n'y a eu un chef plus sévère pour la discipline, plus juste et s'occupant davantage du soldat, de son instruction et de ses besoins, et nul souverain n'a eu un serviteur plus fidèle et plus dévoué. Il n'a jamais gaspillé les ressources d'un pays. Deux fois il a pesé avec une main de fer sur la Prusse, la première après la paix de Tilsitt; et il fut chaque fois d'une dureté outrageante pour l'humanité; mais ce n'a jamais été l'intérêt qui l'a guidé; ses mains sont pures comme l'or; il se vengea seulement de l'accueil froid et humiliant qu'il avait reçu à Tilsitt de la part de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse; on lui avait persuadé que la reine de Prusse avait voulu le faire empoisonner, et il crut servir la cause de son maître et se venger en ne laissant à la Prusse que les yeux pour pleurer.

Jamais le maréchal Davout n'a rien pris pour lui. Il vivait de ses revenus à Hambourg, tandis qu'il faisait donner des frais de table aux généraux et aux colonels; il a toujours été le père de son armée; s'il a durement châtié les princes et les peuples ennemis de Napoléon, ceux-ci ne peuvent pas lui refuser l'éloge flatteur d'avoir

été partout sévère, juste et intègre. Il se faisait passer pour plus méchant qu'il n'était réellement; souvent bourru et malhonnête, quelquefois brutal; mais quand on parle de ses cruautés, on est en général injuste. Ceux qu'il a fait fusiller l'avaient bien mérité d'après les lois militaires de tous les pays, et le nombre en est bien petit en comparaison de celui des coupables. Que d'embaucheurs, que d'espions anglais sont venus à Hambourg, qui vivent encore! Et où en seraient Hambourg et toute la trente-sixième division militaire si, après la révolte de 1813, le maréchal eût fait exécuter les ordres de l'Empereur, ordres que le prince de Neuchâtel lui avait répétés dans plus d'une lettre? Pas un sénateur, pas un homme marquant du pays n'existerait. S'ils vivent, ils en sont redevables au prince d'Eckmühl.

Il a pris l'argent de la banque de Hambourg pour payer les troupes! Quel est le général qui n'en eût fait autant? Il a fait raser les maisons de campagne qui pouvaient favoriser l'approche de l'ennemi! N'était-ce pas une précaution nécessaire? Mais ce que beaucoup d'autres généraux n'eussent point fait, c'est qu'il a fait fusiller pendant le siège un soldat pour avoir enlevé de force un pot de beurre à une femme qui revenait du marché. Y a-t-il de sa faute si, lorsqu'il ramenait en France trente-cinq mille braves disciplinés, couverts de gloire, habillés, payés et contents, on n'en a point voulu; si on les a forcés de désertier et si on les a rendus ennemis des Bourbons à force de les humilier et de les maltraiter, du jour même où ils arrivèrent sur le territoire français? Cependant ces vieux soldats de Napoléon avaient non seulement pris la cocarde blanche, mais ils avaient déjà combattu sous la bannière des Bourbons, et ils avaient voulu

défendre Hambourg pour donner au Roi le moyen de ne rendre cette place importante qu'en compensation.

Moi aussi, j'ai eu des altercations avec le prince d'Eckmühl, et j'ai demandé au ministre de la guerre de quitter son corps d'armée avant la campagne de Russie. Je sais bien qu'il n'était pas toujours aimable, mais je serai toujours fier d'avoir servi sous ses ordres, d'avoir été chez lui à une école instructive, et si nous avions à refaire la guerre, je ne demanderais pas mieux que de servir de nouveau sous ses ordres. Ceux qui servent avec zèle sont certains d'obtenir son approbation. Avec lui on est sûr d'être bien commandé, ce qui est quelque chose, et de petits désagréments sont compensés par de grands avantages.

Il n'y avait pas longtemps que j'étais à Hambourg quand le maréchal m'envoya pour inspecter et opérer le tiercement du 111<sup>e</sup> régiment. Il s'agissait d'amalgamer les 4<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> bataillons, de manière que ces bataillons eussent autant de vieux soldats et sous-officiers que les autres bataillons, auxquels il fallait renvoyer des conscrits à juste proportion.

Cette opération demandait beaucoup d'attention, et, malgré les instructions détaillées que le chef d'état-major, le général d'Hastrel (1), nous remit, il y eut plusieurs généraux qui ne réussirent pas au gré du maréchal. Je fus assez heureux d'obtenir en cette occasion toute son approbation, et il me cita même aux autres. Ensuite il me donna le commandement de la deuxième brigade de la belle division du général

(1) Général de brigade en 1808, général de division en 1811. Peu de temps auparavant l'Empereur lui avait confié le commandement de la cinquième division militaire. (Éd.)

Friant (1), son beau-frère, et je commandai à Neu-Brandenbourg dans le Mecklembourg-Strelitz.

Le maréchal savait que je connaissais la Prusse ; nous n'étions qu'à quinze lieues de Berlin, et, si la guerre se fût alors déclarée, il est probable que j'aurais été le premier à marcher sur cette capitale, où j'avais résidé quatre ans comme ministre plénipotentiaire de Hollande et où j'avais beaucoup de relations. Les négociations en décidèrent autrement. Le camp de Rostock fut formé au mois de septembre (2) ; les troupes y entrèrent successivement le 8 et le 9.

Notre général de division Friant était un vrai manœuvrier ; pour le reste, homme de peu d'esprit. Toutes ses manières, quand il s'abandonnait un peu, se ressentaient de son premier état (il avait été simple grenadier aux gardes françaises). D'un beau physique, l'air martial, brave, il n'était pas méchant, mais détestait l'ancienne noblesse, quoiqu'il fût beau-frère du maréchal Davout et de la princesse Borghèse. Je ne fus pas toujours d'accord avec lui ; il me trouvait l'esprit trop diplomate, et je vivais plus honorablement que lui, autre motif de lui déplaire. Nous ne fûmes pas longtemps sans être foncièrement mal ensemble. Cependant, le tout alla assez bien jusqu'à Wilna, où nous eûmes, devant la

(1) Elle avait trois brigades. La mienne était la plus forte et allait à six mille quatre cents hommes, y compris deux mille deux cents Espagnols. Toute la division formait un corps de plus de seize mille hommes présents sous les armes.

(2) Le maréchal me destinait une autre mission importante, mais peu agréable, celle d'aller commander dans le département du Weser pendant le tirage pour la nouvelle conscription. Je fus assez heureux de m'en débarrasser, en faisant sentir au prince que je serais plus utile au camp de Rostock. Je lui indiquai le général Roussel, qui fut chargé de la corvée.

troupe, une discussion assez vive, après laquelle je lui déclarai que je le quitterais aussitôt que j'en trouverais l'occasion. Je dois lui rendre cette justice qu'il se conduisit en brave, et qu'il fit ensuite toutes les avances pour se raccommo-der avec moi. J'eus le tort de ne pas y répondre, ce qui l'aigrit de nouveau, et, à Moscou, l'Empereur, ayant pesé nos griefs mutuels, décida que je ne servirais plus sous ses ordres.

Les mois de septembre, octobre, novembre et la mi-décembre furent employés à instruire les officiers et les soldats. On ne se fait point d'idée de tout ce que l'on exigeait de nous. A peine avions-nous nos heures de repas libres. Des manœuvres, des exercices, l'examen des écoles régimentaires, des instructions particulières, des rapports sans fin; tout cela ne finissait pas. La journée était prise depuis cinq heures du matin jusqu'à six heures du soir. Jamais on n'a vu prendre autant de soin d'une troupe et l'obliger à une discipline plus sévère.

Le prince héréditaire de Mecklembourg vint nous voir. Apercevant les oies appartenant aux villages voisins qui se promenaient paisiblement dans le camp, il s'écria : « Voilà, messieurs, votre plus bel éloge. » Un mouchoir égaré donnait lieu aux perquisitions les plus sévères. Sur les moindres plaintes des habitants on punissait sans miséricorde. Les soldats eux-mêmes faisaient justice des conscrits. Les officiers supérieurs n'osaient quitter le camp et venir en ville qu'avec une permission de leur général de brigade. Nous étions là, l'artillerie comprise, plus de dix-sept mille hommes, et, pendant trois mois, nous n'avons pas eu un seul grand excès à punir.

J'avais dans le 33<sup>e</sup> régiment quinze cents soldats assez instruits pour être faits sous-officiers, dont plus de sept cents connaissaient le calcul décimal, les trois premières règles de l'arithmétique, les premiers éléments de fortifications de campagne, et dont trois cents auraient pu être placés comme secrétaires dans les bureaux d'un ministre. Il est permis de déplorer la perte de tous ces braves que la folie de Napoléon et l'imprévoyance du grand état-major ont bien plus fait détruire que le froid de la Russie. Ce ne fut que le 15 décembre que les troupes prirent les quartiers d'hiver, et ce ne fut pas pour longtemps. J'établis mon quartier général à Wismar, seulement avec deux bataillons, afin de ménager la ville. Les autres furent établis à Strelitz et dans d'autres petites villes et villages où ils furent bien traités, bien nourris et bien chauffés, et où nous maintenmes une discipline à toute épreuve. L'instruction fut continuée, et si les soldats eurent plus de repos qu'au camp, il en fut autrement pour les généraux de brigade. Quoique l'hiver fût fort rude et que les chemins fussent obstrués par les neiges, je fus continuellement à cheval, visitant mes différents cantonnements, et l'on verra bientôt quelle était l'exactitude dans toutes les parties du service.

Pas une ration de plus que celles qui étaient dues ne put être exigée; pour les moindres réquisitions arbitraires le requérant était tout de suite condamné à en payer le prix, et de plus il était puni, sans exception pour les hauts grades. Le général Dalton fut mis à l'ordre du jour et pour trois mois aux arrêts de rigueur pour s'être fait donner des frais de table non reconnus par le maréchal. Il a fallu cette sévérité pour faire supporter au Mecklembourg une charge beaucoup au-dessus de ses

moyens, ce dont on conviendra pour un pays qui avait à subvenir aux besoins de vingt mille hommes et six mille chevaux, et dont nous entravions tout le commerce. Il fut écrasé et ruiné. Mais ce qui pesa plus encore sur lui, ce fut le système continental (1) poussé au delà de toute mesure et les vexations des douaniers et des agents de police.

Le prince d'Eckmühl lui-même ne pouvait rien contre cette horde de brigands, avoués et soutenus par leurs chefs malgré les plaintes et les preuves de leur iniquité. Je conserve la correspondance, les rapports et les procès-verbaux sur la conduite tenue de mon temps à Wismar par deux juifs, fripons connus dans le pays, de vrais saltimbanques, que M. Lecocq, auditeur au conseil d'État et commissaire de police à Lübeck, envoya pour découvrir de soi-disant magasins de sucre et de café. Par toutes sortes de moyens ces fripons parvinrent à obtenir les aveux de quelques petits marchands boutiquiers qui avaient vingt-cinq à trente livres de café, neuf, douze ou quinze pains de sucre, et, après avoir reçu l'hospitalité chez ces malheureux, ils les dénoncèrent; ils firent enlever ces petites provisions sous prétexte que les propriétaires les vendaient et que c'était de la contrebande, et les pauvres habitants furent réduits à la misère et au désespoir. Je n'ai jamais pu obtenir justice de ces abominations, et, malgré les ordres du prince d'Eckmühl à qui j'en avais écrit, le vol n'a pas été restitué. Voilà un exemple entre mille. Qu'on ne s'étonne donc pas que

(1) Les revenus du Mecklembourg montaient en 1810, avant la clôture des ports, à 600,000 rixdales, y compris 40 à 45,000 rixdales de droits de sortie du port de Rostock. En 1811, toute exportation, telle que celle de l'orge pour la Suède et la Norvège, fut prohibée, et l'entretien des troupes françaises coûta 700,000 écus.



les autorités françaises fussent détestées dans ce pays, et que la nation allemande criât vengeance.

J'ose en appeler aux habitants de Wismar et à ceux de Greifswald, dont je vais parler à propos de notre incursion dans la Poméranie suédoise; ils pourraient dire si je n'ai pas fait tout ce qui dépendait de moi pour les soulager et pour leur faire rendre justice. Je l'ai fait par sentiment d'équité et parce que j'étais intimement convaincu que ne pas dénoncer les abus et ne pas les réprimer, en tant que cela dépendait de moi, c'était mal servir l'Empereur, à qui j'avais juré fidélité.

Quelquefois j'ai trouvé les habitants injustes et de mauvaise volonté. Et le magistrat de Wismar s'est conduit avec bien peu de délicatesse envers ceux de ma suite que j'avais laissés lorsque je partis inopinément pour la Poméranie. Le même magistrat aurait dû se rappeler ce que j'avais fait pour lui et pour la ville; mais il m'en voulait peut-être de ce que je l'avais forcé à faire numérotter toutes les maisons, ce qui l'avait empêché d'en favoriser quelques-unes et de les laisser sans logement militaire, comme cela s'était pratiqué jusqu'à mon arrivée. A Greifswald, on fut plus juste à mon égard et on me tint compte de mes bons procédés. Lors de mon départ, le magistrat m'offrit un cadeau assez considérable en or que je refusai. Il fut tellement surpris qu'au premier instant il crut que je ne trouvais pas la somme assez considérable, et le syndic bourgmestre me demanda en confidence combien je voulais avoir. A la vérité, les habitants furent peu aimables envers nous; mais, en bonne conscience, je ne pouvais leur en vouloir; car nous avons agi envers eux avec une mauvaise foi digne des Carthaginois, et

souvent j'ai été révolté des ordres que je devais faire exécuter. J'en citerai plus tard; commençons par notre invasion.

Le 13 janvier, je reçus l'ordre de me mettre en route le surlendemain; de prendre des mesures pour que tous mes bataillons cantonnés à douze et quinze lieues de distance fussent rendus, le 19, sur la Peene; d'entrer en Poméranie et de m'emparer de Grimmen et de Greifswald, bien entendu en protestant aux Suédois que nous n'arrivions qu'en amis et qu'ils auraient tort de vouloir s'opposer à notre marche, tout ce que nous faisons étant pour leur bien!!!

Le 29, à cinq heures de l'après-midi, mes trois colonnes se rencontrèrent au point indiqué. Ayant réuni toute ma brigade, je passai la Peene et, avant la nuit, j'arrivai à Grimmen, petite ville fort propre, mais qui fut encombrée de mes soldats. Il faut remarquer que nous étions en plein hiver; il était tombé beaucoup de neige; il faisait très froid, et cependant nous avons fait neuf à dix lieues par jour en traînant avec nous artillerie et bagages. Un de mes aides de camp, que j'avais envoyé en avant, m'ayant prévenu que les Suédois paraissaient vouloir se défendre à Greifswald, mais qu'ils n'étaient pas encore d'accord entre eux sur le parti qu'ils avaient à prendre, je me remis en route au milieu de la nuit avec six compagnies d'élite, et je les surpris à l'aube du jour; ils ne m'attendaient qu'à midi. J'invitai le colonel Norman à se rendre chez moi; je lui prouvai facilement l'impossibilité de se mesurer contre nous, mes soldats ayant ordre de faire main basse sur les Suédois au moindre indice de rassemblement. Le colonel se plaignit amèrement de l'inaction du général Peyron, sous les ordres de qui il se

trouvait, et à qui il avait écrit plus d'une fois pour l'engager de réunir toutes ses forces à Stralsund. J'étais peiné de la position dans laquelle je voyais ce brave officier, que j'avais connu à Stockholm et qui en appelait toujours à notre ancienne amitié. Je fis tout ce que je pus pour le calmer, pour lui montrer des égards, ainsi qu'à tous les autres officiers suédois ; mais les ordres que j'eus successivement à exécuter à leur égard furent trop durs et compliqués de trop d'astuce pour ne pas les indisposer violemment contre nous.

Ce n'est pas seulement parce que nous les invitations à se joindre à nous à la parade et que nous les placions à droite, ce qui était les déclarer nos hôtes alors que nous nous prétendions les leurs ; mais nous protestions sans cesse de nos intentions purement amicales, et successivement nous leur fîmes rendre leurs cartouches, sous prétexte que nos soldats n'en avaient également pas ; puis nous gardâmes le magasin de concert avec eux, et bientôt nous ne voulûmes plus de leurs factionnaires. Sous le prétexte qu'une escadrille suédoise croisait sur la côte, les officiers suédois furent consignés à l'intérieur de la ville ; ensuite arriva l'ordre de faire renvoyer tous les soldats poméraniens, sous prétexte que, appartenant à la confédération du Rhin, ils ne devaient point se retrouver dans des régiments proprement dits suédois. Enfin, le 5 mars, on combla la mesure en désarmant les Suédois mêmes. Le général Friant, ayant craint que je ne me prêtasse point à ce dernier acte d'iniquité, d'après la manière dont je m'étais expliqué sur le rôle indigne qu'on nous faisait jouer, chargea le major Maire de faire cette opération, aussitôt que je serais en marche pour Anklam. Nous avons fait

démâter tous les vaisseaux suédois et rechercher les armes de la milice chez tous les paysans et chez les bourgeois. On en avait fait autant à Stralsund et à Wolgast. Voilà pour le militaire.

Le civil ne fut pas plus ménagé. Le président de la régence, résidant à Stralsund, fut d'abord mis au cachot, puis expédié comme prisonnier d'État à Hambourg, d'où le prince d'Eckmühl le renvoya brutalement en disant qu'il n'avait rien à lui dire; et tout cela parce que ce vieillard n'avait pas voulu livrer les papiers de la régence, qu'il assurait avoir brûlés à notre approche, ce qui était probable et presque avéré. A Greifswald, on chargea deux officiers d'enlever avec effraction les papiers de la magistrature; toutes les postes furent violées et tous les paquets envoyés à Stralsund. C'était traiter la Poméranie en province conquise. Le prince d'Eckmühl détestait le prince de Suède, et il ne me semble pas douteux que ce sentiment ait provoqué, sinon notre entrée, du moins la manière dont nous nous sommes conduits.

Le prétexte de l'occupation était ce grand mot : la contrebande avec l'Angleterre; aussi, à peine fûmes-nous arrivés, que des douaniers, des commissaires examinateurs vinrent faire leur métier, je ne dirai point avec toute la rigueur possible, mais avec infraction à toutes les lois de justice et d'équité.

Les négociants poméraniens avaient acheté, l'année d'auparavant, beaucoup de marchandises coloniales vendues à Hambourg par ordre et pour le compte du gouvernement français; ils en avaient payé les droits, dont les acquits leur donnaient la liberté de les revendre. Ces acquits furent déclarés nuls ou faux, et voici com-



ment on s'y prit vis-à-vis du plus riche négociant de la ville de Greifswald. On lui demanda à examiner les acquits, on lui donna un reçu; puis on nia les avoir eus, le reçu étant déclaré et signé d'un homme sans mission. En conséquence toutes les marchandises, de la valeur de quatre-vingt mille écus, formant à peu près toute la richesse de ce négociant, furent confisquées et déclarées de bonne prise. Cela s'est passé sous mes yeux; j'avais vu les acquits, j'ai vu donner le reçu (1). J'en fus indigné; j'écrivis de la manière la plus énergique, sans qu'on y eût égard. Les officiers étaient indignés du rôle qu'on leur faisait jouer. A Grimmen il y avait une commission d'examen composée de sept d'entre eux qui décidaient de la contrebande; les marchands devaient y produire leurs livres. Heureusement, ces officiers étaient gens d'honneur et maudissaient eux-mêmes les ordres qui leur étaient envoyés.

En attendant, les grandes affaires européennes commençaient à se dessiner. Jusqu'à la fin de février on était resté incertain sur le sort réservé à la Prusse; on savait seulement que le Roi demandait comme une faveur d'être reçu dans l'alliance française, et que l'Empereur s'y montrait peu disposé. Politiquement parlant, il y avait du pour et beaucoup de contre. Le Roi était de bonne foi, mais la nation et même la plupart des ministres ne l'étaient pas. On n'oublie pas si facilement l'humiliation; les Prussiens nourrissaient le désir de se venger, et ce sentiment légitime rendait la situation plus précise. Évidemment la France en avait trop fait

(1) Je conserve presque toutes les pièces originales, et j'ai fait copier quelques-uns des ordres originaux pour qu'on ne puisse pas m'accuser de partialité et d'exagération.

pour s'avancer en Russie, en laissant derrière elle l'Autriche et la Prusse, ses alliées de nom, mais au fond ses ennemies acharnées et qui n'attendaient que le moment propice pour se déclarer contre elle. Le prince d'Eckmühl voulait qu'avant d'attaquer la Russie on terminât avec ces deux puissances, c'est-à-dire qu'on les révolutionnât complètement, pas dans le sens démocratique, mais relativement aux dynasties régnantes.

Napoléon n'avait tenu aucun traité; il agissait surtout envers la Prusse avec une injustice et une mauvaise foi publiques. Nous gardions Dantzic, Kustrin, Glogau, malgré la Prusse et bien que les paiements des contributions eussent été faits. On ne pouvait donc croire à son amitié. Cependant Napoléon reçut cette puissance dans son alliance et, après, avoir passé les derniers jours de février dans l'incertitude et même sur le qui-vive, nous eûmes enfin une proclamation qui apprit à l'armée que nous allions traverser les États prussiens en amis et alliés, et que le prince d'Eckmühl avait établi son quartier général à Stettin.

Toute l'armée s'était déjà mise en mouvement depuis quelques jours, lorsque je reçus, le 4 mars, l'ordre de marcher le lendemain à Anklam et de cantonner mes troupes à Pölitz et aux environs le 7 mars.

Nos cantonnements furent mauvais sous tous les rapports. Le pays est pauvre, les habitants nous détestaient et cherchaient à démoraliser nos soldats. Ils se refusaient à tout ce qui pouvait soulager les militaires et réclamaient à chaque instant la stricte exécution des arrangements pris entre les deux gouvernements. Mes embarras s'accrurent avec l'augmentation de mon commandement. Le régiment Joseph Napoléon avait passé sous mes

ordres, et j'avais à le soigner. Le prince d'Eckmühl fut content de mon zèle, et, pour m'en donner une preuve, il me mit à la tête de la première colonne de la division quand nous marchâmes sur Dantzig, quoique je ne fusse pas le plus ancien général de brigade. Les officiers français m'accusèrent souvent en route de protéger les Prussiens, parce que j'avais un beau-frère parmi eux. Les Prussiens jetaient les hauts cris sur nos petites vexations, impossibles à éviter dans une marche à travers un pays pauvre et où, n'étant point aimés, nous n'obtenions jamais que l'absolu nécessaire. Je fus juste, je maintins une discipline exacte, j'empêchai l'abus des réquisitions de voitures et de chevaux, que d'autres divisions, notamment celle du général Morand, avaient poussé à un point impardonnable. Aussi, à Köslin et à Stolpe, le magistrat se montra tout surpris de ma discrétion. J'avais neuf mille six cents hommes, toute l'artillerie, et je ne demandais pas autant que le général Dalton, qui me précédait, et qui n'avait avec lui que le 17<sup>e</sup> léger fort de trois mille cinq cents hommes. La privation à laquelle les officiers s'habituèrent le moins était celle du vin; nos hôtes n'en buvaient point, ou quelquefois seulement par ostentation, et mes officiers étaient insupportables quand on leur en refusait. Partout où nous arrivions, on jetait les hauts cris, et les dames surtout ne nous cachèrent point leur désespoir de voir le Roi allié avec Napoléon contre la Russie.

Tout cela me confirma ce que j'avais si souvent écrit au duc de Bassano, et je le lui répétai pour la dernière fois dans une lettre que je lui écrivis de Dantzig. Le général Rapp, aide de camp de l'Empereur, gouverneur de Dantzig, nous reçut à merveille, et nous fûmes très

bien dans son gouvernement, si ce n'est que les régiments avaient à fournir de trop fortes corvées pour travailler aux ouvrages de fortifications. Ce fut là qu'on s'occupa d'un dernier triage de tous les hommes hors d'état de supporter les fatigues de la guerre; mais défense fut faite à tout officier de rentrer en France; ils furent consignés à Stettin. Le maréchal nous fit compliment par un ordre du jour de l'instruction de nos soldats et ordonna qu'aussi longtemps que nous resterions à Dantzig, les capitaines eussent à faire venir les élèves chez eux pour les entretenir dans la science. On était occupé à confectionner à Dantzig du biscuit pour l'armée; des voitures d'une nouvelle invention devaient le transporter, ainsi que les tonneaux de farine et de viande salée; mais on s'enfonça avec trop de précipitation en Russie, comme nous le verrons bientôt; les Russes ayant tout dévasté, les conducteurs et leurs chevaux consumèrent en route les provisions destinées à l'armée, et les voitures arrivèrent pour la plupart vides. Nous partîmes à la mi-mai, marchant sur Elbing, où nous trouvâmes le prince d'Eckmühl. Nous prîmes des cantonnements aux environs de Braunsberg et nous y restâmes jusqu'au 11 juin, jour où toute l'armée se mit en mouvement. Les corps d'armée avaient pris leurs dénominations. Celui du prince d'Eckmühl eut le numéro un (1). Le prince voulut que ses troupes parussent aux yeux des peuples encore plus nombreuses qu'elles

(1) Il se composait des divisions Morand, Friant, Gudin, Desaix, Compans et Grand-Jean; de deux brigades de cavalerie légère, celles des généraux Pajol et Bordesoult. Le général Pernetti commandait en chef l'artillerie, et le général de brigade Haxo le génie. M. le général Saunier fut grand prévôt, et M. Monet inspecteur aux revues.



n'étaient en réalité, et pour cela il ordonna qu'en traversant les villes on ne marcherait plus par pelotons, mais par sections ; il est vrai que nos compagnies étaient si fortes que par sections elles offraient déjà un front respectable. Un ordre plus important et dont les suites furent cruelles, ce fut celui de ne faire suivre, en partant de Dantzig, que quinze cents paires de souliers par régiment, bien entendu sans compter les trois paires par homme que le soldat avait reçues et qui étaient tenues au complet.

Je m'étais établi durant cet intervalle au château de Lindenau, à deux lieues de Braunsberg, où je trouvai le général Friant, et c'est là que je reçus ce fameux ordre du jour, qui a tant fait crier les Prussiens, non sans raison. Il était prescrit à chaque militaire, officier et soldat, d'emporter de chez son hôte des vivres pour dix jours. Nous avons fait des provisions de biscuit et de pain ; chaque soldat avait son petit sac contenant dix livres de riz et un autre avec dix livres de farine posés sur sa capote. Nous emmenâmes avec nous toutes les voitures pour lesquelles on avait pu trouver des chevaux, afin de transporter des fourrages et jusqu'à de la paille. On peut se faire une idée des dégâts et des pertes que nous causâmes aux malheureux habitants. A Gumbinnen, l'Empereur passa la revue des différents corps d'armée et fit quelques promotions. Nous marchâmes par Wilkowiski pour nous rapprocher du Niémen ; l'instant fatal approchait.

Nous venions de traverser la Prusse, non en pays allié, mais pour le moins en pays conquis ; nous avons tiré par réquisition quatre-vingt-dix mille chevaux de nos derniers cantonnements, sous la condition illusoire

de les renvoyer. L'ordre du jour relatif aux dix jours de vivres n'avait été en d'autres termes qu'une autorisation de pillage et de violence ; et tout cela avait dû faire saigner le cœur paternel du roi de Prusse. Cependant telle fut la loyauté de ce prince (loyauté si rare chez les gouvernants) qu'il donna jusqu'au dernier instant à Napoléon (alors son allié de nom) les avis les plus précieux et les secours les plus réels. Sa probité fut telle qu'avant, pendant et après la campagne, il n'agit pas d'après la certitude qu'il avait de la mauvaise foi de l'Empereur à son égard, mais d'après l'idée qu'il se faisait (et c'est le propre d'un cœur grand et généreux) que Napoléon, reconnaissant enfin son intérêt, celui de la France et celui de l'Europe, maintiendrait et agrandirait même la Prusse. Je ne veux point justifier tous les ministres prussiens ; je ne parle que du Roi et des avis salutaires dictés par la sagesse et par la prévoyance qu'il avait donnés et qui furent rejetés. Napoléon passa le Niémen le 24 juin, non cependant sans quelque hésitation. C'était César franchissant le Rubicon. Le comte de Narbonne, qui avait été à Wilna en mission auprès de l'empereur Alexandre, en avait rapporté des paroles de paix. Ce prince avait mis tout le tort de notre côté, en faisant dire : « Que me veut l'empereur de France ? Vivons en bonne harmonie, il en est temps encore ; mais, passé le Niémen, j'attirerai l'armée française dans les déserts de la Russie, et elle y trouvera son tombeau. »

On ne se fait point d'idée du tableau imposant qu'offrit la réunion de soixante mille hommes groupés au pied de la colline sur laquelle Napoléon avait fait établir ses tentes. De cette hauteur il dominait toute son armée, le Niémen et les ponts préparés pour notre pas-

sage (1). Le hasard me servit pour jouir de ce spectacle. La division Friant, destinée à former l'avant-garde, s'était égarée pendant la nuit, en sorte qu'elle arriva sur le plateau après que toute l'armée se fut rassemblée. L'Empereur, nous voyant enfin déboucher, fit appeler le comte Friant et lui donna ses ordres. Pendant ce temps, la division était arrêtée pour attendre son chef devant les tentes impériales; je m'approchai du groupe d'officiers généraux de la maison de Napoléon. Un morne silence régnait parmi eux, presque de la consternation. M'étant permis un peu de gaieté, le général Auguste de Caulaincourt, gouverneur des pages et frère du grand écuyer, avec qui j'étais lié, me fit signe et me dit tout bas : « On ne rit point ici; c'est une grande journée. » Il me montra l'autre bord du fleuve, et il eut l'air d'ajouter : « Voilà notre tombeau (2). »

L'Empereur en ayant terminé avec le général Friant, la division traversa tous les corps de l'armée pour s'approcher des ponts; bientôt elle se trouva sur la rive opposée. Alors les soldats jetèrent des cris de joie qui me firent horreur, comme s'ils voulaient dire : « Nous voilà sur le territoire ennemi ! Nos officiers ne nous puniront plus lorsque nous nous ferons servir chez le bourgeois ! » Jusque-là beaucoup de chefs avaient réussi à maintenir une stricte discipline, d'après les ordres mêmes de l'Empereur. Plusieurs proclamations avaient rappelé qu'en traversant les Etats du roi de Prusse nous étions sur le

(1) Napoléon avait commandé à son peintre de batailles un grand tableau représentant le passage du Niémen. J'en ai vu le croquis chez le prince de Metternich en 1815. On ne peut rien voir de plus véridique.

(2) Le comte Auguste de Caulaincourt fut tué à la bataille de la Moskowa.

territoire allié, et qu'on devait le respecter comme si nous nous trouvions sur le territoire français. On a vu, hélas ! que souvent ces ordres avaient été cruellement oubliés ou méprisés ; mais du moins il n'y avait jamais eu d'autorisation. On avait contenu le soldat en lui disant : « Arrivé sur le territoire russe, on prendra tout ce que l'on voudra. » Ainsi les ministres et les généraux de Napoléon avaient adopté le principe que Tacite nous apprend avoir été celui du sénat romain et des premiers empereurs : « Les Romains ne traitaient point les peuples auxquels ils faisaient la guerre comme des ennemis qui défendent leur pays, mais comme des esclaves qui ont osé se révolter. »

L'avant-garde fouilla les bois, mais à peine trouvâmes, nous des traces d'hommes ; nous étions déjà dans un désert. L'Empereur, le prince de Neufchâtel, le roi de Naples, le prince d'Eckmühl, parcoururent en calèche ou droski la forêt de sapins, étonnés et peut-être terrifiés de ne voir ni habitants ni soldats russes. On envoya des Polonais sur les hautes collines boisées ; ils rapportèrent que de loin on apercevait l'arrière-garde ennemie se dirigeant sur Wilna.

A deux heures nous pénétrâmes dans Kowno. La cavalerie, conduite par le général Pajol, y était entrée dès le matin et avait chassé devant elle celle de l'ennemi. On se rappelle qu'Alexandre, après avoir fait mine de vouloir défendre le Niémen, se replia subitement jusque derrière la Dwina, où le général Pfuhl avait établi le camp retranché de Drissa. L'armée eut déjà la preuve à Kowno que tout devait être cédé à la garde, ce qui donna dès lors de l'humeur aux autres régiments. Nous avons trouvé dans la ville beaucoup de provi-

sions, mais bientôt l'ordre arriva de placer des factionnaires aux portes, de ne laisser entrer ni soldats, ni officiers, ni même les généraux, tout devant être réservé pour la garde impériale, qui seule entrerait en ville; les autres corps, sans en excepter l'avant-garde, feraient le tour des murs. Nous allâmes donc bivouaquer à deux lieues en avant sur la route de Wilna, dans un bois de sapins, le long de la Wilia, tandis que l'Empereur s'établissait à Kowno et que la garde pillait tous les magasins et les maisons des particuliers. Les habitants prirent la fuite et portèrent la consternation au loin; et certes cet exemple n'était pas fait pour engager les habitants des autres villes à nous attendre et à faire les honneurs de chez eux. Tel était cependant l'enthousiasme des Polonais et leur désir de reconquérir leur indépendance, que beaucoup d'entre eux persistèrent à nous désirer. De leur côté, les Russes ne manquèrent pas de publier, même à Smolensk et à Moscou, le pillage de Kowno.

Les Russes ne défendirent que très faiblement les positions qui sont entre Riconti et Wilna. A la descente de la montagne avant Wilna, cette montagne qui depuis nous devint si fatale, l'avant-garde du roi de Naples eut un engagement peu important avec l'arrière-garde russe. Celle-ci brûla le grand pont de Wilna pour retarder notre marche déjà fort gênée par la pluie, par les mauvais chemins et par la difficulté de faire suivre les parcs de bœufs que chaque régiment s'était formés. Les voitures de transport arrivaient fort tard, souvent même après que la troupe avait quitté la station, en sorte que, dès les premiers jours, le soldat se trouva mal nourri. Faute de pain et souvent de légumes, il mangeait en trop grande quantité de la viande, qui était

abondante. Les plus anciens colonels et ceux qui avaient fait la première campagne de Pologne en 1806 augurèrent fort mal de ces commencements. Le colonel Pouchelon, commandant le 33<sup>e</sup> de ligne, était sous mes ordres. Il avait fait la guerre d'Eylau, il avait épousé une riche Polonaise ; il avait des connaissances locales, et, quoique d'un caractère sournois, il était officier distingué et de beaucoup d'esprit : il me prédit de bonne heure la mauvaise tournure des affaires. Un mois plus tard, à Witebsk (nous n'étions pas encore à moitié route de Moscou), il me dit : « Je renvoie tous mes effets. L'armée est perdue (1). » Quoiqu'on le trompât sur bien des choses, Napoléon a su de bonne heure que l'armée désespérait de l'expédition.

Nous entrâmes à Wilna le 28. Les seigneurs polonais qui tenaient au parti russe avaient quitté la ville ; le parti polonais nous reçut avec enthousiasme ; mais Napoléon fut peu satisfait des moyens d'action dont il disposait. De là le peu de certitude qu'il donna aux Polonais pour leur indépendance future. Sa réponse à la députation ne fut pas même équivoque. Elle annonçait clairement, pour ceux qui étaient un peu initiés dans les affaires, que, pourvu que l'empereur Alexandre s'inclinât devant le grand monarque et qu'il consentît au système continental, il ne serait point question du rétablissement de la Pologne. Je crois même qu'à ce prix Napoléon, qui en politique ne connaissait de système que celui de « tranche-montagne », aurait consenti au démembrement de la Turquie et y aurait même prêté la main. Il dit en propres termes aux Polonais : « Profitez de la circons-

(1) Il lisait l'*Histoire de Charles XII* et s'y retrouvait.

tance ; tâchez de reconquérir votre indépendance pendant que je suis en guerre avec la Russie. Si vous vous consolidez, je vous comprendrai dans la paix ; mais je ne puis pas faire couler le sang français pour vous ; et si auparavant l'empereur Alexandre me propose la paix à des conditions raisonnables, je serai forcé de vous abandonner. » Cette réponse, d'une franchise rare de la part d'un conquérant, a été corrigée et mitigée après la conférence ; par les ministres et les alentours de l'Empereur mais les Polonais ont eu tort de se fier à la parole de subalternes. Ils auraient dû se conduire d'après les termes mêmes de Napoléon, et ils ont eu également tort de crier ensuite contre lui au sujet de ses prétendues promesses. Je sais de la bouche même d'un des députés que Napoléon est allé jusqu'à leur dire : « Je vois que vous avez peu de moyens. Je vous conseille de ne pas vous compromettre vis-à-vis de l'empereur de Russie ; d'un moment à l'autre je puis faire la paix avec lui. » En plus d'une circonstance, j'ai vu les ambassadeurs ne pas croire Napoléon, qui leur disait des vérités dures, mais qui leur annonçait franchement ses intentions ; et ils se laissaient bercer des chimériques espoirs que leur faisaient entrevoir les ministres et qui n'avaient qu'une valeur de simples palliatifs (1).

A Wilkowsiki, l'empereur Napoléon avait lancé une

(1) C'est ainsi que deux ou trois fois la Hollande fut dupe du système de son ministre des affaires étrangères, qui frappait à toutes les portes pour se soustraire à la domination française, tandis que Napoléon, informé de tout, prédisait aux membres du Directoire, venus à Bruxelles pour le complimenter, qu'avec ces manières-là ils avanceraient leur chute et le forceraient à l'incorporation, dont il prévoyait cependant tous les inconvénients et qu'il ne jugeait pas avantageuse à la France.

proclamation contre les Russes et leur souverain. A Wilna, nous eûmes connaissance de la proclamation de l'empereur Alexandre; elle n'était pas moins forte, et elle avait pour elle la raison et la justice. Quant à celle que le comité lithuanien adressa aux Polonais, elle pronostiquait, ainsi que le rapport pompeux de la diète de Varsovie, le rétablissement du royaume de Pologne. Mais ceux qui connaissaient de près Napoléon et son style virent clair dans cet échange de paroles, où se lisait bien moins de la part de l'Empereur la résolution de rétablir le royaume de Pologne, que de la part des Polonais l'extrême désir de ce rétablissement, qui malheureusement pour eux n'avait de fond que dans les promesses équivoques des ministres français. Napoléon n'était point accoutumé à mitonner ses expressions quand il avait décidé la chose. L'espoir, l'ambition, sans doute aussi le peu de connaissance qu'ils avaient de l'homme, la différence dont ils ne tenaient pas compte entre les insinuations des ministres et les projets intimes, peut-être même l'incertitude du maître, voilà ce qui a induit en erreur ces hommes enthousiastes et braves par nature, à qui il était pardonnable de désirer ardemment voir renaître l'indépendance de leur patrie.

Je m'arrêterai peu aux détails militaires, que d'autres ont décrits avec plus de précision que je ne pourrais en mettre. Je ne voyais guère que les mouvements de la division, forte de quinze mille hommes, dont je commandais la deuxième brigade, tandis que des officiers attachés à l'état-major général ou à celui des chefs de corps, comme le Vice-roi et le prince d'Eckmühl, pouvaient avoir connaissance de l'ensemble.

Le premier corps sous le maréchal Davout fut détaché



sur Minsk et eut des engagements très vifs à Mohilew, où le maréchal s'efforça de réparer par sa bravoure et son talent les pertes que ses troupes avaient essuyées au commencement de l'action lorsqu'elles s'étaient laissé surprendre. Cette affaire n'en fut pas moins avantageuse aux Russes, car elle dégagea le prince Bagration et lui donna la liberté de se porter sur Smolensk, où les deux armées russes devaient faire leur jonction. Les Saxons, sous le général Reynier, éprouvèrent un échec à Kobrin en Volhynie. Deux régiments d'infanterie saxonne et deux escadrons furent obligés d'y capituler après une très belle défense.

De plus, on s'apercevait que le prince de Schwarzenberg n'agissait que faiblement; l'Empereur ne devait point ignorer que l'esprit des officiers autrichiens nous était peu favorable, et qu'ils faisaient la guerre aux Russes à contre-cœur. Cela eût suffi à rendre le prince de Schwarzenberg circonspect et à ralentir ses opérations, quand même il aurait été de sa personne bien intentionné pour l'armée française, ce que je n'ose point décider.

Le corps du prince d'Eckmühl rejoignit la grande armée plus tard au passage du Dniéper après la prise de Witebsk et lorsque nous marchâmes sur Smolensk.

La gauche de l'armée avait pendant ce temps des succès considérables. Le duc de Tarente s'emparait de la Courlande. Il s'y fit aimer par une discipline sévère et procura à ses troupes non seulement des vivres, mais pourvut de bonne heure aux moyens de les garantir du froid, tandis que les autres corps d'après des ordres positifs avaient renvoyé leurs vestes et pantalons de drap et étaient tellement habillés à la légère

qu'ils avaient plutôt l'air d'être destinés à s'enfoncer dans les sables brûlants de l'Afrique que dans les climats septentrionaux de l'Europe. Pour soulager le soldat, qu'on avait chargé de vivres de réserve, on lui avait ôté ses vêtements lourds, et, malgré la grande capacité des voitures, il était matériellement impossible de traîner à la suite de l'armée les magasins des régiments.

Le corps auxiliaire prussien servit avec distinction sous le maréchal Macdonald; les généraux Grawert et Kleist étaient des officiers de mérite. Les Prussiens avaient moins de prédilection pour les Russes que les Autrichiens. Ils se battirent bien, et leur cavalerie qui se distingua en plusieurs rencontres nous fut d'un grand secours. Le général Kleist et le général York, qui succéda au général Grawert, étaient les moins francs. Macdonald s'en aperçut de bonne heure, ce qui fit naître entre eux la mésintelligence; mais le maréchal ne soupçonna qu'après coup que ces généraux pouvaient pousser la perfidie jusqu'à l'abandonner et à livrer leurs troupes aux Russes.

Dunabourg fut occupé par nos troupes sous le général Ricard. Le duc de Reggio remporta une victoire brillante et glorieuse pour le soldat français sur les princes de Wittgenstein et Repnin en avant de la Duna, du côté de Drissa. Les Russes furent culbutés dans la rivière et perdirent trois généraux et quatorze pièces de canon. Le général Legrand s'y distingua, sa division y fit merveille; mais cette action n'eut lieu que lorsque l'Empereur marchait déjà sur Witebsk.

Avant que l'armée se fût portée en avant de Wilna, le Vice-roi avait fait un mouvement rétrograde sur la route de Lida, par laquelle (d'après quelques rapports)

l'hetman Platow voulait déboucher pour se porter sur la Duna; mais Son Altesse Impériale se dirigea ensuite par Smorgoni sur Wileika, passa la Wilia et suivit le mouvement du centre de la grande armée.

Le troisième corps sous le maréchal Ney et le deuxième sous le maréchal Oudinot, en partant de Wilna, appuyèrent le roi de Naples, qui avait sous ses ordres la cavalerie, et poussèrent les Russes vers la Duna, où ils avaient leur camp retranché de Drissa.

La division Friant, qui avait été séparée du corps du prince d'Eckmühl, marchait à l'avant-garde sous le roi de Naples. Ce service, fatigant sous tous les rapports et qu'elle a continué pendant toute la campagne, la réduisit bientôt aux deux tiers de sa force primitive; et cette belle division fut une de celles qui, dès le commencement, eurent le plus à souffrir. Si le roi de Naples ne ménageait pas la cavalerie (et la réputation lui en était bien acquise), il ménageait encore moins l'infanterie; aussi le général Dufour et moi, quoique attachés personnellement à ce prince, qui nous avait honorés de sa bienveillance à Naples, nous regrettions vivement d'avoir été séparés du prince d'Eckmühl, qui est certes de tous les chefs d'armée celui qui porte le plus de sollicitude paternelle à ses troupes. Il a des soins et des attentions précieuses pour le soldat et utiles pour les généraux, quoique ceux-ci aient souvent à se plaindre de sa dureté et de sa minutie, qui cependant ont toujours leur utilité pour l'ensemble.

Les généraux qui eurent occasion de se distinguer à l'avant-garde furent MM. de Colbert, Pajol et Roussel d'Urbal. Ce dernier, sorti du service de l'Autriche, déploya dans une des affaires sur la Duna près de Dronia

autant de talent que d'intrépidité (1). Le général de brigade Saint-Geniez, qui s'était enfoncé dans un marais, y fut fait prisonnier, et sa brigade y perdit beaucoup de monde.

Le général Sébastiani se laissa surprendre dans cette circonstance, et montra plus de présomption que de talent. Il en garda le surnom de général Surprise. De l'esprit, une impudence rare, une immoralité telle que Napoléon dut la condamner, voilà le vrai portrait de ce général ambassadeur. Sous un physique agréable, quoiqu'il soit petit de taille, il a le talent de s'insinuer et de captiver; mais ses négociations ont été aussi embrouillées que ses faits d'armes sont dépourvus de mérites. Ils auraient été rarement cités avec éloge, s'ils n'eussent été couverts par les titres que lui donnaient sa parenté et son intimité avec l'Empereur. Il partagea plus tard avec le général Montbrun, officier de talent, mais trop ardent, le blâme pour l'affaire malheureuse d'Inkowo le 8 août, en avant de Witebsk. Nous y perdîmes plusieurs canons, quelque infanterie, et la cavalerie, qui eut beaucoup à souffrir, aurait été encore plus malmenée, si les lanciers prussiens ne fussent point venus la secourir. Toute l'armée rendit justice à l'intrépidité de ce régiment prussien.

Le roi de Naples marcha de Wilna vers la Duna et eut l'air de vouloir franchir la rivière à Disna (2). S. M. me donna même l'ordre de faire passer deux pièces de canon de ma brigade sur ce fond rocailleux, ce qui fut exécuté avec grand risque d'y laisser ces deux pièces qui

(1) Il en reçut au retour de Moscou la récompense bien méritée d'être fait général de division.

(2) On y travailla à un pont, quoique l'endroit y fût peu propre.

furent ramenées le soir. A l'aube du jour nous apprîmes que nous allions faire un mouvement par le flanc droit et longer la gauche de la Duna pour nous approcher de Witebsk par Polotsk. Ce mouvement avait droit de surprendre l'ennemi, qui connaissait la route impraticable que nous eûmes à parcourir. Nous risquâmes plus d'une fois de perdre une partie de nos équipages et de notre artillerie dans les marais qui bordent la rivière. Je me crus enfoncé dans les forêts de l'antique Germanie, et l'on n'a qu'à examiner la carte pour voir que nous n'avions que des chemins de traverse étroits et fangeux, où les arbres renversés, les tournants et les broussailles ralentissaient à chaque instant notre marche difficile. Napoléon, après le succès, s'en félicita, et dit en plaisantant : « Nous verrons comment mon frère Alexandre trouvera cette marche de flanc. »

En effet, en formant le camp retranché de Drissa, auquel ils avaient travaillé fort longtemps et qui entraît dans le système défensif du général Pfuhl, les Russes semblent s'être attendus à ce que nous serions forcés de les y attaquer pour passer la Duna ; ils ne pouvaient imaginer que nous oserions nous enfoncer dans les marais que nous traversâmes pour arriver vis-à-vis de Polotsk. Au reste, il en fut du plan de campagne défensif du général Pfuhl comme de tant d'autres : on n'en suivit qu'une partie, ce qui contribua à le faire manquer. On cria contre le général ; il fut disgracié et renvoyé de l'armée ; il n'en était pas moins un officier distingué qui a beaucoup de moyens et des vues étendues ; le plan qu'il avait combiné offrait un système de défense fort avantageux ; mais pour l'exécuter il aurait fallu plus de résolution qu'il n'y en a dans le caractère d'Alexandre, et plus de

calme et de talents que n'en déployèrent les généraux russes dans cette campagne. Le Vice-roi marcha sur la droite de la Duna. A Polotsk, on trouva des provisions et un couvent de jésuites. Ces religieux soutinrent leur réputation en nous promettant beaucoup et en nous trompant aussi souvent que cela dépendit d'eux.

A Beschenkowicz, l'ennemi repassa la rivière, et les différents corps de l'armée française, qui avaient longé les deux rives, prirent la route de Witebsk. On était au 24 juillet. Le 25, l'avant-garde du roi de Naples eut une affaire très chaude à Ostrowno, où les hussards se distinguèrent. Le roi de Naples, le Vice-roi et le duc d'Abrantès donnèrent tous des preuves de ce courage bouillant qui les distinguait. Nous prîmes à l'ennemi plusieurs pièces de canon, et le comte Ostermany perdit beaucoup de monde. Nous eûmes un général tué. Le 27, dans l'après-midi, l'armée se concentra et marcha sur les traces de l'ennemi, qui nous canonna de loin, et qui eut l'air d'en vouloir venir le lendemain à un engagement général. Il avait toutes ses forces réunies. L'Empereur parcourut à cheval le terrain et fut salué par les troupes avec le plus grand enthousiasme. Officiers et soldats, tous désiraient la bataille, et on s'en félicitait mutuellement comme si déjà la victoire eût été décidée. Le lendemain on vit avec chagrin nos espérances frustrées, et la prise de possession de Witebsk ne nous consola point. Il était clair que les Russes cherchaient à nous attirer au loin, et ce système était trop désastreux à leur pays pour qu'ils s'y abandonnassent sans une grande probabilité d'un résultat majeur, celui de notre ruine totale.

L'armée ennemie opéra sa retraite d'une manière

unique, et ce mouvement fait un honneur infini à leurs généraux et à la discipline de leurs troupes. Le 27 au soir, nous étions séparés d'elle par un ravin profond. Sa ligne s'étendait à droite et à gauche devant nous. Le lendemain à l'aube du jour, tout avait disparu comme par un effet magique. Chacun de nous cherchait l'armée russe et s'étonnait de ne plus la voir; mais notre surprise fut bien plus grande lorsque, malgré la célérité d'une marche forcée, nous ne parvînmes pas, je ne dis point à retrouver l'armée, mais à en découvrir les traces. Après avoir fait trois lieues au delà de Witebsk, nous étions encore incertains de fixer sur quel point elle avait formé sa principale retraite. Pas un cheval mort, pas une charrette, pas un traînard.

Cependant la présomption était encore telle que j'ai vu des généraux se fâcher de ce qu'on fit cas d'une telle retraite. J'avais osé l'admirer tout haut. On me répliqua froidement que le mot de retraite était inconnu dans le dictionnaire de l'armée française! Je n'en fis pas moins des vœux pour que la nôtre, de là à quelque temps, fût aussi belle.

Napoléon, à qui ce discours fut rapporté, fut fort mécontent de mes remarques, et j'appris à Witebsk qu'on m'avait dépeint à ses yeux comme un frondeur et un raisonneur politique. Il est vrai que je suivis ma méthode ordinaire, qui appartient à mon caractère indépendant, et je dis ce que je pensais sur notre position. J'eus à ce sujet une altercation fort vive avec le général Friant. Il voulait que je lui remissem une situation du 33<sup>e</sup> régiment de ligne et que je portasse ce régiment à trois mille deux cent quatre-vingts hommes, tandis qu'en réalité je savais qu'il lui restait tout au

plus deux mille cinq cents hommes. Les marches forcées, le manque de vivres, avaient plus contribué à cette déperdition énorme que le feu de l'ennemi. Le général Friant prévoyait que Napoléon se fâcherait contre le roi de Naples, qu'il voulait ménager, et comme il aspirait à de nouvelles faveurs, qu'il obtint en effet, il craignit de se nuire en donnant de l'humeur au maître et préféra l'induire en erreur.

« Vous ne voulez pas me donner la situation que je vous demande », me dit-il, « je saurai bien l'avoir sans vous. » En effet, le colonel Pouchelon la lui rédigea telle qu'il la voulait, c'est-à-dire avec le faux effectif de trois mille cinq cents hommes. Je lui en fis des reproches ; sa réponse fut : « Je ne veux pas me brouiller avec le général Friant. Et croyez-vous que le maréchal ne le sache pas ? Il faut les laisser faire. »

J'en parlai le lendemain au comte de Lobau, qui eut l'air très surpris de cette supercherie. J'ai su plus tard que dans ce recensement on a fait passer l'armée de trente-cinq mille hommes plus forte qu'elle ne l'était en effet. Il en était de même pour les vivres. J'ai dit qu'en quittant nos cantonnements de la Prusse on avait fait prendre à chaque soldat un petit sac de dix livres de riz et un de dix livres de farine ; d'après les calculs de MM. les économistes du quartier général, ces sacs devaient remplacer dans les cas d'urgence vingt journées de distributions. C'est d'après le même calcul que M. le général comte Mathieu-Dumas (1) annonça à l'Empereur à Witebsk que la division Friant avait encore des vivres pour dix-sept jours, alors que nous en étions

(1) Il était intendant général de l'armée. (Éd.)



déjà aux expédients. Si quelque chose peut excuser Napoléon, c'est la manière cruelle dont il a été trompé par les rapports qu'on lui faisait, et ceci est une grande leçon pour les princes et pour les ministres.

Le riz et la farine de réserve étaient déjà entamés. Mes chevaux lisaient souvent la gazette, c'est-à-dire qu'ils n'avaient pas à manger. Quand j'allais dîner en ville ou chez le comte Daru, ou chez le général Mathieu-Dumas, je rapportais, le soir, un ou deux petits pains blancs, dont je faisais cadeau aux colonels, comme une friandise, et ces messieurs, pour reconnaître mon attention, m'envoyaient chacun, comme grand présent, un demi-pain de seigle pour mes gens. On voit où nous en étions déjà au milieu de notre marche triomphale, et c'est dans ces conjonctures qu'on osa dire officiellement à l'Empereur que la division Friant avait des vivres pour dix-sept jours. Napoléon, pour reconnaître tant de zèle et tant de soins, nomma à Witebsk le général Friant colonel-commandant des grenadiers à pied de la garde. Ce pouvait être une récompense pour ce général, qui avait fait longtemps la guerre, qui déjà en Égypte avait commandé une division et qui était connu pour un des plus actifs et des meilleurs manœuvriers de l'armée; mais ce n'était certes pas une preuve de mérite administratif et de compétence dans l'organisation des troupes. Le prince d'Eckmühl, dont il est le beau-frère, l'a très bien dépeint en disant : « Le général Friant ne sait ce qu'il dit; il n'a de l'esprit que sur un champ de bataille. »

Pendant les douze jours que je suis resté campé à deux lieues de Witebsk j'ai été obligé d'envoyer des corvées par bataillon, par compagnie, plus une pour

l'état-major, afin de ne pas crever de faim. Ces corvées allaient à cinq et six lieues, traversaient même la rivière, faisaient généralement assez bon butin ; cependant quelques-unes étaient enlevées par les Cosaques, et l'on sent combien ce système de maraude désorganisait l'armée, détruisait la discipline, facilitait la désertion et provoquait de la part des soldats des actes de cruauté dont je les entendais se vanter et qui me faisaient frémir. La guerre endurecit le cœur humain. Les conscrits étaient doux et humains, tandis que beaucoup de vieux soldats avaient perdu toute sensibilité (1).

Les soldats espagnols restèrent longtemps soumis à la plus grande discipline ; mais, quand une fois ils furent lancés, ils surpassèrent les Français en horreurs et en abominations. Le colonel Schudi, qui les commandait, en était aimé et savait se faire obéir ; toutefois il me prévint que, depuis qu'ils étaient obligés de pourvoir eux-mêmes à leur nourriture, le désordre, l'insubordination et la désertion gagnaient chaque jour. Plus tard les Russes trouvèrent le moyen de faire savoir au régiment de Joseph Napoléon qu'en désertant les soldats recevaient la promesse d'être renvoyés dans leur patrie. Cet avis leur rendit le pied très léger, au point qu'après Moscou on ne put plus les mettre aux avant-postes sans risquer de les voir passer à l'ennemi.

Les corps allemands conservèrent le plus constamment l'ordre et la discipline même dans la retraite. Les

(1) Me promenant un soir derrière les baraques, j'entendais un grenadier qui disait à son camarade : « Te rappelles-tu la fichue mine que ce petit b... fit quand je l'avais sur ma bayonnette et que je l'approchais du feu, et sa mère, comme elle criait ? »

Hollandais supportèrent le moins les privations, les marches forcées et le froid. Leur moral fut promptement attaqué. On fut content d'eux sous le rapport de la bravoure et de l'instruction des officiers ; mais les jeunes gens surtout gagnaient le spleen, se décourageaient à l'idée qu'on les menait loin de leur patrie ; ils regrettaient leurs habitudes méthodiques et n'avaient, du moins pour la majeure partie, ni l'esprit de conquête et de domination, ni la gaieté qui distinguaient les Français et leur faisaient supporter plus légèrement les privations et la confusion dans laquelle nous vivions.

Le maréchal Davout jouissait encore de tout son crédit ; les affaires semblaient aller assez bien pour que l'Empereur n'eût point encore sujet de lui adresser des reproches sur ce qu'il l'avait engagé à commencer une expédition aussi lointaine en un temps où l'Espagne causait de suffisants embarras. Napoléon avait espéré, à ce que je crois, voir arriver à Witebsk des négociateurs russes ; il fut trompé dans son attente.

Le bruit courut que l'empereur Alexandre avait été assassiné. Cette nouvelle parut ne pas causer de sensation désagréable au quartier général. On espérait pêcher en eau trouble. Le caractère bouillant du grand-duc Constantin donnait la chance d'une révolution et d'un changement de système de guerre dont on commençait à sentir tout le besoin pour nous. Une bataille, voilà ce que nous pouvions désirer de plus heureux pour sortir de notre position équivoque. L'Empereur tint un conseil dans lequel on discuta la question de savoir s'il fallait marcher sur Pétersbourg ou sur Moscou, ou s'il fallait s'arrêter, organiser la Pologne, former des magasins et avant que d'aller plus loin se débarrasser de l'armée.

russe, qui revenait de la frontière de la Turquie. On essaya d'entamer des négociations avec les Cosaques, à qui on voulait faire entrevoir l'espoir de former un État indépendant (1). Les réponses furent vagues, évanescentes et déclinatoires. Les Cosaques n'étaient nullement convaincus du succès de notre expédition; ils y voulaient voir plus clair avant de se compromettre vis-à-vis de la Russie, et ils firent assez sentir qu'ils ne voyaient aucun profit à se soustraire à la domination russe pour se mettre sous celle de Napoléon, qui leur offrait moins l'expectative de la liberté que le changement de despotisme.

Le peuple des environs de Witebsk manifesta des sentiments révolutionnaires. De tous les côtés on vint solliciter le général Charpentier, gouverneur de Witebsk, d'envoyer des sauvegardes pour protéger les seigneurs contre les paysans. Ceux-ci pillaient les châteaux et maltraitaient les nobles en personne (je vis plusieurs familles chercher dans Witebsk un asile), et je suis d'opinion que l'Empereur aurait pu suggérer une révolte dans les provinces russes s'il eût voulu proclamer la liberté du peuple, qui s'y attendait et qui la demandait, mais Napoléon n'était plus le général Bonaparte, commandant les armées républicaines. L'empereur de France faisait la guerre à l'empereur de Russie;

(1) On a prêté à Napoléon l'intention de provoquer la révolte du peuple contre la noblesse. On a même cru à des ordres qu'il aurait donnés dans ce sens. Une telle méthode était trop opposée à ses intérêts et à son système de despotisme pour qu'il en fit usage étant empereur. Comme il n'aimait point l'ancienne noblesse, dont il savait qu'il était détesté, peut-être son cœur aurait été porté à cette vengeance; mais sa politique s'y opposait. Napoléon a fait assez de fautes comme homme d'État pour qu'on n'ait pas besoin de lui en supposer.

toutefois il avait trop besoin de consolider en France le système monarchique pour prêcher, sans danger, la révolution en Russie.

Le 11 août, Napoléon, ayant décidé de marcher sur Smolensk, se mit en route. Nous avançâmes par d'assez mauvais chemins fangeux vers Babinowiczi, et ce fut aux environs de Rassasna que tous les corps firent leur jonction. Tous passèrent le Borysthène le 13 et le 14 août. L'ennemi nous tint tête devant Krasnoé et nous livra un combat sanglant auquel Napoléon donna le nom de bataille parce qu'il y fut présent. L'honneur de cette journée appartient cependant au maréchal Ney et au roi de Naples. Le 16, l'armée occupa les hauteurs qui entourent Smolensk, et le 17 la ville fut attaquée et évacuée par les Russes dans la nuit, au moment où nous nous préparions à monter à l'assaut.

Cette journée du 17 n'en a pas moins coûté beaucoup de monde, et certainement on y a fait tuer quelques milliers d'hommes fort inutilement; car dès les quatre heures de l'après-midi des indices annoncèrent que l'ennemi se préparait à brûler la ville et à l'abandonner, bien qu'il s'y défendit encore avec acharnement. Le grand-duc Constantin animait lui-même les troupes, leur représentant que Smolensk était la porte du boulevard de l'Empire. Nous trouvâmes sur la place le corps du gouverneur, qui avait été tué d'un boulet de canon. La perte des deux côtés fut considérable. Nous eûmes plusieurs généraux blessés, entre autres le général Dalton, qui s'était distingué, et le général de brigade Grandeau, appartenant à notre division et qui fut fait général de division sur le champ de bataille. J'eus un cheval tué sous moi et je reçus une forte contusion sur la poitrine,

que je négligeai dans les commencements et dont j'ai beaucoup souffert par la suite.

La ville de Smolensk, fameuse dans les annales de la Pologne primitive, belle, riche, bien bâtie, séjour de l'opulence et du luxe, ne souffrit pas seulement par le bombardement : elle fut pillée et presque entièrement dévastée. Les Russes avaient laissé dans les plus beaux palais des machines incendiaires, qui firent éclater successivement le feu dans différents quartiers. La division Friant traversa les flammes pour arriver sur la grande place, où elle bivouaqua. J'y passai la nuit sur un canapé fort riche que les soldats étaient allés chercher dans un des palais voisins. Mon souper consista en confitures, qui étaient excellentes et dont les seigneurs russes doivent faire une énorme consommation, si on en juge par la quantité que nous en trouvâmes, surtout dans les maisons de Moscou. On m'apporta deux ananas magnifiques et des pêches; j'aurais préféré une bonne soupe; mais, à la guerre, on mange ce qu'on trouve.

L'espoir de s'arrêter à Smolensk fut bientôt détruit. A quatre heures du matin, je reçus ordre de me mettre en marche pour occuper les ouvrages au delà du Dniéper, et plus tard nous traversâmes les ruines du faubourg, et toute l'armée prit le chemin de Moscou. Il dépendait de Napoléon de terminer la campagne à Smolensk, de rétablir le royaume de Pologne en entier, et l'Europe lui en eût su gré. Si ce que j'en ai su alors est vrai, l'ennemi s'attendait à cette mesure. On prétend que le général Wilson, qui représentait l'Angleterre au quartier général, écrivit à Pétersbourg et à Londres, dans une première dépêche : « Tout est perdu; Smolensk est pris », et que deux jours plus tard il envoya un second courrier annon-

cant : « Tout est sauvé ; les Français marchent sur Moscou. » L'Empereur n'avait pas su s'arrêter à Smolensk.

Tandis que nous nous étions rendus maîtres de cette ville, le général Gouvion-Saint-Cyr avait remporté une victoire signalée, sur le prince de Wittgenstein, les 17 et 18 août (1) ; il y avait gagné le bâton de maréchal. Cette récompense fit plaisir à toute l'armée, dont le nouveau maréchal était aimé et estimé. Moins heureux, le duc d'Abrantès, au combat de Valoutina dans les environs de Smolensk, fit faire un faux mouvement aux troupes placées sous ses ordres, ce qui lui valut sa disgrâce. L'Empereur le traita avec dureté, lui reprocha publiquement sa conduite dilapidatoire et ses vols en Portugal, et, lorsque les chefs de corps furent réunis au Kremlin, il dit tout haut : « Quant au duc d'Abrantès, il ne doit point se trouver ici. » En effet, celui-ci avait eu la prudence de ne point se montrer.

La position de Valoutina fut défendue et attaquée avec acharnement — non sans coûter bien du monde — contre l'avis du général Gudin qui aurait voulu la tourner. Mais les moyens dilatoires ne convenaient point au roi de Naples, qui écoutait moins la sagesse que son bouillant courage.

Valoutina est un endroit fameux dans les annales des Russes, qui l'appellent le champ Sacré. Le peuple prétendait qu'il avait toujours été le tombeau des armées polonaises qui avaient voulu marcher sur Moscou. Les Russes y perdirent contre nous trois de leurs meilleurs généraux. Nos pertes, pour être

(1) Les Bavares se distinguèrent, dans ces deux journées, sous les ordres des généraux Deroy et Wrede. Le premier y fut tué, et le général Siebein y fut grièvement blessé.

moindres, furent aussi cruelles. Le comte Gudin, l'un de nos généraux les plus distingués, eut les deux jambes emportées. Il était à la tête de sa division, qui le vengea par le plus brillant succès. Avant de mourir, il recommanda le général Gérard comme le mieux fait pour le remplacer, quoiqu'il fût le plus jeune général de brigade. Cet officier a justifié complètement ce bel éloge. Je vis dans cette occasion que le prince d'Eckmühl n'a pas le cœur aussi insensible qu'on a bien voulu le débiter. Il m'apprit la mort du général Gudin, les larmes aux yeux, et me parla de tous les regrets qu'elle lui causait. Le feu n'avait pas encore cessé, et le maréchal prévoyait que la division Friant, qui attendait l'arme au bras le résultat de l'engagement, pourrait être obligée d'aller soutenir la division Gudin, et il me parut avec raison peu content de voir ces beaux corps qu'il avait formés, pour lesquels il s'était donné tant de mal, sacrifiés à l'imprudente valeur du roi de Naples.

Successivement les Russes abandonnèrent Dorogobouge, Wiazma et Ghjat après des combats assez chauds, mais cependant de peu d'importance, car il n'y avait que l'avant-garde qui se mesurait tous les jours avec l'ennemi.

Dorogobouge était assez considérable; Wiazma, ville jolie, paraissait toute neuve; elle a été brûlée pendant que l'armée séjourna à Moscou; Ghjat était moins grand; l'Empereur y resta deux jours pour donner le temps aux éclopés et aux traînards de rejoindre leurs régiments. Il songea à réunir ses forces, car tout annonçait que nous approchions d'une journée décisive. On savait que le maréchal Kutusof avait succédé au général Barclay de Tolly dans le commandement de l'armée, et que le vainqueur des Turcs, désirant venger sa défaite d'Auster-



litz, était décidé à nous livrer bataille avant Moscou dans l'idée de sauver cette capitale.

Le général Romeuf, chef de l'état-major, m'adressa, ainsi qu'aux autres généraux, une circulaire en date du 2 septembre, dans laquelle il disait : « J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'intention de M. le maréchal prince d'Eckmühl est que l'on prévienne les troupes que nous touchons au moment d'une bataille générale, et qu'elles doivent s'y préparer, etc. » En conséquence les soldats reçurent leurs cartouches, à cinquante par homme ; les armes furent nettoyées ; tous les hommes valides furent retirés des équipages et rentrèrent dans les rangs.

Le 4 septembre, l'avant-garde sous le roi de Naples attaqua la position des Gridenova, mais elle fut repoussée. Les Russes l'évacuèrent la nuit ; Napoléon fit attaquer la redoute qui couvrait le flanc gauche de l'armée ennemie par la division Compans, qui s'en empara, non sans perdre beaucoup de monde. Le 3<sup>e</sup> régiment fut chargé par la cavalerie russe et perdit deux pièces de canon. Le prince d'Eckmühl m'avait donné l'ordre d'envoyer le colonel Pouchelon avec deux bataillons du 33<sup>e</sup> régiment pour appuyer le général Compans, mais celui-ci n'en eut pas besoin.

Plusieurs villages en feu, les hurras des Cosaques et le feu de l'infanterie, qui continua malgré l'obscurité, donnaient un échantillon de ce qui se préparait et faisaient prévoir que ces lieux étaient destinés à devenir bientôt le théâtre d'une terrible boucherie. L'Empereur ne se fit point illusion à cet égard. Il parcourait de l'œil la position des Russes, en dirigeant sa lunette d'un côté et d'autre ; j'entendis qu'il se disait : « Grande bataille...

beaucoup de monde..... beaucoup, beaucoup de morts. » Puis, se tournant vers le prince Berthier, il ajouta : « La bataille est à nous. »

Le 6, on resta en position. Nous attendions encore une partie de la cavalerie, commandée par le général La Tour-Maubourg, et les Russes attendaient aussi des renforts ; la prise de la redoute les dérangeait et devait déjà leur donner des craintes. On évita soigneusement tout engagement. Les tirailleurs de la division Morand ayant commencé à pousser ceux des Russes, le prince d'Eckmühl m'ordonna d'aller à toute bride pour faire cesser le feu et recommander sur toute la ligne de ne rien entamer. On ne s'occupa que de préparatifs pour la grande journée du lendemain.

A quatre heures de la nuit, les troupes prirent les armes. Les généraux de brigade lurent tout haut la proclamation de l'Empereur. Les mots de pain, de bons cantonnements, de retour en France, chatouillèrent les oreilles des officiers et des soldats, qui témoignèrent une grande envie de combattre. L'Empereur s'étant approché de ma brigade, les soldats lui demandèrent d'aller au feu ; la gauche était déjà engagée, ainsi que le centre. Il répondit : « Des régiments comme celui-ci ne vont au feu que pour décider la victoire. » Les boulets et les obus roulaient dans le ravin qui était devant nous et atteignirent le cheval du général Montbrun, qui venait demander les ordres de l'Empereur. L'heure fatale approchait pour ce guerrier beau et brillant de gloire ; il allait terminer sa carrière quelques instants après, en chargeant à la tête de la cavalerie. Le général Caulaincourt eut le même sort.

Napoléon s'assit pendant le commencement de la

bataille sur les ruines de la grande redoute ; il se plaça ensuite sur le bord du ravin à trois cents pas en avant de la redoute. C'est là qu'on lui annonçait de temps à autre le résultat des mouvements qu'il avait ordonnés : il semblait recevoir toutes les nouvelles avec la même indifférence, aussi bien celle de la reprise par l'ennemi de la redoute du centre, que celle du dévouement de nos troupes et de la belle charge de cavalerie qui nous en rendit définitivement les maîtres. Il tenait entre les mains le portrait du roi de Rome que l'Impératrice avait envoyé par M. de Bausset ; il jouait avec et répéta souvent : « Il faut voir ce qu'il sera à vingt-cinq ans. » La garde impériale, en masse, était derrière le monarque et formait une réserve de trente-six mille hommes. Elle jouit des fanfares, tandis que le reste de l'armée combattait pour obtenir la victoire. En vain, lorsque les Russes commencèrent leur mouvement rétrograde, le maréchal Ney sollicita de montrer seulement la jeune garde. Ce mouvement nous eût livré, très probablement, quinze à vingt mille hommes qui prirent la route de Kalouga et qui durent leur salut à cette inaction de la garde et surtout à l'indécision de Napoléon. Il reçut avec orgueil le général russe fait prisonnier dans la redoute, et qui, quoique pris de vin, lui répondit avec dignité. Il ne fut jamais moins grand que dans cette journée.

A sept heures du matin, la mort avait déjà moissonné plusieurs généraux marquants. Un boulet avait décidé de la vie du général Romeuf, chef d'état-major du prince d'Eckmühl ; le prince lui-même avait eu son cheval tué sous lui et avait reçu une forte contusion ; cependant il n'avait point voulu remettre le commandement de son corps d'armée au roi de Naples, que l'Em-

pereur avait choisi ; il continua pendant toute la journée à diriger ses troupes et à les conduire au feu. Le général Compans, dont Napoléon faisait à juste titre beaucoup de cas, fut blessé ; le général Rapp, envoyé pour lui succéder, eut bientôt le même sort. La mort frappait de tous les côtés. C'est à ce moment que l'Empereur lui-même me dit de me mettre en mouvement, ainsi que toute la division Friant, vers la droite. Nous y restâmes quelques instants en colonne, exposés au feu de boulet. Mes deux aides de camp, le fils du général Friant et plusieurs officiers d'état-major y furent blessés. Bientôt on nous fit marcher vers le centre pour couvrir le village brûlé de Semenoffskoié, pris et repris plusieurs fois, et contre lequel les Russes dirigeaient leur réserve de 20,000 hommes.

Là, la division ne resta point inactive comme le roi de Naples le dit dans son rapport, et cette assertion est d'autant plus singulière que le Roi se retira deux fois dans un des carrés de ma brigade, pendant que la cavalerie ennemie chargeait la nôtre, qui fut enfoncée, ce dont Sa Majesté me témoigna tout son chagrin. Tout au contraire, la division combattit jusqu'au soir avec autant de courage que de succès. Dans le rapport que je viens de citer, le Roi dit que le général Dufour, à la tête du 15<sup>e</sup> léger, avait couvert le plateau du village brûlé, que le reste de la division Friant était resté en réserve. C'est une jolie manière d'être en réserve que d'avoir cinq fois à repousser la cavalerie ennemie, qui est venue charger les trois carrés de ma brigade, et d'avoir été pendant trois heures consécutives sous le boulet et la mitraille. Le maréchal Ney m'avait demandé tout haut : « Quel est l'imbécile qui vous a placé là ? » Et s'adressant

ensuite au Roi : « Roi de Naples, pourquoi ne faites-vous pas charger votre cavalerie, ou bien avancer cette infanterie, puisqu'on tient tant à la faire tuer? » Le 33<sup>e</sup> régiment perdit à la Moskowa quinze cents hommes, dont quarante-huit officiers et trois cent soixante soldats morts; le colonel Pouchelon, le major Maire, quatre-vingt-douze officiers et plus de neuf cents soldats blessés. Le général Friant eut un cheval tué sous lui par le même coup de mitraille qui cassa la jambe à celui que je montais. Je fus blessé, à six heures, devant un des carrés de ma brigade, je reçus deux contusions et, ayant ramené le soir nos tirailleurs dans le bois, j'eus un second cheval tué sous moi. C'est ainsi que s'écrit l'histoire. Le roi de Naples voulait que le général Dufour fût avancé en grade; il ne parla que de lui, et je ne puis pas en vouloir à Napoléon d'avoir été mal informé. Le bulletin dit qu'à deux heures la bataille était gagnée et que le feu avait cessé. Ce bulletin a annoncé la mort de sept généraux. Le fait est qu'il y en eut quinze de tués et trente-sept de blessés, dont dix sont morts des suites de leurs blessures. On n'a pas parlé des quarante-huit colonels mis hors de combat. Les Russes ont certainement plus perdu de monde que nous, un bon tiers de plus, et je compte que l'armée française a eu vingt-neuf à trente mille hommes hors de combat.

C'est dans ces grandes occasions que l'on voit la différence de caractère des hommes marquants. Le roi de Naples, impétueux, s'élançait au milieu des escadrons ennemis, pareil au bouillant Achille; le maréchal Ney se promenait sur son cheval blanc en prenant sa prise de tabac avec un calme rare; c'était le vieux Nestor payant de sa personne, encourageant tout le monde par son

exemple, et donnant les meilleurs conseils à ceux qui marchaient de pair avec lui, et les meilleurs ordres à ceux qui servaient sous lui. Le Vice-roi et les autres chefs firent des prodiges de valeur; aussi la bataille de la Moskowa fut-elle grandement gagnée, huit cents pièces de canon de notre côté avaient vomé la mort dans les rangs ennemis pendant toute la journée; des monceaux de cadavres gisaient de tous côtés; les blessés se traînaient en appelant au secours. Le lendemain, cette plaine sablonneuse offrait le spectacle le plus dégoûtant. Et cependant la bataille n'eut pas de ces grands résultats, tels qu'en avaient produit Austerlitz et Friedland. On peut même dire que la prise de Moscou ne valait pas tant de sang.

Si le résultat ne fut pas en rapport avec les sacrifices, cela tint aux fautes commises. La plus grave fut de n'avoir pas poussé en avant dès le matin notre aile droite, qui aurait débordé l'ennemi, et qui aurait pu lui couper la retraite. Il faut attribuer cette faute au manque de bonnes cartes et à l'ignorance complète des localités.

J'ai dit que, si l'Empereur avait voulu faire donner la jeune garde quand le maréchal Ney est venu l'en prier, c'en était fait sans doute de l'armée russe : on coupait une colonne de quinze mille hommes. Enfin on prit le change sur la retraite de l'ennemi. Il aurait fallu le poursuivre sur la route de Kalouga, par laquelle une partie de ses forces avait filé. Il n'y eut que le prince Poniatowski qui le suivit sur cette route. Le quartier général de Kutusof, les bagages et le reste de l'armée avaient pris le chemin de Moscou. Napoléon le suivit de près. Il était impatient de dicter des décrets du Kremlin. Cependant toute l'armée savait déjà que les

Russes devaient brûler Moscou à notre arrivée, et que nous ne trouverions des habitants que les Allemands et une partie de la lie du peuple.

Quoique la 2<sup>e</sup> division du corps d'armée du prince d'Eckmühl eût perdu beaucoup de monde à la bataille de la Moskowa, et que le général comte Friant, qui la commandait, eût été blessé à la fin de l'action, le roi de Naples obtint de l'Empereur qu'elle resterait à l'avant-garde. Le général Dufour en prit le commandement, et elle ne forma plus que deux brigades; la mienne, qui se composait du 33<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne et du régiment espagnol Joseph Napoléon, n'éprouva point de changement.

Le 8 au matin, la division se mit en mouvement pour appuyer la cavalerie. Elle suivit l'ennemi de près, et nous eûmes ce jour-là soixante-seize hommes hors de combat. Nous prîmes position le soir sur les hauteurs qui dominent Mojaisk. Le prince de Neufchâtel m'ordonna de fouiller la ville, parce que l'Empereur voulait s'y établir; mais je la trouvai encore occupée par les Russes. Ils avaient une batterie masquée au cimetière, d'où ils tirèrent sur un de nos carrés aussitôt que le jour eut fait voir nos bivouacs. J'étais cependant parvenu à loger 4 compagnies de voltigeurs dès le soir dans le faubourg; et il y eut des coups de fusil tirés fort avant dans la nuit, mais l'ennemi n'évacua entièrement la ville qu'à sept heures du matin, avec précipitation, quand il vit que toute la division Friant avançait sur deux colonnes: elles se réunirent dans la ville. Nous y trouvâmes un grand magasin d'eau-de-vie, dont je fis faire la distribution aux différents corps de l'avant-garde, quoique, suivant l'usage, des officiers d'état-major du prince de Neuf-

châtel fussent venus ordonner de réserver le magasin pour la garde impériale. L'ennemi, en se retirant, nous lança quelques obus. Une nuée de Cosaques caracolèrent autour de la place, et, lorsque la division reprenant sa marche eut débouché hors du ravin de Mojaïsk et que nous eûmes atteint le plateau, nous trouvâmes l'arrière-garde de l'ennemi en bataille à une demi-lieue de distance. Nous pûmes croire qu'elle voulait engager le combat, mais elle ne cherchait qu'à retarder notre marche pour laisser le temps à ses bagages de défilier.

Pendant toute la journée nous avançâmes en ligne, la cavalerie occupant les intervalles de l'infanterie. Notre droite, qui longea fort longtemps des ravins, ne put être tournée par la cavalerie ennemie ; mais notre gauche, quoique appuyée constamment aux forêts de sapins qui bordent la plaine, fut souvent inquiétée, et pour cette raison elle marchait en carré. Trois régiments de cavalerie russe chargèrent le 2<sup>e</sup> bataillon du 33<sup>e</sup> régiment deligne (formant l'extrême gauche), qui ne comptait plus que 176 hommes présents. Le roi de Naples crut un instant que ce petit corps avait été enfoncé et m'envoya le secourir. A mon approche, la cavalerie ennemie, qui entourait le bataillon et criait aux Français de se rendre, songea à la retraite ; alors une décharge de notre infanterie faite presque à bout portant démontra plus de 70 Cosaques, et on leur tua 33 hommes. Le roi de Naples fut si content (et à juste titre) de la fermeté et de la bravoure de ce petit bataillon, qui avait résisté nonobstant l'immense supériorité en nombre des Russes, que Sa Majesté demanda le soir même à l'Empereur de l'avancement pour les officiers et pour un sergent-major qui s'était surtout distingué, et la croix d'officier de la Légion



d'honneur pour M. le capitaine Callier, qui commandait le 2<sup>e</sup> bataillon depuis la mort de son chef. Le reste de la journée se passa sans grand événement. Le soir seulement il y eut une fusillade très vive qui n'eut pour but que de nous faire céder par l'ennemi un petit village avec un assez joli château qui était à la convenance du roi de Naples. Les Russes furent obligés de bivouaquer dans la plaine, et nous étions si près les uns des autres que le général Exelmans n'osa pas même faire débrider la cavalerie ; il me pria même de laisser pendant la nuit un bataillon d'infanterie sous les armes.

Les soldats appelaient ces escarmouches du soir « la guerre du château », et cette guerre ne leur plaisait point, avec raison, car le plaisir de bien loger le Roi et son état-major coûtait fréquemment de trente à quatre-vingts braves soldats, qui auraient mérité d'être plus ménagés. Jamais je n'ai vu un quartier général où l'on s'occupait moins des soldats qu'à celui-ci.

Jusqu'alors les Russes avaient été fort complaisants et avaient fini, après une ou deux heures de petite guerre, par nous abandonner le petit donjon ou la coupole verte qui était l'objet de convoitise de Sa Majesté ; mais le lendemain 10 septembre ils furent plus récalcitrants, et l'envie d'occuper le petit château de Fominskoë nous coûta cher.

Les Russes, connaissant mieux les localités que nous, choisissaient toujours une bonne position avec de l'eau, du bois, parfois même quelques maisons ; ils avaient d'autant moins envie de les abandonner pour les laisser au roi de Naples et à sa suite. Ils devaient donc être fatigués de l'acharnement que nous paraissions mettre à les déloger, pour ainsi dire chaque soir, souvent après

qu'ils avaient déjà la marmite au feu, et cette fois ils tinrent bon, par la raison toute simple qu'en arrière de Fominskoë ils auraient eu à faire pour le moins trois lieues avant de retrouver un ruisseau ou un étang assez considérable qui pût fournir aux besoins de la troupe.

Donc, à quatre heures après midi, nos éclaireurs découvrirent que les Russes avaient pris position à cheval sur la grande route auprès du petit château de Fominskoë. Ils nous laissaient, à un quart de lieue de distance, pour nous loger, un joli bois, un ruisseau d'eau limpide et une petite ferme, enfin tout ce à quoi raisonnablement nous pouvions nous attendre dans la conjoncture. Nous pouvions bivouaquer dans le taillis ou sur le joli rideau de collines qui dominaient pour ainsi dire les Russes. Sa Majesté trouva apparemment qu'il était de trop bonne heure pour se reposer, ou bien le petit château de Fominskoë la tenta. Le fait est qu'Elle nous envoya l'ordre de laisser toute notre artillerie sur la route et de marcher par le flanc gauche, de traverser le taillis et de tourner l'ennemi dans sa position, tandis que le Roi se porterait en avant avec la cavalerie et deux faibles bataillons d'infanterie, dont un du 33<sup>e</sup> régiment et l'autre du régiment espagnol de Joseph Napoléon, tous deux commandés par le colonel baron de Schudi.

Aussitôt que les Russes se furent aperçus de notre mouvement, ils se préparèrent à nous bien recevoir. Une partie de leur cavalerie tourna le bois par où nous devions déboucher et tomba sur un bataillon du 48<sup>e</sup> régiment, formant notre extrême gauche, et le hacha en pièces à la sortie du bois, avant même qu'il eût eu le temps de se reformer; le commandant ne s'était pas douté de la proximité de la cavalerie. Le chef de batail-

lon Lamagret y fut tué. Le général Dufour réunit les autres bataillons du 48<sup>e</sup> et forma sa retraite, après avoir éprouvé un nouvel échec en voulant se porter contre l'infanterie russe.

A la droite, sur le grand chemin, les deux bataillons du 33<sup>e</sup> et de Joseph Napoléon étaient tombés sous le feu de l'artillerie ennemie, et la mitraille y avait fait un horrible ravage. Le bataillon espagnol fut presque tout entier couché à terre et perdit tous ses officiers. Le colonel Schudi, officier instruit et d'une grande bravoure, eut deux chevaux tués sous lui, et ses habits furent criblés de balles. Tout son régiment ne comptait plus le soir que quatorze officiers et cent quatre-vingt-seize hommes sous les armes.

Au centre, le 15<sup>e</sup> infanterie légère déboucha le premier. Le Roi ne lui laissa pas le temps de se reformer ; Sa Majesté fit battre la charge, et les soldats courant à l'ennemi en tirailleurs, sans être soutenus par aucune masse, furent écharpés par la cavalerie ennemie, qui en fit une vraie boucherie. Il n'y eut de sauvées, de ce beau régiment, que quelques compagnies qui s'étaient entremêlées avec le 33<sup>e</sup> régiment en traversant le marais et le taillis, et que j'avais fait rester avec moi. Le 33<sup>e</sup> de ligne déboucha en même temps que le 15<sup>e</sup> léger. Les aides de camp du Roi voulurent aussi l'engager au milieu de la cavalerie ennemie à la débandade ; mais, malgré toutes les criailleries de ces messieurs, je commençai par reformer mes bataillons, après quoi je me portai en avant pour donner le temps et la possibilité aux débris du 48<sup>e</sup> et du 15<sup>e</sup> de former leur retraite.

Le Roi, voyant le résultat de sa folle entreprise, m'envoya successivement les généraux Déri et Exelmans

avec ordre de ne rien engager ; mais il ne s'agissait plus de cela, l'affaire était malheureusement trop engagée, et, quoique l'ennemi m'opposât le triple des forces qui me restaient, je crus de mon devoir de soutenir le combat pour donner le temps à d'autres troupes d'arriver et pour que la retraite ne devînt point une déroute. Mes tirailleurs tinrent en échec ceux de l'ennemi ; son artillerie, placée dans un bosquet de hauts arbres, me fit beaucoup de mal ; je n'avais à lui opposer que le feu de l'infanterie. Notre cavalerie vint se jeter deux fois entre mes carrés échelonnés, ce qui m'obligea pendant un temps de faire cesser le feu. Par bonheur, l'ennemi ne profita point de sa supériorité ni de l'avantage qu'il avait sur nous, et, à la nuit tombante, je rejoignis avec ma brigade le reste de la division dans la position que les Russes nous avaient destinée dès le matin. Le baron de Galichet, chef d'état-major de la division, qui était venu me joindre pendant l'action, reçut une forte contusion à l'épaule ; j'eus un cheval tué sous moi. M. de Beaucourt, mon aide de camp, qui avait déjà été blessé à la bataille de la Moskowa, mais qui, sur la nouvelle de l'embarras dans lequel je me trouvais, était venu me rejoindre, reçut une seconde balle dans la cuisse. Cette journée coûta à la division au delà de douze cents hommes et l'élite des officiers, qui avaient survécu à la bataille de la Moskowa et à la prise de Smolensk, où surtout le 15<sup>e</sup> léger s'était tant distingué.

Les Russes avaient à l'affaire de Fominskoë environ dix mille hommes d'infanterie et seize bouches à feu ; leur cavalerie était de 12 régiments. Nous n'avions pas quatre mille hommes d'infanterie, et le Roi nous avait forcés de laisser toute notre artillerie en arrière. Les

Russes abandonnèrent Fominskoë le lendemain, et nous nous y établîmes pour laisser reposer la troupe qui était fatiguée de la journée de la veille.

Le prince d'Eckmühl vint visiter le champ de bataille. Le général Dufour et moi, nous lui exprimâmes de nouveau le désir de rentrer sous ses ordres ; c'était le vœu de tous les officiers et de la troupe. Le roi de Naples loua beaucoup la belle conduite de la division, nous promit des récompenses ; mais tout cela était resté sans effet. Il est probable qu'il n'aura point avoué à l'Empereur tout ce que cette échauffourée avait coûté, et j'ai su qu'il m'en a voulu pour avoir donné l'état exact de la perte tant en soldats qu'en officiers. Il n'en était pas quitte cependant, et il eut au sujet de cette affaire une altercation très vive avec le maréchal Davout en présence de l'Empereur. Le maréchal ne pouvait pas voir sans douleur détruire inutilement les plus belles divisions de son corps d'armée. A Valoutina, la division Gudin avait été abîmée, et le général Gudin y avait trouvé la mort. Le Roi avait fait dépouiller les cadavres français avant que l'Empereur vint visiter le champ de bataille ; il voulait faire accroire à Sa Majesté que tous ceux qu'elle voyait étaient des cadavres russes. L'Empereur n'en parut pas trop convaincu et reprocha à son beau-frère d'avoir sacrifié trop de monde en attaquant de front une position qui aurait pu être tournée. Pareillement à la bataille de la Moskowa, la division Friant avait été fort longtemps exposée à la mitraille sans utilité, et j'ai rapporté comment le maréchal Ney en avait hautement témoigné son mécontentement. L'échauffourée de Fominskoë comblait la mesure, et le prince d'Eckmühl, qui s'était donné tant de soins pour

former le plus beau corps d'armée qui ait jamais existé, avait quelque droit de s'indigner de ce qu'un homme qu'il savait être son ennemi, et qui n'avait d'autre vertu militaire qu'un courage bouillant et beaucoup d'audace, pouvait impunément faire des sottises, parce qu'il était le beau-frère de l'Empereur.

Le 12 septembre, l'avant-garde du roi de Naples quitta Fominskoë, et nous retrouvâmes vers le soir l'arrière-garde russe. Un espion, que l'on eut la bonhomie de regarder comme un déserteur, nous dit que les russes se préparaient à nous livrer bataille sous les murs de la capitale, et qu'ils avaient fortifié une position bien plus formidable que celle de la Moskowa. En effet, le 14 au matin, nous aperçûmes quelques préparatifs, des abatis d'arbres, des redoutes et une ligne de cavalerie qui couronnait les hauteurs en avant de Moscou. Je suivais de près, avec ma brigade, le roi de Naples, qui, toujours en avant, nous traçait pour ainsi dire la route. On le voyait constamment au milieu des éclaireurs, et les ennemis pouvaient aussi bien que nous le distinguer à son grand panache blanc et à sa pelisse verte à brandebourgs d'or. Les Russes tirèrent quatre ou cinq coups de canon ; bientôt le feu cessa, et le bruit se répandit qu'il y avait des pourparlers. De fait, le général comte de Narbonne, aide de camp de l'Empereur, en revenant d'une mission qu'il venait de remplir auprès du roi de Naples, me dit : « Voilà qui est fini, les Russes abandonnent Moscou et remettent la ville à la générosité française. » Peu après l'Empereur passa en voiture, et, m'ayant fait approcher, il me dit : « Faites marcher, cela n'est pas fini. » J'observai clairement qu'il était soucieux ; j'ignore quels en étaient les motifs, mais

évidemment le comte de Narbonne avait cru sa nouvelle meilleure qu'elle ne paraissait au maître. Peut-être aussi Sa Majesté ne fut-elle pas contente de la joie que les soldats firent éclater à l'idée que l'on allait traiter de la paix. Ils manifestèrent ce sentiment très nettement en saluant l'Empereur lorsqu'il passa pour s'approcher de la ville.

On nous fit faire halte près du pont de bois qui était sur la Moskowa. Bientôt un aide de camp du Roi m'apporta l'ordre de marcher au Kremlin, où la populace et une espèce de garde nationale s'étaient retirées et renfermées dans l'arsenal. On tira sur nous par les créneaux. Un coup de canon à mitraille dissipa tout ce monde, et, d'après l'ordre du Roi, je réunis tout ce qui portait uniforme dans le palais impérial et je laissai une compagnie de voltigeurs pour garder ces prisonniers.

Le Roi avait continué sa marche entouré des généraux cosaques qui lui dirent les choses les plus flatteuses sur sa bravoure. Il croyait que les Russes ne l'avaient point reconnu, lorsque l'hetman lui dit : « Il y a longtemps que je vous connais, Sire, vous êtes le roi de Naples ; la différence entre vous et moi est que je vous vois depuis le Niémen toujours le premier en avant de votre armée, et que depuis trois mois je suis constamment le dernier de la nôtre. » Il manifesta le désir d'avoir quelque marque de distinction du Roi. Sa Majesté lui offrit une belle montre, ajoutant qu'elle espérait que bientôt elle pourrait lui offrir quelque chose de plus agréable ; elle voulait parler de son ordre que l'officier russe avait paru désirer. On parla de paix ; les Russes furent assez francs : « Vous êtes venus nous attaquer, dirent-ils au Roi ; notre

empereur était l'ami de l'empereur Napoléon, pourquoi nous a-t-il déclaré la guerre? Nous voulons bien la paix, mais elle est devenue difficile; cependant il faut espérer que nous serons bientôt amis. » Le général Déri ayant demandé à un jeune officier qui paraissait être quelqu'un de distingué si l'empereur Alexandre se trouvait à l'armée, puisqu'on avait dit qu'il y était attendu, l'officier lui répondit : « Non, et nous ne voulons pas qu'il y vienne. »

Arrivés à la barrière ou porte de Vladimir, les généraux russes prièrent le roi de Naples de ne pas avancer davantage : « Nous vous avons cédé la ville, Sire ; plus loin vous seriez notre prisonnier. » On convint cependant d'un armistice entre les généraux d'avant-garde qui ne lierait en rien les souverains. En conséquence, le Roi m'ordonna d'éviter tout engagement. Nous partageâmes, les Russes et moi, un troupeau nombreux de bœufs magnifiques, dont mes soldats venaient de s'emparer. Les Cosaques nous dirent que c'était le leur, qu'ils n'auraient pas à souper si nous ne leur en rendions pas, qu'ils n'étaient pas embarrassés pour le lendemain et que quinze bœufs leur suffiraient. Je leur en fis restituer vingt-deux, ce dont ils parurent fort contents. Une joie secrète se peignit sur leurs figures, et un sourire malin dénotait l'espoir qu'ils avaient déjà de nous punir d'être venus à Moscou.

Les généraux venaient de nous quitter ; il était entre six et sept heures du soir lorsqu'une violente détonation se fit entendre du côté de la porte de Kalouga. C'était un magasin à poudre que l'ennemi faisait sauter, et c'était, paraît-il, le signal convenu ; car, un instant après, je vis partir plusieurs fusées, et, une demi-heure



plus tard, le feu se manifesta dans différents quartiers de la ville, notamment dans le faubourg de Vladimir, où le général Dufour et moi avions pris chacun une maison. Dès que je fus convaincu que l'on voulait nous chauffer en ville, je pris le parti de rejoindre tout de suite la division, qui était bivouaquée à cheval sur la route de Vladimir, sous les murs de la ville, et j'établis mon quartier général dans un moulin où j'étais sûr de ne pas être brûlé. Le vent était violent, et il faisait très-froid. Il eût fallu être aveugle pour ne pas voir que c'était le signal d'une guerre à mort, et tout me confirma les avis que j'avais recueillis déjà dans le mois de janvier à Rostock et à Wismar sur l'intention des Russes de tout brûler et de nous attirer au fond de la Russie. On a vu que j'en avais prévenu le duc de Bassano, et que le roi de Prusse, en allié fidèle, ami de la paix, avait prédit à l'empereur Napoléon tout ce qui nous arrivait et tout ce qui nous était encore réservé.

Nous trouvâmes les plus beaux palais abandonnés ; quelques-uns ne l'étaient que depuis quelques instants. Un valet de chambre d'une princesse me reconnut pour m'avoir vu en Italie ; il s'approcha, me demanda en grâce de sauver la maison. Sa maîtresse n'était partie que depuis une heure ; aussi son appartement avait l'air de l'attendre. J'engageai le valet de chambre à briser un secrétaire qu'il me disait contenir des papiers. Je lui promis une garde que j'envoyai en effet, mais qui ne retrouva point le palais et qui est restée égarée plusieurs jours dans cette immense cité déserte. Le lendemain, le beau palais était brûlé, ainsi que celui du général Durassow où plusieurs domestiques étaient restés. Comme ces bonnes gens me répétaient qu'on

allait brûler la ville, ce dont ils n'étaient nullement satisfaits, et comme ils implorèrent mon secours, je crus d'abord qu'ils supposaient cette intention aux Français et je voulus les rassurer ; c'est alors qu'ils m'expliquèrent qu'on avait laissé plus de mille personnes comme incendiaires, et que M. le comte de Rostopchine avait fait sortir de Moscou toutes les pompes ; mais qu'ils avaient été assez heureux pour en conserver. C'était contre les Russes qu'ils demandaient mon appui. Je n'ai pu y envoyer du monde que le lendemain ; et déjà ce beau palais était détruit.

Le hasard m'en fit sauver un autre, qui appartenait au même comte de Durassow, et que j'ai habité durant tout le temps que nous sommes restés à Moscou. J'y ai donné l'hospitalité à M. le colonel d'Horrer, émigré français, que je rencontrai le troisième jour errant avec sa famille, une mère fort âgée et deux ecclésiastiques qui tous avaient été dépouillés par nos soldats et que je fis rhabiller à neuf par le même moyen. Le désordre était à son comble ; la ville était livrée au pillage. Les soldats de ma garde m'apportèrent successivement tout ce dont j'avais besoin et même tout ce qui pouvait servir à mes réfugiés, qui, ayant leur maison brûlée, étaient dans la détresse la plus complète. Une partie de la populace rentra en ville le huitième et le neuvième jour. et pillait autant et plus que nos soldats. L'on ne se fait point d'idée en France du luxe asiatique et européen dont nous trouvâmes les traces à Moscou. Les approvisionnements des palais et des maisons particulières surpassaient toute attente. S'il y avait eu de l'ordre, on aurait pu distribuer des vivres à toute l'armée pour trois mois ; mais déjà il n'y avait plus de discipline. Les

employés des vivres ne pensaient qu'à eux. On a refusé à des généraux blessés du vin de Bordeaux sous prétexte qu'il n'y en avait point, et lorsque, six semaines plus tard, le maréchal duc de Trévise fit sauter le Kremlin, il y fit casser deux mille bouteilles à long bouchon pour empêcher que les soldats de la jeune garde n'en bussent en trop grande quantité (1). Il fallait une permission de l'intendant général (le général comte Mathieu Dumas) pour obtenir un sac d'avoine, et c'était chose difficile à obtenir; et à notre départ il en resta dans les magasins pour nourrir vingt mille chevaux pendant six mois. En quittant Moscou, j'ai vu un magasin dont les voûtes, d'une longueur immense, étaient remplies de sacs de belle fleur de farine : il fut livré au pillage ; cependant je n'avais obtenu qu'avec peine, huit jours auparavant, un sac de grosse farine. Avec plus d'activité et de zèle de la part des employés, surtout des subalternes, l'armée aurait pu être habillée et bien nourrie. Plus d'un tiers de la ville était resté intact et regorgeait de tout ce dont nous avons besoin. Il n'y avait que le foin et la paille qui manquaient. Le prince de Neufchâtel lui-même envoyait dans les villages pour s'en procurer. Souvent les Cosaques enlevaient chevaux, voitures et domestiques. Les habitants, fatigués des vexations de la valetaille, avaient fini par s'armer contre eux ; ils les tuaient, ou bien ils allaient chercher les Cosaques pendant que nos gens ribotaient et chargeaient leurs voitures ou leurs che-

(1) On peut calculer d'après cela ce qu'il y avait en barils, en tonneaux, et tout ce qui a été bu, et tout ce qui a été emporté par les généraux et par les corps qui avaient des voitures à leur disposition!!!

vaux. Je crois qu'avec plus de prudence on eût mieux réussi. J'ai été assez heureux de voir rentrer, tous les quatre ou cinq jours, mes fourrageurs, qui à l'ordinaire m'apportaient des œufs, des pommes de terre et quelquefois des volailles, grâce à l'ordre très sévère que j'avais donné de ne rien prendre que des fourrages, d'acheter tout le reste. Un sergent, homme de bien, accompagnait mes laquais, avec quelques soldats armés. Il empêchait toute vexation, et cette méthode réussit à merveille. Un jour, plusieurs des habitants d'un village où ils avaient été souvent vinrent au-devant d'eux, leur apportant deux poules et des œufs, mais les engagèrent à ne pas approcher parce que les Cosaques étaient chez eux. Leur avis fut complètement avéré.

Une autre circonstance m'a servi. Je rencontrai un jour deux soldats chargés de vases d'argent et d'ornements d'église ; c'était à deux pas d'une petite église, tout près de mon palais ; je crus que c'était là même que mes pillards avaient fait leur butin ; je me fis ouvrir et je donnai le tout à un moine qui se présenta. Il demanda à mon interprète où je demeurais, je lui donnai une sauvegarde et la permission de carillonner, ce qui à la vérité m'incommoda beaucoup, mais ce qui me valut la protection du clergé. Les prêtres recommandèrent à toute la valetaille, qui s'était réunie dans l'hôtel, de se bien conduire à mon égard. Le colonel d'Horrèr me fut encore d'un grand secours.

Les soldats vendaient les plus belles pelisses pour rien. Au Kremlin, dans les chambrées de la garde impériale, on trouvait de tout : de la vaisselle plate en vermeil, des diamants, des perles, des étoffes de soie, etc. Je me représentai Samarcande prise par Tamerlan. En

général je trouvai beaucoup d'analogie entre Moscou et les villes turques, par les coupoles dorées et peintes en vert surmontées d'un croissant en mémoire de la venue des Barbares. Ce furent aussi les incendies, qui me rappelèrent ceux que j'avais vus détruire une partie de Constantinople et de Smyrne, quoiqu'ici le spectacle fût encore plus étonnant. Ce fut, en effet, la plus belle horreur dont on puisse être témoin, et je n'oublierai jamais la quatrième nuit, lorsque l'Empereur fut obligé d'abandonner la ville pour se réfugier à Pétrovskoié, château gothique situé à une lieue de Moscou, sur la route de Saint-Pétersbourg. J'étais parti la veille avec la division du côté de Vladimir, mais les douleurs que je ressentais depuis la prise de Smolensk, à la suite d'une forte contusion de biscaïen qui m'avait fracturé l'extrémité xiphoïde, étaient devenues tellement violentes que je ne pouvais plus me tenir à cheval. J'avais été obligé de demander au roi de Naples la permission de me faire soigner à Moscou, et j'avais sollicité d'être remplacé dans le commandement de ma brigade. Je me rendais donc à Moscou. A plus de deux lieues, la lueur des flammes éclairait la route ; en approchant, je ne vis plus qu'une mer de feu, et, comme le vent était très violent, les flammes ondoyaient comme une mer en fureur. Je fus heureux de retrouver mon moulin, d'où je jouis pendant toute la nuit de ce spectacle unique, horrible, mais majestueux et imposant. L'incendie de Smolensk eut quelque chose de plus grandiose ; les murs élevés, les vastes tours au-dessus desquelles les flammes jaillissaient avec force, me représentèrent Ilium dans la fatale nuit que Virgile nous a décrite avec tant de beauté. Le feu à Moscou, beau-

coup plus étendu, avait quelque chose de moins poétique.

On a fort blâmé l'empereur Napoléon d'avoir admiré dans un de ses bulletins cette catastrophe. Mais il n'avait à s'en faire aucun reproche, et certes il aurait bien voulu conserver Moscou, non par amitié pour les Russes, mais pour son avantage. De quelque manière qu'on la considère, soit comme l'expression d'un grand sentiment patriotique, soit comme l'effet d'une rage impuissante, la résolution prise par les Russes d'incendier Moscou n'en était pas moins mal calculée ; elle n'eut et ne pouvait avoir aucune influence sur le sort de l'armée. J'ai déjà dit que dans la partie non brûlée il était resté des provisions immenses, et qu'il nous eût suffi d'une bonne direction, d'ordre dans l'armée et de prévoyance, pour être à même de retourner à Wilna sans difficulté. Passer l'hiver à Moscou était chose impossible. Nous avions fait une trouée jusque-là, mais aucune province ne nous était soumise ; l'armée du général Kutusof se reformait et débordait déjà notre flanc droit ; en possession de Toula et de Kalouga, elle pouvait arriver avant nous à Mojaisk et surtout à Wiasma ; d'autre part, la paix avec la Turquie donnait pleine liberté à l'armée de l'amiral Tchitchakoff de couper nos communications avec la Pologne ; nous étions trop éloignés de la Courlande pour espérer aucun secours du corps du duc de Tarente, et les pertes qu'avait essuyées le maréchal duc de Reggio devant Polotsk le laissaient lui-même en compromis avec nos derrières mal gardés ; Witebsk, comme l'événement l'a prouvé, ne pouvait point être conservé ; ainsi plus nous restions à Moscou brûlé ou non brûlé, plus nous

rendions notre perte certaine et nous nous préparions un sort à peu près pareil à celui de Cambyse dans la Libye ou à celui de l'armée d'Alexandre dans le désert de la Gédrosie.

La grande faute de Napoléon n'est pas tant d'être venu à Moscou, quoique ce fût une grande imprudence, qui a été combattue par presque tous les chefs de l'armée à Witebsk et à Smolensk, mais c'est d'y être resté. Le maréchal prince d'Eckmühl, écoutant moins ses lumières et la sagesse que sa haine contre la cour de Russie, avait décidé son maître à s'avancer sur Moscou ; il se flattait que les Russes, consternés de voir leur capitale envahie, demanderaient la paix d'assez bonne heure pour laisser à l'armée le temps d'aller prendre ses quartiers d'hiver dans l'Ukraine et dans les autres provinces, que l'on comptait faire céder par l'empereur Alexandre au nouveau royaume de Pologne. On sait que lui, prince d'Eckmühl, et le roi de Naples, portaient leurs vues secrètes sur ce royaume.

La prudence aurait exigé que l'on se fût arrêté à Smolensk, que l'on eût empêché la Porte de faire la paix et que, réorganisant l'armée, qui depuis Witebsk se ressentait déjà du manque de vivres, on se fût préparé à entrer de bonne heure en campagne l'année d'après pour en finir avec la Russie. Cette conduite en eût imposé à toutes les puissances de l'Allemagne, qui, bien que furieusement lassées du joug français, n'eussent point songé à s'y soustraire. Rien de tout cela ne convenait au caractère de Napoléon, qui ne savait ni négocier, ni temporiser. Tous les avis donnés, et depuis longtemps, relativement à la Turquie et à la Suède, avaient été rejetés avec un dédain étonnant, qui démo-

tait la présomption du maître et le peu de capacité de ses ministres, trop peureux pour oser lui parler avec quelque énergie sur ses intérêts les plus chers (tels le duc de Cadore, le duc de Feltre et le comte Montalivet), ou si complètement éblouis par l'auréole de gloire dont cet homme était encore entouré (tel le duc de Bassano) qu'ils le croyaient, de bonne foi, né avec la science infuse et par conséquent aussi infaillible qu'invincible.

Napoléon à son entrée à Moscou avait été frappé de ne recevoir ni députation ni hommages comme à Vienne et à Berlin ; il fut troublé, resta indécis entre divers partis, et la fatalité l'entraîna vers le plus funeste. Il était au plus haut période de sa gloire ; son étoile s'obscurcit à Moscou et dès lors recula. Le Vice-roi proposa de marcher tout de suite avec son corps d'armée de quarante-cinq mille hommes sur Twer et de là sur Pétersbourg, tandis que le reste de l'armée tiendrait en échec le maréchal Kutusof. C'était vouloir continuer le système d'invasion ; mais il y avait quelque chose de grand dans ce projet qui eût probablement réussi. Il aurait porté la consternation à la cour de Saint-Pétersbourg, et il est pour le moins douteux que l'empereur Alexandre eût laissé brûler sa seconde capitale. Vingt-cinq jours suffisaient pour y arriver. On eut peur des pluies et des mauvais chemins aux environs de Twer, et l'avis du Vice-roi fut rejeté. Le maréchal Ney opina fortement pour que l'armée, après huit jours de repos à Moscou, se repliât, chargée de vivres, sur Smolensk, par la même route qu'elle avait déjà suivie. C'eût été le parti le plus court et le plus sage ; on objecta que les Russes et nous-mêmes avions tout brûlé, et que nous ne trouverions plus de fourrages. Ces raisons étaient plau-



sibles, mais non suffisantes dans l'embarras où l'on s'était mis. Le maréchal Davout inclinait à aller battre les Russes, brûler les établissements de Toula et de Kalouga, et à se jeter en Ukraine. Ce parti avait du brillant, offrait quelques résultats et semblait faisable, à la condition de l'exécuter sans retard, avant que l'armée russe se fût reformée et qu'elle eût reçu les grands renforts qui lui arrivèrent de tous les côtés, surtout les renforts de cette cavalerie qui nous a tant harcelés dans notre malheureuse retraite.

Au fond, l'Empereur était désappointé comme un homme qui n'est pas accoutumé à se voir trompé dans ses calculs. Il s'enferma au Kremlin, où il eut l'air d'attendre les événements dans un temps où tous les moments devenaient d'un jour à l'autre plus précieux. Il voulait encore se faire illusion. Après avoir cru qu'Alexandre lui demanderait la paix, il s'imagina que du moins ce prince serait empressé de l'accepter, si elle lui était offerte. Le roi de Naples se laissa mystifier par le vieux Kutusof, rusé compère, et par les flagorneries des autres généraux russes, qui pour gagner du temps conclurent un armistice, puis le rompirent quinze jours après de la manière la plus brusque. Les Russes surprirent notre avant-garde, le 18 octobre, à Woronowo ; ils enlevèrent au général Sébastiani une partie de son artillerie, et sans les faibles restes de la division Friant commandés par le général Dufour, qui montra en cette occasion autant de talent que de bravoure, le Roi eût été pris avec toute l'avant-garde. Le général Déri, officier distingué, ami du Roi et son maréchal de palais, fut tué dans cette affaire. Les généraux russes nous avaient prodigué toutes les caresses imaginables.

Le Roi ayant envoyé le général Déri représenter que, de la manière dont la ligne des vedettes russes était placée, son quartier général même était dominé, le maréchal Kutusof pria le général Déri de parcourir lui-même la ligne avec un de ses aides de camp pour placer les vedettes russes, et il le chargea d'assurer le Roi qu'il n'avait rien tant à cœur que de prouver à Sa Majesté son respect et son admiration. Mais lorsqu'il crut pouvoir recommencer les hostilités, il fit enlever les palefreniers du Roi, sous prétexte qu'ils avaient dépassé la ligne de démarcation. Le Roi les fit réclamer avec humeur, en déclarant que si on ne lui renvoyait pas ses gens, il regarderait l'armistice comme rompu. Les Russes le prirent au mot, ne firent aucune réponse et attaquèrent le lendemain. On cria à la violation de parole, à l'infamie. Le fait est que l'on avait joué au plus fin, et que les Russes rendirent au roi de Naples le tour qu'il avait joué, même moins loyalement, au prince d'Auersberg, au pont du Danube, après la bataille d'Austerlitz.

Il faut rendre cette justice au roi de Naples qu'il avait prévenu depuis plusieurs jours l'Empereur que l'armée russe recevait de fréquents renforts ; que s'il était attaqué, il ne pourrait se maintenir ; que l'on manquait de tout ; que les soldats, comme les officiers, étaient fatigués et dégoûtés, et il osa prédire des malheurs (1) ; mais l'Empereur le traita fort mal pour

(1) La lettre suivante, écrite par le baron de Galichet, en date du 6 octobre 1812, au bivouac, à quinze lieues de Moscou, sur la route de Kalouga, donne une idée de la misère qu'éprouvaient les troupes du roi de Naples : « J'ai reçu les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire ; je vous fais parvenir ces quelques mots pour vous prouver qu'aucun motif autre que nos embarras m'a empêché de vous écrire ; mais nous avons tant de bivouaques et

ces vérités et n'en tint point compte. Il avait, dès le lendemain de son arrivée à Moscou, fait venir Mme Burcet, directrice du théâtre français à Moscou, et lui avait enjoint de faire donner des pièces françaises. Mme Burcet obéit, tout étonnée de la sécurité du monarque, et elle donna au maréchal Duroc des avis importants, qui furent négligés parce qu'à la cour de France tout était morgue et jactance. Cette femme, qui avait été longtemps la maîtresse du duc de Brunswick, mort à Iéna, et qui auparavant avait vécu dans l'intimité du prince Henri de Prusse à Reinsberg, avait vu à Moscou tous les grands personnages et savait très bien tout ce qui se passait et se tramait contre nous. L'Empereur s'étourdit en faisant donner des concerts ; souvent il joua à la bouillotte et il fut gai. Quelques revues, beaucoup de décrets datés de Moscou furent ses passe-temps, et il s'endormit sur le précipice. Il voulut faire de l'organisation, créer des mairies et des commissariats de police ; mais les hommes qu'il employa, tels que M. Lesseps, ancien consul général à Pétersbourg, et qui savait la langue russe, et quelques auditeurs, le servirent mal, n'ayant ni assez d'énergie, ni les talents nécessaires pour être à la hauteur d'une circonstance aussi difficile. En général l'Empereur fut mal secondé. Le prince

tant de boue et tant de froid que je n'écris à personne ; chaque ordre que je reçois de faire tel ou tel état me fait autant de fois naître l'envie de donner ma démission. Quant aux vivres que vous demandez, c'est là chose impossible ; le 33<sup>e</sup> serait heureux aujourd'hui même d'avoir les chevaux tués avant-hier, car il n'a plus que deux bœufs. M. le général Dufour me charge de vous mander qu'il n'avait pas besoin de certificats pour prouver votre incommodité. Il ne vous répond pas parce qu'il n'écrirait pas même à sa maîtresse. Il vous invite à soigner votre santé. J'ai l'honneur, etc. »

de Neufchâtel commençait déjà à se faire vieux ; son chef d'état-major, le général comte Monthion, était un vaniteux personnage, et toute cette boutique était mal organisée. Peu de talents et beaucoup de présomption. L'Empereur fit chercher partout les proclamations du fameux Pucatief (1). Je suppose qu'il voulait calquer les siennes d'après ces pièces fameuses, mais fort rares, qui dans le temps firent un grand effet sur l'esprit des Cosaques. Le comte Daru, ministre secrétaire d'État, que je voyais souvent, m'en parla et me demanda même de faire quelques recherches ; mais on ne parvint point, à ce que je sache, à les découvrir.

J'ai à parler maintenant de la négociation de paix que l'Empereur fit entamer par le général comte de Lauriston, son aide de camp et son dernier ambassadeur à la cour de Pétersbourg. J'ai peut-être contribué à l'envoi de ce plénipotentiaire, et voici ce que j'en sais. M. d'Horror, cet officier émigré français que j'avais sauvé et qui était lié avec le maréchal Kutusof, m'avait dit que la paix ne dépendait point de l'empereur Alexandre, mais de l'armée ; que c'était la nation qui avait forcé l'Empereur à mettre de nouveau le maréchal à la tête des troupes. « Vous avez connu le maréchal à Constantinople, ajouta-t-il ; vous savez qu'il a beaucoup d'ambition et de vanité ; je puis vous assurer qu'il n'a accepté le commandement que dans l'espoir de se venger de la bataille d'Austerlitz, dont l'empereur Alexandre, très injustement, lui attribue la perte ; il a perdu la bataille de la Moskowa, qui sait s'il ne porterait point sa gloire à être le pacificateur des

(1) Pougatchef, Cosaque déserteur, raskolnik, se fit passer pour Pierre III et souleva le peuple russe au commencement du règne de Catherine II. Il fut exécuté à Moscou. (Éd.)

deux grands empires ? La paix dépend de lui : s'il la veut, elle se fera, et sans lui elle est impossible. Comme je le connais intimement, je me charge d'aller le sonder ; je laisserai ici ma femme, ma mère et mes enfants en otage. » Je communiquai ces idées de M. d'Horrèr au comte Daru, qui en parla à l'Empereur. Deux jours après, je reçus ordre de venir auprès de Sa Majesté, mais juste ce jour-là j'étais couché et tellement souffrant de ma contusion, qu'il me fut impossible de sortir. J'écrivis au comte Daru, qui montra ma lettre à l'Empereur, et le lendemain le général Lauriston fut expédié. Ce fut encore M. d'Horrèr qui m'en intruisit et qui m'annonça tout de suite que c'était une négociation manquée, puisque M. de Lauriston était chargé d'une lettre pour l'empereur Alexandre, et que, ne s'adressant au maréchal Kutusof que comme intermédiaire, la démarche ne pouvait satisfaire la vanité du vieux guerrier. Mais l'empereur Napoléon n'était plus le général Bonaparte qui avait pu écrire à l'archiduc Charles, commandant l'armée autrichienne en Italie, pour traiter des ouvertures de paix ; à Moscou, il aurait cru compromettre sa dignité, faire un acte de jacobinisme en cherchant à négocier avec tout autre en Russie qu'avec l'empereur Alexandre. Le raisonnement pouvait être assez juste en principe ; en fait, il s'agissait de se tirer d'une position fort épineuse, et il aurait fallu ne pas y regarder de si près. Napoléon a été justifié à nos yeux, quand j'ai revu à Paris, deux ans après, M. d'Horrèr, qui m'a avoué qu'il n'aurait pas réussi. Il avait rejoint, après notre départ de Moscou, le maréchal, qui lui avait déclaré qu'il n'aurait jamais consenti à la paix depuis la prise de Moscou, mais que

si l'Empereur la lui avait proposée après la bataille de la Moskowa, il l'aurait acceptée pour sauver la ville sainte.

On perdit un temps précieux par cette négociation. Enfin l'Empereur fut convaincu qu'il fallait s'en tirer par l'épée, et que la fortune allait en décider. Il fit partir tous les généraux et officiers supérieurs blessés avec un convoi qui prit la route directe de Smolensk par Mojaïsk et Wiasma, et qui arriva fort heureusement par Minsk à Wilna, tandis qu'un convoi de vivres et de munitions fut attaqué par les Cosaques et pour la plus grande partie détruit ou pris.

Le prince Eugène s'était donné toutes les peines possibles pour réorganiser son corps d'armée, dont il était très aimé; la garde italienne était superbe. L'Empereur le fit partir le premier, avec ordre de prendre d'abord la route de Mojaïsk, puis de se rejeter à gauche et d'arriver par la vieille route de Kalouga sur Malojaroslawetz, où il prévoyait qu'il livrerait bataille. On savait que les Russes y avaient fait beaucoup d'ouvrages en terre. Quant au roi de Naples, il commençait à se dégoûter; mais son âme belliqueuse le retenait, ainsi qu'un reste d'attachement pour son beau-frère, quoiqu'il eût eu lieu déjà de s'en plaindre sous beaucoup de rapports tant personnels que politiques.

L'homme qui avait conseillé d'aller à Moscou, le prince d'Eckmühl, fut aussi celui qui montra le plus d'activité et de zèle à réorganiser l'armée afin de prévenir la catastrophe qu'il commençait à entrevoir. Malheureusement, il était peu aimé des généraux et des colonels à cause de sa dureté, et, il faut le dire à sa louange, peut-être encore plus à cause de son intégrité et de sa sévérité pour la

discipline et contre le gaspillage. De là, le plaisir secret d'entraver tout ce qu'il voulait faire et une joie indécente lorsque plus tard on apprit que Napoléon, pendant la retraite, lui avait reproché avec colère la faute qu'il lui avait fait commettre et l'avait taxé de lâche.

Napoléon fut ingrat envers un des hommes qui lui furent le plus dévoués, et c'est cette circonstance qui m'a fait toujours croire que les Bourbons auraient pu s'attacher franchement le maréchal en 1814 à son retour de Hambourg. Au lieu de cela, on l'a humilié et maltraité, ce que j'ai toujours envisagé comme une faute grave.

## CHAPITRE IV

Ce fut le 19 octobre que l'Empereur quitta Moscou. Il y laissait le maréchal duc de Trévise, qui devait attendre au Kremlin le résultat de la bataille qu'on allait livrer. Napoléon avait encore l'espoir secret d'y revenir; néanmoins il laissa l'ordre au duc de Trévise de faire sauter, en cas contraire, l'arsenal du Kremlin qui avait été pillé par les Russes et par les Français, mais où j'ai vu encore beaucoup de trophées remportés sur les Turcs et le palais impérial, ce qui était une petite vengeance révolutionnaire. Le tombeau des czars n'avait point été respecté; j'ai vu les corps embaumés des princes, foulés aux pieds des soldats, qui avaient cru s'enrichir par leurs dépouilles, en prenant les pierreries en stras pour des pierres fines. La grande croix qui était placée sur le dôme de l'église de Saint-Ivan, ainsi que la main embaumée du saint, patron de la ville, un fauteuil du palais impérial et quelques autres objets curieux avaient été expédiés avec le trésor. Les plus belles galeries de tableaux avaient brûlé lors de l'incendie, et tout ce que l'armée avait emporté est presque entièrement retombé au pouvoir des Russes, ainsi que le trésor, ou a été détruit pour les en priver. Quelques objets furent même enterrés,



dans l'espoir chimérique de venir un jour les rechercher.

En partant, l'armée laissa au Kremlin une partie de ses équipages et beaucoup de chariots chargés de munitions. La détonation causée par l'explosion des grands édifices que l'on fit sauter annonça l'évacuation, et, lorsque je quittai Moscou, des Cosaques isolés s'y montraient déjà; il faisait le plus beau temps du monde, et si chaud que nous dînâmes avec les croisées ouvertes. La première nuit, je bivouaquai avec les officiers qui m'avaient suivi près de la maison de campagne du comte de Rostopchine, dont il ne restait que des ruines. J'y trouvai plusieurs dames françaises qui voulurent nous suivre, quoique je leur eusse prédit une partie de notre misère future. Déjà la route était encombrée de voitures, dont beaucoup, ou trop chargées ou mal attelées, restèrent embourbées dès le premier jour et servirent de points de reconnaissance aux traînards et à ceux qui ne quittèrent la ville qu'au dernier moment.

Le lendemain, je retrouvai la division Friant et cheminai avec elle jusqu'à Borowsk, où le prince de Neufchâtel m'informa que j'étais remplacé sur ma demande et que j'allais suivre le quartier général de l'Empereur. Le quartier général fut établi le 23 à Gorodnia, d'où Sa Majesté m'envoya deux fois à Malojaroslawetz pendant la bataille. On sait que cette journée décida entièrement de notre sort; elle offre un exemple frappant de ce que peut occasionner à la guerre une heure de retard.

L'Empereur, qui marchait avec l'armée, avait calculé ses mouvements de manière à laisser le temps au Viceroy d'arriver à Malojaroslawetz avant que les Russes, qui suivaient notre marche de l'autre côté de la Louga, pussent se douter du point que nous voulions atteindre

pour passer la rivière, la bataille devant leur être présentée sur le beau plateau qui couronne la ville vers l'embranchement des deux routes de Kalouga et de Létachewa.

Le général Delzons, officier distingué, servant dans l'armée d'Italie, avait reçu l'ordre de se mettre en marche le 23 à minuit, pour arriver avant le jour au pont de Malojaroslawetz. Il crut avoir le temps de faire manger la soupe à sa troupe et ne se mit en mouvement qu'à deux heures de la nuit. Ce fut ce retard de deux heures qui changea la face des affaires et décida peut-être du sort de l'armée et de la paix. A l'instant où la première brigade de la division Delzons débouchait et se portait sur le pont, la première colonne russe, transportée sur des voitures, afin d'arriver à temps pour défendre le passage, se montra et commença le feu. Il y eut un instant de confusion parmi les Italiens; le général Delzons se porta lui-même en avant pour les ramener, mais il fut tué, ainsi que ses deux frères, l'un son général de brigade, l'autre son aide de camp. Le Vice-roi s'avança avec son corps d'armée; mais les Russes ayant reçu du renfort, un combat meurtrier s'engagea, et la ville fut prise et reprise plusieurs fois; enfin, à huit heures du soir, le Vice-roi en resta maître. Il venait de gagner une belle bataille; mais son corps d'armée avait usé toutes ses munitions et comptait sept mille morts. L'Empereur vint le lendemain visiter la position. Les troupes russes étaient en présence, et nous nous trouvions sur le terrain où Napoléon avait voulu essayer de détruire l'armée du maréchal Kutusof. Il est probable qu'il aurait réussi, car nous comptions encore quatre-vingt mille hommes d'infanterie, une artillerie immense et bien fournie, et nos soldats avaient

toute leur énergie. L'Empereur s'étant entretenu longtemps avec le maréchal Davout, la retraite fut décidée, et il dit : « Voilà ce que c'est que d'arriver d'une heure trop tard. »

Il est certain que si le général Delzons eût ponctuellement exécuté les ordres qu'il avait reçus, il serait arrivé longtemps avant les Russes à Malojaroslawetz, et il se serait emparé de la position sans tirer un coup de fusil ; le lendemain, l'Empereur aurait pu livrer une dernière bataille générale, qui probablement l'eût ramené à Moscou et qui eût forcé les Russes à la paix. Victorieux, notre triomphe était complet ; battus, nous ne tombions guère en plus mauvaise position que celle dans laquelle nous nous trouvions déjà (1). La fortune abandonnait Bonaparte ; c'était désormais à son tour à éprouver de grands revers ; il paraissait résigné ou assez stoïque pour voir avec calme tous les malheurs qui nous menaçaient ; mais son audace avait fait place à une irrésolution fatale. Il est certain que s'il eût attaqué derechef, nous nous serions emparés de Toula et de Kalouga ; Kutusof se regardait comme battu et se retirait : il dit lui-même : « Kalouga va éprouver le sort de Moscou. » Il fut agréablement surpris en apprenant que l'armée française avait

(1) M. Labaume excuse le général Delzons. Il dit qu'il suivit ses instructions et qu'il arriva même la veille à Malojaroslawetz. Voyez son ouvrage, p. 248. Mais il est sûr que j'ai entendu l'Empereur se plaindre de son retard, et chez le major général on blâma le général, tout en regrettant d'avoir à le faire. Au reste, comme je n'ai pas en vue d'écrire l'histoire militaire de la campagne et de tracer les mouvements autres que ceux de la division à laquelle j'ai appartenu, et comme je cherche plutôt à traiter cette expédition sous le rapport politique, je ne veux point trancher la question. Je n'ai pas toujours assez connu tous les mouvements des différents corps pour les détailler.

commencé sa retraite. Napoléon, n'ayant point d'espions, ignorait la vraie situation de l'armée ennemie, et ce fut ainsi que les Russes purent faire un hurra sur le quartier général. Les soldats appelèrent cette journée la journée du hurra de l'Empereur. Napoléon vit clairement qu'on lui en voulait personnellement et qu'on cherchait à s'emparer de sa personne. On disait tout haut dans l'armée que l'hetman Platow avait promis la main de sa fille à celui qui lui amènerait vivant Napoléon, fût-ce même un simple Cosaque, et il est certain que ce bruit inquiéta Bonaparte.

Le roi de Naples se montra brillant, comme à son ordinaire; avec quelques cavaliers et les officiers de sa maison, il chargea les Cosaques qui s'étaient glissés derrière le ravin et un petit village à droite du plateau d'où Napoléon examinait l'armée ennemie; ils s'étaient approchés tout à coup en jetant des cris aigus; avec plus de silence et plus d'audace, ils enlevaient peut-être Napoléon et sa suite. Déjà ils nous serraient de très près; un de mes aides de camp eut son cheval tué, et sans l'élan du roi de Naples nous ne nous en serions pas bien tirés.

Les Cosaques surprirent avec plus de succès la division Friant, qui se croyait en toute sûreté sur la grande route de Borowsk à Malojaroslawetz, et lui enlevèrent quelques pièces de canon. Un détachement des lanciers hollandais de la garde fut sabré sur la même route, et cependant toute l'armée française était concentrée sur ce point. Les Cosaques m'enlevèrent deux hussards d'ordonnance, tandis que j'allai porter des ordres de l'Empereur au Vice-roi, et je ne dus qu'à la vitesse de mon cheval de ne pas éprouver le même sort.

Dès que l'armée eut appris que l'on commençait la

retraite, l'inquiétude se manifesta partout. A chaque instant, on entendait crier : « Les Cosaques ! » Alors hommes, chevaux, voitures se mettaient à courir et se bousculaient. Les soldats ayant mis le feu à Borowsk, on fit passer l'artillerie par le chemin qui entoure la ville. On fit jeter plusieurs ponts sur la Protwa, mais ils ne furent achevés que fort tard, ce qui retarda le passage. L'Empereur m'envoya pour diriger les colonnes du corps du Vice-roi et du prince d'Eckmühl, et, pendant que le prince de Neufchâtel m'expliqua les intentions de Sa Majesté, j'eus occasion d'étudier la figure de cet homme extraordinaire, qui prévoyait toutes les difficultés auxquelles nous allions être en butte, puisque dans la lettre qu'il écrivit au maréchal Ney, en le chargeant de l'arrière-garde le premier jour, il les détailla, appuyant surtout sur l'importunité qui nous était réservée de la part des Cosaques. Napoléon se chauffait les mains derrière le dos, au feu d'un bivouac qu'on lui avait établi à côté d'un petit village à une lieue au delà de Borowsk sur la route de Wereja. Il m'expliqua lui-même ses intentions, puis, tout à coup se tournant vers le prince de Neufchâtel, il lui dit : « Mais il sera pris », et cela d'un ton d'indifférence qui me frappa, car il ne s'agissait pas de moi ; il s'agissait d'un mouvement général de toute l'armée. Napoléon avait l'air d'un de ces joueurs d'échecs qui, voyant la partie perdue, la finissent par honnêteté et disent en eux-mêmes : A une autre.

Je dois rendre justice à cet homme jusqu'alors si gâté de la fortune et qui n'avait pas encore connu de grands revers ; il était calme, sans colère, mais aussi sans abattement ; je crus qu'il serait grand dans le malheur, et cette idée me raccommoda avec lui, car je

ne l'aimais point; il avait fait le malheur de mon pays, et j'avais été indigné de la manière dont il avait traité le roi de Prusse; sa conduite envers la cour de Madrid m'avait fait horreur; à la bataille de la Moskowa, je l'avais vu d'une indifférence et d'un stoïcisme affreux; à son entrée à Moscou, il m'avait paru furibond et pris à l'improviste; à Moscou même, il s'était laissé jouer d'une manière apathique ou ridicule; mais ici je retrouvais l'homme qui voit le désastre et reconnaît tout ce que sa position offre de difficile, mais dont l'âme n'est nullement abattue et qui se dit : « C'est un échec, il faut s'en aller, mais on me retrouvera. »

Les esprits rétrécis, les âmes faibles, crieront à l'horreur de ce que Napoléon faisait si peu de cas des milliers d'hommes qu'il sacrifiait à son ambition, et qu'en parlant des conscrits, il ait dit : « C'est de la chair à canon. » Mais il faut se mettre au niveau du rôle auquel la Providence paraît l'avoir appelé, et pour ceux qui ont lu en philosophes les *Commentaires de César*, la *Vie d'Alexandre le Grand*, les *Institutions de Tamerlan*, les *Guerres de Louis XIV et de Frédéric le Grand*, ceux-là, dis-je, ne verront ici que le conquérant, l'homme parvenu par lui-même au plus haut faite de grandeur, prêt à voir son édifice crouler et ses ennemis personnels triompher de lui; ils ne lui accorderont ni un cœur sensible, ni même une âme forte et magnanime; mais ils devront reconnaître un esprit formé pour la domination et beaucoup de ce qui caractérise le grand homme. J'écris pour l'histoire et non pour flagorner aucun parti, et je dis les choses telles qu'elles m'ont paru, ne demandant point la faveur des grands, mais l'assentiment des hommes justes et impartiaux. Si Napoléon s'est laissé

endormir à Moscou par de fausses apparences de paix, est-ce que cela n'a pas été par la faute de ses ministres, par l'ignorance ou la crainte de ses ambassadeurs qui l'ont mal instruit, plutôt que par un défaut de jugement? Il comptait sur le caractère de l'empereur Alexandre, dont il connaissait la faiblesse et l'engouement pour sa personne, et on n'avait point osé lui dire que, depuis trois mois, ce n'était point la volonté de l'Empereur qui faisait loi en Russie, mais celle des grands et de l'armée. Il n'est que trop vrai qu'Alexandre a voulu lui demander la paix, et que si ce prince fût resté à l'armée, Napoléon triomphait de lui complètement : c'est au prince de Suède, au baron de Stein, à Mme de Staël, les ennemis personnels de Bonaparte, et à l'ambition du général Kutusof, à celle du comte Panin et à la morgue de quelques seigneurs russes, soutenus et alimentés par l'or de l'Angleterre, que la Russie doit son triomphe, la Prusse sa délivrance, et le reste de l'Europe son changement de domination.

Le quartier général de l'Empereur et du roi de Naples fut établi dès le soir même de notre départ de Borowsk (27 octobre) à Wereja. Cette marche était trop forte pour ne pas dévoiler avec quelle célérité on cherchait à gagner la grande route de Smolensk (1). Le temps était beau; la nuit fut fraîche; nous avons eu vingt-quatre heures de pluie le surlendemain de notre départ de Moscou, mais tout faisait encore espérer que le ciel nous favoriserait. Nous dépassâmes Mojaïsk le 28. Là, on trouva les morts restés sans sépulture depuis notre

(1) Ce qu'on dit de l'ordre donné de brûler tous les villages et châteaux n'est que trop vrai; c'était une vengeance de Napoléon, qui privait souvent notre arrière-garde de quelques ressources faibles, mais précieuses.

premier passage. Heureusement, la gelée qui se fit sentir vivement nous préserva de l'infection qu'aurait inévitablement produite le grand nombre d'hommes et de chevaux victimes de la guerre.

Le 29 octobre, l'Empereur déjeuna devant le couvent de Kolotskoi où nous avions un hôpital, que pendant ce temps l'on faisait évacuer autant que faire se pouvait. Le général Wintzingerode, qui avait été pris en voulant entrer au Kremlin qu'il croyait abandonné, avait été présenté à l'Empereur à Wereja. Il fut traité fort durement, sous le prétexte qu'il était sujet du roi de Wurtemberg et, par conséquent, de la confédération du Rhin que l'Empereur considérait encore comme sa vassale. On eut plus d'égards pour le jeune Narishkine, aide de camp du général; on lui avait donné un cheval, et il suivit l'Empereur jusqu'à Kolotskoi, où on le fit filer en avant, pour lui cacher notre détresse qui commençait à percer. Déjà l'Empereur et sa suite se chauffaient souvent au feu des affûts et des caissons, que l'on détruisait pour ne pas les laisser à l'ennemi.

Nous traversâmes une partie du champ de bataille de la Moskowa; Napoléon s'arrêta un instant au cimetière de Borodino, le village que le Vice-roi avait si vaillamment défendu et dont les Russes ont donné le nom à la bataille de la Moskowa. Nous fîmes tous de tristes réflexions en traversant ces champs abreuvés du sang de tant de braves, et où beaucoup d'entre nous avaient à regretter un parent ou des amis (1). Jusqu'à

(1) Personnellement je regrettais les généraux Auguste de Caulaincourt et Compère, ainsi que M. Jules de Canouville, mes amis depuis plusieurs années, et le général de Damas que j'avais beaucoup connu à Cassel.



Wiasma, le mouvement rétrograde se fit assez bien; l'artillerie et les principaux équipages étaient bien attelés; on trouvait encore des fourrages et on vivait sur les provisions emportées de Moscou; mais ici l'ennemi se mit à nous serrer de près. La colonne du général Miloradowitch atteignit le grand chemin près de Wiasma, et le quartier général du maréchal de Kutusof fut établi au village de Bukenvoi, un peu au sud de la ville. Les éléments commencèrent à se conjurer contre nous; la pluie rendit les chemins bourbeux et les ravins marécageux. L'intention n'ayant point été de reprendre la route de Smolensk, on n'avait point songé à rétablir les petits ponts que les Russes avaient détruits en se retirant sur Moscou et dont, à l'aller, nous nous étions passés assez facilement, grâce à la grande sécheresse et aux chaleurs de l'été; mais, avec le retour des pluies, ils étaient devenus indispensables pour l'artillerie et pour les équipages, et la marche fut retardée de tout le temps nécessaire à leur reconstruction. C'était chose effrayante à voir que cette immense quantité d'équipages parqués en masse et qui ne filaient qu'un à un et fort lentement; malheur aux voitures qui s'arrêtaient dans le bourbier, elles étaient aussitôt renversées, et le propriétaire, qui y avait toutes ses ressources, se voyait dès lors exposé à manquer des premiers besoins!

La route, quoique large et belle, a le défaut d'aller trop en ondoyant. Il nous fallait continuellement monter et descendre de petites collines, sur lesquelles la gelée avait rendu le chemin très glissant. On avait eu beau les prévenir, les Français avaient négligé de ferrer leurs chevaux à crampons, et c'est ce qui contribua beaucoup à la perte de l'artillerie. J'ai vu des attelages tomber

morts devant les pièces; et ce n'était pas par manque de nourriture, puisqu'on avait encore quelques sacs d'avoine à leur donner. C'était à force d'efforts inutiles. Aussi, en arrivant à Smolensk, avions-nous déjà perdu huit cents bouches à feu, tandis que les Polonais ont ramené leur artillerie. Les chevaux de la cavalerie française étaient dans un état affreux; ceux des cuirassiers et généralement de toute la grosse cavalerie faisaient horreur, alors que les régiments prussiens, saxons et wurtembourgeois avaient encore de l'ensemble, leurs chevaux étant pansés régulièrement et les chefs ne quittant point leurs corps. Napoléon a dit une chose malheureusement trop vraie : « Dans les corps de l'armée française, passé neuf degrés de froid, je n'ai plus trouvé un général à son poste. »

Il est certain qu'il y a eu très peu d'exceptions. Plus patient que les chefs qui murmuraient, le soldat fut d'abord triste et silencieux; s'il devint à la fin insubordonné et insolent envers les officiers de tous grades, je ne lui ai jamais entendu lâcher d'invectives contre l'homme à qui il devait son malheur; j'ai seulement entendu des soldats de la vieille garde dire : « Ah! Moreau nous eût mieux conduits. » Quelques-uns pleuraient leurs femmes et leur fortune, et cependant la vieille garde n'était point celle qui aurait dû se plaindre, car jusqu'au dernier instant tout lui fut réservé.

Les équipages du roi de Naples furent enlevés avant d'arriver à Dorogobouge; le Roi alla dîner avec l'Empereur; mais ses aides de camp et tous les officiers de sa suite furent forcés de chercher fortune ailleurs. Comme j'étais encore riche et bien pourvu, je leur offris le soir un souper splendide : du vin de Madère et

de Bordeaux, du tokay en abondance ; du café moka et de la liqueur des Isles ! Mon cuisinier, qui avait demeuré à Drontheim, préparait la viande de cheval à merveille, et tous mes convives crurent que je leur avais fait servir du bœuf. On se récria sur mes richesses et mon luxe, et il n'était bruit que du repas splendide que j'avais donné à la maison du roi de Naples, mais ce fut pour moi et les miens le chant du cygne ; le lendemain, ma calèche fut écrasée par l'artillerie, et un joli droski bien attelé, bien fourni de provisions appartenant au comte de Castel-Bajac, un de mes aides de camp, fut enlevé par les Cosaques, qui dégustèrent de suite notre vin, emmenèrent l'équipage et chassèrent le conducteur en le chargeant de dire à son maître qu'ils avaient trouvé son vin excellent. Il me restait encore mon fourgon et ma voiture de cuisine ; mes aides de camp les escortaient, et, grâce à leur zèle et à leurs soins, je les ai conservés jusqu'à Krasnoé.

Entre Dorogobouge et Smolensk le froid se fit sentir vivement ; nous eûmes de la neige et des gelées assez fortes avec un jour de dégel entre deux, ce qui fut cause d'une nouvelle détresse, car, voyant tomber la neige, tout le monde s'était pourvu de traîneaux dans les villages abandonnés. Les petits équipages surtout, ayant cru trouver leur salut dans le trainage, avaient délaissé leurs roues. Or, dès que le dégel eut fait fondre la neige, la boue empêcha ces équipages d'avancer, si bien que les soldats et les officiers d'infanterie furent forcés d'abandonner les vivres. Néanmoins le moral se soutenait, le gros de l'armée ayant toujours l'espoir que Smolensk devait être le terme de ses malheurs. C'était là, disait-on, que l'armée allait prendre posi-

tion; le maréchal Victor y était depuis un mois avec quarante mille hommes de troupes fraîches venues de France; les distributions régulières y auraient lieu, et l'on allait y prendre les quartiers d'hiver. Ainsi raisonnait la multitude, et ceux qui en savaient plus long se gardaient bien de communiquer leurs lumières. L'illusion fut détruite pour tous lorsqu'au lieu de recevoir les distributions qu'on attendait, on vit fermer les portes de Smolensk aussitôt que l'Empereur fut entré. Obligée de bivouaquer sous les murs de la ville, l'armée apprit avec désespoir qu'il n'était plus question du maréchal Victor, ni des quarante mille hommes, et ce qui mit le comble à son mécontentement, ce fut d'être avisée que la garde impériale et les premiers entrés pillaient les magasins et, que la cave de l'Empereur était vendue à vil prix.

J'étais très souffrant en arrivant à Smolensk, et sans le comte Daru, qui m'accueillit chez lui et me soigna comme si j'eusse été son enfant, j'aurais succombé. Je crachais le sang et j'avais depuis plusieurs jours la dysenterie causée par le premier froid qui m'était tombé sur les entrailles; heureusement le moral ne fut point attaqué, et je me traînais quand je ne pouvais plus marcher. Le ministre m'apprit que nous faisons séjour à Smolensk; travaillant sans cesse, il montrait beaucoup d'énergie et de courage. Il me raconta que le premier soir l'Empereur n'avait eu pour toute lumière que de vilaines chandelles posées sur des bouteilles; mais il y avait d'autres motifs pour Sa Majesté d'avoir de l'humeur! L'Empereur avait appris la conspiration de Malet, qui, quoiqu'elle n'eût pas réussi, devait lui causer de grandes inquiétudes, et je sais que Sa Majesté ne fut

point couleur de rose. Elle s'en prenait à tout le monde et surtout au prince d'Eckmühl. Dans un entretien que Napoléon eut avec le général Krasinski, qu'il savait être fort attaché à sa personne et à sa gloire, il dit en lui parlant de personnes marquantes : « Si j'osais, je les ferais fusiller. » La conspiration de Paris lui avait mis la rage dans le cœur, bien plus que la catastrophe présente. Le général Baraguey d'Hilliers, envoyé avec le général Augereau (frère cadet du maréchal duc de Castiglione) pour arrêter les Russes sur la route de Jelnia, dut se replier sur Smolensk, après avoir perdu les deux mille hommes de la brigade Augereau envoyée en avant-garde.

Le Vice-roi, qui avait passé le Dniéper à Dorogobouge, avec ordre de sauver Witebsk, et qui s'était avancé jusqu'à Doukhowtchina, se vit obligé, après avoir perdu ses équipages au passage de la rivière le Wop, et après des efforts inouïs, de se rejeter sur Smolensk. Harcelé par les Cosaques, il perdit presque toute son artillerie. Le froid excessif et les combats livrés par l'arrière-garde avaient désorganisé l'armée dès le 6 et le 7 novembre ; c'en était fait de la discipline, et, pour comble de maux, on reçut, le 9 novembre, la nouvelle que Wittgenstein avait forcé la Dwina, que Witebsk avait été pris avec sa garnison, et que l'armée russe de Moldavie, réunie à celle de Wolhynie, avait repoussé le prince de Schwarzenberg et se préparait à nous couper la retraite à la Bérézina. Les bruits les plus sinistres se répandaient ; les Russes voulaient, disait-on, prendre Napoléon vivant et massacrer tout ce qui restait de l'armée.

Le quartier général impérial quitta donc Smolensk

sous les plus malheureux auspices. On m'avait volé le dernier de mes chevaux de selle, et je dus continuer la route à pied. Je partis le 13 novembre, la veille du départ de Napoléon. L'ordre de faire sauter la ville fut prévenu par l'hetman Platow, qui surprit notre arrière-garde avant qu'elle eût pu y mettre le feu.

C'est après Smolensk que la désolation générale se montra dans toute sa force; la route restait jonchée de morts et de mourants, l'artillerie et les caissons étaient abandonnés; les femmes et les enfants surtout faisaient peine. Pour ce qui était des hommes, ils subissaient le sort des armes et la chance de la guerre; nous n'offrions pas le premier exemple d'une grande armée victime de grandes fautes militaires et politiques, d'une ambition démesurée et des rigueurs excessives de la nature; mais les femmes qui nous suivaient, les unes par tendresse, les autres par crainte de la vengeance des Russes, auraient dû inspirer plus de pitié. Cependant j'ai vu des officiers marquants abandonner avec dureté et barbarie des femmes aimables et intéressantes, tandis que ce sexe, bien plus humain que nous, donnait, au milieu de souffrances difficiles à décrire, des témoignages de compassion et d'intérêt. C'est ainsi qu'une vivandière du 9<sup>e</sup> de hussards m'a nourri pendant plusieurs jours, et que la femme d'un des cochers de l'Empereur, dont le mari avait servi chez moi dans le Mecklembourg, m'apporta souvent à souper et même du vin.

J'avais reçu chez moi, à Moscou, comme garçon d'écurie, un enfant qui paraissait rempli de zèle, qui conduisait ma calèche, allait aux fourrages sans craindre les Cosaques avec une intrépidité rare et me faisait aussi quelquefois à souper. Tout le monde admirait

l'intelligence et l'activité de mon petit canonnier; ce ne fut qu'à Smolensk, où dans un moment d'impatience je lui campai un soufflet, qu'il se fit connaître. C'était une jeune fille de quatorze à quinze ans, à qui l'amour avait fait abandonner la maison paternelle pour suivre un officier de l'artillerie française, qui avait été tué à la bataille de la Moskowa. Elle avait si bien caché son sexe, que depuis un mois qu'elle vivait au milieu de mes gens, aucun ne s'en était douté. Ses parents étaient bien nés; elle-même avait reçu une bonne éducation; mais elle avait un goût décidé pour les chevaux. Une circonstance aurait dû aider à trahir plus tôt son secret: c'est qu'à Moscou, elle ramassait toutes les jolies nippes de femme, sous prétexte d'apporter quelques souvenirs à une petite sœur qui devait se trouver à Jauer en Silésie. Nous n'étions pas des Ulysses, et, après coup, chacun de nous s'étonna de sa stupidité, surtout plusieurs aides de camp, qui, sans compter les miens, restèrent attachés à mes équipages aussi longtemps qu'ils y trouvèrent des ressources pour subsister. Mon petit jockey féminin fut aussi bien traité que les circonstances le permirent; je lui achetai un cheval, et ce n'est qu'au passage de la Bérézina qu'elle s'est égarée, sans que j'aie jamais pu rien découvrir sur son compte. Lorsqu'à Krasnoé je perdis le reste de mes équipages, personne des miens ne songea à m'en sauver la moindre chose; elle seule avait forcé un Cosaque à lui rendre une paire d'épaulettes; en outre, elle était arrivée avec une bouteille de rhum, du sucre et du café.

Même dans les plus grands malheurs, il se présente des sujets de rire, et, malgré toutes nos souffrances, je ne pus m'empêcher d'un moment de gaieté intérieure,

lorsqu'entre Smolensk et Krasnoë je vis Mme Burcet, dont j'ai déjà parlé, l'ancienne favorite du prince Henri de Prusse et du duc de Brunswick (que j'avais connue à la tête des théâtres du roi de Westphalie et que nous avions trouvée dans la même qualité à Moscou), assise sur l'avant-train d'un canon dans son costume de *Ma tante Aurore*, la seule robe qu'elle eût sauvée du pillage.

Nous voilà arrivés à cette fameuse et triste journée de Krasnoë (17 novembre) qui fut le tombeau de la garde hollandaise et de la garde italienne, et où le reste de nos équipages furent pris ou détruits. J'accompagnai l'Empereur dans cette journée; je vis tomber sous le feu de l'ennemi le beau corps commandé par le général Tindal (1) qui se couvrit de gloire; je crus que c'en était fait de nous. Les Russes se présentaient sur tous les points, et j'eus l'impression qu'il n'y avait plus d'issue possible pour l'armée française, qui, harassée, sans artillerie, mourait de faim et de froid. Mais son courage fut grand, et ses chefs déployèrent dans ces moments pénibles une énergie et une valeur qui seules suffiraient pour faire vivre à jamais leurs noms dans les fastes de l'histoire. La jalousie et l'esprit de parti auront beau se déchaîner contre le prince Eugène, contre les maréchaux Davout et Ney, ceux-ci n'en auront pas moins sauvé l'honneur des armées françaises dans ces jours de désolation où il n'y avait que des âmes fortes qui pussent agir pour surmonter tant d'obstacles. Plus tard, le prince de la Moskowa a trahi ses serments, et sa condamnation a été

(1) Né à Deventer, dans les Pays-Bas; il servit l'empire après l'incorporation de la Hollande; fut blessé glorieusement à la bataille de Dresde; rentra dans sa patrie après 1815 et fut nommé ministre de la guerre en Belgique par le nouveau souverain des Pays-Bas. (Éd.)



juste; mais, si les ennemis de la France n'avaient point poussé à sa perte, peut-être le Roi eût-il pardonné à un homme à qui la France avait de si grandes obligations. En un mot, c'est au maréchal Ney que fut dû le salut de l'armée sur les rives du Borysthène, et nombre de familles lui doivent la conservation d'un père, d'un fils ou d'un mari.

Avant Doubrowna on forma l'escadron sacré. Il était composé de tous les généraux et colonels de cavalerie isolés qui avaient encore des chevaux. Il devait servir à défendre la personne de l'Empereur; mais la jalousie sema bientôt la division dans cette troupe d'élite, et avant d'arriver à la Bérézina l'escadron sacré était à peu près dissous.

L'Empereur avait essayé en partant de Doubrowna de réorganiser la garde; il avait marché à pied et prêché la discipline. Le maréchal Duroc et les autres généraux qui l'accompagnaient avaient cherché à arrêter les soldats et les officiers, afin de les incorporer; mais leurs efforts avaient été inutiles, et Napoléon avait vu dès lors qu'il n'y avait de salut pour lui et pour nous que dans le peu d'audace de l'ennemi. Celui-ci jugeait, d'après les combats de Krasnoé, que nous n'étions pas faciles à entamer; mais il aurait pu savoir que nous y avions perdu à peu près ce qui restait de combattants, et que toute la bravoure française devait à la fin succomber de misère et de fatigue sous la supériorité du nombre.

En arrivant à Orscha, toute l'armée fut surprise de la complaisance des Russes. Ils nous y avaient laissé le passage libre, et c'est là que, les 19 et 20 novembre, nous franchîmes le Dniéper sur deux ponts construits à

la hâte. En ne nous attaquant point, le maréchal Kutusof nous laissa la perspective flatteuse de voir arriver les corps d'armée des maréchaux Victor et Oudinot, qui en effet nous sauvèrent à la Bérézina. Kutusof avait agi en général peu accoutumé à vaincre, ou en politique rusé. Sa maxime fut de nous laisser aller : « Cette leçon leur servira, disait-il, ils n'y reviendront pas ; il faut les chasser de chez nous, mais il ne faut pas détruire l'armée française ; ce serait travailler pour leurs ennemis et les nôtres. » Kutusof tenait au système d'alliance entre la France et la Russie.

A Doubrowna et à Orscha nous avons trouvé des vivres ; mais le désordre qui régnait dans l'armée avait rendu les distributions régulières impossibles, et le résultat avait été le même qu'à Smolensk ; les uns avaient pris au delà de leurs besoins, les autres n'avaient rien obtenu et succombaient d'inanition. Personnellement j'ai été très heureux, après la perte de mes équipages. Le maréchal Duroc m'invita souvent à déjeuner à la halte que l'Empereur faisait en plein air. Le maréchal Lefèvre, le duc d'Abrantès, et surtout le comte Daru, partagèrent avec moi leur souper. Le général Piré conserva son fourgon jusqu'à la Bérézina, grâce à mes soins et à ceux de ses aides de camp. Je m'étais mis en subsistance chez lui à la condition de bien défendre notre palladium ; aussi, pour faire passer ce fourgon si précieux et celui du comte Daru, ai-je tiré plus d'une fois l'épée contre ceux qui voulaient arrêter leur passage, mon chapeau galonné ne suffisant plus à en imposer aux soldats.

J'ai beaucoup souffert à cause de ma blessure et du froid, mais je ne me suis jamais couché sans souper et

sans boire une bouteille de vin. Dans le jour, je pus acheter quelquefois un entrecôte de bœuf ou de cheval que je rôtissais à la pointe de mon épée auprès des bivouacs, quand du moins les soldats consentaient à me laisser approcher. Les Polonais étaient bien plus complaisants, en cela, que les Français, et souvent ils m'ont échangé ma viande de cheval contre des côtelettes de mouton et de la soupe de kacha. Avant Smolensk, je fus soigné pendant trois jours par un jeune comte de Seckendorff, officier des cuirassiers saxons, qui était bien monté en tout et à qui j'ai eu pour cela grande obligation. Tous ces détails sont minutieux, mais ils dépeignent la triste situation de l'armée. A quoi en effet n'est pas réduit le sous-lieutenant lorsque les généraux sont à la merci du soldat et n'ont ce qu'ils obtiennent que par un reste de considération ou par amitié?

J'ai perdu en Russie vingt-quatre chevaux de prix, sans compter les petits cognats qu'on achetait à un ou deux louis, et qu'on perdait deux jours après. Je n'ai sauvé que ma personne et mes papiers; mes cartes, mon argent, tout est tombé au pouvoir de l'ennemi, et l'on ne m'a donné aucune indemnité à mon retour, grâce à la partialité du prince de Neufchâtel, à qui j'avais dit trop franchement, pour en être aimé ou favorisé, ma manière de voir sur le traitement qu'éprouvaient les étrangers. Comme j'avais été au Kremlin lui parler pour moi et pour quelques autres officiers, Son Altesse me dit : « Si vous n'êtes pas contents, vous pouvez vous en retourner. » Je lui répliquai : « Ce n'est ni le moment pour nous de le demander, ni à vous de nous le proposer, et je doute, prince, que l'Empereur vous ait chargé de ce message; mais je ne vous cache pas que, moi aussi

bien que ceux dont je vous parle, nous sommes fâchés d'être vus : »

Ce fut à Orscha que le maréchal Ney rejoignit l'armée après des manœuvres savantes et une intrépidité sans exemple. Le Vice-roi avait été à sa rencontre et eut part à la gloire de ce beau mouvement militaire. Mais, à partir de ce moment, le désordre alla en augmentant, et vainement l'Empereur fit proclamer au son du tambour et sous les menaces les plus sévères que chacun eût à rejoindre son corps. Nous marchâmes vers Kokanow le 20 ; le 21 vers Toloczin par une route en ligne droite bordée d'arbres et fort belle en d'autres temps, mais offrant maintenant les scènes les plus affreuses. En entrant à Bober, le 22, je rencontrai un parc d'artillerie hollandaise et les équipages du lieutenant général Daendels, ce qui me confirma l'avis, à nous donné, que le 9<sup>e</sup> corps s'était enfin approché de nous. Pour le reste, les nouvelles furent rien moins que rassurantes, car nous apprîmes que Borisow était occupé par l'ennemi. Étant allé prendre les ordres du major général, je l'entendis répondre à un officier qui lui avait dit à l'oreille je ne sais quoi : « Nous sommes donc coupés de tous côtés. » Enfin il ne me resta plus de doute sur notre position lorsque je vis, le soir, le comte Daru brûler les papiers de l'Empereur, même les traités les plus secrets. Son secrétaire, lui en montrant un dans une belle boîte de vermeil, lui dit : « Il n'en existe point de copie à Paris. » Le ministre répondit : « C'est égal, brûlez. » A souper, j'en parlai au comte Daru, qui me dit en confidence : « La journée de demain décidera de notre sort ; peut-être ne reverrai-je jamais ni la France, ni ma femme ni mes enfants. Cette idée est cruelle. Quant à vous, vous

êtes étranger ; vous avez tant de relations en Russie et en Prusse, qu'on vous relâchera ; pour moi, le sort du comte Piper (1) m'attend ; j'irai mourir en Sibérie. » Il est impossible de montrer, au milieu de tant de tristes réflexions, plus de calme et d'activité pour le service de son maître qu'en déploya M. Daru dans cette circonstance.

Le lendemain, en nous approchant de Borisow, je vis l'Empereur dicter dans sa voiture un ordre au prince de Neufchâtel avec le plus grand sang-froid, quoiqu'il eût l'air soucieux, et j'avoue que je l'admirai. On s'était arrêté, on avait fait un feu de bois de sapin qui brûlait fort mal. Napoléon ordonna au général Krasinski d'envoyer un Polonais avec un paysan pour sonder un gué à un quart de lieue vers la droite ; ces hommes n'étant pas revenus aussi vite que Sa Majesté l'aurait voulu, Elle ordonna : A cheval ! et nous avançâmes vers la ville. Le Polonais avait ordre de sonder le passage et de tirer un coup de pistolet s'il le trouvait praticable ; mais il tomba à l'eau, et ses pistolets furent mouillés, ce qui l'empêcha d'exécuter l'ordre. L'Empereur était sorti de sa voiture et causait avec nous comme si de rien n'était. D'où nous étions, on distinguait la position qu'occupaient les Russes au delà du pont et d'où ils nous dominaient. On se logea dans le faubourg ; les Russes auraient pu nous y chauffer, mais la nuit fut tranquille. A huit heures, l'Empereur partit pour aller se loger dans un petit château près de Studianka, où il fit tra-

(1) Le comte Piper était premier ministre de Charles XII ; il fut pris à la journée de Pultava et emmené au fond de la Sibérie, où il mourut dans la plus profonde misère. Sa famille en Suède ne fit même rien pour soulager son sort.

vailer toute la nuit aux ponts, à l'endroit même où Charles XII avait passé la Bérézina en entrant en Russie.

Dans les combats qui eurent lieu sur les bords de la rivière, le duc de Reggio, les généraux Legrand, Dombrowski et Girard furent blessés; le jeune comte de Noailles fut tué; mais leur sang coula en combattant pour l'honneur des armes et pour sauver des milliers de victimes. Combien plus malheureux furent ces guerriers sans nombre qui périrent dans les flots ou écrasés sous les pieds des chevaux et les roues des voitures! Le souvenir en est horrible, et je n'oublierai jamais ce spectacle affreux. Dans le désordre, qui fut inexprimable, le prince de Neufchâtel fit repasser une division d'infanterie, qui avait déjà passé les ponts; ce faux mouvement perdit un temps précieux.

Pour moi, je fus en ce jour plus heureux que sage; j'étais passé un des premiers, croyant trouver l'Empereur à l'autre bord, et je voulus, avant de me mettre en route pour Wilna, lui demander ses ordres. Depuis Smolensk j'avais par écrit celui de me rendre dans cette dernière ville. On m'apprit que l'Empereur était encore sur la rive fatale; je repassai le pont, mais un officier général de ma connaissance, étonné de me voir revenir, m'en demanda la cause; quand je la lui eus expliquée, il me dit : « Vous êtes bien fou de vous occuper de lui; si j'étais de l'autre côté, je ne repasserais pas, m'en donnât-il l'ordre par écrit. » Je réfléchis, et je suivis un conseil aussi salutaire. Le passage devenait de plus en plus difficile, et c'est dans cette contremarche que je perdis mon petit canonnier féminin, qui ne m'avait pas quitté.

Aussitôt que j'eus regagné la route du salut, je filai

vers Zembin, où je passai la nuit chez un juif, qui me fit payer fort cher un souper abominable dont je me trouvai plus mal que bien. Je ne reviens pas encore de la surprise que j'eus en traversant les ponts d'une longueur étonnante sur lesquels passe la grande route de Zembin à Molodeczno. Les Russes ne les avaient point brûlés !!

Il aurait suffi de les détruire pour enfermer l'armée française avec son chef dans une véritable souricière; car il ne serait resté aucune possibilité de franchir les marais et le bras de la Bérézina qui coupe la route. Les Cosaques étaient venus le matin à Zembin, mais les généraux russes ne se doutèrent pas que Napoléon prendrait ce chemin, ce qui ne prouve pas en faveur de leur sagacité. Ils auraient pu se douter que nous cherchions à éviter Minsk, dont ils étaient maîtres.

Je partis à l'aube du jour avec un de mes aides de camp et mon valet de chambre, qui ne m'avait jamais quitté, et j'arrivai de bonne heure à Pletschenitzky. Je m'y logeai dans un petit château où, moyennant de l'argent et de bonnes paroles, j'obtins à souper. Mes chevaux (1) étant trop fatigués pour continuer la route, l'intendant du château me procura deux traîneaux. A minuit, il vint me prévenir qu'il était temps de partir, puisque, d'après les avis qu'on venait de lui donner, les Cosaques revenaient par la route de Minsk et par Gaina sur Pletschenitzky. Il m'assurait que je n'avais pas de temps à perdre. Le prince Poniatowski était arrivé quelques heures après moi, avec quelques officiers; je les

(1) J'avais engagé un officier blessé près d'Orscha à me vendre deux chevaux, et moyennant un renfort de trois cognats toute ma suite et moi nous nous retrouvions montés.

prévins de l'avis qui m'avait été donné, mais aucun n'y fit attention, excepté le prince Poniatowski, qui me remercia, et qui me suivit de près. Tous ceux qui ne m'écouterent point furent surpris par les Cosaques, à qui mes chevaux tombèrent également en partage.

A Ilia on me donna le conseil de prendre la traverse sur Wileika, où j'arrivai à neuf heures du soir, non sans quelque danger d'être pris par les Cosaques, qui rôdaient déjà dans la forêt. Le 29, j'atteignis heureusement Ochmiana, mais j'y serais resté, mourant de froid et de la dysenterie, sans le secours d'un colonel polonais dont je n'ai jamais su le nom. Il me fit avaler une bouteille de bon vin chaud avec de la noix de muscade, et força le maître de poste à me faire conduire en traîneau à Wilna. Là je descendis chez le gouverneur général comte de Hogendorp, qui ne crut rien de tout ce que je lui dis de la position de l'armée, et qui voulut me persuader qu'on prendrait position à Wilna (1); il m'assura qu'il avait des vivres pour cent mille hommes, et que les magasins étaient remplis d'objets d'habillement. Je trouvai le duc de Bassano plus docile; il m'écouta et s'empressa d'envoyer un courrier à l'Impératrice, pour lui apprendre que l'Empereur était sauvé.

J'ai ri, en lisant, deux mois plus tard, dans le journal de l'Empire, le beau rapport qu'on m'y fait faire. J'apportais les premières nouvelles. Il y avait seize jours

(1) Il est pardonnable de n'avoir pas cru à l'impossibilité de se maintenir à Wilna. Qui en effet pouvait croire à cette armée de 600,000 hommes en grande partie détruite et entièrement désorganisée? Les corps des ducs de Reggio et de Bellune eurent à peine communiqué avec la grande armée que la contagion s'y était manifestée; le désordre fut aussi complet pour eux que pour nous. C'était une épidémie morale.



qu'on n'avait eu aucun avis de l'Empereur, ni rien de positif sur l'armée.

On se figure aisément la curiosité de tout le monde, et surtout des membres du corps diplomatique, que je connaissais individuellement tous. Le duc de Bassano ne cessait de me répéter : « Ne leur dites rien. » Il ne se faisait plus illusion, mais le système de mystification était tellement à l'ordre du jour et le despotisme d'opinion si fort que les ministres de Napoléon voulaient à toute force qu'on crût ce qu'ils disaient et même que l'on ne crût rien d'autre. Il fallait *jurare in verba magistri*, ou bien on était accusé d'être un anglomane, un ennemi de la France (1). Je fus indigné de la farce qu'on joua à Wilna. Le 1<sup>er</sup> décembre, il y eut concert chez le duc de Bassano, pour célébrer la veille de l'anniversaire du couronnement. Le lendemain, il y eut grand bal chez le général de Hogendorp. J'entendis les dames polonaises se demander en me montrant : « Qui est-ce que ce squelette ambulante ? » Et, après qu'elles eurent appris que j'étais le premier arrivant de l'armée, plusieurs d'entre elles me demandèrent des nouvelles de leurs maris ou de leurs parents. Nonobstant la défense du duc de Bassano, je conseillai à quelques-unes d'entre elles de faire leurs paquets et de partir pour Varsovie. Je fis aussi prévenir le général Friant, qui profita un des premiers de mon avis, et il s'en trouva bien.

Pendant qu'on dansait chez M. le gouverneur, les malheureux de l'armée commençaient à arriver, et le

(1) Ce système m'était connu depuis longtemps, et dans toutes mes ambassades je m'étais trop souvent disputé avec mes collègues français, alors mes alliés, pour ne pas savoir à quoi m'en tenir.

6 décembre Napoléon lui-même parut. Il ne s'arrêta que peu d'heures à Wilna. Bientôt on sut qu'il laissait le commandement de l'armée au roi de Naples, et qu'il avait pris le chemin de Paris. Un cri d'indignation générale se fit entendre. Je vis des hommes d'un caractère calme ne plus se posséder, et certes, si dans ce moment quelqu'un eût eu le courage d'annoncer sa destitution, elle eût été proclamée. Cependant, soyons justes, la présence de l'Empereur à l'armée n'était pour le moment d'aucune utilité, et sa présence à Paris pouvait être du plus grand intérêt pour lui, pour l'Empire, et surtout pour tout ce qui avait tenu à la Révolution. Si le duc d'Orléans se fût montré en France dans ce moment, peut-être eût-il été appelé au trône, mais ç'eût été proclamer la guerre civile. Les royalistes auraient voulu de la légitimité, mais en trop petit nombre, sans moyens, et trop éloignés de leur siècle, ils ne pouvaient atteindre d'autre résultat que celui de causer du trouble. Les chefs de l'armée se seraient divisés, mais les principaux, ainsi que toute l'armée, n'eussent point voulu des Bourbons à cette époque. Il n'y aurait eu qu'un moyen de se défaire de Napoléon sans recourir aux armes, c'était de proclamer son fils empereur sous la régence de sa mère, de demander la médiation de l'Autriche et de la Prusse et de faire la paix. Qui nous dit que quelques hommes forts n'y aient point songé? Napoléon, en s'en allant, leur en ôta les possibilités, et j'avoue que si, à Wilna et même avant, il m'eût demandé un avis, je lui aurais donné celui de décamper et de faire ce qu'il a fait.

Les Russes suivirent notre arrière-garde de si près qu'ils entrèrent avec elle dans Wilna, où il y eut une

confusion affreuse. La ville fut évacuée et les magasins abandonnés. Le général Hogendorp avait si peu ajouté foi à ce qu'on lui avait dit, qu'il ne sauva pas même ses propres équipages. Beaucoup d'officiers, les jeunes gens surtout, se laissèrent abattre par le malheur et restèrent dans Wilna, résignés d'avance au triste sort d'être conduits comme prisonniers de guerre au fond de la Russie. D'autres tombèrent malades en arrivant, tels que le fils du maréchal duc de Dantzig. et ils y trouvèrent leur tombeau.

Le restant de nos équipages, ceux de l'artillerie, ainsi que le trésor, furent arrêtés à la montagne de Wilna. Les Français y pillèrent le trésor de concert avec les Cosaques; les trophées de Moscou y furent brûlés, et la montagne entre Wilna et Kowno est pour tous ceux qui sont allés en Russie bien connue comme le lieu où périrent tant de blessés et de malades qui se croyaient sauvés, et où restèrent aussi les derniers chariots de cette longue file d'équipages, que l'on avait vue couvrir plusieurs lieues de chemin.

L'armée fila sur la route de Kowno, où les magasins d'eau-de-vie furent pillés par les soldats qui s'enivrèrent et restèrent par centaines morts dans les rues. Kowno fut brûlé, et les débris de l'armée arrivèrent par Gumbinnen à Königsberg, où l'on se formait encore si peu une idée juste de la catastrophe, qu'on y regarda cet amas d'hommes isolés comme étant seulement les trainards, et l'on y crut que l'armée elle-même s'était retirée sur Varsovie.

Le duc de Bassano fut pour moi à Wilna ce que le comte Daru avait été à Smolensk, et sur une grande partie de la route. Il m'expédia dans une bonne calèche

de courrier pour Varsovie ; mais j'étais tellement exténué que l'on s'attendait à me voir mourir, et que mon conducteur avait l'ordre de se faire donner, par le bailli de l'endroit où il m'aurait fait enterrer, un certificat qui serait envoyé à ma famille. Je fus plus heureux qu'on ne l'avait prévu ; j'arrivai à Varsovie, non sans avoir eu beaucoup à souffrir du froid. La neige avait encombré la route, et nous nous égarâmes deux fois dans les forêts de sapins. Enfin je parvins dans la capitale de la Pologne. Le prince Poniatowski, la famille Potocki et le général Du Taillis m'y comblèrent d'attentions. Mme la veuve Rop, Hollandaise, me logea chez elle et me fit soigner avec infiniment de bonté. Je fis aussi ma visite à Mgr l'archevêque de Malines, ambassadeur de France à Varsovie. Ce personnage, qui fait tant le brave et le capable dans ses imprimés, avait alors l'oreille furieusement basse et ne parlait que de la nécessité de faire la paix. Ma manière de voir les choses ne lui plut point, à ce qu'il paraît, car il ne m'invita pas chez lui, quoiqu'il tînt une bonne maison et qu'il invitât tous ceux qui lui étaient présentés. Il jouissait, au reste, d'une réputation très mince, et l'affection que les Polonais portaient à cette Excellence n'était pas des plus robustes. M. de Pradt était aussi fort mal avec le duc de Bassano qui venait d'arriver, et dont la présence ne pouvait pas lui être agréable. Ce ministre ne réussit pas mieux que l'Éminence. Le duc de Bassano glissait sur tout avec une légèreté indécente, dans un moment où les Polonais voyaient toutes leurs espérances perdues, leurs sacrifices (qui avaient été sans nombre) rendus inutiles et leur pays ruiné. Pour toute reconnaissance, le gouvernement français avait encore l'air de se plaindre

d'eux, et cependant les Polonais auraient eu bien plus de droits à n'être pas contents de l'Empereur, de ses ministres et de ses généraux. Le prince Poniatowski surtout devait avoir le cœur navré; Napoléon l'avait personnellement insulté. A Witebsk, le corps polonais étant arrivé plus tard que ne l'avaient prévu les calculs de Napoléon, celui-ci s'était emporté contre le prince Poniatowski et avait dit à l'un des aides de camp : « Votre prince n'est qu'un c... » Ces sortes d'impertinences étaient fréquentes dans une armée où le talent et la bravoure étaient tout, et où l'éducation était celle des corps de garde. Lorsqu'on s'en fâchait, on vous donnait tort. Heureusement les injures ne sont pas des raisons; elles nuisent plus au fort qui se les permet qu'au faible qui souvent est obligé de les endurer parce qu'il ne peut point s'en faire rendre justice.

Lorsque le corps du prince de Schwarzenberg se replia, on cria à la trahison. Il est étonnant que les ministres de Bonaparte n'aient pas voulu ajouter foi deux à trois mois après à la défection de l'Autriche, lorsqu'à Varsovie ils soupçonnèrent cette puissance d'être déjà d'intelligence avec les Russes, et qu'on reprocha hautement au prince de Schwarzenberg d'avoir eu avec les généraux russes des pourparlers dans lesquels il s'était lamenté de ce que les Autrichiens et les Russes, qui avaient si longtemps combattu ensemble pour la même cause et contre l'ambition et le despotisme de la France, tirassent l'épée les uns contre les autres. Comme j'étais assez lié avec le prince de Schwarzenberg, il s'en ouvrit avec moi et me donna tous les détails des entrevues dont on faisait tant de bruit; il me chargea d'en parler à Paris, ainsi que de sa position militaire, de ses

opérations et de ce qu'il comptait faire. Cet entretien me donna beaucoup de lumières, et je vis clairement que le prince de Schwarzenberg, prévoyant que le parti français allait avoir incessamment le dessous dans le cabinet de Vienne, ne voulait point s'exposer à des reproches, pour avoir été le partisan de Napoléon, et que, bien loin d'entrer dans le plan du roi de Naples qui avait la témérité de vouloir attaquer l'armée russe, il était décidé à ne plus se mesurer avec l'ennemi dont les forces étaient, à ce que le prince me dit, le double des siennes. Je ne pus d'abord pas me persuader que l'intention qu'il supposait au roi de Naples fût vraie, mais bientôt j'en eus la certitude. J'avais écrit au major général pour obtenir la permission d'aller me guérir à Berlin. Au lieu de cette permission, le prince de Neuchâtel m'envoya l'ordre formel du roi de Naples de me rendre sans délai à Elbing pour y prendre un commandement. Quoique décidé à ne pas l'accepter, je crus de mon devoir de partir pour Elbing, d'autant plus que, outre tout ce que le prince de Schwarzenberg m'avait dit, j'avais recueilli des données très importantes sur les opérations militaires des Russes et sur le plan qu'ils avaient d'attirer le roi de Naples vers Königsberg afin de l'envelopper, de surprendre le Vice-roi dans Marienwerder et d'emporter de vive force Thorn, où ils savaient que le prince d'Eckmühl n'était point en état de leur résister, avec le peu de forces qu'on lui avait laissées; enfin ils comptaient entièrement sur l'inaction du corps autrichien qu'ils voulaient forcer, en s'emparant de Varsovie, à se jeter en Galicie.

La manière différente dont les trois chefs reçurent mes communications servira à démontrer leur carac-

ère et leur degré de prévoyance. Je vis d'abord le prince d'Eckmühl à Thorn, et, quoiqu'il n'eût point été content de ce que j'avais quitté son corps d'armée à Moscou, il me reçut fort bien, m'écouta et discuta avec moi les avis que je lui apportai : « Ils sont tellement importants, me dit le prince, que je vous les demande par écrit, et je vais les envoyer à l'Empereur par courrier. Je connais bien le roi de Naples, mais je ne le crois pas assez fou pour vouloir livrer bataille. »

Dès le lendemain, le maréchal fit abattre le faubourg sur lequel, d'après ce que je lui avais dit, les Russes comptaient pour l'attaquer, et il fit faire tous les préparatifs de défense. Il m'engagea à presser mon départ pour prévenir le Vice-roi et le roi de Naples.

Le premier me reçut le lendemain à Marienwerder avec sa politesse ordinaire. Son Altesse causa longtemps avec moi; elle voulut me prouver que mes nouvelles n'avaient pas le sens commun, et me démontra sur la carte que le plan que je supposais aux Russes était inexécutable. Je remerciai Son Altesse pour l'honneur qu'elle me fit de m'inviter à dîner, et je continuai ma route, me disant en moi-même : Si vous voulez vous laisser prendre, je ne veux pas être de la partie. Ce fut deux jours après que l'ennemi surprit en effet le Vice-roi dans Marienwerder, et que ce prince fut sur le point d'être enlevé. Les Cosaques arrivèrent dans sa cour, favorisés par un brouillard épais; heureusement, sa garde put prendre les armes à temps, et le prince parvint à se sauver. Plusieurs généraux, entre autres le général Daendels, passèrent par les jardins et n'eurent pas même le temps de prendre leurs chevaux. Le prince Eugène m'avait confirmé que le roi

de Naples voulait livrer bataille, et il ne le désapprouvait pas.

Aussitôt arrivé à Elbing, je vis le Roi, qui voulut à toute force me donner le commandement d'une division, me disant : Je veux par ce moyen forcer l'Empereur de vous nommer général de division, je l'ai demandé pour vous depuis longtemps. C'était de la gasconnerie ; je savais qu'il n'en avait rien fait, et je persistai dans mon refus. Si à Marienwerder j'avais trouvé des incrédules, ce fut bien pis à Elbing. Le Roi, le prince de Neufchâtel et M. le général comte de Monthion ne me firent pas même l'honneur de m'écouter. Livrer bataille, se préparer pour la bataille qui devait nous ramener à Königsberg, voilà tout ce dont on voulait entendre parler, jusqu'à ce qu'enfin le maréchal Macdonald eût fait prévenir trois fois le Roi qu'il arrivait avec son corps d'armée, que ce serait le comble de la démente que de songer à une bataille, et que lui, roi de Naples, n'avait pas un instant à perdre, s'il ne voulait pas être coupé. Au premier avis du duc de Tarente, le Roi s'était mis dans une sainte colère ; mais lorsqu'enfin le maître de poste d'Elbing nous eut fait prévenir que les Cosaques étaient déjà sur la route de Marienbourg, qu'un courrier avait été enlevé, et que les voitures ne passaient plus, le Roi se décida à une retraite précipitée ; le quartier général eut l'ordre de sauve-qui-peut.

Le roi de Naples, qui avait montré pendant la retraite beaucoup d'énergie, de courage et de calme, n'était pas assez fort pour soutenir le fardeau dont l'Empereur l'avait chargé. Après Elbing, il ne voyait plus le moyen de s'en tirer, et, désespéré des reproches qu'il recevait journellement de son beau-frère sur sa marche rétro-



grade, craignant peut-être aussi, et avec raison, que Napoléon ne consentit au sacrifice de Naples pour obtenir la paix, il abandonna l'armée et s'en retourna chez lui.

Le prince Eugène lui succéda. Tout le monde a lu l'éloge que l'Empereur fit de lui aux dépens du roi de Naples. Le prince Eugène fit en effet tout ce qu'on pouvait attendre de son courage, de son attachement, de son désintéressement et de ses forces; mais ceux qui l'ont connu de près savent qu'on lui a fait une réputation un peu exagérée, et qu'on peut lui appliquer le vers de Voltaire :

Tel brille au second rang qui s'éclipse au premier.

Excellent pour faire exécuter et diriger des plans qui lui avaient été tracés par l'Empereur, l'événement a prouvé que, abandonné à lui-même, il n'était ni grand homme d'État, ni grand général (1).

Arrivé à Marienbourg, je fus instruit que six mille hommes d'infanterie russe nous avaient déjà dépassés. Si ces troupes eussent eu connaissance de notre véritable position, elles auraient pu enlever facilement le Roi et tout le quartier général. Cette débandade me dégoûta complètement d'une boutique aussi mal administrée, et je prévins le Roi que j'allais à Berlin. Je suivis la route de Dantzig, où je vis le général Rapp qui se préparait à soutenir le siège de cette ville importante. Le maréchal Macdonald et le général van Hogendorp suivaient la même route, et nous eûmes infiniment à nous louer des attentions des autorités du pays; le roi de Prusse leur avait donné les ordres que lui dictaient son cœur compatissant et le sentiment d'honneur comme

(1) La fin de la campagne de 1814 en fournit la preuve.

allié. Je sais bien que par-ci par-là quelques Prussiens isolés se sont montrés fort mal disposés pour les Français ; mais nous avons tellement vexé la Prusse, que les habitants étaient bien en droit de nous détester. Le général York (1) venait d'abandonner le maréchal Macdonald d'une manière déloyale et avait donné l'exemple d'une révolte ouverte contre le Roi, qui, lui, était encore de bonne foi dans l'alliance française, tout en déplorant le malheur de ses États et celui de l'Europe. Le Roi fut indigné de cette trahison.

Les armées françaises évacuèrent Berlin et se replièrent en Franconie. L'avis du maréchal Ney avait été de se porter derrière le Rhin. L'Europe a pu s'étonner de voir en 1813 une nouvelle armée française envahir l'Allemagne et la Silésie et, après deux batailles sanglantes et glorieuses, se soutenir longtemps dans les champs de Dresde et de Leipzig contre les forces réunies des plus grandes puissances ; mais ce furent autant de preuves des ressources immenses de la France, de l'esprit actif de Napoléon, de l'intelligence et de l'énergie de ses généraux, du dévouement de ses soldats, de la soumission de toutes les autorités à sa puissance et enfin de la solidité de son gouvernement.

Que n'a-t-il pas fallu de fautes, de présomption et

(1) On se rappellera que le général York, qui commandait le corps auxiliaire prussien, passa du côté des Russes avec tout son monde, au moment même où le maréchal l'avait laissé à l'arrière-garde, pour couvrir sa retraite. Le roi de Prusse blâma hautement cette conduite, et le général York fut cassé. Plus tard, sa conduite fut approuvée, et ce même général York eut un des plus beaux commandements dans l'armée prussienne. C'est ainsi que la même action est jugée différemment, selon l'esprit de parti ; mais la postérité, en parlant de la conduite de ce général, la citera toujours comme une trahison.

d'entêtement pour détruire ce grand édifice ! Qui est-ce qui croirait, si les faits n'étaient pas avérés, que Napoléon a pu donner et signer à Dresde, après les grands désastres de Moscou, la paix la plus honorable, et que lui et ses ministres n'ont point écouté les conseils les plus sages du cabinet de Berlin et de celui de Vienne ? Ils n'ont pas même cru aux avis les plus positifs sur le prochain changement d'attitude du cabinet autrichien, dans le cas où Napoléon persisterait dans son système belliqueux. J'ai annoncé de Berlin, en janvier 1813, au duc de Bassano, quel était l'espoir des ennemis de la France et sur quoi cet espoir était basé, et, dans les premiers jours de mars, j'ai communiqué à ce ministre une lettre de Vienne, dans laquelle on m'annonçait que le traité de l'Autriche avec les ennemis de la France était signé. Le duc me répondit en me donnant à lire une dépêche du comte de Narbonne : « Vous verrez que notre ambassadeur nous en dit autant, mais l'Empereur a des nouvelles toutes contraires ; ce sont des mensonges que l'Angleterre fait répandre. Je vous conseille de ne pas parler de vos lettres qui sont absurdes ; j'ai cependant dit à l'Empereur que vous les aviez reçues. » Un homme d'État plus sage, plus prévoyant, à qui je fis part de tout cet entretien, me dit : « Ils sont fous, ils se perdront, et vous verrez les Bourbons remonter sur le trône. » Ce fut dans les premiers jours de mars 1813 qu'il fit cette prophétie à laquelle les cabinets de l'Europe, à l'exception de l'Angleterre, ne songeaient certainement pas, et bien peu de personnes y ajoutèrent foi. Combien ne doit-on pas déplorer le sort des peuples et des États qui sont si souvent victimes de l'ambition et de l'ignorance !

Le maréchal Augereau, pour avoir conseillé la paix et pour avoir prédit que la Prusse forcerait son roi à se mettre contre nous, fut disgracié. Il est plus qu'apparent que le comte de Saint-Marsan, ministre de France auprès de la cour de Berlin, a été secrètement dans les intérêts des alliés. Ce qui est sûr, c'est qu'il a non seulement caché à l'Empereur, mais qu'il a même nié les préparatifs qui se faisaient en Prusse, les travaux dans les places de guerre, le recrutement, et qu'il a conseillé sous main au Roi d'aller à Breslau, ce qui était l'engager à se rapprocher de l'empereur Alexandre. Celui-ci ne manqua point de mettre à profit ce voyage, et, dans sa première entrevue avec le Roi, il le décida non seulement à abandonner l'alliance française, mais à déclarer la guerre à l'empereur Napoléon. Il est vrai que Napoléon avait traité le roi de Prusse de la manière la mieux faite pour l'indisposer. Non seulement le général Krusemark et le prince Hatzfeldt, ministres du Roi à Paris, n'obtenaient aucune satisfaction sur les plaintes les plus fondées, mais on leur déclarait franchement que l'Empereur refusait de payer la dette de soixante-dix millions reconnue par la France et même un acompte de quinze millions demandé par le roi pour faire face à des dépenses urgentes. Les lettres écrites de la propre main du Roi à l'Empereur restaient sans réponse depuis trois mois. La Prusse réclama l'exécution des traités, et, à cette condition, elle persistait dans l'alliance française, mais elle déclara franchement que, si on ne lui rendait pas ses places fortes suivant les conventions et que si on ne la payait pas, elle serait obligée de se jeter du côté de la Russie. Napoléon donna pour raison de son refus que le Roi n'était plus maître

du parti qu'il voulait prendre, et que lui, Napoléon, ne voulait point fournir des verges pour se faire fouetter. Est-il nécessaire d'ajouter à cela la mention d'un fait qui caractérise l'égoïsme de Napoléon? Il fit insinuer sous main à la cour de Berlin et à celle de Munich qu'il ne leur en voudrait point si, forcées par les circonstances, elles lui déclaraient la guerre, pourvu que dans leurs manifestes il n'y eût rien de personnel, surtout point d'invectives contre sa *personne sacrée*.

## CHAPITRE V

J'étais venu à Paris d'après l'autorisation que le maréchal Augereau avait reçue à Berlin de renvoyer en France tous les généraux qui n'avaient pas pour le moment de commandements ; mais je n'y fus pas longtemps sans m'apercevoir que, loin de me savoir gré de toutes les vérités que j'avais annoncées, on m'en voulait de les avoir connues. En outre, le roi de Naples, par une partialité manifeste, s'était tu sur mon compte pour prôner le général Dufour, qu'il fit nommer divisionnaire. J'écrivis au prince de Neufchâtel pour me plaindre ; il répondit à mon père, après mon départ pour Mayence, d'une manière flatteuse en annonçant que l'Empereur m'avait nommé chevalier de la Légion d'honneur. C'était bien peu de chose ; je voyais que mon titre d'étranger était pour moi une mauvaise recommandation, et cela ne me donnait aucunement l'envie de continuer à servir ; mais il n'y avait pas à opter, le ministre de la guerre m'ayant déclaré que l'Empereur lui-même m'avait désigné pour commander une brigade dans le corps du prince de la Moskowa. Je vis ce maréchal avant de m'en aller ; il me dit : « Cette campagne sera une campagne d'observation. Si nous nous soutenons au delà du

Rhin, ce sera tout ce que nous pourrons faire, et ce serait une folie que de vouloir nous enfoncer en Allemagne; des succès même nous y prépareraient notre ruine totale. »

Je trouvai à Mayence le général Girard, nommé pour commander la troisième division du corps d'observation du Rhin, qui devint ensuite dixième division de la Grande Armée. Je lui demandai où était sa division. Il me répondit : « La voilà, vous et moi. » En effet, il n'y avait encore aucun noyau. Bientôt quelques cadres et des conscrits arrivèrent et furent dirigés sur Friedberg à trois lieues de Hanau, où je me rendis afin d'organiser ma brigade. J'ose dire, sans vanité, que le général Girard et moi fîmes des tours de force. Les peines que nous eûmes furent compensées par un succès honorable et brillant. La division fut bientôt la plus belle du corps d'armée du prince de la Moskowa. Lui-même en convint, et dans toutes les affaires il nous donna la place d'honneur. Ce fut avec cette division, qui le 15 mars n'existait encore que sur le papier, que nous fîmes en échec l'armée prussienne à Kaja le 2 mai, et que nous contribuâmes puissamment à la victoire de Lützen, comme on le verra plus tard. Déjà, lors du passage de notre division à Wurzburg, on m'avait demandé si ce n'étaient pas de vieux régiments, et, pour compléter notre œuvre, les cantonnements que nous prîmes pendant trois semaines aux environs de Schweinfurt nous furent très utiles. Nous épurâmes le corps des officiers. Il fallait se débarrasser des vieilles ganaches, qui avaient été placées dans les cohortes, et la sévérité que j'y ai mise fut une des causes qui déterminèrent nos succès. J'étais inexorable. Tout officier trop cassé

pour faire la guerre, ignorant son métier, ou que l'inaction avait livré à la boisson, était mal noté. J'en écrivais au général Girard ou au maréchal, et j'obtenais son changement; c'est ainsi que j'en ai fait renvoyer cinquante-six dans un jour. Je ne fus pas plus indulgent pour les jeunes gens. Le maréchal nous avait envoyé le neveu du prince archichancelier, qui s'imagina que cette parenté lui suffisait et qu'elle m'imposerait; aussi fut-il fort surpris quand, après huit jours d'essai, je lui annonçai son renvoi au quartier général. Il eut beau me décliner ses titres, je persistai. Le maréchal, m'en parlant quelque temps après, me dit : « Pour un ancien diplomate, vous n'êtes guère courtisan. » Mais il était loin de m'en vouloir, et il m'a toujours traité de manière à me prouver qu'il était content de ma méthode de servir.

C'était un homme de beaucoup de courage et d'énergie sur le champ de bataille; hors du théâtre de la guerre, il était faible, indécis, et se laissait dominer par les conseils. Détestant foncièrement Napoléon, brouillé avec le prince de Neufchâtel, jaloux des autres maréchaux, il n'était bien qu'avec Macdonald. Peu communicatif, retiré, il voyait rarement les généraux qui servaient sous lui. Pendant les trois mois d'armistice, je fus celui qu'il vit le plus souvent et j'eus avec lui quelques entretiens assez intéressants dans lesquels il me donna beaucoup de détails sur les alentours de Napoléon. Il était jaloux de sa femme au plus haut degré; ce sentiment le tourmentait loin d'elle, et il avait la plus mauvaise opinion des dames qu'elle voyait le plus intimement, surtout de la reine Hortense. Il prévit de bonne heure la fin malheureuse de la campagne de 1813; souvent il s'en



ouvrit avec moi, et, peu de jours avant le recommencement des hostilités, il me dit : « Qu'est-ce qu'on vous écrit de Dresde ? que la guerre va recommencer ? On me le mande aussi ; cependant je ne le croirai que quand je le verrai. L'Empereur ne peut pas être fou à ce point ; il n'a plus d'armée, nous en imposons encore par notre tenue, mais la machine n'a plus ni force ni ensemble ; il nous faut la paix pour tout réorganiser. »

Tout ceci prouve que le maréchal Ney avait le sens droit, et qu'il jugeait bien quand il jugeait de sang-froid ; mais, dans les moments difficiles, autres que ceux de la guerre, il tombait dans le vague et l'incertitude, et c'est ainsi qu'il se perdit pour Napoléon tout en le détestant, et qu'il trahit le Roi tout en l'aimant. La fatalité l'entraîna loin de son devoir et malgré lui. J'ai été très peiné de sa fin malheureuse. En quittant Hanau, la division se porta à Aschaffenburg, où le prince primat nous traita en allié ; mais toute sa famille ne cachait point sa haine contre les Français, et, à table, la sœur du prince, que je connaissais de longue date, me dit des horreurs, parce que je servais Napoléon, et nous souhaita tous les malheurs possibles. Je pris la chose en riant, car je crois que l'on a tort de se fâcher contre ceux que l'on vexe ; et il vaut mieux mettre à profit les renseignements qu'on vous donne sans s'en douter.

Le 21 mars, j'occupai avec mes troupes Bischofsheim, Königsheim, Landa, Königshofen, Grünfeld, Mergentheim et Remlingen, qui était mon point de réunion en cas d'événement. Le général de division avait son quartier général à Wertheim. Le 2 avril, nous allâmes à Wurzburg, où le prince de la Moskowa nous passa en revue. Tout le corps d'armée prit ses cantonnements. Le-

général Girard s'établit à Volkach; le général Brenier, commandant la deuxième division à Schweinfurt. Je fus détaché avec ma brigade dans le bailliage de Sulzheim, à Zeil et à Wissfeld. On s'y occupa de manœuvres, et nous fûmes continuellement sur le qui-vive : la cavalerie ennemie battait la campagne, et avec de nouvelles troupes, comme les nôtres, nous pouvions être surpris. Je fus reconnaître tous les points de passage sur le Mein, et de fréquentes reconnaissances me mirent à même de déjouer les mauvaises intentions des habitants envers nous.

A Zeil, j'eus l'occasion de me convaincre combien tous ces pays avaient souffert depuis les guerres de la Révolution; non seulement nous étions très mal pour les vivres, les distributions régulières étant souvent impossibles et le pays ne pouvant à cause de son épuisement y suppléer; mais encore le bourgmestre chez qui je logeais me montra sur les tableaux d'impositions qu'en l'année 1790 il y avait à Zeil dix-neuf individus ayant équipages, et trois cents et quelques chevaux dans la ville, tandis que dans le moment présent il n'y en avait plus un seul. Il me prévint que si j'avais besoin de chevaux de réquisition, il fallait lui donner le temps d'en faire venir de Hassfurt où se trouvait la poste, qui seule pouvait en fournir. Sur ces entrefaites, le maréchal, trouvant que le général Goris était trop doux et que sa brigade avait besoin d'être menée à la baguette, me fit permuter avec lui, et, le 12 avril, je pris le commandement de la deuxième brigade. Je ne perdais pas au change; il ne s'agissait que de faire maison nette des vieux officiers et de tenir la main à ce que MM. les colonels exécutassent les ordres que des motifs d'économie rendaient souvent tardifs. Le maréchal savait

que j'étais moins indulgent que mon camarade, à qui je remis une brigade parfaitement organisée.

Les 140<sup>e</sup> et 141<sup>e</sup> régiments étaient cantonnés dans les bailliages de Werneck et Volkach; mais à peine y fus-je arrivé que je reçus l'ordre de marcher par Schweinfurt, Münnerstadt, Mellerichstadt, Meiningen sur Schmalkalden, où je fus rendu le 20 avril. J'eus l'honneur de dîner chez la princesse de Saxe-Meiningen : elle était de la confédération du Rhin, mais ne nous aimait nullement. Le maréchal était peu disposé en sa faveur, d'autant plus qu'on avait intercepté deux de ses courriers qu'elle envoyait aux Prussiens avec des renseignements assez positifs sur notre marche et sur la force de nos colonnes. Elle et le prince de Saxe-Weimar disaient dans leurs lettres que la vermine avançait en force, mais qu'ils nourrissaient l'espoir de voir arriver à temps le contrepoison. Le maréchal eut la délicatesse, et j'ose dire la prudence, de ne pas envoyer ces lettres à Napoléon. Celui-ci aurait pu se porter à quelque mesure violente, mais méritée, envers ces personnages augustes, qui ne mirent ni loyauté ni franchise dans leur alliance. Nous tenions partout une discipline très sévère, et les officiers de la princesse de Meiningen furent fort surpris de voir la belle tenue de nos troupes, qu'ils avaient qualifiées de vermine.

En arrivant à Schmalkalden, je reçus directement du maréchal l'avis que nous nous rapprochions de l'ennemi, qu'il fallait avancer rapidement, et que je devais être rendu le lendemain à Erfurt. A cet effet, je poussai encore le jour même le 140<sup>e</sup> régiment sur Georgenthal afin d'éviter Gotha, comme j'en avais l'ordre, et le 21 j'arrivai par Wandersleben et Alt-Dietendorf à huit heures du

soir à Erfurt. Nous fîmes ce jour-là seize lieues de pays, et j'eus la satisfaction de voir en cette occasion combien le soldat était animé du désir de combattre. Cette idée seule lui avait fait supporter une marche aussi forte à travers un pays montagneux et par une chaleur qui rappelait celle que l'on éprouve en Italie. En arrivant, j'allai voir le prince de la Moskowa et je lui dis que toute la division était réunie et prête à combattre le lendemain; il me demanda si nous avions aussi une Garonne en Hollande : « Vous voilà de votre personne, mais vous ne parlez pas de vos trainards. » Son Excellence fut bien surprise quand elle sut qu'à minuit je n'avais plus un seul homme en arrière sur une division de dix mille neuf cent quatre-vingts hommes.

C'est un grand point que d'électriser le soldat, et le soldat français, à cet égard, offre peut-être plus de ressources que tout autre. J'avais marché toute cette journée à pied à côté du premier grenadier. Les petits tambours montaient alternativement sur mon cheval; c'étaient des enfants de troupe de quatorze et quinze ans, de vrais petits démons. Pour leur donner du courage à marcher, je leur avais dit que tous ceux qui seraient arrivés à temps pour venir me voir pendant que je souperais, recevraient une bouteille de vin. Pas un n'y manqua; ils vinrent en corps me donner une sérénade, et il m'en coûta joliment pour abreuver ces petits gaillards. Presque tous mes soldats avaient la gale, quelques-uns l'avaient d'une manière effrayante. Comme je leur reprochais qu'ils étaient sales, et Dieu sait que ce n'était pas à tort, ils me répondirent : « Oui, mon général, nous sommes sales, mais nous nous battons bien. » On verra bientôt qu'ils tinrent parole, au delà de tout ce que je pouvais en

attendre. Nous nous étions déjà occupés de leur guérison ; mais ce ne fut qu'au camp de Liegnitz que nous parvîmes à extirper cette terrible maladie : auparavant, quelques milliers d'entre eux se firent enterrer tout galeux à Weissenfels, à Lutzen et à Bautzen.

En partant d'Erfurt, notre division marcha sur Naumbourg par Butteltstedt et Auerstædt, en poussant devant elle l'arrière-garde prussienne. Nous allions bientôt jouer au quitte ou double avec les alliés, qui, prenant toujours le change sur le véritable état des choses, crurent que les plaines de Lutzen leur seraient plus favorables à cause de leur grande supériorité en cavalerie, que des positions fortes, mais attaquables pour l'infanterie. Malgré la bravoure de nos jeunes soldats, nous n'avions ni l'ensemble, ni l'audace qu'inspire à une troupe la conviction de sa force et qui avait fait surmonter au maréchal Davout toutes les difficultés à Auerstædt en 1806. Nos derniers grenadiers avaient péri en Russie, et ils étaient remplacés par de nouveaux soldats, dont beaucoup sortaient à peine de l'enfance ; j'en avais dans le 139<sup>e</sup> régiment qui portaient avec peine leurs armes, mais ils étaient courageux au delà de toute idée par enthousiasme et par inexpérience.

A Naumbourg l'armée se concentra. Le général Girard, qui était d'une bravoure rare, avait sollicité de former l'avant-garde, et ce fut en attaquant Weissenfels que nos soldats virent le feu pour la première fois. Le 30 avril, nous descendîmes dans les plaines de Weissenfels, où le maréchal Bessièrès fut tué par un boulet de canon en examinant la position des ennemis. Ceux-ci battirent en retraite, mais non sans nous tuer du monde. Le général Girard eut deux chevaux tués sous lui ; il était toujours

en avant de sa division pour reconnaître les mouvements des ennemis et m'envoyait des ordres en conséquence. Je marchai en trois carrés qui s'échelonnaient, l'artillerie dans les intervalles; nous nous dirigeâmes vers la droite, et, le soir, nous prîmes position sur le plateau qui couvre le village de Starsiedel, liant notre gauche à la division Souham, qui occupait Kaja.

Malgré les ordres réitérés du grand quartier général de ne penser qu'à notre gauche, et de ne point nous inquiéter pour notre front, qui faisait face à Pegau, le général Girard et moi, nous avons trop bien suivi le mouvement des ennemis dans cette direction, pour ne pas tenir en suspicion la sécurité que l'Empereur montrait relativement à sa droite. J'envoyai à minuit M. de Saint-Priest en reconnaissance avec sa compagnie de voltigeurs, et il m'apporta à trois heures de la nuit l'avis positif que toute l'armée prussienne bivouaquait derrière le plateau, qui nous cachait Pegau. Il avait pénétré jusqu'à leur infanterie sans avoir été reconnu, et, comme c'était un jeune homme de beaucoup d'intelligence, je comptai parfaitement sur ses avis. Il m'apprit que l'armée prussienne réunie sur ce point pouvait être de soixante mille hommes, à en juger par les feux, et il ne se trompa guère. Je prévins de suite le général Girard, qui me dit : « Ou votre officier est un sot, ou on est furieusement dans l'erreur au grand quartier général; il faut y envoyer. » Je fis partir de suite un de mes aides de camp, qui fut fort mincement accueilli; l'Empereur qui le vit lui répliqua : « Votre général est un imbécile; dites-lui que l'armée ennemie est à Leipzig, qu'il garde sa gauche et ne s'inquiète point de ce qu'il voit devant lui. Je vais partir pour Leipzig, c'est là que nous livrerons bataille. »

Tout cela me rassura si peu que dès la pointe du jour je fus sur mes gardes. A sept heures, le général Girard monta à cheval pour aller s'aboucher avec le prince de la Moskowa, qu'il ne trouva plus, le prince ayant suivi l'Empereur sur la route de Leipzig. Fort heureusement pour moi, j'avais fait rappeler au camp afin d'empêcher les soldats d'aller à la maraude, à laquelle ils avaient commencé à se livrer en détarrant les pommes de terre dans le village de Starsiedel, abandonné par les habitants.

On venait de finir l'appel lorsque je vis revenir au grand galop les chevaux de notre artillerie qu'on avait envoyés boire, les conducteurs criant : « Les Cosaques ! les Cosaques ! » Le 4<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, que j'avais poussé en avant pour couvrir le camp, n'eut que le temps de prendre les armes. Le major Bernard, qui le commandait, officier très distingué, montra beaucoup de présence d'esprit, et il tint en respect les tirailleurs et éclaireurs ennemis, dont des nuées caracolaient dans la plaine et qui poussèrent sur nous avec audace. A huit heures et demie, les boulets et les obus commencèrent à nous saluer ; un des premiers mit le feu à un de nos caissons. De grandes masses noires avançaient sur nous ; à la gauche, où le général Souham était déjà engagé, le feu s'annonçait très vif, et nous voyions devant nous, vers la droite, la cavalerie et même l'infanterie du duc de Raguse, qui étaient ramenées par l'ennemi. Le général Girard m'avait rejoint au premier coup de canon ; on avait envoyé prévenir le maréchal ; il revint à toute bride, puis, ayant braqué sa lunette, il dit à un de ses aides de camp : « Allez dire à l'Empereur que c'est bien une bataille, et une bataille comme il n'en a pas encore vu. » Ces

paroles étaient une réponse à celles que lui avait dites l'Empereur, qui, n'ayant pas voulu croire aux premiers avis, s'était écrié quand il les avait reçus : « Allez, vous verrez que ce n'est qu'une reconnaissance. » L'Empereur ne donna ses ordres que sur ce dernier message du prince de la Moskowa, et il revint de sa personne se placer derrière la division Girard, sur le plateau qui domine Kaja et Starsiedel.

Cependant, dans l'instant que le maréchal Ney avait expédié son aide de camp, un boulet avait emporté le cheval sur lequel il était monté, et une balle lui traversa la jambe, ce qui ne l'empêcha point de commander. Personne n'a jamais été plus brave que le maréchal Ney. A son arrivée, tout le corps d'armée se mit en mouvement, personne jusque-là n'ayant voulu donner d'ordres. Le général Souham, qui aurait dû prendre le commandement en sa qualité de plus ancien, avait dit : « Je l'ai fait en Espagne ; on m'en a voulu, je n'en ferai rien. » Ce laisser aller aurait pu avoir les suites les plus fâcheuses ; car, si au premier instant l'armée prussienne nous avait poussés plus vigoureusement, elle perçait le centre de l'armée française et la séparait en deux ; l'Empereur n'aurait point pu rejoindre la garde, et notre défaite eût été complète avant que le Vice-roi et le duc de Tarente fussent arrivés. Ce furent eux qui, vers le soir, décidèrent la victoire en débordant la droite de l'ennemi et en le forçant d'abandonner ses attaques sur Kaja, où le corps d'armée du prince de la Moskowa fut écrasé et où la jeune garde fut obligée de venir à son secours.

Quand le prince de la Moskowa nous eut ordonné de soutenir le général Souham, nous fîmes un mouve-



ment par la gauche, ce qui porta ma brigade la première au feu. Le général Girard fut démonté et reçut deux blessures. Couvert de son sang, il prit une aigle, et marchant à la tête des grenadiers, il leur dit : « C'est ici que tout brave Français doit vaincre ou mourir », et il nous mena sur les batteries prussiennes. Alors une troisième balle lui traversa la cuisse. Sentant ses forces l'abandonner, il me dit : « Prenez le commandement, je n'en puis plus. »

La mitraille vomissait la mort des deux côtés ; la cavalerie prussienne me chargea à plusieurs reprises, mais ne put point m'entamer.

A deux heures, faute de munitions, je fus obligé de renvoyer en arrière toute l'artillerie de la division, dont plusieurs pièces étaient évasées.

Le colonel Bernard (depuis général), aide de camp de l'Empereur, lui rendit de grands services dans cette journée : il alla reconnaître la position au milieu du feu le plus terrible et vint ensuite placer et diriger l'artillerie de la garde qui fit merveille. Il vint plusieurs fois m'apporter l'ordre de tenir à tout prix. N'ayant plus un coup de fusil à tirer, je ramenai mon monde à la baïonnette, et sans la division Brenier qui, ayant débouché par la gauche de Kaja, fut repoussée et vint se jeter entre l'ennemi et moi, il est probable que j'aurais enlevé la batterie prussienne qui était placée à droite dans un bouquet d'arbres à haute futaie. Pendant ce temps, la division Riccard éprouvait, comme la division Brenier, un échec, et mes soldats, dont le nombre diminuait à vue d'œil, furent entraînés dans le double mouvement rétrograde. Alors l'Empereur me fit appeler. Tandis qu'il me parlait, nos chevaux nez à nez, un biscaïen me

retourna la lame de mon sabre. J'avais reçu une forte contusion à la cuisse ; j'avais eu deux chevaux tués sous moi ; mes habits étaient percés de balles, et, me voyant couvert de sang, il me demanda si j'étais blessé ; ensuite il me donna l'ordre de reformer la division, car il allait faire avancer la jeune garde. Sa Majesté la conduisit elle-même, et, comme elle n'y vit pas un bien grand élan, je l'entendis dire : « Apprenez que notre heure est marquée ; s'il faut mourir, nous périrons ; en avant ! »

L'Empereur revint à moi plus tard et me dit : « Vous êtes de braves gens, général ; il faut avoir soin de votre troupe. » Je lui demandai de l'avancement pour les officiers qui restaient. « Vous ne pouvez pas assez demander », me répliqua Napoléon, et en effet j'obtins deux cent soixante croix de la Légion d'honneur ; et des promotions, il y en eut pour tout le monde ; je raconterai plus tard comment je fus seul excepté.

J'attendis jusqu'au lendemain pour faire l'énumération de ce que nous avons perdu. Le général Girard était blessé mortellement, le général de brigade Goris avait été tué, les quatre colonels étaient blessés, les quatre gros majors, seize chefs de bataillon tués et deux cent quarante officiers hors de combat ; enfin, sur dix mille neuf cent quatre-vingts hommes, il ne m'en restait que deux mille quatre cent quatre-vingts. J'ose dire que l'Empereur m'avait quelque obligation, car si la dixième division ne s'était point sacrifiée, Kaja eût été emporté et la bataille perdue (1).

(1) Pour donner une idée de cette boucherie : pas un seul grenadier du premier bataillon du 140<sup>e</sup> régiment, qui formait la tête de ma colonne, ne revint de la bataille. Cette compagnie était cependant le matin de cent cinquante-deux hommes.

Le maréchal Ney vint le lendemain sur le champ de bataille et me dit : « Quant à vous, vous êtes général de division de fait ; vous avez rendu de trop grands services dans la journée d'hier pour que l'Empereur ne ratifie point cette promotion. » Et Son Excellence donna mon nom à la division, comme l'ordre de marche du lendemain en fait foi (1). Le maréchal voulut même que je marchasse le premier : « Vous êtes peu de braves, mais vous aurez l'honneur d'avoir l'avant-garde », telles furent ses paroles.

Ce fut d'un côté le prince de Neufchâtel qui empêcha ma confirmation ; mais j'ai su aussi depuis que l'Empereur, ayant voulu faire les honneurs de la journée à la jeune garde aux dépens de la dixième division, avait sacrifié mon avancement à son injustice et à sa prédilection mal placée dans cette circonstance ; car, pour dire la vérité, la jeune garde ne mordit pas avec grand élan, et il fallut, comme je l'ai dit plus haut, que l'Empereur lui même la menât au feu.

(1) Dans l'ordre du jour de l'armée, daté de Lindenau, le 4 mai 1813, il est dit, entre autres prescriptions : « La division van Dedem ouvrant la marche s'établira à la hauteur de Plösen. » Dans la lettre du chef d'état-major datée de Lützen, le 3 mai 1813 : « Conformément aux ordres de S. E. le maréchal prince de la Moskowa, vous devez partir demain matin de quatre à cinq heures avec toute votre division pour vous rendre à Leipzig. Votre division ne devra point loger chez l'habitant, mais elle devra être campée hors de la ville et se garder avec soin. » Le général Girard, qui, tout en étant blessé, s'occupait de nos récompenses, m'écrivait le 5 mai 1813 : « Je vous félicite, mon cher général, sur votre brillante conduite dans la journée du 2. Vous avez montré à la tête de la brigade que vous avez si bien conduite la valeur qui caractérise les braves. Je me fais un devoir de demander pour vous le grade de général de division que vous avez si bien mérité ; je désire de tout mon cœur qu'on vous rende la justice que je sollicite de S. E. le maréchal prince de la Moskowa. »

Une chose vraiment curieuse à observer fut l'effet qu'avait produit sur mes jeunes soldats la mort de tant de leurs camarades. La perte d'un frère, d'un ami, d'un concitoyen les avait tout à fait ahuris. Ils étaient comme pétrifiés, et je suis persuadé que, s'ils avaient dû se battre vingt-quatre heures après la première bataille à laquelle ils avaient assisté, ils n'eussent rien valu. A la vérité, leur coup d'essai avait été violent. Peu à peu, ils reprirent de la gaieté, mais il ne fallait point leur donner le loisir de réfléchir, car ils retombaient dans la tristesse, et par la suite ils gagnèrent tout à fait le spleen.

Au camp de Liegnitz, ils allaient se coucher dans le blé ou au bord des ruisseaux, et, le visage contre terre, ils pleuraient leurs camarades tués à Lützen et à Bautzen, et ils se disaient : « Nous ne reverrons jamais la basse Bretagne. » La seule consolation qu'ils éprouvaient, c'était de dire : « Mais si nous revenons chez nous, ah ! que nous serons heureux d'avoir été guéris de la gale ! » Ils nous en étaient reconnaissants, et ils s'étaient attachés à leurs chefs par le sentiment du bien et le soulagement que nous leur avons procuré. Lorsque, vers la fin de la campagne, j'eus quitté la division, chaque fois que j'en rencontrais, ils m'entouraient, et ces braves gens me donnèrent plusieurs fois des preuves d'intérêt et d'attachement.

Pour en revenir à la bataille, le bruit s'était répandu que le prince de Prusse avait été tué. Les soldats m'annoncèrent qu'il y avait un prince avec un grand cordon couché dans le fossé. J'y fus en personne ; déjà l'individu avait été déshabillé ; mais, comme j'avais l'honneur de connaître particulièrement les princes, je reconnus.

que ce n'était aucun d'eux. J'ai su plus tard que ce grand cordon tenait à des liaisons particulières, et que le jeune homme qui le portait était officier aux gardes. La guerre offre des situations pénibles. J'avais mes deux neveux dans cette garde prussienne contre laquelle je combattis pendant toute la journée; j'appris le soir, par des prisonniers, que l'aîné avait été blessé.

Le général Gouré, chef d'état-major du prince de la Moskowa, avait été tué par un boulet; il fut remplacé par l'adjudant général Borghèse et ensuite par le général Jomini, dont le maréchal s'était engoué et par qui il fut trahi et abandonné à Liegnitz.

L'Empereur annonça son contentement sur la journée de Lützen par une proclamation dans laquelle il disait qu'elle sera mise au-dessus des batailles d'Iéna, de Friedland et de la Moskowa. Le 3 mai, le corps d'armée du maréchal Ney bivouaqua autour de Lützen. Son Excellence me fit partir, le 4 au matin, avec la division pour Leipzig. Je chassai devant moi les Cosaques, et, à deux heures, je traversai la ville pour prendre position sur la route de Düben. Le prince m'avait dit : « Je vous destine les honneurs de Berlin; vous aurez là une commission délicate; il faudra autant de sagesse et de prudence que de fermeté; je compte tout à fait sur vous. »

La consternation était peinte sur la figure des habitants de Leipzig quand je traversai cette ville; s'étant fort mal comportés vis-à-vis de nous, lors de notre retraite, l'hiver d'auparavant, ils pouvaient s'attendre à notre vengeance. Ils en furent quittes à bon marché, car je fis observer la plus stricte discipline.

Lorsque j'arrivai à Düben, je reçus l'avis que le général Albert venait commander la division. J'eus envie

de donner ma démission, et j'aurais bien fait. Cependant le maréchal me dit des choses si aimables que je lui fis le sacrifice de ma juste indignation. « C'est plus moi  
 « que vous qu'on a maltraité ; je n'ai pas pu vous faire  
 « rendre la justice qui vous était due ; vous avez pour  
 « vous l'assentiment de toute l'armée, cela vaut mieux  
 « que la faveur du prince de Neuchâtel et même que  
 « celle de l'Empereur ; continuez à servir de la manière  
 « dont vous vous êtes conduit, et il faudra bien qu'on  
 « répare les torts que l'on a envers vous. » Je me laissai persuader.

L'Empereur avait été mécontent de ce que le maréchal avait donné mon nom à la division sans attendre son approbation. Il dit : « Depuis quand est-ce que mes maréchaux font des généraux de division ? » Il accorda tout ce que j'avais demandé pour les troupes sous mes ordres, et, seul, je fus rayé du tableau des récompenses. Le maréchal, qui me portait intérêt, en fut sincèrement peiné.

Le projet de marcher sur Berlin fut abandonné, et ce que peu de monde sait, et même voudra croire, c'est que ce changement de résolution eut pour cause un avis reçu par Napoléon qu'à notre approche les Prussiens étaient décidés à suivre l'exemple des Russes. Il ne voulut pas passer auprès des peuples comme le destructeur des capitales, et eut horreur à l'idée que l'histoire le considérerait comme un second Attila. Au reste, le mouvement qu'il nous fit faire lui fut pour le moment plus avantageux que n'aurait été la prise de Berlin, puisque nous tournâmes l'aile droite de l'armée ennemie.

Nous avons communiqué avec Wittemberg, cette

place, ainsi que Torgau, étant débloquée par l'armée ennemie qui se retirait par la Saxe vers la Silésie. D'après cela, le corps du maréchal Ney se dirigea sur Torgau, passa par Luckau, pour se rejeter ensuite sur Hoyerswerda, où nous arrivâmes le 18. Le 19 mai, nous approchâmes de Bautzen, où l'armée livra bataille le 20.

La journée du 21 aurait pu être décisive si tous les corps de l'armée fussent arrivés juste à l'instant marqué, ou que Napoléon eût attendu leur réunion, avant d'attaquer. Malheureusement le général Reynier et le général Lauriston, un peu par jalousie contre le maréchal Ney (du moins on le dit hautement dans le temps), partirent beaucoup plus tard qu'ils n'en avaient reçu l'ordre et n'arrivèrent en ligne que vers le soir. Le corps russe était fort de quinze mille hommes, commandés par le général Barclay de Tolly. A Kreckwitz, se trouvaient douze mille Prussiens avec le général York.

Poussant devant nous l'ennemi qui occupait les villages de Klix et de Preititz, nous avons emporté à la baïonnette les hauteurs de Klix, sur lesquelles il y avait un moulin et que les Russes avaient faiblement défendues, quoique la position fût très forte et d'une grande importance pour eux. Mais quand le maréchal fut monté sur cette éminence, il vit que sa gauche était débordée : il espérait voir arriver d'un instant à l'autre les corps de Lauriston et de Reynier, et il se désolait de ne pouvoir avancer. Il me dit : « C'est la dernière fois que je veux avoir un aide de camp de l'Empereur sous mes ordres ; ces messieurs ne veulent point obéir à d'autres chefs. »

Napoléon, vivement poussé au centre par l'armée russe, n'avancait point. Notre droite, sous les maréchaux Macdonald et Oudinot, était également engagée contre

forte partie. Macdonald parvint enfin à redresser nos affaires qui n'allaient pas très bien, et s'empara des hauteurs de Hochkirch, si fameuses par la bataille qu'y livra Frédéric le Grand dans la guerre de Sept ans.

Sur les trois heures, le général Reynier arriva de sa personne et annonça que ses troupes approchaient. Alors, le maréchal Ney, s'apercevant par la direction du feu que l'Empereur était vivement pressé, ordonna à ses colonnes de s'ébranler; mais les premières attaques ne furent point heureuses. La division Delmas fut ramenée; celle du général Ricard plia également. Le maréchal nous fit déployer pour couvrir sa position; ensuite, il ordonna au général Albert de se porter en avant; puis il nous fit appuyer par la batterie de 12, ce qui fit un merveilleux effet. La dixième division soutint dans cette occasion la réputation qu'elle s'était acquise à Lützen. Le général Albert qui nous commandait, officier très brillant au feu, en imposa à la troupe par son calme et sa gaieté dans un moment difficile, et nous culbutâmes l'ennemi.

Notre grosse artillerie faisait plus de bruit que d'effet réel; mais elle effraya l'empereur de Russie, qui, craignant, avec raison, d'être tourné, décida le mouvement rétrograde de l'armée ennemie. Nous étions à peine descendus dans la plaine que nous vîmes les bagages et l'artillerie de réserve russe filer par la route de Görlitz, et la bataille fut grandement gagnée sur tous les points.

Il est sûr que le mouvement du maréchal Ney décida la retraite de l'ennemi, et qu'il se fit fort à propos pour tirer l'Empereur d'embarras. Aussi dans le premier instant Napoléon envoya-t-il remercier le maréchal du



service qu'il venait de lui rendre ; mais, le lendemain, il ne voulut plus s'en souvenir, et, dans le bulletin, il affecta de ne plus rendre au troisième corps la justice qui lui était due. Il faut encore dire que, si les corps de Reynier et de Lauriston fussent venus à temps prendre part à la bataille, on eût obtenu ce jour-là des résultats plus décisifs ; car un mouvement spontané de la gauche de l'armée française aurait pu couper la retraite au centre de l'ennemi, en le séparant de la route de Görlitz, la seule par laquelle il pût nous échapper.

Nous couchâmes sur le champ de bataille. J'occupai Klein-Belgeren. Les officiers et les soldats s'amüsèrent à visiter le bivouac de l'empereur Alexandre qui ne se trouvait pas loin de nous aux environs de Würschen.

Le lendemain, l'armée resta concentrée. L'Empereur poursuivit l'ennemi vers Görlitz, et ce fut près de cette ville que le maréchal Duroc, duc de Frioul, fut blessé à mort par un boulet qui tua en passant le général Kirgener.

Duroc ne survécut que trois jours à sa blessure. En le perdant, Napoléon perdait un de ses amis les plus dévoués, son camarade de collège, son compagnon d'Égypte et de Syrie. On a parlé très différemment des derniers moments du maréchal et de la conduite de Napoléon dans cette occasion. Il paraît que celui-ci eut un instant de retour sur lui-même. C'était presque le dernier de ses anciens compagnons d'armes qui lui était enlevé ; il n'y avait pas un mois qu'il avait perdu le maréchal Bessières ; cette campagne moissonnait ceux qui lui étaient le plus dévoués, et il est impossible que l'idée n'en ait pas frappé l'Empereur, qui, on le sait, avait toujours eu quelque teinte de superstition. On a

dit que Duroc, en mourant, avait conseillé à son maître de songer enfin au repos et de faire la paix. On veut aussi que le duc de Frioul, fatigué de la présence de l'Empereur, lui ait dit : « Au nom de Dieu, allez-vous-en et laissez-moi mourir en paix. »

Aux environs de Görlitz, l'Empereur passa toutes ses troupes en revue. Il fut reçu avec enthousiasme. Les soldats ivres de nos victoires firent retentir l'air des cris de : « Vive l'Empereur ! » Napoléon eut là un bien beau moment, et, s'il avait su mettre à profit ses succès et l'enthousiasme de l'armée, il eût été reçu en France comme un dieu. Il s'était relevé de l'affront reçu en Russie; il avait ramené la victoire sous ses aigles; l'Europe était, de nouveau, attachée à son char, et, s'il avait fait alors la paix, le peuple français l'eût adoré. Personne ne voulait plus de la guerre, sauf ceux qui ne l'avaient point faite ou qui la faisaient fort commodément au quartier impérial où ils n'éprouvaient ni fatigues ni privations. Mais j'ignore si cela fut, à ce moment, assez dit à l'Empereur.

La Saxe, qui fut le théâtre de ces sanglantes journées, souffrit beaucoup. Le maréchal Davout avait fait sauter une des arches du pont de Dresde; plusieurs villes, des villages sans nombre furent brûlés et dévastés; la récolte fut saccagée, et nous enlevâmes les chevaux et le bétail. Lorsque nous entrâmes en Silésie, nous trouvâmes les villes et villages presque déserts; toutes les autorités avaient abandonné leurs places par ordre de la cour de Berlin, ce qui ne laissa pas de nous embarrasser beaucoup.

Bientôt, notre avant-garde arriva à Breslau; mais là, ceux qui jugeaient de la marche des cabinets d'après les

opérations militaires purent voir clairement que la Russie et la Prusse devaient être assurées de la prochaine coopération de l'Autriche ; car leurs armées s'étaient adossées à la Bohême, ce qui aurait été le comble de la démesure dans toute autre hypothèse. L'Autriche restant seulement neutre, d'où les alliés auraient-ils tiré leurs vivres ? Acculés dans le comté de Glatz, ils y auraient été bientôt affamés, et, malgré les forteresses de Glatz, de Silberberg, de Schweidnitz et de Kosel, ils n'en auraient pas moins été dans la nécessité de capituler ou d'attaquer l'armée française ou l'armée autrichienne pour sortir de cette souricière. La question n'était donc plus douteuse pour tout homme non aveuglé par la présomption. Ce fut à ce moment que l'Empereur conclut un armistice et consentit à traiter de la paix sous la médiation de l'Autriche.

Aussitôt cet armistice connu, l'armée prit ses cantonnements d'après les arrangements conclus entre les commissaires respectifs. Le corps du maréchal Ney fut établi aux environs de Liegnitz ; la division Albert cantonna d'abord dans les villages, en attendant que l'on bâtît un camp près de Pfaffendorf, à une demi-lieue de Liegnitz, presque sur le terrain d'un des faits d'armes les plus curieux de la guerre de Sept ans. On donna des ordres pour ménager la récolte, le blé n'étant pas mûr ; mais cet ordre fut si peu respecté que l'on peut croire qu'un ordre secret enjoignit de ne pas se conformer à l'ordre ostensible. La paille mise en réquisition n'arrivant pas assez tôt, on faucha le blé et on s'en servit pour couvrir les baraques.

Nous reformâmes la division ; il nous arriva beaucoup de recrues, et, à la reprise des hostilités, elle était de

nouveau très belle et assez instruite ; mais le spleen avait gagné les bas Bretons, qui avaient une envie démesurée de revoir leur pays.

M. le général Albert logea en ville et me laissa le soin du camp. J'eus ainsi toute la peine, pendant que M. le général de division se reposait. Dans l'armée française la distance du général de division au général de brigade est trop marquée ; cette manière d'être me dégoûta, et je m'en expliquai avec le prince de la Moskowa, qui me dit : « Comme maréchal, je dois vous engager à rester ; comme Ney, je trouve que vous avez raison ; si vous le désirez, j'écrirai à l'Empereur que vous êtes malade. » En effet, je souffrais de la blessure que j'avais reçue à Smolensk, et je marchais avec peine, mes pieds ayant été gelés également en Russie. Je faisais un métier de dupe, sacrifiant ma santé et me ruinant à force de vivre à mes dépens ; ainsi je crois que la raison était de mon côté. Les Français ont une vanité nationale trop marquée pour qu'un étranger fasse fortune chez eux ; les exceptions sont rares, et je n'en suis pas. J'ai servi l'Empereur quatre ans ; il m'a laissé comme il m'a pris, sans même me faire rembourser mes équipages perdus en Russie et en Allemagne. Cinq chevaux tués sous moi dans dix-huit batailles, deux fortes contusions, les services rendus à Fominskoë et à Lutzen étaient pourtant des titres à mériter de l'avancement. Le fait est que l'Empereur n'aimait pas ma franchise ; le duc de Feltre me dit un jour : « Vous savez trop d'anecdotes pour faire fortune. » A la vérité, je ne me cachais pas assez, et j'en dis trop sur le prince de Neufchâtel et sur son état-major, surtout à Dresde, pour que ces messieurs me portassent un intérêt bien vif.

Un événement, qui certes n'était pas fait pour inspirer de la confiance envers les étrangers et qui leur fit du tort, ce fut la désertion du général Jomini, chef d'état-major du maréchal Ney. Cet officier est né en Suisse, il a une imagination ardente, de l'esprit, des connaissances ; mais sa moralité n'est pas robuste, et la vanité lui avait fait perdre la tête : il se croyait le Thucydide de notre siècle ; n'ayant jamais commandé, il était parvenu au grade de général de brigade dans l'état-major du prince Berthier, et s'était mis en tête qu'il devait être fait lieutenant général. La nomination de M. le comte Monthion à ce grade pouvait seule justifier cette prétention ridicule, car il n'était ni bon soldat, ni apte au commandement. Je l'ai vu à la bataille de Bautzen tout effaré de la tournure que prenaient les choses pendant quelques instants ; il eut de la peine à écrire un ordre que le maréchal lui dicta sur le champ de bataille, et, le lendemain, à l'entendre, c'était lui qui avait tout prévu et tout ordonné. Je ne dis pas qu'il n'est pas brave, seulement j'ai jugé sur les lieux que son moral s'affecte facilement.

On prétend que des remèdes violents ont attaqué son système nerveux, et que c'est à cela qu'il faut attribuer ses extravagances. Avec de pareilles sensations, il était assez présumable de lui voir faire quelque sottise, et, comme je veux le juger avec impartialité, ce qui m'est d'autant plus facile que je n'ai jamais eu qu'à me louer de ses manières d'être envers moi, je dois dire ce qui l'a peut-être porté à nous quitter et à passer à l'ennemi. Je suis loin de vouloir justifier cette dernière action, mais du moins, en la motivant, je ferai sentir combien il est dangereux d'humilier les hommes et surtout de les pousser à bout. Le prince de Neufchâtel avait dit

précédemment au général Jomini que, s'il redemandait encore sa démission, l'Empereur le ferait enfermer. A Dresde, Son Altesse se plaignit que les rapports n'arrivaient pas régulièrement, ce qui n'était pas la faute du chef d'état-major, mais celle de beaucoup de colonels négligents ou fatigués; et Napoléon aurait pu voir dans tous ces détails et d'autres combien l'armée avait perdu et comment c'était grandement temps de faire la paix. On s'en prit au général Jomini. Le major général écrivit au prince de la Moskowa qu'il avait à le mettre aux arrêts de rigueur et à l'ordre de l'armée, et qu'il lui ferait payer les frais du courrier. Le maréchal, sentant toute l'injustice de ce procédé, dit au général Jomini : « Je ne vous mettrai ni aux arrêts ni à l'ordre; quant au courrier, je ne le payerai pas pour vous. » Jomini, qui, à ce qu'il paraît, entretenait déjà des intelligences avec les ennemis, prit son parti, décampa et emporta non seulement l'effectif de toutes les armées tel que l'Empereur l'avait communiqué au maréchal, mais encore le plan d'opération que Napoléon avait projeté pour le renouvellement des hostilités. Le maréchal Ney fut furieux; il envoya de suite prévenir l'Empereur, qui fut obligé de modifier ses projets afin de donner le change aux alliés; mais il y eut du décousu dans ces nouvelles combinaisons, et il est certain que la fuite du général Jomini embarrassa et entrava les opérations.

Il éprouva, du reste, le sort des traîtres; les alliés n'ajoutèrent pas foi aux renseignements qu'il leur donna; il n'inspira pas de confiance à ceux mêmes qu'il voulait servir, et les Russes et les Prussiens ne profitèrent pas en tout des avis importants qu'ils venaient de recevoir.

Je ne m'étendrai point sur les négociations de Dresde

et de Prague; elles sont assez généralement connues, et, comme j'étais loin, je n'en ai eu connaissance que par les lettres particulières que le maréchal Ney et moi nous avons reçues; ces lettres, d'ailleurs, étaient pleines de réserve. Tout faisait deviner que Napoléon ne voulait point la paix, et les hommes sages en furent peiné. Le prince de la Moskowa espéra jusqu'au dernier instant; il me dit le 11 août : « Toutes mes nouvelles sont à la guerre, mais je ne puis croire que l'Empereur ait la folie de recommencer; vous verrez qu'au dernier instant il fera la paix. »

Cependant, dans la nuit du 11 au 12, arriva la nouvelle fatale. Le 12, l'armée fut prévenue que les hostilités recommenceraient le 17. Malgré la résignation apparente, ce ne fut pas difficile de voir combien tout le monde s'était bercé de l'espoir d'une fin de guerre et du retour en France. On distribua de suite soixante cartouches par homme. Nous nous gardions bien de nous fier aux Prussiens, et avec raison, car le 15 au matin ils essayèrent de nous surprendre le long de la Katzbach. Leur cavalerie parut dans la plaine et poussa jusque devant Liegnitz. Je fis prendre les armes à la division, et l'ennemi put se persuader qu'en nous attaquant il serait bien reçu. Il avait violé la ligne de démarcation dès le 12, cinq jours avant la date fixée, et ce manque de foi indigna nos soldats et les électrisa beaucoup. Le 16 nous quittâmes Liegnitz, et le 17 je partis pour le quartier-général de l'Empereur, où j'étais appelé, d'après ce que le maréchal Ney avait écrit sur ma demande. Je trouvai l'Empereur à Löwenberg; je m'y expliquai avec le prince de Neufchâtel, et je lui dis clairement que j'étais las d'être maltraité et que je n'accepterais plus d'autre commandement que celui d'une division.

Avant la rupture de l'armistice, nous avons su que l'armée russe traversait la Bohême pour se porter sur nos derrières ; mais Napoléon, ou n'y crut pas, ou espéra écraser le maréchal Blücher, avant que le prince de Schwarzenberg fût arrivé, et en cela il joua gros jeu, car si les alliés avaient su prendre le parti d'attaquer Dresde en arrivant, ils auraient emporté la ville, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr n'ayant pas assez de forces à leur opposer.

Le système méthodique autrichien nous sauva. On calcula au quartier général des alliés qu'il nous fallait au moins six jours pour arriver, et on résolut de n'attaquer que le lendemain. Ce fut pendant ces belles discussions et ces calculs à l'allemande qu'on annonça tout à coup que les Français descendaient vers l'Elbe ; le prince de Schwarzenberg attaqua sur-le-champ. Mais Napoléon ayant fait traverser la ville à la jeune garde, celle-ci fit des prodiges et reprit une des redoutes, qui était tombée au pouvoir de l'ennemi. Déjà l'ennemi s'était logé dans le grand jardin, et une heure plus tard c'en eût été fait. Dresde, malgré la bravoure et les talents du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, eût succombé, et Napoléon eût été obligé de se rejeter sur Meissen et Torgau ou de forcer le passage de l'Elbe en présence de l'ennemi, soit à Dresde même, soit en face de Pirna, où il avait donné l'ordre d'établir deux ponts de bateaux afin de parer à toutes les éventualités.

L'Empereur ne s'était pas décidé sans peine à revenir sur Dresde, et il ne se mit en marche que lorsque le maréchal Augereau lui eut annoncé l'approche de l'armée austro-russe, débouchant de la Bohême. La garde fit quarante lieues en quatre jours et arriva, ainsi que je



viens de le rapporter, juste à temps pour sauver Dresde.

Le lendemain de l'arrivée de l'Empereur, le 27 août, l'armée autrichienne reçut un nouvel échec, et les deux journées lui furent fatales. L'ennemi attribua une partie de ses malheurs à la pluie qui tombait à verse; mais le soleil ne luisait pas plus pour nous que pour les Autrichiens. Napoléon, entouré de ses généraux, resta pendant toute la journée sur le champ de bataille, et nous ne rentrâmes en ville que vers le soir, quand la bataille était depuis longtemps décidée et que les colonnes de prisonniers arrivaient de tous côtés. On ne se fait pas d'idée de la déroute dans laquelle l'ennemi avait été jeté : ses canons abandonnés, ses bagages culbutés, généraux, officiers et soldats pêle-mêle jetant leurs armes pour qu'on ne les tuât point.

On sut le lendemain que le fameux général Moreau avait été tué. Cette nouvelle fit certainement plaisir à Napoléon, car la présence de ce général chez les alliés lui avait donné quelques inquiétudes. Il avait eu peur de l'effet que la présence de Moreau pouvait faire sur ses troupes, et tout d'abord il aurait voulu que la nouvelle fût tenue secrète; mais les habitants nous en avaient instruits depuis plusieurs jours. Ensuite, il demanda plusieurs fois ce qu'on en disait. Il en avait parlé à Macdonald et à Ney de manière à déceler ses véritables sentiments; il leur avait dit qu'il avait bien des fois pensé à le rappeler, et qu'à la paix il aurait voulu le faire rentrer en France. Il n'y avait pas beaucoup de franchise dans ces déclarations, mais elles démontrent qu'il cherchait à aggraver les torts de Moreau qui, Français, était venu se battre contre des Français.

La victoire de Dresde fut à peu près la dernière que

l'Empereur remporta en Allemagne. Ce fut une diversion qu'il fut obligé de faire pour sauver cette capitale de la Saxe. Mais les hommes prévoyants n'en furent guère éblouis, car elle ne compensa pas les échecs essayés par l'armée de Silésie sous le maréchal Macdonald. Encore, si l'Empereur eût profité de cette dernière victoire pour abandonner l'Elbe et prendre position derrière la Saale, il eût forcé l'ennemi à lui faire de nouvelles propositions de paix. Au lieu de cela, il se fit battre en détail : Vandamme fut défait et pris à Kulm ; Oudinot et Ney furent totalement battus à Gross-Beeren ; Macdonald éprouva des échecs considérables sur le Bober, et Napoléon lui-même, malgré la rapidité surprenante avec laquelle il se portait avec sa garde tantôt vers la Bohême, tantôt vers la Silésie, tantôt du côté de Berlin, ne fit que reculer le moment fatal.

Pendant les six semaines qu'il resta à Dresde et dans les environs, il perdit beaucoup de monde, tant par le fait des batailles que par le manque de vivres, par la désertion qui commençait à se faire sentir et enfin par les maladies. Les hôpitaux étaient encombrés. Nos soldats restaient morts sur les grands chemins, tombant d'inanition, de froid et de misère. Ce n'était pas la bonne volonté qui leur manquait, et tant qu'ils avaient à manger ils restaient à leurs drapeaux. Le Français est naturellement très belliqueux, et il n'y a pas de meilleur soldat au monde, pourvu que l'on sache le mener et lui inspirer de la confiance.

Le général Fresia avait été chargé du dépôt général de l'armée, mais il n'avait plus ni assez d'activité, ni la force suffisante pour se trouver à la tête d'une réorganisation, et la tâche s'était trouvée trop lourde pour lui.

Il fut renvoyé, et l'Empereur me nomma à sa place. Le commandement était plus important que brillant; il ne m'amusa guère; mais on me faisait succéder à un général de division, je ne pouvais refuser. Tout était dans un désordre complet; j'y mis de l'ensemble; j'établis mes dépôts aux environs de Dresde dans six villages, dont Löbda et Plauen étaient les principaux. Tous les isolés, trainards, déserteurs; tous ceux qui abandonnaient l'armée, parce qu'ils n'y trouvaient plus de quoi manger, étaient de suite enrégimentés. Je fis former des bataillons pour chaque corps d'armée, et ces bataillons rejoignirent successivement les corps, dès qu'ils furent rhabillés et armés. L'on aura peine à croire, et cependant le fait est avéré, que j'ai réorganisé de la sorte plus de dix-neuf mille hommes. En moins de six semaines, tous les blockhaus le long de l'Elbe étaient occupés par mes bataillons et tous les convois escortés par eux. J'avais réuni des officiers qui les commandaient, et je me trouvais avoir plus de monde que plusieurs maréchaux. J'allais souvent le matin, au lever, remettre moi-même mon rapport à l'Empereur, mais d'ordinaire je l'envoyais à M. le général Durosnel, gouverneur de Dresde, sous les ordres de qui j'étais et dont je n'ai eu qu'à me louer. Nos communications étaient continuelles, ainsi qu'avec l'état-major général, et je n'avais de repos ni la nuit ni le jour. Mon dépôt général était d'un côté le *refugium peccatorum*, et de l'autre, aussitôt qu'on ne savait plus où prendre une compagnie ou un bataillon, ce qui arrivait tous les jours, on venait me les demander. Que de fois n'ai-je pas eu à me quereller pour les vivres et pour les munitions, quoiqu'il y eût des ordres positifs de me fournir tout ce que je demandais! La pénurie des cartouches fut telle

pendant quelques jours, que je fus obligé de faire fouiller les soldats pour composer le nombre de paquets nécessaires à des détachements de marche.

Sans cesse, j'étais assailli par des demandes de toutes sortes, mais je n'y pouvais répondre, ne recevant pas de distributions régulières, bien que l'Empereur eût ordonné que je fusse le premier pourvu, après le gouverneur et le lieutenant général commandant la place, qui était le général Freyre (1). Cependant on mettait tous les matins sur le rapport à l'Empereur : « La maison de Votre Majesté ration entière, tout le reste demi-ration. »

On comprend que le général commandant la place et moi ne recevant rien, les autres n'obtenaient pas davantage. Aussi ceux qui me quittaient le soir mettaient-ils quelquefois une botte de paille ou de foin sous le bras, et, un jour, je trouvai dans la rue le sous-inspecteur aux revues, Chevillard, ramassant pour son cheval le foin qui tombait des voitures de fourrages, qui m'arrivaient de mes villages.

Si la corvée que je remplissais n'était pas amusante, elle était du moins instructive. Personne ne voyait et n'entendait mieux que moi tous les détails prouvant la désorganisation de l'armée; les généraux et les colonels de ma connaissance étaient bien aises de prendre chez moi, en passant, un bon repas, et de jaser; les officiers envoyés par leurs corps pour réclamer leurs soldats me faisaient leurs doléances.

(1) Le même qui vient de terminer à Lisbonne si malheureusement sa carrière et qui était un officier très distingué. Accusé d'avoir conspiré contre le gouvernement du Portugal, le général Freyre d'Andrade fut arrêté par le gouverneur, le maréchal Beresford. Il fut jugé, et fusillé le 18 octobre 1817. Trois ans après, son innocence fut reconnue et sa mémoire fut réhabilitée. (Éd.)

Le séjour de Napoléon à Dresde fut marqué par plusieurs circonstances qui offrent de l'intérêt. Il avait entièrement captivé le roi et la reine de Saxe, qui l'écoutaient comme un oracle. Le Roi disait toujours à son médecin, qui osait lui prédire des malheurs : « Vous verrez qu'il s'en tirera. » Lorsque Napoléon rentra au château après la bataille du 27, la Reine alla au-devant de lui, l'embrassa et lui prodigua des caresses comme à un fils. Napoléon y était sensible : aussi souffrait-il ordinairement avec patience les doléances de Sa Majesté sur les dévastations de la guerre, le gaspillage des soldats et la ruine du pays. Cependant il se fâcha un jour : la Reine lui reparlant toujours de ses mérinos que la division Piré avait mangés, il lui dit : « Mes soldats ne se connaissent pas en moutons et ne distinguent pas les mérinos ; ils ont appris en Espagne à les manger, et ils les trouvent bons. »

Mais si les relations étaient si faciles avec les souverains, elles ne le furent guère avec les habitants. Des malveillants mirent le feu aux magasins de fourrages peu avant le départ de la cour. Cet événement donna de l'humeur à l'Empereur, d'autant plus que ce n'était pas le moment d'en tirer vengeance. Autant il était persuadé de la sincérité des sentiments de la famille royale, autant il connaissait la haine que lui portaient les Saxons en général et les habitants de Dresde et de Leipzig en particulier. Il leur avait dit après la bataille de Lützen que ce n'était qu'à l'intervention de leur Roi qu'ils devaient de n'être pas traités en rebelles avec la dernière rigueur. A vrai dire, ils s'étaient fort mal conduits envers nous, lors de la retraite de Berlin au mois de février, et les lois de la guerre auraient certainement permis des

représailles qui eussent été funestes principalement aux Leipzickois.

Ce fut encore à Dresde que fut cimentée la haine entre Napoléon et le maréchal Ney. La défaite de Gross-Beeren; la déroute totale de son armée, valurent à Ney les plus violents reproches; ils étaient d'autant plus injustes que le maréchal avait tout prédit et qu'il ne s'était avancé que sur les ordres positifs de l'Empereur et contre son propre avis. Ce qui indisposa peut-être davantage Napoléon, ce fut la certitude qu'il acquit que le maréchal Ney avait correspondu avec le prince de Suède. Voici ce qui s'était passé. Un aide de camp du maréchal Ney avait été pris à la bataille de Gross-Beeren. Le maréchal écrivit à Bernadotte pour en avoir des nouvelles. Celui-ci renvoya l'officier et saisit cette occasion pour écrire à Ney, au roi de Naples, au prince Berthier, à Oudinot et à Macdonald, afin de les engager à pousser Napoléon à la paix. Le prince de Suède leur mandait que les alliés ne voulaient point imposer de conditions humiliantes à la France, et que lui, se rappelant toujours sa première patrie, était au désespoir de voir continuer la guerre.

Connaissant le caractère soupçonneux de Napoléon, on convint de ne point lui parler de ces lettres; mais Oudinot se fit un mérite de l'en instruire, et, le secret étant ainsi dévoilé, on résolut d'aller trouver ensemble l'Empereur pour l'entretenir sur la nécessité de faire la paix. Ney, à ce qu'on dit, entra seul dans le cabinet de Napoléon, et les autres restèrent sur le seuil pour être prêts en cas de besoin à venir à son secours. La discussion avec Ney fut très vive, et, Napoléon étant devenu furieux, ceux qui étaient dehors entrèrent et mon-

trèrent leurs lettres. L'Empereur apostropha son beau-frère du nom de traître ; celui-ci mit la main sur la garde de son épée. Berthier ayant voulu parler de son devoir comme prince français, Bonaparte lui dit à peu près : « Et vous aussi, vieil imbécile, de quoi vous mêlez-vous ? Taisez-vous ! » Ce à quoi M. le vice-connétable se conforma.

Le maréchal Macdonald, qui n'était pas à Dresde, eut à lui seul avec Napoléon une très vive scène à la suite de la malheureuse affaire du Bober. l'Empereur, étant allé au camp, lui demanda tout haut en s'approchant : « Monsieur le maréchal, qu'avez-vous fait de l'armée que je vous avais confiée ? » A quoi le maréchal Macdonald indigné répliqua : « Vous n'avez plus d'armée, il n'y a plus que des malheureux, mourant de faim ; allez parcourir ces montagnes, vous y trouverez vos soldats par centaines morts de misère ; vous avez tout perdu ; vous n'avez plus qu'à songer à la paix. » Napoléon chercha à l'apaiser, parvint enfin à le calmer et s'en revint à Dresde convaincu de l'absolue nécessité d'abandonner l'Elbe. Il faut lui rendre cette justice qu'il prévoyait depuis longtemps que ce serait dans les plaines de Leipzig que la grande question serait décidée ; il le dit au roi de Saxe trois semaines avant d'abandonner Dresde, mais son orgueil souffrait trop de l'idée d'une seconde retraite. Il enrageait surtout de voir Bernadotte victorieux et bien près de devenir son vainqueur.

## CHAPITRE VI

Ainsi, vers la fin de septembre, notre horizon politique s'obscurcit beaucoup. Nous manquions à Dresde de provisions et nous n'avions que peu de munitions. L'arrivée des débris du corps de Vandamme échappés de la Bohême, après l'affaire de Kulm, avait porté la crainte dans les esprits. Napoléon avait manqué de prévoyance, et il avait montré dans cette occasion une irrésolution fatale. Avancé avec la vieille garde jusque sur les hauteurs de Geyersberg, il n'avait pas su prendre une prompte résolution, et il était revenu à Dresde après avoir vu de ses yeux la défaite de Vandamme. M. de Saint-Gilles, un de mes aides de camp, que le prince de Neufchâtel avait chargé de porter au maréchal Augereau l'ordre de quitter Wurzburg et d'arriver au-devant de nous jusqu'à Leipzig, rapporta la nouvelle de la défection de la Bavière, celle de l'invasion de Chernicheff en Westphalie, et il ne laissa plus de doute sur la prochaine défection de toute la confédération du Rhin. Il avait rencontré l'artillerie wurtembergeoise qui s'en retournait chez elle sans que Napoléon en eût été même informé. Les Saxons jusque-là, plus par obéissance pour leur roi que par attachement pour



Napoléon, continuaient encore à marcher franchement avec nous. Ils avaient cependant bien des motifs de nous détester. On les traitait souvent bien mal.

Les Français allaient se récrier bien fort lorsque leurs alliés les abandonnèrent dans les fameuses journées de Leipzig, comme je le rapporterai bientôt; mais j'oserai leur demander s'ils supporteraient l'humiliation, les mauvais traitements de la part d'alliés plus puissants qu'eux, et s'ils ne se tourneraient point contre des hommes qui dévasteraient leurs pays, brûlant et pillant tout, battant et violant sans qu'aucune réparation fût faite, sans qu'aucune plainte fût écoutée. Eh bien! c'est ce qu'éprouvaient les Saxons et les autres Allemands depuis tant d'années! J'ai vu à Dresde un détachement des dragons de la Reine arriver sur la place; l'officier français les renvoya avec brutalité en les traitant de bêtes d'Allemands qui n'étaient bons à rien. Je fus en prévenir M. le comte de Monthion, qui me dit : « Mon général, que voulez-vous? Laissez-les s'arranger. » Et c'était là la manière dont toutes les plaintes des étrangers qui servaient dans l'armée française étaient ordinairement accueillies. Le soldat français est bon camarade; mais, parmi les généraux, il y en a peu qui ne soient pas imprégnés de cet orgueil qu'avaient les Romains, celui de se croire beaucoup plus que tout autre peuple. Aussi regardent-ils constamment un étranger comme inférieur en tout et fait pour être soumis à leurs volontés.

Le maréchal Gouvion-Saint-Cyr arriva à Dresde avec le 14<sup>e</sup> corps d'armée quand Napoléon s'en fut avec le roi et la reine de Saxe, d'abord à Meissen, ensuite à Leipzig. Le général comte Durosnel me prévint que le

maréchal allait faire relever tous mes détachements, et que toutes mes troupes rentreraient. J'envoyai quelques jours après aux différents corps d'armée plusieurs bataillons réorganisés. Il ne me restait qu'environ douze cents hommes, lorsque je fus informé que la ville de Dresde allait être abandonnée à elle-même, et que les communications avec Leipzig seraient bientôt coupées. Je demandai alors des ordres au maréchal Gouvion-Saint-Cyr, qui me dit n'en avoir pas pour moi. Il prévoyait qu'à l'état-major général on m'avait oublié, et il me conseillait de rejoindre l'Empereur. L'avis était trop salutaire pour que je n'en profitasse pas, quoique Son Excellence m'eût ajouté : « On vous grondera d'arriver sans ordre; mais cela vaut mieux que de vous enfermer avec nous. » Je réunis donc mon monde et je me mis en marche, prenant la route de Nossen et Kolditz pour arriver à Leipzig.

Le premier jour, je n'éprouvai aucune difficulté; mais le lendemain, à l'aube du jour, la cavalerie ennemie essaya de surprendre à Wilsdruff, où j'avais couché, un convoi considérable de vivres, destiné pour Dresde, et dont je crois bien qu'il se sera emparé après mon départ. Je ne voulus pas me mêler de ce qui ne me regardait pas, et, malgré les protestations du commandant de Wilsdruff, je continuai ma route. A peine sorti de la ville, je fus attaqué par la cavalerie légère autrichienne, qui me poursuivit quelque temps. Voyant qu'elle ne pouvait pas m'entamer, elle me lâcha. Cette attaque me fut fort avantageuse, car elle rendit mes hommes très circonspects à s'écarter. Ma colonne marchait d'une manière très serrée; elle se renforçait à chaque instant de petits détachements et de maraudeurs que je forçai à me sui-



vre ou qui de bonne volonté se joignirent à moi. Je reçus un renfort plus réel grâce à la rencontre que je fis de deux bataillons de la jeune garde. Ils avaient l'ordre de rentrer en France et avaient été dirigés sur Naumbourg. J'eus la certitude, chemin faisant, que Naumbourg était déjà occupé par l'ennemi ; j'en prévins le commandant des deux bataillons et le décidai à me suivre. Avant d'arriver à Waldheim, je me trouvai avoir trois mille hommes d'infanterie, soixante chevaux de toutes armes et deux pièces de canon.

On m'avait si positivement assuré à Dresde que je trouverais la division du général Rochambeau à Waldheim, que je pris les devants avec quelques officiers, pour y ordonner tout ce qui était nécessaire et surtout afin d'y faire préparer des vivres. En entrant dans le faubourg, je demandai en allemand où demeurait le commandant ; on me dit qu'il n'y avait pas de commandant, mais qu'une patrouille autrichienne venait d'arriver. Je vis bien qu'il ne fallait pas perdre contenance, et je dis à un petit garçon, en lui donnant quelques gros sous : « Allez dire au bourgmestre que j'arrive avec dix mille hommes, qu'il me faut des vivres ; que, sans cela, je brûlerai la ville. » Puis, tournant bride, je dis à un de mes aides de camp de faire avancer la troupe ; mais, de fait, je rétrogradai d'abord au pas, puis au trot, afin de rejoindre la colonne qui était encore loin. Ma ruse eut tout le succès désiré ; les Bavares et Autrichiens s'enfuirent. Le petit garçon avait dit que nous étions beaucoup de monde, qu'il avait vu trois généraux, ce qui était très vrai, deux de mes camarades sans commandement s'étant mis sous la protection de ma colonne. Je n'ai trop su comment ils se trouvaient isolés.

et je ne les ai plus revus une fois arrivés à Leipzig.

A quatre heures, tout mon monde arriva. Le bourgmestre était un bon diable, natif de Berlin où il avait connu mon beau-frère, le général de Knobelsdorff. Il me fit donner des vivres, de l'eau-de-vie, et, ce qui valait tout autant, il me donna des renseignements sur la marche de l'ennemi. Il me montra l'ordre du général Giulay d'envoyer dix-huit mille rations de pain à Mittweida, à trois lieues de Waldheim; il ajouta qu'excepté la cavalerie, il pouvait y avoir cinq à six mille hommes d'infanterie, et qu'il me conseillait de ne pas trop m'arrêter. Je lui rendis confiance pour confiance; la mienne fut à la vérité moins franche, car je lui dis que le maréchal Saint-Cyr arrivait avec vingt mille hommes, et que j'étais son avant-garde. Il eut l'air de me croire, et ce qui m'importait davantage, c'est que les habitants en furent persuadés. Pendant que je définais, la cavalerie ennemie couronna les hauteurs; je crus prudent de sortir de l'entonnoir; c'est ainsi qu'on peut appeler la position de Waldheim. A peine arrivé sur le plateau, je vis l'infanterie autrichienne qui débouchait. Les uhlands harcelèrent mon arrière-garde; mais, comme je m'étais mis en bataille en ayant l'air d'attendre l'ennemi, et comme j'avais fait tirer deux coups de canon par-dessus la ville, on me fit demander de ne pas la bombarder, ce à quoi je consentis, à condition que les Autrichiens ne m'inquiéteraient pas, ajoutant qu'au reste le maréchal Gouvion-Saint-Cyr les délogerait le lendemain. Après cela, je fis faire toute la diligence possible, afin d'arriver le soir à Kolditz; mais, les soldats n'en pouvant plus, je fis bivouaquer les troupes près du village de Königshain, et j'établis mes postes de manière à être bien gardé. A

dix heures du soir, je communiquai avec une patrouille de cavalerie, envoyée en reconnaissance par le lieutenant général Rochambeau, et, sur l'avis qu'elle me donna, que l'ordre était donné d'évacuer à minuit Kolditz et de brûler le pont sur la Mulde, je remontai de suite à cheval pour m'aboucher avec le général et prévenir qu'on ne coupât la retraite à ma colonne, qui ne pouvait arriver que vers les sept heures du matin. Le général Rochambeau n'était pas fâché de trouver en nous une bonne arrière-garde, et il se mit en route à minuit, bien plus assuré par notre présence de n'être point inquiété dans sa marche, qu'il ne l'avait été jusque-là, car il avait eu connaissance du mouvement du général Giulay, et c'était ce mouvement qui l'avait engagé à évacuer Waldheim plus tôt que ne le portaient les ordres du major général.

La route de Lausig était encore libre; mais, comme l'ennemi occupait déjà Borna, je crus plus sage de passer par Grimma. L'Empereur se trouvait encore à Eilenburg, puis, le 14, sur l'avis de l'approche de l'ennemi vers Leipzig, il se rendit de sa personne dans cette ville et arriva pour voir le beau combat de cavalerie que livra le roi de Naples.

Mon arrivée causa de la surprise aux uns et aux autres; l'ennemi ne concevait pas ce qu'était cette colonne qui venait par derrière lui, ou du moins par son flanc droit, et cela l'inquiéta. Les Français se l'expliquaient encore moins, et moi, je me trouvais fort heureux d'arriver; car le moral de ma troupe n'était pas rassurant, et nous avions fort peu de munitions; ma cavalerie surtout, qui n'était qu'un ramassis de trafnards de différents corps, n'avait aucune envie d'en venir aux

maines avec celle de l'ennemi. Mon infanterie était mieux disposée, surtout les hommes du dépôt, qui me savaient gré de les avoir fait sortir de Dresde.

Je crus que j'allais être reçu par le major général et par son chef d'état-major à bras ouverts, et qu'ils allaient se confondre en excuses de ce qu'on avait oublié de me donner des ordres. Le contraire m'arriva. M. le comte de Monthion me dit « qu'un soldat oublié au pied d'un arbre devait y rester; que c'était un malheur, mais qu'il ne fallait pas bouger sans ordre ». M. le prince Berthier ne fut guère plus aimable; j'alléguai mes raisons; elles allaient être déclarées mauvaises par ces deux savants personnages, lorsque l'Empereur m'aperçut et demanda de quoi il s'agissait. Je m'avançai et lui expliquai qu'on m'avait laissé sans ordres, que je lui ramenais trois bataillons et deux canons. Il se tourna vers le prince de Neufchâtel et lui répliqua avec humeur : « Qu'est-ce qu'on lui veut donc? Ne vaut-il pas mieux qu'il soit ici pour combattre qu'à Dresde? Ceux qui y sont, nous ne les verrons plus. » Sur ce, Son Altesse devint plus traitable et m'offrit de me donner une brigade à commander; je lui rappelai ma déclaration faite à Löwenberg : « Soyez là, nous verrons », fut sa réponse. Le surlendemain se livra la seconde de ces fameuses batailles de Leipzig, qui ont décidé du sort de l'Allemagne.

Napoléon avait peut-être mal choisi son terrain en s'acculant aux bords fangeux de l'Elster; mais il est certain qu'il déploya dans ces journées toute son énergie et son talent : c'était le lion rejeté dans ses derniers retranchements. Je laisse à d'autres la tâche difficile de donner les détails de la première bataille, je ne la juge-

rai que dans ses résultats. Je ne sais ce qui arrêta Napoléon. Il resta le lendemain dans l'inaction, au lieu d'attaquer l'ennemi qui était démoralisé. Il est vrai que son armée avait perdu beaucoup de monde, qu'elle manquait surtout de chevaux pour l'artillerie ; mais rester dans l'inaction était le parti le plus dangereux. Il aurait fallu déloger et prendre position sur la Saale, ou recommencer le combat avant que le général Benningsen et le prince de Suède eussent fait leur jonction. Napoléon aurait triomphé des alliés, et ni Bernadotte ni Benningsen ne se seraient mesurés isolément contre une armée victorieuse commandée par un tel adversaire.

Le sort en décida autrement. Tout le monde était fatigué, et beaucoup d'entre nous n'avaient pas mangé. Les revers avaient fatigué l'esprit et le corps du grand homme. Il était décidé pour la retraite ; il en avait donné les ordres, mais Berthier était usé et l'état-major général mal organisé. Bonaparte et sa suite n'étaient plus les mêmes hommes qu'on avait vus en Italie et à Iéna. Peut-être y eut-il d'autres causes, c'est probable, je les ignore ; je rapporte ce que j'ai cru apercevoir. Je sais que des hommes plus marquants que moi ont jugé de même. Ce qui est sûr, c'est que les alliés ayant fait leur jonction, au lieu d'être attaqués et battus par nous le 17, nous attaquèrent et nous battirent le 18.

L'attaque commença vers les neuf heures du matin. Les bagages avaient reçu ordre de filer et de dépasser Leipzig, mais beaucoup de monde se faisait encore illusion sur notre position, et personne ne se pressa ; mes gens furent de ce nombre, et par là je perdis ma voiture

qui resta le lendemain dans la ville avec tous mes effets. Le duc de Padoue ayant fait savoir qu'il était de la plus haute importance d'envoyer une forte division vis-à-vis la porte de Halle par où l'ennemi semblait vouloir pénétrer, l'Empereur me confia la division du général Pachtod de la jeune garde. Il était temps d'arriver, car les Russes et les Suédois étaient déjà devant les barricades lorsque je débouchai. Je marchai à l'ennemi et je le culbutai. Le maréchal Ney vint m'y trouver et me dit des choses flatteuses : « Me voilà rassuré sur ce point, puisque vous y êtes. » Mais bientôt M. de Caraman, officier d'ordonnance, m'apporta l'ordre de ramener à Sa Majesté la majeure partie de la division avec toute l'artillerie. Elle me montra le village de Stötteritz : — Portez-vous là et déployez, me dit-elle, vous n'avez que le temps d'y arriver, l'ennemi va déboucher. En effet, je m'y trouvai nez à nez avec les Russes, et le combat s'engagea ; l'ennemi fut repoussé pour le moment.

L'Empereur montra beaucoup de calme et de présence d'esprit. Ce grand coup d'œil qui lui est propre lui fit juger avec une assurance rare l'état des choses. Lorsque les Saxons eurent tourné leurs armes contre nous au milieu de la bataille et que le prince Poniatowski, qui fit en cette journée des prodiges de valeur, lui eut fait demander du secours, il répondit tout haut : « Dites au prince que je n'ai pas un homme à lui envoyer ; qu'il tienne ferme ; que ce n'est pas de son côté que la bataille sera décidée, mais là (en montrant le village de Schönfeld) ; la victoire est à nous ; dans une heure ce sera fini. » En même temps il m'envoya presser le général Souham d'arriver au pas de charge et d'enlever le vil-



lage : « Dites-lui que je ne lui donne qu'une heure. » Sa volonté fut faite, et l'ennemi abandonna le champ de bataille.

L'Empereur vint coucher à l'hôtel de Berlin dans le faubourg de Leipzig. Il avait eu l'intention de m'envoyer en parlementaire auprès de l'empereur de Russie et du roi de Prusse; mais je n'en reçus point l'ordre, quoique je me fusse présenté à minuit chez le major général et que j'y eusse attendu jusqu'à six heures du matin; on me dit alors que le prince était à déjeuner avec Sa Majesté Impériale et qu'on n'avait rien à me communiquer; on a prétendu par la suite que je n'avais pas voulu me charger de la mission. Je pris le parti de m'en aller. Je n'avais pas d'autres fraches pour mon déjeuner comme Sa Majesté, mais je fis en rentrant chez moi un bon repas, sentant qu'il fallait se lester pour la journée; puis je me dirigeai vers la porte qui conduit à Lindenau. Il était alors neuf heures. Les premiers boulets tombaient dans la ville, la confusion commençait à se produire, bientôt elle fut affreuse. Je m'étais réuni aux généraux Zucchi et Fressinet; nous eûmes bien de la peine à franchir la foule; la chaussée était encombrée de voitures et de caissons; l'infanterie, les chevaux de main, les lanciers polonais, tout était pêle-mêle. Nous entendions le feu du canon s'approcher et les tirailleurs ennemis déborder notre gauche en traversant les jardins. J'arrivai très difficilement à Lindenau, où je trouvai M. le comte de Turenne avec les équipages de l'Empereur. Nous ne savions pas encore de quel côté Sa Majesté s'était dirigée; on sut plus tard qu'elle n'avait eu que le temps de se sauver en longeant les boulevards de Leipzig.

Nous voici au moment terrible : le pont de l'Elster sauta et coupa la retraite à tout ce qui n'avait pas passé. Une clameur d'indignation se fit entendre ; on criait à la trahison, puis à l'abomination de l'Empereur, qu'on accusait d'avoir donné cet ordre pour sa sûreté personnelle. Il est prouvé que ce fut un malheur. Le colonel de garde au pont chargé de le faire sauter après que l'armée aurait effectué le passage, voyant l'ennemi s'approcher, fut demander des ordres au prince de Neufchâtel ; le caporal, commandant en son absence, perdit la tête ou crut bien faire en face du danger qui s'augmentait ; il mit le feu à la mèche, et tout fut fini.

Dès lors, les corps d'armée de Macdonald, de Reynier, de Poniatowski et de Lauriston n'eurent plus de retraite. Le prince Poniatowski se noya ; Macdonald fut plus heureux ; il traversa l'Elster à la nage ; il avait dit à ceux qui le suivaient : « Un maréchal de France peut être tué, mais il ne se laisse pas prendre. » Lauriston et nombre de généraux restèrent prisonniers.

Macdonald indigné et furieux ne se posséda pas ; il cria en présence de l'Empereur que si tout le monde avait perdu la tête et que si on ne savait plus conduire l'armée, il se chargerait de la ramener en France. Il se désola de voir tant de braves soldats aussi indignement abandonnés et livrés à l'ennemi. Napoléon chercha à le calmer et ordonna qu'on lui donnât de quoi changer.

Je marchai avec le maréchal Ney. En traversant Lützen, il me montra Kaja et me dit : « Il valait, ma foi, bien la peine que nous nous donnassions autant de mal pour voir une pareille fin ! »

Lorsqu'on eut passé le Rippach-Bach, l'armée s'arrêta pour se reformer. On fit rentrer les soldats dans leurs régiments respectifs. Il y avait là encore bien du monde, mais le moral en était attaqué. L'ennemi cependant ne nous poursuivit pas le premier jour; il espérait nous couper la retraite au défilé de Kosen, et, à cet effet, un corps prussien avait été expédié, dès la veille, sur Naumbourg, pour occuper ce défilé. Napoléon l'évita et se dirigea vers Gross-Iéna, longeant l'Unstrutt, et, cette rivière passée, nous rejoignîmes la grande route au-dessus de Neu-Kosen. Le général Bertrand y tint en respect le corps prussien envoyé pour nous fermer le passage, et l'empêcha de déboucher. L'armée se dirigea sur Erfurt par Butteltstedt afin d'éviter Weimar. Pendant que Napoléon couchait dans la première de ces villes, le roi de Prusse avait déjà son quartier général à Weimar (1).

L'Empereur s'arrêta deux jours à Erfurt pour réunir tout son monde et laisser reposer son armée. Ce repos manqua de nous devenir fatal, car il donna le temps au général de Wrede d'arriver à Hanau pour nous y disputer le passage. A Erfurt le roi de Naples quitta l'armée, pour retourner dans ses États; l'on dit tout haut qu'il

(1) Beaucoup de nos gens qui, en sortant d'Auerstædt, avaient suivi la route de Weimar, furent obligés de rebrousser chemin, de se rejeter par les champs sur Butteltstedt, ou furent pris. Nous entendîmes de ce côté une assez forte canonnade, qui nous confirma la poursuite de l'ennemi, et l'on ne fut pas très rassuré sur notre marche en avançant vers Erfurt. En effet, le lendemain, me trouvant à l'avant-garde du général Sébastiani, nous vîmes tout à coup plusieurs escadrons de Cosaques du corps du général Tchernitchef couronnant les hauteurs qui dominent la ville; heureusement, ils n'étaient pas en force, et à l'approche de l'armée française ils se dissipèrent.

emporta la permission d'accepter les propositions des alliés afin de sauver sa couronne.

Napoléon crut qu'il pourrait encore livrer bataille à Erfurt; il chargea le maréchal Macdonald de parcourir les hauteurs et d'étudier le terrain. Le maréchal prouva dans son rapport que la position était mauvaise; que c'était en avant et non en arrière d'Erfurt que l'on aurait pu livrer bataille, et il n'en fut plus question. On avait fait une grande faute en arrivant. Au lieu de laisser entrer tous les soldats afin de les réunir, on avait fermé les portes; les trafnards firent le tour de la ville, choisirent la route de Francfort et parvinrent à Mayence avant nous. Le major général ordonna à tous les généraux sans commandement d'aller réunir les soldats. Ceci était plus facile à dire qu'à faire exécuter. Cependant un beau rapport sur le succès du général Flahaut valut à celui-ci le grade de général de division. Napoléon dit le soir au duc de Tarente : « Tout va bien; voilà Flahaut qui à lui seul a réuni plus de douze mille trafnards. — On vous a trompé, répondit le maréchal; car s'il avait réuni douze mille trafnards, je devrais en avoir reçu dans mon corps d'armée, et le fait est qu'hier j'avais encore dix-huit cents hommes, et, ce matin, je n'en ai plus que quinze cents, ce qui vous prouve que le rapport est faux. » M. le comte Flahaut n'en avait pas moins été nommé lieutenant général.

La malheureuse manie de vouloir encore conserver des places fortes en Allemagne, quand il était certain que nous aurions à défendre les limites même de l'Empire français, porta Napoléon à laisser garnison à Erfurt; le général d'Alton fut investi du commandement et y tint fort longtemps; mais c'était priver la France de ses

défenseurs. Il est certain que si au lieu d'occuper Dantzic, Torgau, Stettin, Glogau, Magdebourg, Wurzburg, et tant d'autres places, Napoléon eût réuni toutes ses forces, il aurait résisté aux efforts des alliés, et il serait sorti victorieusement de cette lutte. Il est vrai qu'il a été trahi vers la fin de la campagne de 1814, mais ces mêmes hommes qui l'abandonnèrent eussent tenu bon, s'ils avaient cru à la possibilité de chasser les étrangers du territoire français. Ce n'est pas l'amour pour les Bourbons qui les a fait agir, mais le sentiment de leur propre intérêt.

Cependant, nous n'en étions pas encore là. Les étrangers avaient en 1813 une telle crainte des Français et un tel respect pour eux qu'ils n'imaginaient pas avoir jamais la possibilité de dépasser le Rhin. Ils se trouvaient étonnés plus que nous des succès qu'ils avaient obtenus. Quelques hommes sages pressentirent tout le danger qui menaçait la France; les maréchaux déplorèrent l'extravagance de Napoléon; quelques généraux osèrent même s'expliquer avec force; mais personne n'osa résister à ses ordres, ni le maîtriser. On parlait du Sénat; on voulait que ce premier corps de l'État lui fit des remontrances; c'était bien mal le connaître. Le Sénat n'avait su qu'obéir et se courber lâchement devant l'Empereur à son retour de Russie, alors que lui-même s'était attendu à de l'opposition de sa part, ou du moins à de fortes représentations. Dès lors, le Sénat avait perdu, aux yeux du despote, jusqu'à ce reste de respect que les princes les plus violents et les plus ambitieux accordent aux services rendus et à de grands et de nobles souvenirs. Aussi avons-nous vu plus tard comment Napoléon foula aux pieds la repré-

sentation nationale, en faisant fermer le Corps législatif par des agents de sa police et en menaçant le Sénat d'être traité de même.

Le 24 octobre, l'armée se dirigea par Gotha sur Eisenach. A Sattelstedt, il y eut un hourra de Cosaques. L'Empereur, qui s'y reposait, n'eut que le temps de monter à cheval, et le quartier général s'établit le soir à Eisenach, où j'appris que l'ennemi nous attendait à la sortie des gorges du côté de Gelnhausen.

Nous marchâmes par Marksuhl sur Vach, et nous atteignîmes Fulda. Le désordre était extrême. Excepté la garde, il y avait peu de régiments qui pussent offrir de la résistance.

Le maréchal Macdonald, à qui je m'étais attaché depuis Erfurt et dont j'étais décidé à partager le sort, n'avait pas deux mille hommes sous ses ordres ; il formait l'avant-garde. Beaucoup de calme, de la force dans le caractère, un grand amour national, de l'indignation de voir les lauriers français flétris par les sottises d'un seul homme ; tous ces sentiments furent pour lui de forts stimulants, et son exemple raffermirait dans le devoir tous ceux qui l'entouraient et qui marchaient sous le Bayard de notre temps.

En avant d'Altmünster, nous trouvâmes le pont qui joint la route rompu et quelques escadrons de Cosaques manœuvrant devant nous. Il n'en fallut pas davantage pour causer de la confusion. « Nous voilà coupés », disaient les soldats. La cavalerie de l'avant-garde recula. Il y eut un moment de flottement terrible qui aurait pu avoir des suites funestes, si l'ennemi eût été audacieux. Le général Sébastiani et d'autres arrêtèrent la troupe, reformèrent les escadrons, et l'on fit avancer deux pièces

de canon, avec lesquelles on salua les Cosaques; ceux-ci s'enfuirent; on répara le pont, et l'armée continua sa marche.

Les hommes de métier se félicitèrent d'être sortis aussi facilement de ce mauvais pas; dès lors, l'espoir commença à renaître. L'ennemi s'était montré en cette occasion ou tellement pusillanime (et voilà ce que c'est que d'en avoir longtemps imposé aux hommes) ou si peu militaire qu'il nous fit pitié. A nos premières craintes succédèrent l'audace et le mépris. Nous sûmes que c'étaient les Bavares que nous avions devant nous; et de tous côtés s'élevèrent des clameurs: « Ah! les traîtres! Ah! les lâches! Ce ne sont qu'eux, nous voilà sauvés! » L'armée se trouva comme électrisée. Cependant les chefs entrevoyaient combien notre position était encore périlleuse, et, persuadés qu'il ne fallait pas perdre un instant, ils ne permirent d'arrêt à Gelnhausen que juste le temps de rafraîchir et de faire manger le soldat: ils poussèrent en avant jusqu'à neuf heures du soir, heure à laquelle nos éclaireurs eurent connaissance de l'ennemi.

Le soir, à table chez le maréchal Macdonald, plusieurs généraux tinrent les discours les plus audacieux. Un d'entre eux dit à Sébastiani: « Vous, qui êtes son cousin, vous pouvez lui dire (il parlait de l'Empereur) ce que nous pensons de lui; peut-être êtes-vous même chargé de le savoir. » Ce discours embarrassa un peu ledit général, qui cependant ne se fâcha pas trop: il chercha à défendre l'Empereur et se déclara au-dessus du soupçon qui lui était personnel. Alors Macdonald nous rappela qu'il s'agissait le lendemain de nos destinées, et qu'il ne fallait point parler, mais agir. Il n'avait

pas quitté son ton gai et goguenard, et, s'adressant à moi comme étant le plus dans son intimité : « Allons nous coucher, monsieur le fricoteur, me dit-il, que demain vous soyez levé à temps ; nous aurons d'autres dragées à avaler que vos pastilles de chocolat. » A Fulde, j'avais été logé dans un couvent de nonnes, qui furent si contentes des égards que nous eûmes pour elles que la supérieure, à l'instant de partir, me remplit les poches de biscuits, de tablettes de bouillon et de ces pastilles de chocolat auxquelles le maréchal faisait allusion et qu'il avait trouvées fort bonnes. Il m'en demanda plusieurs fois pendant la bataille de Hanau, simplement en avançant les doigts sans rien dire. Je ne cite cette anecdote que pour rappeler son caractère calme et fort devant le danger.

A l'aube du jour, nous nous mîmes en marche. Bientôt on eut connaissance de l'ennemi. Quand nous voulûmes déboucher de la forêt, nous fûmes salués par les Bavares qui avaient 26 pièces de canon en batterie. Plusieurs fois le maréchal sortit du bois pour reconnaître lui-même la position de l'ennemi, le général Grundler, son chef d'état-major et moi toujours à côté de lui.

La division du général Le Dru des Essarts, quoique très faible, soutint les attaques des Bavares avec intrépidité, et pendant longtemps elle les arrêta. Les autres troupes entrèrent successivement au feu, mais le tout ne formait pas six mille hommes.

Macdonald fit avancer la cavalerie, et, pendant qu'elle manœuvrait sur la droite, il était parvenu à faire déboucher enfin quelques pièces de canon de la garde, qui firent merveille et démontèrent une partie de l'artillerie bavaroise, tandis que notre cavalerie, même celle de la



garde, fut ramenée par les Autrichiens. Nos escadrons se reformèrent derrière les gardes d'honneur, qui se comportèrent en braves avec un calme et une intrépidité exemplaires. L'Empereur s'était arrêté dans la forêt, à l'endroit où les deux grandes routes, la vieille et la nouvelle, se joignent. Il y resta à cheval, entouré de son état-major, livré à ses réflexions, dans une apathie étonnante et digne d'un homme qui a perdu la tête. Je crois que, s'abandonnant à ses idées de fatalisme, il attendait le hasard.

Ce n'était pas la peur qui le retenait, car les boulets dépassaient l'endroit où il se trouvait. Il est même à présumer que l'ennemi eut connaissance par quelque espion de l'endroit où il se tenait, car, à la fin, plusieurs obus tombèrent au milieu de sa garde, il y en eut même un qui éclata derrière son cheval, auquel il fit faire un saut en avant. Napoléon ne se dérangea pas, donna une saccade à son cheval et dit : « Eh, eh ! celle-là était près », puis il continua à fredonner je ne sais plus quelle petite chanson, dont nous entendions par-ci par-là quelques paroles.

Le maréchal Macdonald m'avait envoyé plusieurs fois auprès de lui afin de l'engager à faire avancer la vieille garde ; pour toute réponse il m'avait dit : « Bah ! la garde ! » Le général Flahaut, qui s'était vanté qu'il la lui ferait envoyer de suite, n'avait pas été plus heureux. Lorsque Macdonald arriva en personne pour la réclamer, l'Empereur lui répondit : « Dans une heure, elle sera toute réunie ; alors nous verrons. » Macdonald répliqua : « Apprenez que dans une heure vous passez sous le joug ; dans un quart d'heure c'est trop tard ; vous n'avez pas un instant à perdre. » Ce discours tira

Napoléon de sa léthargie; il envoya l'ordre à la division Friant d'avancer.

La vieille garde fit changer les affaires de face; les Bavaois ne purent tenir contre les phalanges de ces vieux guerriers que rien n'arrêtait et qui, tels qu'un torrent qui déborde, eurent l'air de rouler devant eux tout ce qui s'opposa à leur passage.

Les Bavaois furent battus, le général de Wrede blessé, et, si Napoléon avait tenu à faire des prisonniers, nous en aurions fait beaucoup, mais il dit : « Je n'en veux pas, il faudrait encore que je fisse nourrir cette canaille aux dépens des Français. Qu'ils s'en aillent ! » Les Bavaois avaient été acculés à la Kinzig, et, si on avait eu connaissance de leur position véritable, je crois qu'il eût été très avantageux de les poursuivre; car, le lendemain, le maréchal Marmont aurait eu probablement beau jeu des restes de l'armée austro-bavaoise et l'eût mise en pleine déroute.

L'Empereur fit établir son bivouac sur le champ de bataille. J'y couchai à côté du maréchal Macdonald, au milieu des broussailles, entouré des morts, et n'ayant qu'un très mauvais feu, le bois étant vert et ne voulant pas brûler. La nuit fut froide, et nous n'eûmes que les couvertures de nos chevaux pour nous garantir. Les équipages du maréchal s'étaient égarés, et nous n'avions soupé qu'avec un reste de jambon. Heureusement, depuis qu'en Russie on m'avait perdu plusieurs paires de pistolets, je n'en gardais plus qu'un dans une des fontes, et je faisais garnir l'autre fonte et celles de mes chevaux de main de bouteilles, ce qui nous valut l'avantage d'avoir à boire cette nuit-là et d'être, sous ce rapport, plus heureux que la plupart des généraux et même des maréchaux.

Napoléon ordonna que si à minuit Hanau ne nous avait pas ouvert ses portes, d'y mettre le feu, ce qui fut exécuté. C'était une manière un peu cruelle de nous éclairer, mais elle eut l'effet désiré, car les ennemis plièrent bagage, et le lendemain, à l'aube du jour, nous entrions dans la ville. Elle était encombrée de blessés. On les soigna autant que possible; puis on dut les abandonner aux Autrichiens. Ceux-ci, voyant notre retraite, se mirent à nous suivre de près, sans cependant nous attaquer; mais un autre corps nous inquiéta en longeant le Main et fit mine de vouloir nous empêcher d'atteindre Francfort, où néanmoins nous arrivâmes le 29. L'Empereur s'y logea au pavillon de M. Bethmann. Il demanda à la ville des contributions qui ne furent payées qu'en partie. Nous n'avions pas le temps de les attendre et nous filâmes sur Mayence (1), où l'encombrement fut excessif. Les maladies épidémiques se déclarèrent, et les approvisionnements avaient été négligés, en sorte qu'il y eut manque de tout.

On éprouva la plus grande peine à se loger; les habitants montraient à cet égard les plus mauvaises dispositions et ne cachaient pas leurs espérances de se voir rendus à l'Allemagne. Je crois qu'ils s'en sont repentis plus tard, mais alors la domination française leur paraissait odieuse.

Les peuples s'attendaient à voir l'ennemi passer le Rhin, et tout le long de la route de Paris j'allais entendre la même demande : « Est-ce que les Cosaques arrive-

(1) Le général Bertrand fut chargé de défendre les hauteurs entourant la ville; mais elles furent attaquées vivement dès le lendemain, et Mayence fut bientôt cernée de près, du moins du côté de la rivière.

raient bientôt? » Non qu'on les désirât, mais partout on ne se faisait plus illusion. On était convaincu que Napoléon ne voulait point de la paix; qu'il était devenu fou et qu'il allait jouer le tout pour le tout.

Je vis et parlai à l'Empereur à Mayence; il était abattu et triste, et malgré cela il ne voulut point songer à finir la guerre. Le comte Daru conserva son activité, et son caractère prononcé ne mollit point. L'Empereur se rendit à Paris, et là il entama des négociations, mais jamais avec le désir sincère de conclure la paix; du moins, il faut le croire d'après sa conduite ultérieure. Cependant, comme il sut que les alliés étaient fortement montés contre le duc de Bassano et qu'ils avaient fait entendre qu'ils ne voulaient point traiter avec lui, il donna le portefeuille des relations extérieures au duc de Vicence, qui avait toujours été opposé au système de guerre continuelle. Il avait déconseillé l'invasion en Russie; il avait prêché la paix à Dresde, et, certes, il a été le conseiller le plus sage et le plus éclairé qu'ait eu Bonaparte. Le duc de Vicence ne s'aveuglait ni sur les défauts du maître, ni sur le rôle dangereux et de compromission que celui-ci faisait continuellement jouer à ses favoris. Le duc de Vicence a été mal jugé par le public, et l'histoire, qui dira un jour tout ce qui s'est passé à l'égard de l'exécution du duc d'Enghien, lui rendra plus de justice que ne le font ses contemporains.

Lorsque Napoléon vint faire son fameux discours au Corps législatif en présence de l'Impératrice et de tous les grands de l'Empire, on se flatta, un instant, qu'il allait songer sincèrement à la paix, et le prince de Metternich, en recevant le *Moniteur* qui contenait ce

discours, s'écria : « Ah ! voilà d'un homme qui veut continuer à régner ! » Pour ceux qui voyaient l'homme de près, la chose paraissait moins positive, et, lorsque Napoléon fit fermer le Corps législatif et apostropha en audience publique M. Lainé, on vit bien qu'il allait écouter moins la sagesse que la fougue de son caractère. Ainsi, un soir chez l'Impératrice, il se tourna brusquement vers les dames présentes et leur dit : « Eh bien ! parle-t-on toujours dans Paris du retour des Bourbons ? Vous deviendrez toutes veuves avant que cela arrive. »

Quant à l'Impératrice, elle se désolait de voir son père dans la coalition contre la France ; elle lui écrivait des lettres pleines d'amertume et de reproches. Elles furent quelquefois tellement fortes que Napoléon s'en étonnait, et il disait : « Cela tient à l'éducation ; il n'y a pas une fille en France qui osât écrire sur ce ton à son père. » Marie-Louise aimait sincèrement Napoléon, et elle s'était donnée franchement à la France. On l'a beaucoup calomniée depuis et de toutes les manières ; mais j'ai su qu'en 1815 elle dit aux ambassadeurs étrangers, entre autres au chevalier de Labrador, plénipotentiaire d'Espagne : « L'Europe peut avoir à se plaindre de l'empereur Napoléon, mais moi je n'ai jamais eu qu'à m'en louer ; je l'aime, et je le regretterai toute ma vie ; j'étais heureuse avec lui. »

J'avais obtenu la permission au mois de novembre de me rendre à Paris. Je n'y fus pas longtemps sans qu'on songeât à me renvoyer à l'armée, quoique, je l'avoue, je n'en eusse nulle envie. Je venais de perdre derechef tous mes équipages, et l'Empereur n'avait pas l'air de vouloir m'en dédommager d'aucune manière. J'ai su plus tard que quelqu'un lui ayant parlé de moi, il dit : « Je

sais tout cela ; il le sera ; mais j'en ai tant d'autres, que je dois faire généraux de division, et son lot est ailleurs », faisant allusion à la pairie, qu'il avait l'intention d'établir.

Tandis que l'Empereur était à Mayence, son frère Louis lui avait fait la proposition de reprendre le gouvernement de Hollande : il avait été fort mal reçu. Depuis lors la Hollande avait secoué le joug de la France. Elle avait appelé le prince d'Orange, et il semblait probable qu'elle recouvrerait son indépendance. Néanmoins, il n'y avait rien de certain, et, avec des généraux plus décidés que Molitor, ce premier élan des Hollandais aurait pu avoir des suites cruelles pour eux. La position de ceux qui se trouvèrent à cette époque en France fut pénible et critique. Les sénateurs, les conseillers d'État, les membres du Corps législatif, avaient tous prêté serment de fidélité à l'Empereur. Il n'y avait qu'un traité qui pût les en dégager. Le devoir des militaires me parut encore plus positif et je n'hésitai point à le manifester hautement : en outre, il y avait peu de choix. Les gardes d'honneur hollandais furent désarmés après que quelques-uns d'entre eux eurent déserté au delà du Rhin.

Quelques officiers, pour avoir manifesté le sentiment que leur causait naturellement la possibilité de l'indépendance de leur patrie, furent renvoyés de leurs corps et traités comme prisonniers de guerre. La nouvelle que le général Stedman avait quitté la Bohême (où il était prisonnier comme général français) afin d'offrir ses services au prince d'Orange, sans avoir même demandé sa démission en France ; la conduite plus prononcée du général Krayenhoff, qui dirigeait le siège de Naarden, sans égard à son serment ; tout cela donnait beaucoup

d'humeur à Napoléon et avait provoqué contre nous tous une grande surveillance.

L'Empereur n'ignorait point la manière dont je m'étais prononcé sur le compte des préfets Stassart et de Celles, puisqu'à l'audience il me dit (à la vérité, sans montrer de l'humeur) : « J'apprends que vous auriez voulu qu'on eût traité M. de Celles un peu à la turque (1). » Il ne me laissa pas le temps de lui répéter tout ce que j'en avais dit, mais il comprit fort bien que je leur attribuais l'exasération des Hollandais contre les Français.

Le lendemain, je reçus l'ordre de me rendre à Cologne à la 5<sup>e</sup> division du corps du général Sébastiani. Je fis observer au major général, prince de Neufchâtel, et au ministre de la guerre, que je ne pouvais point aller du côté de la Hollande, puisque j'étais très résolu à ne pas porter les armes contre elle ; mais j'ajoutai que j'irais partout ailleurs, quoique mécontent et dégoûté de n'avoir pas été confirmé général de division après que le maréchal Ney m'eut proclamé tel sur le champ de bataille de Lützen et que l'Empereur m'avait fait commander une division de la jeune garde à la dernière bataille de Leipzig. Le major général me répondit : « Qui vous dit que l'Empereur ne vous nommera pas, puisqu'il vous envoie à une division pour laquelle il n'y a encore aucun général de désigné, et c'est lui-même qui vous a choisi ? Vous avez tort de ne pas y aller ; vous manquez votre affaire. Cependant, si vous persistez, j'en écrirai au ministre de la guerre, afin qu'il vous propose pour une autre armée. »

(1) J'avais dit chez le duc de Bassano, en présence du duc de Rovigo, que j'aurais voulu que les Hollandais eussent cloué M. de Celles contre la porte d'Amsterdam, comme on fait avec les oiseaux de proie.

Et, sur mes instances, le prince donna suite à ma réclamation. Le duc de Feltre m'engagea d'écrire moi-même à l'Empereur pour lui expliquer mes motifs; il m'avait répété : « Cela lui donnera de l'humeur, et ce n'est pas le moyen d'obtenir de l'avancement. » Toutefois, fermement décidé à ne pas me battre contre les Hollandais, dont je trouvais la cause juste et belle, je présentai moi-même ma lettre à l'Empereur, qui dit au duc de Feltre après l'avoir lue : « Il a raison; c'est le sentiment d'un homme d'honneur; on ne se bat point contre son pays : demandez-lui s'il veut aller en Espagne ou en Italie. » Et, d'après ce que le ministre m'a appris plus tard, Sa Majesté Impériale lui dicta elle-même les termes de la lettre qu'il m'envoya peu de jours après.

Le duc de Feltre aurait pu faire plus pour moi dans cette circonstance; il ne demanda pas mon avancement, malgré l'invitation du major général, et il se contenta de me promettre qu'aussitôt qu'il me saurait arrivé à Turin, il soumettrait à l'Empereur le mémoire de proposition très flatteur que M. Denniée, chef de la division du personnel, avait fait dresser. Le duc de Feltre a toujours servi ses amis avec peu de chaleur, et il craignait les refus de Napoléon, qui étaient ordinairement accompagnés de bourrades; ensuite Son Excellence m'a oublié.

Je partis de Paris, le 9 janvier (1814), avec la conviction, d'après ce que le général Caffarelli, aide de camp de l'Empereur, m'avait confié, que je rencontrerais l'armée d'Italie en deçà des Alpes, le Vice-roi ayant l'ordre formel de la ramener en France pour l'opposer aux Autrichiens du côté de Lyon. Cette mesure aurait changé la face des affaires; il ne fallait qu'une arrière-garde de six



à sept mille hommes pour défendre, durant tout le temps des neiges, les passages du mont Cenis, et les garnisons de Mantoue et d'Alexandrie auraient paralysé et peut-être arrêté tout mouvement de la part du maréchal Bellegarde au delà de Turin. J'ai su plus tard, et de bonne source, pourquoi le Vice-roi n'exécuta point cet ordre, qu'il tint longtemps secret, qui lui fut renouvelé plus tard et auquel il n'a point obéi, en palliant ses refus par des raisons mauvaises et fausses auxquelles il ne pouvait pas croire lui-même (1). Le fait est qu'il espéra conserver son royaume en restant en Italie, il s'était dit que l'Empereur s'en tirerait bien en France sans lui; il n'agit pas comme le roi de Naples; il ne trahit ni n'abandonna la cause de son bienfaiteur; il refusa toutes les propositions qui y tendaient, et par une conduite ostensiblement franche et loyale il crut forcer les alliés à le reconnaître. Mais il est sûr qu'il ne rendit point à l'Empereur tous les services que moins d'égoïsme et de vanité, et un moindre désir de régner, lui eussent inspirés. Il s'est aussi laissé influencer par la haine de sa femme pour la France. La princesse refusa formellement d'aller faire ses couches, soit à Paris, soit dans le midi de la France. Napoléon, qui connaissait les sentiments de la princesse, avait, en renouvelant l'ordre pour l'évacuation de l'Italie, écrit au prince que si Son Altesse Royale ne voulait point venir faire ses couches à Paris, elle n'avait qu'à choisir une ville dans le midi de la France, qu'elle y aurait sa cour

(1) En 1817, je rencontrai un jour le général comte Danthouard chez le ministre de la guerre; nous nous mîmes à causer dans un coin; là nous récapitulâmes tout ce qui s'était passé depuis que nous nous étions vus à Plaisance. Il me demanda comment j'avais pu avoir alors connaissance de l'ordre pour le retour de l'armée, et il me donna tous les détails que je cite.

et pour garde un bataillon de la garde italienne ; qu'à cet effet, ce bataillon seul passerait en France, et que tout le reste de l'armée italienne serait réparti dans les places de Mantoue, d'Alexandrie, de Pizzighetone et de Venise ; que Gènes serait abandonné et que le Vice-roi franchirait les monts avec toutes les troupes françaises ; enfin, que si la princesse refusait de passer en France et qu'elle préférât faire ses couches à Gènes, il laisserait quinze mille hommes pour défendre cette place, qui dans toute autre hypothèse devait être abandonnée. Rien de tout cela ne convint au Vice-roi et à la Vice-reine, qui se sont perdus d'une manière à la vérité beaucoup moins déloyale que le roi Joachim, mais d'une manière tout aussi maladroite, sans prévoyance, et s'aveuglant sur leur position vis-à-vis des autres cours de l'Europe et principalement vis-à-vis de celles d'Autriche et de France restaurée.

Dans la suite des événements que je vais successivement rapporter, on ne s'étonnera donc pas de voir le Vice-roi indécis, embarrassé par sa fausse position militaire et politique, tant envers l'empereur Napoléon que vis-à-vis des Italiens, dont il avait perdu l'amitié depuis plus d'un an par suite de son ton de dédain lorsqu'il parlait d'eux et des fortes impositions que l'Empereur exigeait de lui. Il souscrivait à ces impositions non seulement avec obéissance, mais même avec complaisance, car ses finances étaient en bon état, et son budget offrait au bout de l'année un reliquat dans les caisses. Le prince Eugène avait une peur presque enfantine de l'Empereur, et de là ce besoin d'aller au-devant de ses désirs, jusqu'au moment où il crut pouvoir se soustraire à sa domination sans trop le blesser dans son amour-propre ; mais, lorsque ce moment fut peut-être arrivé, il a pu

s'apercevoir, quoique trop tard, qu'il n'avait pas assez fait pour ce qu'il appelait déjà son peuple. Il n'en avait pas gagné l'affection; ses reliquats budgétaires lui avaient valu les applaudissements de Napoléon qui en profitait, mais ils avaient pesé lourdement sur toutes les classes de la population italienne. Le prince se vit donc déjoué dans son calcul, et si bien que, avant de quitter le royaume, il eut l'humiliation de savoir que les Milanais avaient député auprès des puissances alliées, afin d'obtenir tout autre souverain que lui. Il fut, pour ainsi dire, obligé de s'enfuir de Milan et de se sauver à Mantoue, après que son ministre des finances y eut été massacré par le peuple.

Une vérité dont j'étais bien convaincu en quittant Paris le 9 janvier, c'est que si l'Empereur ne faisait pas la paix, il était perdu, et qu'il y avait tout à parier que sa mauvaise étoile le porterait à ne pas la vouloir; car, après avoir expédié M. le duc de Vicence, avec plein pouvoir de la signer, il rétracta quelques jours après ces mêmes pouvoirs; puis, de soucieux et chagrin qu'il avait paru après le départ du duc de Vicence, il redevint gai et satisfait après le départ de son courrier. Il eut l'air d'un homme qui venait de se décharger d'un poids qui lui pesait considérablement. Aussi ai-je prédit aux quelques amis que je retrouvai à Turin et à Plaisance la fin de ce règne gigantesque.

La route par Mâcon n'étant déjà plus sûre, j'avais pris celle du Bourbonnais. A Roanne, j'appris que le fort de l'Écluse s'était rendu aux Autrichiens, ce qui leur ouvrait le chemin de Genève à Lyon. Je dépassai dans la nuit le maréchal Augereau, qui allait commander à Lyon, mais qui ne me parut pas très empressé. Sa

mission était délicate et difficile. On lui avait préparé bien peu de moyens, et ceux qu'il a déployés dans la suite, ce fut lui qui les créa.

En approchant de Lyon, je trouvai les habitants exaspérés de ce qu'on ne leur avait laissé ni armes ni munitions pour se défendre. Ils accusaient hautement le ministre de la guerre de trahir l'Empereur et d'être vendu aux Bourbons. A Lyon même, tout révélait la consternation. Les royalistes ne cachaient point leurs vœux et leurs espérances. Le cardinal Fesch, le sénateur Chaptal, le préfet, le général commandant, tous avaient leurs paquets prêts, leurs chevaux retenus à la poste, et n'attendaient, pour s'en aller, qu'un dernier avis de l'approche des ennemis. Forts de neuf à dix mille hommes, ceux-ci se trouvaient à six lieues de la ville. Le général Meunier ne pouvait leur opposer que quinze cents hommes; il possédait pour toute artillerie deux pièces de canon venues en poste du mont Cenis. Il avait pris position sur la route de Lyon à Genève, à quatre lieues de la première de ces villes.

Les éclaireurs des Autrichiens venaient d'enlever la diligence de Lyon à Paris près de Mâcon; Bourg était pris et ses habitants maltraités pour s'être défendus, un paysan fusillé pour avoir couché à terre un colonel autrichien. Les Français n'étaient point faits à l'idée de voir des ennemis chez eux; ils en étaient atterrés, et la nullité de leurs moyens de défense leur causait la plus vive indignation.

Le maréchal Augereau arriva le 15 janvier; mais, voyant cette absence complète de précautions défensives, il se retira de Lyon pour organiser les forces avec lesquelles il attaqua plus tard les Autrichiens et les poussa

jusqu'à Arbois dans le Jura; il avait l'intention d'aller dégager Besançon, ce qu'il ne put exécuter.

Je passai le 16 à Chambéry; tout y était tranquille; seulement, on m'annonça qu'un Mameluk de marque venait d'arriver en courrier de Constantinople, allant à Paris avec des nouvelles importantes; car « il annonce, m'ajoutait-on, l'avis certain que quatre-vingt mille Turcs marchent au secours de la France ». Je fus curieux de voir cet important missionnaire; j'entrai dans la chambre où il déjeunait; je le saluai en turc, ce qui le surprit tout d'abord; mais ce qui le surprit bien davantage, ce fut quand je lui dis que je le reconnaissais pour le nommé Carabet, domestique de M. Dantan, premier interprète de l'ambassade de Constantinople. Mon homme fut un peu embarrassé; il me pria de ne pas le dévoiler, comme son titre de Mameluk en imposait beaucoup. Il se chargea de mes lettres pour Paris, puis, au lieu de l'arrivée des quatre-vingt mille Osmanlis, il m'apprit une nouvelle plus vraie, celle de la défection du roi de Naples. Le 17, je couchai à Saint-Jean de Maurienne, ma voiture s'étant brisée. J'y retrouvai le même sous-préfet que j'y avais vu en 1802, et je le retrouvai tout aussi obligeant; mais où je trouvai une grande différence avec ce que j'avais vu et éprouvé lors de mon premier voyage en Italie, ce fut au passage du mont Cenis. Il y avait immensément de neige, et cependant je continuai ma route de nuit. Ce ne furent plus des mulets qui portèrent ma voiture toute démontée; on la mit seulement sur deux grands traîneaux, qu'on nomme en Suède des racks; et, au clair de lune, j'admirai cette grande et belle route, certes un des plus beaux monuments du règne de Napoléon.

Le 19, j'arrivai à Turin, où je vis le prince Camille Borghèse, beau-frère de l'Empereur, que j'avais beaucoup connu à Rome. Son Altesse Impériale m'annonça que j'allais partir pour Plaisance afin d'y commander la première brigade de la première division de réserve. Je le priai, mais en vain, de m'envoyer à Gênes; il me répondit : « Les ordres de l'Empereur sont positifs; le général Gratien va avoir sa retraite, et c'est votre division que vous allez organiser. »

Un peu de jalousie, bien gratuite, me fit expédier promptement sous prétexte du bien du service. Le prince vivait en bataille rangée avec la duchesse Lanti, de Rome, sa cousine, que j'avais connue jeune et jolie. Elle lui parla de moi comme d'une ancienne connaissance; cela suffit pour me faire renvoyer un peu plus tôt. J'aurais été charmé de faire quelque séjour à Turin, où je retrouvai plusieurs amis, entre autres le lieutenant général Clément de la Roncière, qui y commandait la division, M. de Lameth, préfet, et M. de Veines.

Le 22, nous eûmes la nouvelle que la route de Chambéry était coupée par l'ennemi, qui s'avancait sur Montmélian, et que le général Desaix s'était retiré de Chambéry sur Grenoble. Le prince fit de suite renforcer la garnison du mont Cenis et la fit porter à six mille hommes. Je pris le chemin d'Alexandrie par Asti. Je ne m'y arrêtai point assez longtemps pour visiter les beaux ouvrages de cette place de guerre, qui ont coûté tant de millions à la France et qu'on fut obligé de livrer trois mois après sans coup férir et sans aucune compensation, ce qui fit bien crier contre le gouvernement intermédiaire et contre le comte d'Artois.

A mon arrivée à Plaisance, le 25 janvier, j'allai m'ins-

taller aux Trois Ganaches, mauvaise auberge, mais la meilleure de la ville ; on me logea plus tard militairement au palais Landi, où je fus à merveille et où j'eus le plaisir de retrouver un ancien compagnon d'armes de la campagne de la Nord Hollande (1799), le major d'artillerie Holzman, officier très distingué, qui venait d'être blessé devant Vérone.

Le général Gratien me parut informé de ma future destination ; toutefois il n'était pas pressé de demander sa retraite ; il me dit qu'auparavant il voulait être fait comte d'empire. C'était un brave homme, mais usé ; sa santé déperissait de jour en jour, et son entêtement à vouloir rester en place lui valut des humiliations et des désagrémens non mérités qui le conduisirent au tombeau. J'ai eu plus tard le chagrin de le faire enterrer à Plaisance même. Le Vice-roi ne se comporta pas avec lui d'une manière franche et loyale ; j'en parlerai plus tard. Je fis bientôt la connaissance d'un homme distingué, le lieutenant général comte Danthouard, premier aide de camp de Son Altesse Impériale. Le Vice-roi l'avait envoyé à Plaisance pour avoir quelques données sûres relativement aux Napolitains. Déjà, à cette époque du 25 janvier, le roi Joachim avait fait marcher ses troupes contre les Français ; elles s'étaient emparées de Reggio et faisaient mine de vouloir s'avancer jusqu'à Parme. Le Vice-roi avait fait tout ce qu'il avait pu pour l'engager à revenir à nous.

Le duc d'Otrante, envoyé en mission à Naples par l'Empereur, lui prédit tout ce qui lui est arrivé, mais ne parvint pas à le décider. Murat ne voulait peut-être pas des Bourbons en France, mais il travaillait de bonne foi à l'affranchissement de l'Italie qu'il voulait arracher au

joug de Napoléon. Incontestablement, il a rendu les plus grands services aux alliés; c'est lui qui a empêché le Vice-roi, après que celui-ci eut battu le maréchal Bellegarde, d'entrer dans le Tyrol et de marcher sur Vienne, ce qui eût été une puissante diversion pour la France, et il n'y a pas de doute qu'elle n'eût décidé la retraite de l'armée autrichienne au delà du Rhin. Pour cela, nous ne demandions point la coopération, mais simplement la neutralité du roi de Naples. Le corps de droite du Pô, commandé alors par le général baron Maucune, officier d'un très grand mérite, était plus que suffisant pour tenir en bride les Anglais, d'autant mieux que ce corps donnait la main au général Fresia, qui commandait à Gènes. Les Français n'ont pas plaint Joachim, parce qu'il les a abandonnés, qu'il est en grande partie cause des désastres qui ont achevé de perdre l'Empire; mais les alliés l'ont payé de la plus noire ingratitude ou bien ont été trompés sur son compte. Afin de le sacrifier au principe de la légitimité, l'on a pris prétexte de sa conduite vacillante pour le condamner; mais l'histoire, si elle est écrite par des mains impartiales, dira que ce sont les agents anglais et autrichiens, notamment lord William Bentinck, qui ont provoqué cette conduite. Il était facile d'en agir ainsi à l'égard d'un homme qui, malgré tout son courage à la guerre, avait peu de force de caractère.

Lord W. Bentinck n'a jamais eu l'intention de faire reconnaître Murat comme roi de Naples, et il est à croire qu'en cela il fut d'accord avec lord Castlereagh. Il ne fallait pas être grand diplomate pour découvrir le peu de franchise dont ces deux ministres faisaient preuve envers Joachim, et je le lui ai fait dire par un de ses aides de camp, lorsqu'il aurait encore pu se remettre avec



Napoléon. On ne ratifiait point les traités avec lui sous les prétextes les plus spécieux, tandis qu'on exigeait avec une arrogance rare l'exécution des engagements pris par lui. Lorsqu'on le voyait indécis et soupçonneux en présence de tels procédés, on faisait jouer tous les ressorts de la politique : menaces, cajoleries, flatterie, auxquelles il était très accessible, et peu à peu on est parvenu au but proposé ; on l'a compromis envers l'un et l'autre parti. Ce qui est certain, c'est qu'il a longtemps combattu avec lui-même ; il a eu de la peine à se déclarer contre Napoléon son beau-frère, qui l'avait quelquefois humilié, mais à qui il devait toute sa grandeur. Puis, une fois ce grand parti pris, lui, et la Reine plus encore, auraient rempli franchement leurs engagements. s'ils ne se fussent doutés qu'on les jouait. Et on les jouait si bien qu'à l'époque même où les troupes napolitaines s'emparaient de Reggio, c'est-à-dire avant la fin de janvier, on délibérait au quartier général autrichien du maréchal Bellegarde si on ne l'arrêterait pas, et les proclamations siciliennes répandues en Toscane, sous l'autorisation de lord W. Bentinck, appelaient les Napolitains à recevoir le roi Ferdinand. A vrai dire, Murat se montra maladroit quand il entretint une correspondance prolongée avec le Vice-roi, qui peut-être en cette occasion fut perfide ; car l'échange continu de parlementaires entre ces deux princes qui se détestaient donna de l'ombrage aux alliés. Enfin, lorsque plus tard il se décida à faire la guerre à l'Autriche, il commit une véritable extravagance ; mais qu'est-ce qui l'y poussa, sinon la nouvelle positive que, malgré les engagements les plus sacrés, on venait de décider au congrès de Vienne que son royaume ne lui serait pas conservé ?

Le cabinet des Tuileries avait envoyé des copies de sa correspondance avec Napoléon, et c'est sur ces copies certifiées que Joachim a été jugé et condamné. Eh bien, grâce à l'étourderie de M. le comte de B... qui oublia (en suivant le Roi à Gand) toute sa correspondance dans une armoire au château, on sait maintenant que toutes ces lettres avaient été tronquées. Napoléon trouva les originaux avec les minutes des copies rédigées dans le sens qui convenait pour perdre Joachim ; toutes les copies étaient de la main de M. de B... attachées par des épingles aux lettres du roi de Naples (1).

Dès les premiers jours de l'année, les commandants napolitains s'étaient conduits comme ennemis de la France. Ils avaient fait enlever les armes du royaume d'Italie à Bologne, malgré les protestations du podestat. Le général de la Vauguyon avait pris possession de Rome et des deux départements au nom du Roi. Le maréchal Pérignon avait dû quitter Naples, ainsi que M. Durand, ministre plénipotentiaire de l'Empereur ; le 28 janvier, quatre officiers français au service du roi Joachim se présentèrent à nos avant-postes, déclarant qu'ils avaient quitté leurs drapeaux pour ne pas servir contre leur patrie. Ils furent suivis par plusieurs autres. Enfin, le 6 février, nous étai arrivés à Plaisance un ordre du jour du Vice-roi qui ne laissait plus aucun doute sur la prise d'armes napolitaine. Déjà Son Altesse Impériale avait fait évacuer Vérone en témoignant par une proclamation de la nécessité où elle se trouvait d'aban-

(1) C'est d'un homme très digne de foi, que Napoléon avait rappelé auprès de lui dans son cabinet pendant les Cent-Jours et qui n'aimait ni ne plaignait Joachim, que je tiens ces détails. Il m'a assuré avoir vu et relu les lettres plusieurs fois.

donner cette partie du royaume d'Italie par suite de la défection du roi de Naples. Son Altesse Impériale avait fait diriger son grand parc d'artillerie sur Crémone, où il arriva le 6 février. Les Napolitains, de leur côté, furent obligés d'évacuer Reggio, le Vice-roi ayant fait opérer un mouvement dans cette direction par une division de son corps d'armée.

Comment Murat pouvait-il être dupe des alliés? voilà ce que nous nous demandions chaque jour à Plaisance; nous savions le 8 février que lord W. Bentinck était arrivé à Naples, qu'il avait refusé de voir la Reine, que les déserteurs napolitains étaient incorporés dans des bataillons à la solde de l'Angleterre, que les troupes autrichiennes se mettaient en Toscane, et par là coupaient le Roi d'avec son royaume. Dès le 1<sup>er</sup> février, la grande-duchesse Élisabeth avait quitté Florence, accompagnée par les huées du peuple. Ce qui ne nous paraissait pas moins inconcevable, c'était de voir le Vice-roi s'opiniâtrer à rester en Italie, au lieu de secourir la France. Du 10 au 12 février, on eut quelque espoir; on affirmait que l'armée allait rentrer en France par Pavie pour éviter les passages de la Trebbia et du Tidone, qui sont souvent fort incommodes; mais le succès que le Vice-roi obtint le 9 sur le maréchal Bellegarde, à qui il fit deux mille prisonniers, avait trop ébloui ce prince, et les lettres de la reine Hortense, annonçant qu'on allait conférer de la paix à Châtillon, lui firent applaudir à son refus de passer les monts. Les nouvelles qui nous arrivaient à Plaisance étaient vagues. C'est ainsi que nous fut annoncée une victoire qu'avait remportée le maréchal Soult sur le duc de Wellington, et qui ne se confirma pas. Nous eûmes connaissance par les gazettes

françaises et suisses des succès obtenus en avant de Châlons-sur-Marne, et, le 18, le télégraphe annonça que l'Empereur avait battu les ennemis le 14, qu'il leur avait pris dix-neuf pièces de canon et fait quinze mille prisonniers; mais on sut aussi que les Cosaques étaient venus jusqu'à Meaux, que la capitale était menacée et que l'état des affaires était très précaire. Alors on commença à ajouter plus de foi à ce que j'avais dit en arrivant de Paris.

Les Autrichiens entrèrent, le 10 février, à Parme, par surprise. Les habitants s'étaient fort mal comportés. Ils avaient empêché qu'on fermât les portes de la ville à l'approche de la cavalerie ennemie. Le général Schreiber fut dégagé par les gendarmes et nous donna les détails de cet événement. L'ennemi se renforça dans la ville, où nous n'avions qu'environ cent douaniers, vingt gendarmes et soixante conscrits d'infanterie. Il envoya des colonnes mobiles sur Fornovo et Borgotaro, et par cet ensemble de mouvements força nos troupes qui étaient sur le Taro à se replier vers Fiorenzuola sur l'Arda.

Le comte Danthouard, qui avait pris depuis quelques jours le commandement du corps de droite du Pô, composé de la première division de réserve, de la division Severoli, de trois bataillons séparés, du 19<sup>e</sup> chasseurs à cheval et de trois régiments de cavalerie italienne, envoya de suite un courrier au Vice-roi pour le prévenir de la marche de l'ennemi, dont la première colonne, forte de six mille hommes, était entrée dans Parme. Cette colonne allait être suivie par une seconde, avec laquelle se trouvaient les Napolitains. Nous avions également l'avis que d'autres troupes longeaient la mer pour tomber sur Gênes ou pour rejoindre par les montagnes celles qui avaient déjà poussé de Parme sur Borgotaro, et qui

pouvaient prendre par les vallées et par les petites routes sur Voghera en passant la Trebbia sur le pont de Bobbio à douze lieues de Plaisance et nous couper d'avec Alexandrie.

Nous pouvions donc nous attendre à être attaqués dans Plaisance, et le général Danthouard nous fit connaître la distribution des troupes le 10 février; il annonça en même temps la victoire remportée par le Vice-roi sur les bords du Mincio. Il fit replier les troupes avancées sur la ville ou à deux lieues en avant. Toutes ces dispositions ne laissèrent pas d'inquiéter les habitants, d'autant plus qu'au su de tous notre position militaire n'était pas belle. Plaisance n'est plus une ville de guerre, et nous avons peu de moyens de défense. Cependant sa conservation était de la plus haute importance pour le Vice-roi, à cause du pont de bateaux qu'il avait fait établir sur le Pô pour assurer la retraite de son armée en cas d'échec.

Dès le 11, je fis un rapport détaillé sur la défense de la citadelle et de la partie des remparts qui m'étaient assignés en cas d'attaque. Les ouvrages en terre que l'on avait faits ne pouvaient résister aux boulets; le rempart qui liait la ville à la citadelle était un point extrêmement faible. L'ennemi aurait eu toutes facilités pour abattre le mur et pour pénétrer par la brèche, sans que la citadelle pût seulement l'inquiéter, ce qui eût coupé toute retraite aux troupes placées sur les remparts et dans l'intérieur de la ville. Si les ouvrages de défense étaient mauvais, une partie des troupes, surtout les troupes italiennes, ne valaient pas mieux. L'esprit de désertion s'y manifestait, et, dans la nuit du 12 au 13 février, deux cents soldats de la division Severoli passèrent à l'ennemi.

Le Vice-roi m'avait fait offrir le commandement de Gênes, que l'on s'attendait à voir attaquer; il savait que le lieutenant général Frésia était trop vieux dans une conjoncture aussi difficile; mais je refusai, d'abord parce que l'Empereur m'avait positivement assigné ma place, ensuite parce que j'étais averti qu'à Gênes nous n'étions pas plus riches en moyens de défense qu'à Plaisance. Il eût été fort imprudent à moi de me compromettre inutilement en allant courir le risque d'être forcé de capituler. J'étais en outre attaqué de la fièvre; je crachais le sang, par suite de ma blessure reçue en Russie, et il me fallut une grande ténacité de caractère pour ne pas succomber. Le général Danthouard avait même écrit au Vice-roi que j'étais moribond, et qu'il ferait bien d'envoyer un général pour me remplacer en cas de mort très probable. Il vint me voir plusieurs fois tant pour s'entretenir sur les opérations militaires que sur la nécessité de donner un successeur au général Gratien, qui, comme je l'ai dit, était tout à fait usé, mais ne voulait pas se résigner à prendre sa retraite. Et cependant il faut rendre la justice à ce vieillard qu'il faisait l'impossible. Lorsque j'arrivai à Plaisance, il n'y avait pas six cents hommes armés et habillés dans cette division. En moins de six semaines nous l'avons portée à six mille hommes, assez instruits pour manœuvrer devant l'ennemi; nous avons repris Parme; nous avons ensuite tenu l'ennemi en échec sur le Taro et livré les beaux combats à Fiorenzuola et sous les murs de Plaisance le 13, le 14 et le 15 avril contre des forces doubles en nombre. Le général Gratien, le général Soulier et moi, nous aurions après cela mérité quelques éloges, et on n'aurait pas dû abreuver le premier d'amertume et d'humiliation au point de le faire mourir de chagrin.

Le 13 février, nous eûmes connaissance de la proclamation des Autrichiens à Parme; ils annonçaient que le royaume de Piémont était rétabli et que l'archiduc Ferdinand retournerait en Toscane pour y régner, ainsi que la maison d'Este à Ferrare. Les gazettes de Paris nous rendirent un faible espoir en faveur de la paix quand elles annoncèrent que le 4 février la première conférence avait eu lieu entre les plénipotentiaires; en même temps les lettres de Londres, venues par la Suisse, apprenaient que le cabinet de Saint-James avait été forcé d'envoyer de nouvelles instructions à ses ministres, avec l'autorisation de reconnaître Napoléon comme empereur, vu que l'Autriche s'opposait à sa destitution. Tout ceci prouvera aux yeux de tous les gens sages que cet homme s'est perdu par sa propre folie.

En attendant, nous nous battions en Italie. Le 14 février, nos avant-postes furent surpris sur la Nure, et je fis partir deux bataillons dans la nuit pour prendre position à Roncaglia. L'ennemi se flatta un moment de surprendre Plaisance même; la gauche chercha à se porter par Saint-George sur la Trebbia. Une de ses colonnes se dirigea sur Gènes, tandis qu'à la gauche du Pô le maréchal Bellegarde se tenait sur la défensive depuis sa mésaventure sur le Mincio. Il avait si fort compté sur un succès brillant et complet, qu'il avait fait annoncer aux partisans autrichiens à Milan qu'il souperait chez eux le 12.

Le 17, je fus chargé de faire une forte reconnaissance autour de Plaisance; nos avant-postes se laissèrent encore surprendre, et la désertion parmi les Italiens se manifesta de nouveau. En revanche, il nous arriva quelques transfuges autrichiens, qu'on envoya sur les der-

rières. Nous crûmes être attaqués le 18; aussi toutes les troupes furent disposées sur les remparts, et nous avons fait rentrer toutes celles qui jusque-là avaient été laissées au dehors des murs.

Le dimanche 20, la division Rouyer de l'armée du Vice-roi vint renforcer la garnison de Plaisance, et le lieutenant général comte Grenier arriva pour succéder au général comte Danthouard que le Vice-roi rappelait auprès de lui. Un bataillon de ma brigade fut envoyé pour déloger l'ennemi des bords de la Trebbia et de Borgo San Giovanni sur la route d'Alexandrie, afin de rétablir nos communications.

Le général Grenier n'était pas homme à se laisser cerner par l'ennemi. Après avoir reçu les renforts nécessaires, il sortit, le 25 février, à la tête de treize mille hommes, culbuta tout ce qu'il rencontra devant lui et établit le soir même son quartier général à Fiorenzuola.

Un ordre du jour annonça le 26 février que la France et l'Italie étaient sauvées après les victoires remportées par l'Empereur le 17 et le 18 qui avaient forcé les Russes et les Prussiens à se replier, tandis que le maréchal Augereau avait fait un mouvement pour les inquiéter dans leur marche rétrograde. Toutes ces nouvelles flattèrent le soldat, mais les généraux n'espèrent plus que dans la paix, et ils connaissaient trop le caractère de Napoléon pour ne pas craindre qu'une victoire ne l'aveuglât sur sa position, et que battu ou vainqueur il ne courût à sa perte.

Le général Gratien me laissa le commandement de toutes les troupes restant à Plaisance. J'envoyai le colonel Melfort avec trois bataillons à Crémone, que



l'ennemi menaçait. Je fis filer sur Alexandrie les prisonniers faits par le général Grenier et qu'il m'avait envoyés. tandis qu'il était obligé d'attendre sur le Taro que le général Soulier, avec sa brigade, eût le temps de le rejoindre, ainsi que la colonne de droite, qui, traversant les montagnes encombrées de neige, n'avancait qu'à pas lents. Elle culbuta l'ennemi vers les sources du Taro, et toutes les troupes se trouvant réunies, le 2 mars, le général attaqua Parme ce jour-là même et l'emporta de vive force. Il y fit beaucoup de prisonniers (environ 1,500); il y prit plusieurs pièces de canon, beaucoup de voitures, d'armes et de munitions. Je reçus l'ordre de me porter en toute hâte avec la première division sur Parme et de réunir à moi, chemin faisant, le colonel Melfort. J'étais fort malade; cependant je partis. La troupe eut beaucoup à souffrir du grand froid, qui était aussi vif que dans le nord de l'Europe, et, forcé de marcher la nuit afin d'arriver le lendemain à temps, le soldat fut très fatigué.

Le passage du Taro s'effectua le 5 mars au matin avec une célérité étonnante, malgré que la rivière n'ait point de pont. Je ne trouvai plus le général Grenier à Parme; il était allé s'aboucher avec le Vice-roi, et ma présence fut jugée d'autant plus nécessaire, qu'il devait laisser le commandement de toutes les troupes au général Gratien, comme au plus ancien. Le général Severoli avait été envoyé à Reggio, avec l'ordre formel de ne pas se compromettre avec des forces ennemies trop supérieures. Je plaçai le colonel Melfort sur la Enza avec trois bataillons, et le général Severoli devait en cas d'attaque se replier sur lui. Rien de tout cela ne fut exécuté. L'ennemi surprit nos avant-postes le 6 en

avant de Reggio, et deux compagnies de voltigeurs furent prises ou sabrées. Le général Severoli, n'écoulant que son brillant courage, voulut lui tenir tête et fut battu ; un boulet lui emporta la jambe. Nos troupes évacuèrent Reggio après une espèce de capitulation, et on se donna des otages pour ne pas s'attaquer jusqu'à minuit. Aussitôt que le général Gratien et moi eûmes été informés indirectement de l'attaque, nous nous étions portés sur la Enza, et les troupes avaient pris les armes. Nous ne fûmes bien informés de ce qui s'était passé qu'à l'arrivée des généraux Rambourg et Soulier, qui avaient été présents à l'affaire, et ce fut surtout sur leur avis que le général Gratien se décida à faire évacuer Parme le 8 mars au matin, tandis que mon opinion fut de tenir sur la Enza, jusqu'à ce qu'on eût prévenu le Vice-roi. Il ne me paraissait pas probable que l'ennemi, qui avait perdu beaucoup de monde la veille, viendrait attaquer de suite toutes nos forces réunies. Le général Gratien me fit part alors de ses instructions. Elles portaient formellement de ne pas compromettre Plaisance, point si essentiel à cause de son pont, et de le couvrir plutôt que de se battre sans certitude de succès. Le 8 au matin nous évacuâmes Parme, nous repassâmes le Taro et nous prîmes position en avant de Sanguinara. Le lendemain le général baron Maucune vint remplacer le général Gratien qui fut envoyé à Plaisance comme commandant supérieur, disgrâce non méritée, qui le chagrina fort et hâta sa mort.

Nous restâmes sur la ligne du Taro jusqu'au 13 avril, lorsque le roi de Naples et le général autrichien Nugent vinrent nous en déloger. Pendant les six semaines que j'y suis resté, soit à Borgo San Donnino ou à Castel-Guelfo,

je me suis occupé à parcourir le pays, à voir quelques ruines et à ramasser quelques détails sur Parme et sur la plaine dans laquelle coule le Pô. Le Taro est un torrent fort incommode, qui déborde facilement et avec une rapidité étonnante. Pour peu qu'il y ait du dégel en hiver dans la montagne, ou des pluies en été, le passage devient difficile, et souvent même les voyageurs sont arrêtés plusieurs jours sans pouvoir passer. En temps ordinaire, le lit est guéable à peu près partout; il y a des bacs établis près de Castel-Guelfo et de San Secondo pour les voitures; mais quand les eaux grossissent, non seulement elles débordent dans la plaine, mais la rivière change quelquefois de lit, ce qui est arrivé il y a cent et quelques années. Les restes d'un pont, qui se voit dans les vignes à un quart de lieue du cours actuel, en sont la preuve irrécusable.

A bien considérer, la ligne du Taro est une mauvaise position militaire; le roi de Naples ne voulait point le passer avant d'avoir essayé de se rendre maître de Borgoforto, ce qui était militaire, quoique les Autrichiens lui en aient fait un crime; c'est ce qui nous a permis de nous y maintenir si longtemps; mais dès que nous avons été attaqués, il a fallu nous replier sur Plaisance. Ce mouvement a été exécuté avec beaucoup de précision et fait honneur au général Maucune; mais nous ne nous étions pas moins hasardés en attendant là l'ennemi; nous avons risqué d'être tournés par la cavalerie hongroise du côté de Salso Maggiore et par Grugno à la gauche, où l'ennemi passa la rivière à gué et surprit les troupes que j'y avais placées. Ce qui nous avait aidés à conserver la ligne avec quelque tranquillité,

c'était pour l'ennemi la difficulté de se procurer du fourrage et par conséquent d'entretenir là beaucoup de troupes jusqu'au moment de forcer le passage (1). Pendant le temps de calme nous nous occupions de mettre Plaisance à l'abri d'un coup de main, mais on ne pouvait point en faire une ville forte. La citadelle même offre peu de ressources, et ce n'était à bien prendre qu'une tête de pont, que l'on cherchait à conserver afin de garder nos communications avec le Vice-roi.

Les habitants de Plaisance étaient peu portés pour nous; le clergé surtout et la noblesse languissaient de voir arriver les Autrichiens. Ils tenaient des concilia-bules, communiquaient avec l'ennemi, et, lorsque nous nous battimes le 15 avril sous les murs de la ville, M. l'archevêque fit carillonner avec tant de variantes qu'il ne nous fut pas difficile de deviner qu'il indiquait par ce moyen nos différents mouvements. Une partie de la bourgeoisie et surtout les marchands étaient moins désireux de la présence des ennemis, car ils avaient su qu'il en coûtait déjà plus de trois millions de livres à Parme depuis l'entrée des Napolitains et des Autrichiens.

Les généraux napolitains, surtout, se faisaient servir grandement. Nous fûmes au contraire très modestes tant à Plaisance qu'à Parme, et du moins sous ce rapport nous devons avoir été regrettés dans ces deux villes. Cependant il ne fut pas malheureux pour les Parmesans

(1) Le roi de Naples, ainsi que le général Nugent, avaient leur quartier général à Reggio; leurs principales forces étaient cantonnées entre cette ville et la Enza. Dans Parme il n'y avait que deux mille hommes sous le général comte de Staremborg; il y en avait autant au camp de Saint-Pancras, entre Parme et le Taro, et environ mille hommes se trouvaient sur la ligne depuis Fornovo jusqu'à la hauteur de Colorno.

que nous n'y eussions séjourné que quatre jours ; car l'Empereur, ayant appris que le peuple s'était opposé à ce qu'on barricadât les portes lors de l'approche de la cavalerie autrichienne, avait rendu un décret très sévère, et les généraux avaient ordre d'en assurer la stricte exécution. Il enjoignait de faire payer de suite tout l'arriéré des contributions, qui était considérable, d'exiger cent cinquante chevaux pour l'artillerie et trois mille pantalons blancs pour nos soldats. Nous partîmes avant d'avoir encore rien pu nous faire livrer.

Le sous-préfet de Plaisance était un honnête homme assez aimé, mais le préfet, qui avait résidé à Parme et qui ensuite s'était retiré à Plaisance, était détesté, et avec bon droit. Je n'ai pas tenu note de tous les détails que l'on m'a donnés sur les vexations que M. le baron Delportés s'est permises, mais je sais que je ne lui conseillerais point d'y aller faire une tournée. Il abusait de sa parenté avec le duc de Bassano, et j'ai su plus tard qu'avant d'être envoyé en Italie il était déjà connu comme très intéressé et aimant à faire de l'argent (1). A Parme comme à Plaisance, les hôpitaux étaient mal entretenus. Les administrateurs volaient d'une manière infâme ; au lieu de quinquina, on donnait aux fiévreux de la sciure de bois ; et le reste était à proportion.

Après les combats que nous venions de soutenir autour de Plaisance le 13, le 14 et le 15 avril, nous avions

(1) Le sous-préfet de Borgo San Donnino, M. Locard, au contraire, était bien vu. Il avait pour lui des formes honnêtes ; il avait su captiver les habitants et surtout toutes les jolies femmes et demoiselles, qui prenaient son parti. Il se conduisit très bien envers le pape, lorsque ce vénérable vieillard s'arrêta à Borgo, et je crois qu'il en a été récompensé ; du moins a-t-il été fait préfet depuis le retour des Bourbons.

avons eu notification officielle de l'armistice et le récit des événements survenus en France. Déjà, au commencement du mois, nous avons eu successivement avis que Gènes était mis en état de siège depuis le 30 mars, que l'ennemi occupait Lyon depuis le 21, et que Paris était au pouvoir des alliés. Nous reçûmes le 20 avril à Plaisance les gazettes de Paris jusqu'au 9. Elles contenaient la nouvelle constitution proposée par le Sénat. En même temps, le préfet reçut de l'impératrice Marie-Louise des ordres datés de Blois, le 2 et le 4 avril. Sa Majesté enjoignait de ne pas écouter les ordres de Paris et de ne reconnaître que ceux qui étaient donnés au nom de l'Empereur.

Lorsque le Vice-roi vit la tournure que prenaient les affaires en France, il remit le commandement de l'armée française au général Grenier et annonça cette résolution par un ordre du jour, qui apprit en même temps officiellement aux troupes que Louis XVIII et la dynastie des Bourbons était remontée sur le trône de France. Il rappela même le bonheur qu'avait goûté la France au temps des rois, et il eut bien l'air de vouloir faire sa paix avec eux. Mais ce qui lui valut la risée de tout le monde, ce fut le passage de sa proclamation dans lequel il se déclarait obligé de consacrer le reste de ses jours à un peuple pour lequel il avait sacrifié les premières années de sa jeunesse, un peuple qui lui donnait tant de preuves d'amour et d'attachement. Ceci parut de trop forte digestion aux Français comme aux Italiens, et le tout semble une véritable mystification ou une preuve de l'aveuglement facile des hommes en place, car on apprit que la discussion dans le Sénat de Milan avait été très vive; que la grande majorité ne voulait point du Vice-roi; que

le principal orateur dans ce sens avait été complimenté au nom du peuple et reconduit en triomphe chez lui (1). La députation que l'on avait voulu envoyer à Paris en faveur du prince se crut dispensée de se mettre en route. Les généraux français écrivirent au Vice-roi des lettres de politesse qui leur valurent une gratification.

Il y eut conflit d'autorité : le prince Camille Borghèse gouverneur général du Piémont nous donnait des ordres et de fait nous dépendions de lui, et cependant le Vice-roi nous en donnait comme commandant en chef de son armée et nous avait compris dans son arrangement avec le maréchal de Bellegarde.

Le prince Borghèse se conduisit avec sagesse et loyauté; il perdait cependant tout autant qu'un autre; D'Altesse Impériale, il redevenait simple prince romain et il ne gardait même pas son grade de lieutenant-général dont l'Empereur l'avait gratifié. Il ordonna aux préfets et à toutes les autorités de rester en place, afin d'éviter toute confusion, et il m'écrivit pour faire prendre la cocarde blanche aux troupes, ce que je fis exécuter sans beaucoup de difficulté, moyennant un peu de calme et de laisser aller, ce qui captive toujours le Français.

L'armée était lasse de la guerre; elle désirait le repos et espérait le trouver sous les Bourbons; toutes les chances furent pour ceux-ci dans les premiers instants, mais ils ne surent point en profiter et jamais on n'a vu galvauder une plus belle position que celle dans laquelle ils se sont trouvés au moment de l'abdication de Napoléon. Il ne s'agissait que de régner avec la nation; au lieu

(1) Les Milanais avaient bien tort de désirer les Autrichiens et en furent cruellement punis, leur rôle fut celui des vraies grenouilles de la Fable.

de cela, ils ont voulu régner avec un petit parti et dans le sens de leurs idées surannées; ils se sont perdus.

Quoique l'armée mit peu à peu la cocarde blanche, elle ne l'adopta point. Le Roi, qui avait porté la cocarde nationale en 1791 avant de quitter la France, aurait pu la reprendre; c'eût été un coup de politique qui l'eût identifié, lui et les princes, avec l'armée.

M. le baron Maucune voyait de fort mauvais œil ce qui venait de se passer en France, et, doué naturellement d'un caractère atrabilaire et furibond, il avait abandonné son corps et m'en avait remis le commandement, puis, pour ne pas être dans le cas de porter la cocarde blanche, il ne se mettait qu'en habit bourgeois sous lequel je le trouvai un peu plus tard à Turin. J'avais conclu, d'après les instructions que m'avait laissées ce général avec les pleins pouvoirs du Vice-roi, une convention avec le général baron Nugent concernant la marche à tenir pour nous rendre à Turin et les arrangements à prendre pour les vivres et fourrages que le général autrichien s'engageait à faire fournir par le pays. La situation donna matière à beaucoup de confusion et je fus obligé de montrer les dents, car malgré mes engagements, on voulut employer les troupes sous mes ordres à défendre Alexandrie. Le général Grenier, homme sage et loyal, trouva que j'avais raison et écrivit au général Despinoy de me laisser passer. Le général Nugent y avait mis trop de procédés et de délicatesse pour que je pusse souffrir qu'on lui donnât l'ombre de raison de se plaindre (1). L'armistice conclu avec le maréchal de Bellegarde

(1) J'ai conservé ma correspondance avec lui et avec le général comte Grenier, ainsi que tous les papiers concernant les arrangements à prendre.



fut ratifié le 17 avril; il fixait que nous devions avoir évacué Plaisance le 29.

Le général Maucune me laissa tout l'embarras de cette opération, que son entêtement rendit très difficile. Il n'avait pas voulu écouter les officiers du génie, qui l'avaient prévenu à temps du danger que le pont courait à cause de la crue des eaux. Ce beau pont, qui, par parenthèse n'était pas même payé, fut emporté et j'éprouvai par là toutes les difficultés imaginables pour le passage des troupes, surtout de l'artillerie et des chevaux. La rupture du pont et la marche d'une colonne autrichienne de Crémone sur Lodi firent que nous changeâmes les derniers arrangements pris pour l'évacuation de Plaisance. J'eus, le 26 avril, une lettre du général Grenier avec des instructions à cet égard, et le général Nugent avec lequel j'eus une conférence à minuit se chargea de s'entendre avec lord William Bentinck, pour que celui-ci retirât ses troupes, afin de me laisser le passage libre : il vint en personne m'apporter le consentement de sa seigneurie à Voghera.

Il est bon de savoir que nous avons ramené soixante douze mille Français de l'Italie, presque tous de vieilles moustaches, accoutumées à la discipline militaire. Nous avons aussi fait rentrer en France un parc de cent quatre-vingts pièces bien attelées, qui furent cantonnées aux environs de Grenoble; l'on voit par là combien de moyens il nous restait; mais que de fautes ne commit-on pas dès les premiers instants!

Le gouvernement provisoire n'avait pas même songé à l'armée d'Italie et ce fut faute d'aucun avis officiel que nous nous étions battus encore jusqu'au 16 avril; le 14 nous avons livré la bataille de Fiorenzuola, qui nous fit

tant d'honneur aux yeux des ennemis, mais où tant de braves périrent inutilement. Lorsque ensuite l'ordre de M. le comte d'Artois, lieutenant général pour le Roi, enjoignit de remettre toutes les places fortes, les cœurs commencèrent déjà à se serrer et il y eut un murmure sourd mais expressif. On ne pouvait pas sacrifier plus gratuitement et avec plus de légèreté tout ce qui restait de la gloire française. Le général Despinoy, si désagréable envers tous les officiers même les généraux et déjà si décrié dans l'armée, se conduisit bien vis-à-vis de la France dans cette circonstance. Il aurait voulu ne pas remettre Alexandrie sans coup férir, et il dit comme le maréchal Davout à Hambourg : « La paix n'est point faite et nous nous battons avec la cocarde blanche, si on nous attaque. »

Le général Grenier se comporta jusqu'au dernier instant en homme plein d'honneur, et sa conduite fut d'autant plus loyale, qu'il prédit, avant tout le monde, que l'amalgame de la nouvelle noblesse avec l'ancienne ne serait guère possible. Il me dit à Turin : « Je ramène l'armée en France; c'est une tâche pénible, mais c'est mon devoir; aussitôt cette tâche remplie, je me retirerai; j'ai servi assez longtemps et d'ailleurs les Bourbons ne voudront jamais franchement de nous. »

Le lieutenant général Vignolles chef de l'état-major général continua son service avec tout le zèle imaginable et l'on a eu bien tort de dégoûter des officiers aussi zélés que lui et d'autres qui ne demandaient qu'à ne pas être humiliés (1).

(1) Le lieutenant général Vignolles fut mis à la retraite après le second retour du roi (Ed.)

Je me trouvais avoir sous mes ordres plusieurs officiers hollandais, qui me demandèrent conseil sur ce qu'ils avaient à faire. Je leur dis que notre devoir était de servir fidèlement la France, jusqu'à ce que nous eussions obtenu nos démissions. Ils étaient impatients de retourner en Hollande, mais ils sentaient aussi qu'il fallait y rentrer en gens d'honneur. Applaudir à ceux qui faussent leurs serments est un système bien dangereux pour un gouvernement, et je n'ai jamais conçu comment le prince d'Orange ait pu accorder quelque confiance à ceux qui livrèrent la flotte hollandaise aux Anglais en 1799, après avoir demandé de servir le gouvernement d'alors et après lui avoir prêté serment de fidélité. Comment aussi le roi de France a-t-il pu donner le commandement d'une division de sa garde au général Bourmont, qui a lâchement abandonné les drapeaux français, le matin de la bataille de Ligny. Napoléon n'avait plus voulu de lui et lui avait dit en substance : « Général Bourmont, vous m'avez bien servi et je vous en ai récompensé ; mais, depuis que vous avez revu vos anciennes affections, vous et moi, nous ne nous convenons plus ; restez tranquille, il ne vous arrivera rien et je ne veux pas que l'on vous inquiète. » Cependant cet officier, qui avait acquis une belle réputation insiste, dit qu'avant tout il est Français ; il force pour ainsi dire Napoléon à lui donner un commandement et passe à l'ennemi au moment décisif (1). Pendant que je rentrais

(1) Je n'ai point parlé de la remise du Pape qui arriva de Fontainebleau, où il avait été détenu, pour retourner dans ses états le 24 mars. J'en ai donné les détails suivants dans une de mes lettres au général Clément de la Roncière. « Sa Sainteté a dit la messe à Plaisance, l'affluence du monde était telle, qu'on a eu de la

avec mes troupes en France, j'eus un moment difficile : ce fut lorsque je rencontrai la garde impériale allant à l'île d'Elbe et portant la cocarde tricolore, alors que nous

peine à les faire sortir de l'église ; le peuple a dételé les chevaux de sa voiture lors de son arrivée. Tout cela fatiguait infiniment ce vieillard respectable, et il a demandé qu'on tâchât d'éviter pareilles scènes. Il est arrivé le 24 à Borgo San Donnino, où il a été logé à la sous-préfecture. Le général Maucune a été au-devant de Sa Sainteté ; au reste on a fait peu de bruit de son passage, il y avait même ordre de ne prévenir les postes ennemis qu'au moment de son arrivée, ou tout au plus une heure d'avance, pour éviter toute délibération ou négociation à ce sujet ; mais la réponse du général Staremberg étant venue un peu tard, Sa Sainteté a couché à Borgo, et Elle n'est arrivée que le 25 à neuf heures du matin sur le Taro. De notre côté tout était prêt, mais les Autrichiens se sont fait attendre. Le Pape s'en est inquiété et m'a demandé, à plusieurs reprises, pourquoi il ne passait pas. S'étant très bien rappelé qu'en 1802 j'avais été chargé d'une négociation auprès de lui, il avait l'air de me traiter avec plus de confiance que les autres généraux. Mgr Arezzo, archevêque de Thèbes et mon ancien collègue en diplomatie à Florence, se trouvait dans la voiture du Pape. Lorsque Sa Sainteté s'est vue sur le bac voguant vers l'autre bord du Taro, Elle a pris un air tout à fait rayonnant ; Elle nous a donné sa bénédiction, et quoique hérétique j'en ai pris ma part et lui ai baisé la main. Les généraux Maucune, Rambourg, et moi, ainsi que le préfet de Parme, le sous-préfet, l'officier de la gendarmerie impériale et le colonel Grouchi, avons escorté la voiture de Sa Sainteté (il y avait aussi un détachement de chasseurs à cheval du dix-neuvième et un de gendarmes. Sur la demande formelle du Pape, on a empêché le peuple d'approcher, mais les gens bien mis ont été exceptés de cet ordre.) Nous étions montés sur le bac avec Elle ; mais il n'y a que le général Rambourg et moi qui avons passé de l'autre côté et qui l'avons remis au général Staremberg. De notre côté on ne lui a point rendu d'honneurs militaires, excepté au camp de Sanguinara, où j'avais fait prendre les armes au bataillon de garde. ce qui n'a pas même été trouvé bon ; mais les Autrichiens et les Napolitains ont fait les choses en règle. Toutes leurs troupes étaient en grande tenue, elles bordaient la route et le Saint-Père entrait à Parme au bruit du canon. Le Pape était peu satisfait de l'officier de la gendarmerie impériale qui l'avait accompagné depuis Fontainebleau, et celui-ci était charmé de voir sa mission terminée ; elle n'était ni agréable ni facile.

marchions avec le drapeau blanc. On ne pouvait s'éviter. Je fis ranger en bataille et porter les armes. La garde fut sensible à cette marque d'égard; on la devait à son noble dévouement. Il n'y eut pas une invective, pas un mot. Les officiers me saluèrent; ceux qui me connaissaient personnellement prirent congé de moi, et il ne fut question de rien.

Aussitôt que mes troupes furent en France, je partis pour Paris, avec le consentement du comte Grenier, qui commandait en chef l'armée, depuis que le Vice-roi nous avait abandonnés (1). Mon séjour à Paris me confirma dans l'opinion que je m'étais déjà faite sur les Bourbons. Mes liaisons avec plusieurs des partisans de Bonaparte et avec des exagérés du parti royaliste me mettaient à même de prévoir bien des choses. Sans trahir la confiance de personne ~~et~~ sans compromettre qui que ce fût, j'ai prévenu le roi des Pays-Bas et ses ministres, lorsque le 14 février 1815, je quittai Paris avec la conviction du prochain débarquement de Napoléon, qui, de toute évidence, était attendu.

Je transcrirai mot pour mot mon journal depuis le mois d'octobre pour qu'on ne me soupçonne pas de faire le savant et le prévoyant après coup (2).

Dès le mois de juin, il m'avait paru clair comme le jour que les Bourbons marchaient à leur perte en n'acceptant pas franchement la couronne aux conditions où la nation la leur avait offerte. Ils ne cherchaient pas à régner, pour et par la nation, mais pour et par un

(1) J'emmenais le major Holzman qui, comme moi, voulait rentrer en Hollande.

(2) Ces annotations se trouvent à la fin du manuscrit, mais nous avons trouvé superflu de les insérer dans ce volume. (Ed.)

parti, qui était sans moyen, sans force, sans esprit, sans connaissances, éloigné d'un siècle de toutes nos idées et de nos institutions : la culbute devait s'ensuivre.

Les Bourbons n'aimaient pas l'armée qu'ils redoutaient et traitaient comme un ramassis de bandits. Combien de fois n'ai-je pas entendu dire dans les sociétés royalistes qu'il fallait se défaire d'une manière ou d'une autre de l'armée de Bonaparte ; que c'était malheureux qu'on ne pût la faire disparaître d'un seul coup ; qu'elle n'était composée que d'un tas de brigands ; et, en attendant, on commettait la folie de l'humilier tous les jours. Pas un officier, pas un soldat ne fut dupe de la promotion du mois de juillet, qui ôta à soixante colonels d'infanterie et à trente colonels de cavalerie leurs régiments pour les donner à des anciens nobles surannés ou enfants. Ce fut un coup de lumière. L'armée sentit qu'on ne se fiait pas à elle, et hautement on parlait d'abolir la Légion d'honneur ; le public sut que la chose avait été décidée dans un grand conseil et que la crainte d'une révolte fit rétracter le décret et nier qu'il eût été pris. Alors on voulut déconsidérer l'ordre en le prodiguant d'une manière indécente et honteuse.

Napoléon avait dit une grande vérité peu après son abdication. « Le Roi n'a qu'à se coucher sur mon lit en changeant les draps, je le lui ai fait assez beau, et il n'y a que ce moyen pour les Bourbons de régner en France ; car, s'ils veulent rétablir l'ancienne monarchie, ils sont perdus ».

Un autre jour il avait dit au duc de Bassano : — Ne vous y trompez pas, le Roi est peut-être le prince le plus éclairé, et qui a le plus d'esprit en Europe ; vous n'aurez pas avec lui un règne de gloire ; mais il pourra être heureux pourvu

qu'il arrive bientôt. Monsieur avec ses alentours va tout gâter; il est fâcheux que le Roi ne soit pas venu le premier. Il eût encore mieux fait de revenir tout eul. »

Peu de personnes dans le parti royaliste sont assez de bonne foi pour avouer que le sentiment secret des Bourbons avait été de rétablir l'ancienne monarchie lorsqu'ils eurent vu avec quelle facilité les maréchaux et tous les anciens compagnons d'armes de Bonaparte s'étaient soumis et livrés sans capitulation, sans aucune garantie pour eux; mais pour n'être pas avouée, la chose n'en est pas moins positive. Le Sénat, qui avait perdu depuis longtemps toute considération, s'était complètement rendu méprisable en destituant l'Empereur, devant qui il avait si lâchement plié, et surtout en annonçant l'hérédité de la pairie dans leurs familles; et le Roi se crut avec raison assez fort pour rejeter la Constitution qu'on lui imposait en le rappelant au trône. Il en octroya une plus à sa convenance; mais ni lui, ni son conseil ne firent assez attention que cette démarche était toute l'illusion au peuple français d'avoir un roi de son choix dans la personne de Louis Stanislas-Xavier de Bourbon. La nation ne vit plus en Louis XVIII qu'un roi donné par les armées des puissances alliées, ennemies de la France, et surtout qui venait de l'Angleterre. Dès lors, le pacte fut rompu et, n'en déplaise aux amis de la légitimité, il n'y a plus de légitimité en Europe, au XIX<sup>e</sup> siècle, que celle qui répond au vœu et reçoit la sanction des peuples. Vouloir régner autrement, c'est se mettre gratuitement sur un baril de poudre.

Les peuples sont trop éclairés aujourd'hui, et surtout le peuple français a trop appris à connaître sa force et

les droits de la nature, pour se laisser regarder comme un troupeau de moutons, dont le roi est le propriétaire et dont les ministres sont les bergers. Je ne décide pas que les lumières le rendent plus heureux, je dis seulement où il en est. Il veut bien se faire gouverner, il a même besoin de l'être, par une main ferme et vigoureuse, et il le sent lui même; mais il veut la liberté individuelle et l'égalité complète devant la loi; plus de privilèges de noblesse, mais de simples titres; plus de haut clergé, mais de simples pasteurs ou curés; et, à tout prendre, il ne croit plus à la religion de ses pères; il ne veut plus qu'on la lui impose comme un devoir. Un reste de respect humain fait que personne ne dit tout haut sa pensée, mais la vérité est qu'en France la religion chrétienne est considérée comme surannée et tout à fait usée. Le calvinisme dont les dogmes sont moins incompréhensibles que ceux du catholicisme n'a pas même échappé. Le peuple croit en Dieu et voilà tout. On n'a point tenu compte de ces grandes évidences et, au lieu de partir d'un point donné, on est parti d'un point imaginaire; il en est malheureusement résulté que le peuple, à qui Bonaparte avait fait oublier le républicanisme, ou du moins en qui il l'avait étouffé, reprend le goût et que, si l'on n'y prend garde, le jacobinisme se propagera de nouveau et nous donnera une seconde révolution. Tout cela, parce que l'on n'a pas voulu régner de la seule manière possible en ce siècle et parce qu'au lieu de demeurer dans un superbe palais neuf, on veut réunir les matériaux usés et brisés de nos vieux donjons qu'à toute force on cherche à reconstruire.

S'il est vrai que la cour ait fait franchement son



deuil de la vente des biens nationaux, convenons du moins qu'elle a souvent fait, en 1814, tout ce qu'il fallait pour faire appréhender le contraire. On a malheureusement trop publiquement su qu'après un grand conseil tenu chez le Roi, les princes ont exigé du chancelier d'enregistrer leur protestation contre cette vente des biens nationaux, et que la duchesse d'Angoulême dit aux ministres qu'ils étaient des impies. Tout cela pouvait à bon droit faire craindre un retour sur ce grand acte révolutionnaire, qui certes n'a été ni juste, ni équitable, pas plus que celui de la spoliation des biens des Huguenots, lors de la révocation de l'édit de Nantes; mais il était impossible, sans vouloir tout bouleverser, d'y revenir tout aussi bien que sur tout les actes d'iniquité de même nature. Que diraient les anciennes grandes maisons de France si on leur proposait, maintenant que la religion protestante est tolérée en France, de restituer aux descendants des réfugiés français, les biens immenses dont le Roi disposa en leur faveur?... Ils réclameraient le droit d'une longue possession, et ils crieraient à l'injustice; cependant le droit est le même. Cent cinquante ans ne légitiment pas tant de biens acquis injustement, plus injustement peut-être que dans beaucoup de cas, les biens d'émigrés achetés de bonne foi, d'après la loi, et de troisième et quatrième main (1).

Des riens peuvent avoir de grands résultats. Le duc d'Orléans s'était de suite rattaché à l'armée en arrivant

(1) Dans la partie des souvenirs relatifs au royaume de Naples, j'ai parlé d'un pareil bouleversement. Plusieurs familles furent totalement ruinées, quand la cour déclara que Frédéric II, qui avait régné en 1229, n'avait pas eu le droit d'aliéner et de vendre tels et tels biens, que par conséquent la vente était nulle, et que ces biens devaient être rendus à la couronne, ou aux communes.

à Paris en uniforme de lieutenant-général (1). Son habit et son chapeau étaient pareils aux nôtres ; on les reconnaissait français, tandis que le comte d'Artois se montra en habit de garde nationale, ce qui était déjà l'annonce de sa haine pour l'armée et l'indice de son désir secret d'en organiser une nouvelle ; mais rien ne fit aux militaires plus de chagrin, que lorsqu'on vit arriver le duc d'Angoulême en petit habit anglais, avec un chapeau à la Wellington.

Le duc de Berry avait fait engager tous les maréchaux et généraux à l'accompagner à cheval, pour aller à la rencontre de son frère. Presque tous y étaient venus avec d'assez bonnes dispositions envers le prince, qui avait épousé la fille du malheureux Louis XVI. Ce prince, que j'ai eu l'honneur de voir de près plus tard, avait les qualités nécessaires pour réussir ; l'opinion était pour lui, mais la vue du petit chapeau à la Wellington, gâta tout, puis il faut tout dire, S. A. R. traita fort lestement tous ces vieux militaires, couverts de gloire. A peine écouta-t-elle le doyen de nos maréchaux qui lui lut un discours, ou plutôt elle ne l'écouta point ; bien moins lui donna-t-elle le temps de lui présenter les lieutenants-généraux de l'armée. Elle sauta de sa voiture sur son cheval comme un courrier chargé de dépêches très pressées, et elle s'en vint d'un temps de galop jusqu'à la barrière ou la municipalité la harangua. Cette manière

(1) Le duc d'Orléans avait pour lui d'appartenir à la Révolution ; la fin tragique, quoique bien méritée, de son père, était une garantie pour beaucoup ; c'était le fils d'un régicide comme eux. L'armée voyait en lui un ancien compagnon d'armes, qui avait combattu dans nos rangs et pour la liberté, et ce qui plus est, qui n'avait jamais voulu combattre contre la France, quoique rejeté par elle et traité avec ingratitude.

d'arriver ne plut ni aux militaires, ni au peuple, qui se vit foulé aux pieds des chevaux ; (il y eut des accidents) aussi, arrivés au Carrousel, la plupart des généraux s'en furent chez eux ; ceux qui montèrent au château n'avaient pas l'air content, et je n'oublierai jamais que ce fut le général Exelmans et moi, qui répondîmes seuls aux choses obligeantes que le prince nous dit alors sur la gloire de l'armée. S. A. R. était allée embrasser le Roi, mais elle était revenue très promptement ; elle fut à merveille pour nous ; toutefois le coup était porté. On ne digéra point la réception à la Croix de la Reine, et tous ceux qui n'étaient pas venus, faute de chevaux ou par d'autres motifs, s'en applaudirent et nous plaisantèrent sur le gracieux accueil qui nous était tombé en partage.

Le maréchal Macdonald, qui avait tant insisté à Compiègne pour que le Roi s'entourât de la garde impériale, et qui lui avait dit à ce sujet : « Il n'y a que les ennemis de la France et de votre Majesté qui puissent lui donner le conseil contraire. Ce sont trente mille braves qui font la terreur de l'Europe et qui vous défendront » ; ce même maréchal parla plus tard à Louis XVIII avec la même énergie et le même courage : « Sire, si vous marchez franchement avec la Constitution, tous les Français vous défendront et votre famille régnera en France ; mais si vous suivez une autre route, vous-même vous n'avez pas six mois à y rester. » Ce discours ne fut ni goûté ni apprécié, et l'on alla son chemin.

Les conseillers intimes croyaient avoir fait un coup de maître en engageant le Roi à signer de la dix-huitième année de son règne, et ce fut précisément la première faute capitale que le Roi commit. Les autres puissances haussèrent les épaules ; l'empereur de Russie

même s'en fâcha, et les Français virent que le Roi les déclarait rebelles depuis vingt-quatre ans ; les plus sages en furent indignés.

Les choses allèrent donc de manière à rendre confiance aux ennemis de la légitimité. Napoléon en partant de Fontainebleau n'avait pas l'idée qu'il pourrait remonter sur le trône, et il conseilla franchement à ses fidèles, de se rattacher aux Bourbons ; mais aussitôt que leur manière de se conduire lui fut connue, il reprit espoir et les factions se formèrent. Dès le mois de juillet, on offrit au prince Eugène de le proclamer régent du royaume pour le compte du petit Napoléon ; il n'osa pas. Le prince n'avait pour une pareille aventure ni assez d'audace ni assez de caractère. Cependant on ne demandait de lui rien autre que de laisser faire, que de paraître au milieu des généraux dans la cour des Tuileries, et d'accepter, lorsqu'on le proclamerait régent. On était sûr des troupes, et trois voitures avaient été disposées à la barrière pour conduire la famille de Bourbon, en poste à Calais, d'où on devait la faire passer en Angleterre. Le Vice-roi ayant refusé, on songea sérieusement au duc d'Orléans, que l'on trouva tout aussi pusillanime, mais qui se laissa compromettre. On prétend même qu'il dénonça au Roi les propositions qui lui avaient été faites, ce qui ne le sauva point de l'exil. Il se retira, soit de son propre mouvement, soit par le conseil de la cour, en Angleterre, et il n'eut la confiance d'aucun parti. A son retour, il fut faiblement accueilli ; puis, comme lors des événements de mars, il se montra Français avant tout, il renforça son parti ; dès lors la cour, le craignit plus que jamais.

On ne saurait assez répéter que la nouvelle cour avait

agi dès le début du règne et qu'elle continua d'agir jusqu'à la catastrophe du mois de mars 1814 avec toute la présomption qui accompagne d'ordinaire la vanité, l'ignorance et l'amour-propre. Elle fit fautes sur fautes, et lorsqu'elle comprit le danger, elle voulut d'abord y opposer l'audace, en mettant Napoléon hors la loi, en le déclarant rebelle, lui qui était reconnu empereur de l'île d'Elbe; mais bientôt elle changea de langage, sinon envers lui, du moins envers l'armée, qu'elle avait outragée. Ne croyant que réparer ses erreurs, non de bonne foi, comme l'expérience l'a prouvé, mais forcée par les circonstances, elle fit des concessions au delà de celles qu'on lui avait demandées. Ces concessions étaient trop tardives; tout le monde les apprécia à leur juste valeur, et comme les extrêmes se touchent, on osa même les taxer de bassesses.

Il ne faut pas que l'on s'excuse en disant, comme on a essayé de le faire croire, que le Roi et les princes n'étaient entourés que de traîtres. Il y en a eu, c'est probable; mais beaucoup de braves gens, qui dans ce moment agissaient peut-être plus par point d'honneur que par attachement, ont voulu défendre les Bourbons, et les auraient défendus, si le Roi fût resté, et si le duc de Berry eût payé de sa personne (1). Il aurait fallu se rappeler le mot terrible et sanglant que prononça Pichegru, en 1790, lorsqu'il voulait que le Roi passât le Rhin,

(1) Lorsque Napoléon eut débarqué, le duc de Berry fit annoncer dans une des casernes à Paris, qu'il y viendrait à l'heure de la soupe; il se fit attendre; il goûta la soupe et la trouva mauvaise. Un vieux grenadier s'en aperçut et lui dit: « Vous arrivez trop tard, mon prince, elle est refroidie. » Ce qui dans d'autres termes voulait dire: « Il fallait chercher à nous captiver plus tôt; aujourd'hui nous ne voulons plus de vous. »

avec le corps de Condé et vint se joindre à son armée : « Dites au Roi, qu'il vaut mieux pour lui périr roi de France, quand bien même il règnerait seulement trois jours, que de vivre quarante ans dans l'humiliation et à la merci des étrangers ».

Le lieutenant-général Roussel d'Urbal a maintenu sa division de cavalerie jusqu'au dernier instant ; il a supplié ce même duc de Berry de se joindre à lui et au moins de lui donner directement des ordres. Il a conduit ses troupes jusqu'à Saint-Denis, quand Napoléon était déjà dans Paris, et ce fut là qu'il apprit que le prince l'avait oublié et était parti pour Lille, sans laisser aucun ordre. Le général Lecourbe fut chez le Roi à huit heures, quand Sa Majesté partit à minuit, et lui dit : « S'il est vrai qu'il y a des traîtres, il y a aussi de braves gens qui vous défendront ; restez, Sire ! et nous verserons notre sang pour vous. Bonaparte n'osera point entrer dans Paris aussi longtemps que vous y serez ; mais si Votre Majesté nous abandonne, moi le premier, je ne serai plus que Français, et je défendrai notre territoire contre l'invasion étrangère. »

A ces exemples, que je pourrais multiplier, on opposera celui du duc d'Angoulême, qui fut abandonné par ses troupes ; mais, sans vouloir excuser cet abandon, je dirai que les soldats et les officiers voyaient trop clairement toutes les fautes militaires. Que fit le prince pour qu'on eût confiance en lui ? La position qu'il avait prise était mauvaise, et, tous les vieux militaires savaient qu'on allait être tourné. Pareilles fautes, de la part d'un chef qu'on n'a pas encore éprouvé, ne sont pas faites pour rassurer le soldat et pour le retenir. Et moindre encore était la confiance inspirée par les

officiers qui l'entouraient et qui n'étaient nullement connus de l'armée. Le général Lauberdrière avait suivi S. A. R. et demandait de la servir de ses conseils ; on lui répliqua froidement qu'étant député il ferait mieux d'aller à Paris.

Dès que la nation et l'armée eurent reconnu que les Bourbons voulaient les jouer, tous les partis se réunirent contre eux. L'intrigue, l'astuce, la perfidie et en général toutes les armes de la politique révolutionnaire furent mises en jeu. Les maîtres dans ce système machiavélique, prouvèrent aux roués vieux et usés de la cour que vouloir se mesurer contre eux, était jouer le rôle des pigmées contre les géants. Ils conspirèrent avec une audace extraordinaire ; tout le public fut dans leur confiance ; il n'y eut que la cour et le corps diplomatique qui ne purent rien voir et rirent au nez de ceux qui leur prédisaient ce qui allait arriver.

Les femmes surtout, déployèrent toute la fausseté, la haine et l'esprit de vengeance qui leur sont propres, lorsque leurs passions sont en jeu. La reine Hortense y mit une perfidie d'autant plus atroce, qu'elle avait accepté les bienfaits du Roi pour elle et pour ses fils. La duchesse de Bassano avait à venger l'humiliation, de voir son père exclu de la pairie, quoiqu'il fût sénateur (1) et son mari n'ayant point été confirmé duc, elle songeait, avec la rage dans le cœur, qu'elle ne serait tout au plus que comtesse, et que les Bourbons l'avaient fait descendre en grade. Tout relève des questions

(1) M. Lejéas avait été l'homme d'affaires d'un duc et l'on crut qu'ils ne pourraient point siéger ensemble ; mais en Russie et en Turquie, cela se voit tous les jours, et l'Empereur et le Sultan n'en règnent pas moins despotiquement.

d'amour-propre chez les femmes. J'avais vu Mme de Bassano revenir de la cour la première fois qu'elle y était allée, enchantée du Roi et trouvant la cour plus digne que celle de l'Empereur ; ses ennemis avaient même été mécontents d'elle. Peu de jours après, elle vociférait contre les Bourbons et nous disait en sanglotant : « Ah les infâmes ! je ne serai donc plus que comtesse : » Ce fut chez elle et chez la duchesse de Saint-Leu, que se tinrent les conciliabules. La correspondance avec l'île d'Elbe y était réglée ; c'était le centre d'où partaient toutes les ramifications. Il n'y a pas de doute pour moi, que les généraux Lefebvre Desnouettes, Exelmans, Flahaut, Fressinet, les frères Lallemand et plusieurs autres, n'aient été acteurs dans cette révolution. Je n'ai jamais su si le maréchal Soult y a tramé ou non, mais j'en doute malgré les nuances contraires. On regardait le maréchal Ney comme trop furibond et colère, pour lui confier un secret aussi important, et je crois qu'on ne lui a jamais fait que des demi-confidences. Quand il a dit ensuite à Lons-le-Saunier que c'était une affaire convenue depuis trois mois, entre lui et les autres maréchaux, il s'est vanté et cela n'est pas vrai.

Labédoyère et Savary furent des collaborateurs très actifs de ces menées secrètes et le dernier avait toute l'ancienne police et une partie de la nouvelle à ses ordres. C'était lui qui fournissait les avances d'argent pour tous les jeux publics ; et c'était lui laisser tous les moyens de corruption et d'espionnage.

Il ne faut pas croire que tous ceux qui allaient chez la reine Hortense fussent des initiés, beaucoup de personnes y allaient par habitude ; sa maison était le refuge



de ce qui avait appartenu à la cour impériale ; il y avait là bien des mécontents, mais qui n'étaient point conspirateurs. Aussitôt que j'ai eu vent de ce qui s'y passait, je n'ai plus voulu y mettre les pieds ; la duchesse de Bassano m'y a bien souvent engagé ; j'allais chez elle ; je pouvais lui pardonner de ne pas aimer les Bourbons et d'agir pour Napoléon ; mais le rôle de la reine Hortense me parut trop perfide. Au reste ni l'une ni l'autre ne m'ont mis dans leur confiance, et tout ce que j'ai su d'avance a été le fruit de leurs indiscretions et des indiscretions d'autres individus, plus ou moins acteurs dans ce mélodrame politique.

Lorsque je me rappelle tout ce qui se disait, tout ce qu'on voyait, je ne puis pas encore m'expliquer la sécurité, l'inaction et l'imprévoyance de la cour. Cependant M. l'abbé de Pradt avait fait au ministre de l'intérieur l'abbé de Montesquiou un rapport sur l'Auvergne et sur les provinces voisines qui ne laissait aucun doute sur l'esprit du peuple, il y dit : « C'est une pièce chargée à mitraille, à laquelle le premier accident imprévu, ou le premier aventurier peut mettre le feu. Partout le peuple rattache son ancienne gloire à Napoléon et son humiliation présente aux Bourbons. » Il faut se rappeler que ce rapport avait été fait au mois d'octobre 1814, et que M. le comte d'Artois l'avait lu. Il est vrai que ce prince ne voulut point qu'on en parlât au Roi et qu'il fit une scène au maréchal Oudinot parce que celui-ci avait instruit Sa Majesté des massacres du Midi et des vexations qu'éprouvaient les protestants. Monsieur dit au maréchal : « Il est inutile que le Roi sache ces choses-là ; sa santé s'en altère et je ne veux pas qu'on lui en parle. M. de Blacas fit vers le même temps sa

paix avec Monsieur, à la condition qu'à la mort du Roi, lui, Blacas, resterait dans le ministère; mais aussi qu'il ne dirait plus rien au roi, que ce que Monsieur voudrait que le Roi sût. Ceci peut expliquer l'ignorance dans laquelle le Roi doit avoir été tenu, selon certaines personnes, relativement à la véritable situation intérieure de la France. Jusqu'au dernier instant, on lui faisait accroire qu'il était adoré, ce qui le flattait; et que les Bourbons étaient chéris, tandis que sur vingt-sept millions d'habitants il y en avait certainement vingt qui les voyaient avec peine; le reste était indifférent, et, quant aux amis zélés, le nombre s'en réduisait à bien peu de chose. M. de Talleyrand qui, sur ce point, avait indignement trompé les puissances alliées lors de leur arrivée à Paris, avait été payé d'ingratitude; le Roi ne pouvait point le souffrir, et l'on m'a dit que la présence seule de ce ministre altérait la figure de Sa Majesté. Il rendit cependant de nouveaux et importants services à son maître au congrès de Vienne; car, sans lui, l'empereur de Russie lâchait les Bourbons. Dans le commencement, sa position au Congrès fut pénible; il y fut souvent maltraité; mais il sut vers la fin se donner beaucoup de poids et il parla, au nom de la France, avec toute la dignité et la force qui appartiennent à l'ambassadeur d'une grande puissance. Il exigea,

(1) En apprenant le débarquement de Bonaparte, Alexandre dit au premier instant : « Il a raison. Pourquoi veut-on qu'il tienne sa parole, puisqu'on ne la tient pas envers lui; on ne le paye point. » Les femmes avaient en partie changé leur haine contre lui en compassion. La princesse Bragation et Mme de Staël défendaient la cause de Napoléon, elles qui avaient été ses ennemies les plus acharnées. Les princesses de Courlande restèrent dans leur haine contre Bonaparte, mais ne s'intéressèrent plus aux Bourbons, et prêchèrent le partage de la France.

pour justifier ses arguments, que l'on prit à Paris une position plus digne et que l'on échelonnât un corps de soixante mille hommes sur la route d'Italie, afin d'appuyer sa demande de la restitution de Naples au roi Ferdinand. Ce fut là le moment critique et peut-être équivoque du ministère du maréchal Soult. Il est sûr que tous les régiments envoyés vers l'Italie ont couru au-devant de Napoléon, mais j'imagine qu'on aurait eu beau en prendre d'autres, c'eût été de même. Toute l'armée était mécontente, et sa haine contre les Bourbons lui avait fait oublier la trahison de Murat pour se rappeler seulement qu'il était parent de l'Empereur et qu'il était sorti de nos rangs. Si la maison militaire du Roi, tels que les gardes du corps, les compagnies rouges, etc., enfin toute cette troupe d'élus et de privilégiés, eût voulu et sût se battre, il y aurait eu d'autres régiments qui se seraient joints à eux pour défendre le Roi. La preuve en est que différents corps ont tenu bon jusqu'à ce qu'ils ont su le Roi et les princes partis; mais lorsque cette maison militaire fut si nulle et que les princes se sauvèrent, il ne fallait plus rien attendre de l'armée. Le contraste pour de vieux soldats entre les deux maîtres était trop fort. On a crié contre les généraux, et certes la conduite de ceux qui ont été au-devant de Napoléon ou qui ont conspiré est infâme; mais le grand mal ne résidait point en eux; le peuple et les soldats voulaient de Napoléon et ne voulaient pas des Bourbons, et les soldats dirent partout, comme à Lyon, quand le maréchal MacDonald voulut séparer d'eux les officiers : « Si nos généraux et nos officiers nous abandonnent, nous avons parmi nous de l'étoffe pour en faire. » Et ils disaient vrai.

Une grande question qui reste à résoudre, c'est de savoir si et dans quelle mesure le cabinet britannique a désiré troubler la France et si elle a fait lâcher Napoléon? Je ne la déciderai pas; j'observerai seulement que l'Angleterre était effrayée des grands moyens qui restaient à la France et qu'elle peut avoir voulu y fomentier la guerre civile sans avoir prévu la nullité du parti bourbonnien, la rapidité de l'usurpateur et la fuite, sans coup férir, de la cour des Tuileries. Et je citerai deux faits : d'abord le commandant de la station anglaise, devant l'île d'Elbe, est allé bien à propos s'amuser à Florence, et il n'a point été puni pour une faute qui, pour le moins, pouvait être considérée comme négligence impardonnable; car il n'est point à supposer qu'il ait complètement ignoré les préparatifs qui se faisaient à l'île lorsque des particuliers en ont eu vent, et que même une femme de militaire en a porté l'avis à Marseille et à Paris, où elle a été mise au secret comme colporteuse de nouvelles alarmantes, puis relâchée au moment du départ du Roi pour Gand.

J'ai été témoin de l'autre fait. Comme j'entrais un jour, au mois de novembre, chez le général Girard, mon ancien compagnon d'armes à Lützen et depuis lors tué à Waterloo, celui-ci dit au général Fressinet et à deux autres généraux présents : « Ah, voilà le diplomate, il nous dira ce qu'il faut en penser »; puis s'adressant à moi : « N'avez-vous pas rencontré sur l'escalier ou à la porte trois individus qui sortent d'ici? » Sur ma réponse négative il continua : « C'est égal, nous vous dirons de quoi il s'agit : Ce sont trois Anglais, dont l'un de la maison du duc de Wellington, qui sont venus nous demander quels seraient les moyens que nous pourrions

mettre à la disposition de l'Empereur, si on lui ménageait de revenir à terre. Vous savez que je ne l'aime point et je voudrais tout autre que lui; mais on ne nous a pas laissé de choix. Tout le monde voit que les Bourbons ne veulent pas de l'armée, et que s'ils restent ils nous chasseront tous, quoique, au premier instant, nous nous soyons franchement donnés à eux. » Je fis mes observations à ces messieurs : *Timeo Danaos et dona ferentes*, leur dis-je. Je n'eus pas de peine à leur prédire tout ce qui est arrivé, et je parvins à persuader tout à fait le général Girard, qui m'en parla plus d'une fois après et me répéta souvent : « Je crois avec vous que ces messieurs ont voulu nous mettre dedans. » Mais le général Fressinet et les autres ne m'écoutèrent point; ils me reprochèrent même d'être, en ma qualité de Hollandais, devenu l'ennemi de la France; ils déclaraient qu'il fallait ravoir la Belgique, et que ce ne seraient point les Bourbons qui sauraient la reprendre. Ils continuèrent à voir les mêmes Anglais et, me rencontrant quelque temps après sur la terrasse des Feuillants, Fressinet me dit en souriant amèrement : « Ne m'approchez pas; vous savez que je suis galeux; je vous souhaite fortune avec votre prince d'Orange et avec les Bourbons. Au revoir. »

Dès mon retour de l'Italie une altercation avec le duc de Berry m'avait décidé à prier le comte Dupont, ministre de la guerre, de me faire obtenir ma démission (1). Son excellence ainsi que le maréchal Macdonald avaient

(1) Dans une lettre au prince Camille Borghèse datée de Plaisance 23 avril, le général de Dedem avait déjà exprimé son intention : « Né Hollandais, je vais solliciter l'autorisation de rentrer dans ma patrie, pour y servir le souverain avec la même fidélité que j'ai montrée envers l'Empereur. » (Ed.).

voulu qu'au moins j'emportasse un témoignage flatteur de contentement et m'avaient fait nommer lieutenant-général (1), je partis sans attendre que le brevet m'en fût expédié et ce fut une imprudence. Je fis en 1814 deux voyages en Hollande. Le Roi me reçut poliment et m'admit même à sa table, mais quand je lui parlais de m'employer il soufflait le froid et le chaud. Enfin lorsqu'au mois de décembre le général Fagel lui eut dit que j'avais toute facilité pour reprendre du service à Paris comme lieutenant-général, il me fit venir, me dit les choses les plus aimables et finit par cette phrase : « Je fais, mais je ne promets pas. Si vous avez de la confiance en moi, vous attendrez. »

Si ma position incertaine m'était désagréable sous bien des rapports, elle m'offrit du moins quelques avantages, en me laissant la liberté de voir et de fréquenter toutes mes anciennes connaissances de quelque parti qu'elles fussent; et c'est à cela que j'ai dû de savoir beaucoup de choses qui purent me faire prévoir les événements. Je vivais à Paris en cosmopolite; j'écoutais, j'annotais et je ne me mêlais de rien. Je passais ordinairement une partie de ma journée avec les royalistes les plus exagérés et l'autre avec les bonapartistes, les républicains et surtout dans la maison du duc de Bassano; je voyais aussi quelques diplomates et je

(1) Le 28 juin 1814. Le général obtint ensuite sa démission par la lettre suivante du comte Dupont.

« Monsieur le baron,

« J'ai l'honneur de vous prévenir que votre démission du service de France, a été acceptée dans le grade de lieutenant-général. Sa Majesté m'a chargé de vous témoigner sa satisfaction de la manière distinguée dont vous avez servi dans les armées françaises.

« Recevez, monsieur le baron, l'assurance de ma parfaite considération. » (Ed.).

m'étonnais souvent de leur confiance et de leur sécurité.

J'eus deux entrevues fort intéressantes avec l'empereur de Russie. Sa Majesté Impériale me dit entre autres choses que, jusqu'au dernier instant, elle avait offert à Napoléon la paix qu'elle avait désirée plus sincèrement que lui. Elle n'était nullement persuadée que M. de Talleyrand l'eût bien instruite de l'opinion en France et elle se moquait hautement de ce que le Roi signait de la dix-huitième année de son règne et de ce qu'en donnant à dîner aux souverains, le roi de France prenait le pas chez lui.

Le ministre de l'Empereur, M. de Nesselrode, était devenu tout à fait bourbonien. Je l'avais beaucoup connu avant l'expédition de Russie. M. de Chernicheff était devenu comme lui ennemi de Napoléon par vengeance personnelle. Napoléon empereur n'avait point su se faire ni se conserver des amis. Son *Moniteur*, où il faisait mettre tout ce que lui passait par la tête, lui a fait des ennemis acharnés qui se sont vengés de lui lorsqu'ils en ont trouvé l'occasion. Les princes Schwarzenberg et Metternich se sont montrés en cela au-dessus des autres; ils ne l'ont abandonné que quand ils ont vu qu'il se perdait de gaieté de cœur. Metternich m'a dit à Paris : « J'ai fait tout pour le sauver; c'est un fou qui n'a pas voulu régner. » De même, il a soutenu longtemps Murat, mais déjà à son retour de Londres, il m'en dit assez pour me faire sentir qu'il craignait de ne pouvoir lutter contre l'Angleterre qui n'en voulait pas. Les traités devenaient nuls aux yeux des restaurateurs de la légitimité et j'ai dit de bonne heure à M. le marquis de Schenina, agent de Joachim, qu'on jouait son maître qui ne s'en tirerait pas.

La rencontre que, le 11 février, j'eus avec un général et les avis que me donna le comte de Montholon, qui a suivi Napoléon à Sainte-Hélène, me firent prendre le parti de quitter Paris le 14 et de me rendre à Bruxelles d'où je gagnai la Haye. Là on se moqua de mes prédictions tant que l'événement ne se fut pas produit, puis, dès que Bonaparte fut débarqué, on me traita en suspect comme si j'avais été initié au complot et l'on ne se donna même pas la peine de considérer que, si j'avais voulu le servir et me mettre dans son parti, je ne serais point venu prévenir le roi et les ministres des Pays-Bas ; mais les passions font faire de faux raisonnements comme de faux calculs.

Ici s'arrêtent les Mémoires. On a vu que le général de Dedem n'aurait pas désiré mieux que de rentrer au service de sa patrie, mais il voulait y rentrer avec honneur, c'est-à-dire avec le grade de lieutenant-général, qu'il avait reçu en quittant l'armée française. Les autorités en Hollande firent des difficultés et le général se décida, après le second retour des Bourbons, à reprendre service en France. Le roi Louis XVIII lui confia le commandement du Jura où l'on craignait des troubles et le nomma inspecteur général d'infanterie. Dans cette qualité, il parvint à ramener les anciens militaires exaspérés par les mauvais procédés du préfet ; il demanda et obtint le rappel de ce fonctionnaire, ce qui fut considéré comme un bienfait pour la province. Il fit des perquisitions contre les sociétés secrètes, et il eut de plus la tâche pénible de faire partie des conseils de guerre appelés à juger la conduite des généraux



Marchand et Radet pendant les Cent-Jours. Le Roi le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis.

De retour à Paris, le général quitta le service actif et vécut retiré des affaires. Après une vie agitée, un besoin de repos s'était emparé de lui. « Je suis devenu paresseux et casanier », dit-il en résumant cette période de son existence. « Je me plais à récapituler tout ce que j'ai vu et je suis content de mon sort. Peu d'hommes ont parcouru autant de pays que moi et les ont visités avec autant d'agrément. Mon ambition a été satisfaite dans l'une et l'autre carrière. Sans être riche, j'ai assez de fortune pour vivre en homme indépendant et attendre que je sois appelé pour le grand et dernier voyage. En attendant, je bois à longs traits l'oubli d'une vie orageuse, ou, comme Horace l'a mieux exprimé : *Ducere sollicitæ jucunda obliviam vitæ*. Je vis dans ma famille et avec quelques amis. »

Cette douce existence ne dura pas longtemps. La santé du général se ressentait de tout ce qu'il avait éprouvé. En 1825, il fit un voyage en Italie avec sa sœur la baronne de Knobelsdorff. Elle le quitta le 5 avril à Coni, en Piémont, espérant qu'il la rejoindrait bientôt en Hollande, mais le général ne devait plus revoir sa patrie. Il succomba après beaucoup de souffrances à Pieve Pelago en Toscane le 15 août 1825, quelques jours avant d'atteindre sa cinquante et unième année.

Dans un livre où les membres de la famille avaient depuis plusieurs générations inscrit les dates commémoratives de naissances, de mariages et de morts, livre qui porte pour devise : « Le jour de la mort vaut mieux

que le jour de la naissance », il y a une page de la main de la baronne de Knobelsdorff consacrée à la mémoire de son frère.

Elle y dit que, le 12 octobre 1826, plus d'un an après la mort du général, ses restes furent ramenés sur les bords de l'Yssel, transportés au château de Gelder, et qu'ils furent enterrés le 14 octobre, à dix heures du soir, dans le caveau de famille. Là, nous laissons le général reposer parmi les siens.

FIN

## TABLE DES MATIÈRES

---

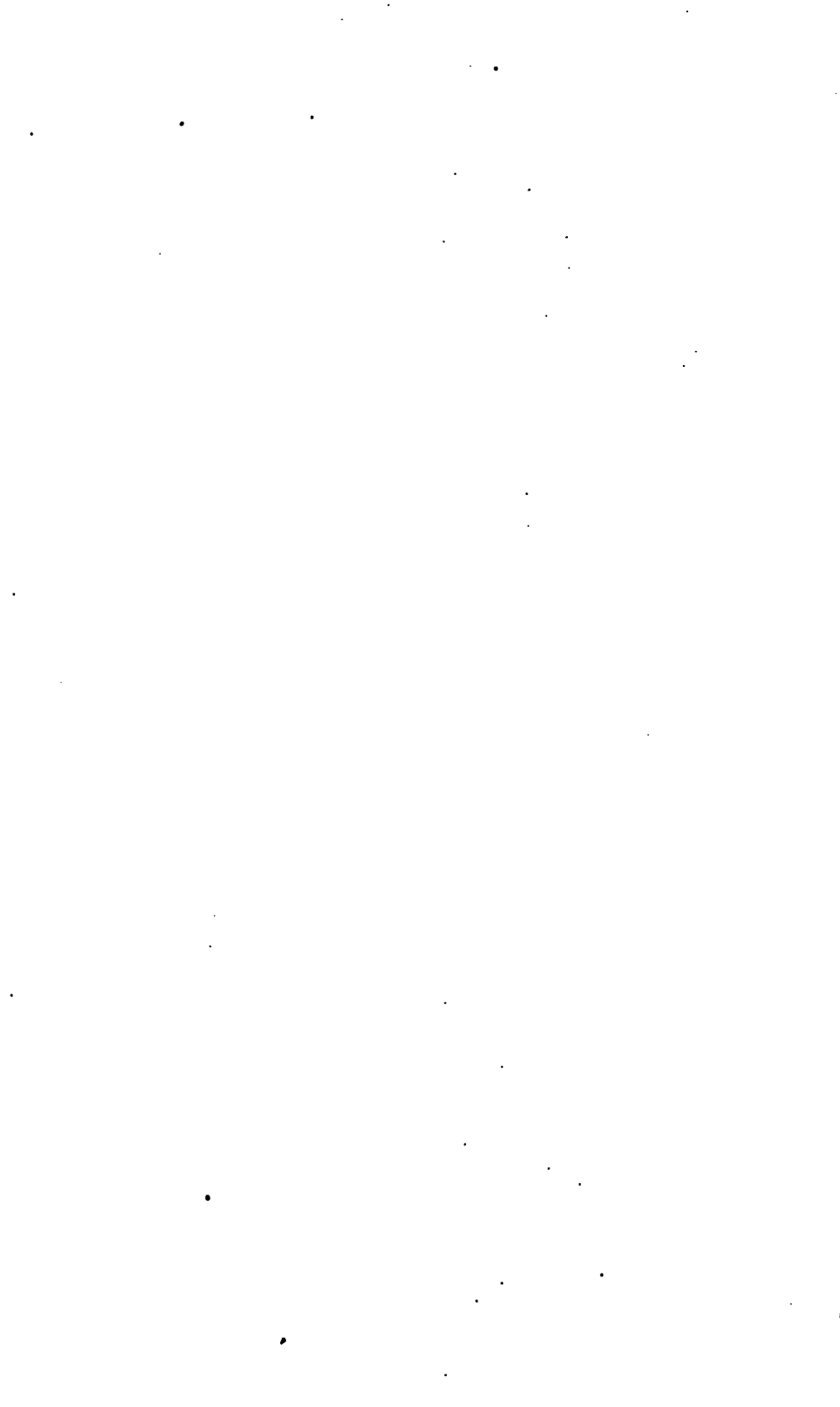
|                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Pages. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Introduction .....                                                                                                                                                                                                                                                              | I      |
| <b>CHAPITRE PREMIER</b>                                                                                                                                                                                                                                                         |        |
| Première jeunesse. — Parents. — Départ pour la Turquie.<br>— La vie à Constantinople. — Éducation. — Voyages. —<br>Retour en Hollande, 1793.....                                                                                                                                | 4      |
| Nommé député. — Diverses missions.....                                                                                                                                                                                                                                          | 94     |
| <b>CHAPITRE II</b>                                                                                                                                                                                                                                                              |        |
| Ministre plénipotentiaire en Westphalie et à Naples, 1808. —<br>Le roi Murat. — La Reine. — Les ministres. — Excur-<br>sions. — Invasion anglo-sicilienne. — Expéditions en<br>Sicile.....                                                                                      | 100    |
| <b>CHAPITRE III</b>                                                                                                                                                                                                                                                             |        |
| Incorporation de la Hollande, 1810. — Départ pour Paris.<br>— Général de brigade. — Le prince d'Eckmühl. — Le<br>camp de Rostock. — La Poméranie. — Expédition en<br>Russie. — A l'avant-garde sous le roi de Naples. — Smo-<br>lensk. — La Moskowa. — Fominskoé. — Moscou..... | 184    |
| <b>CHAPITRE IV</b>                                                                                                                                                                                                                                                              |        |
| Départ de Moscou. — Au quartier général de l'Empereur.<br>— La retraite. — Misère. — Désorganisation. — Arrivée<br>à Wilna. — Thorn. — Marienwerder. — Elbing. —<br>Berlin.....                                                                                                 | 266    |
| <b>CHAPITRE V</b>                                                                                                                                                                                                                                                               |        |
| Retour à Paris, 1813. — A l'armée d'Allemagne. — La divi-<br>sion Girard. — Lützen. — Bautzen. — Wurschen. —                                                                                                                                                                    |        |

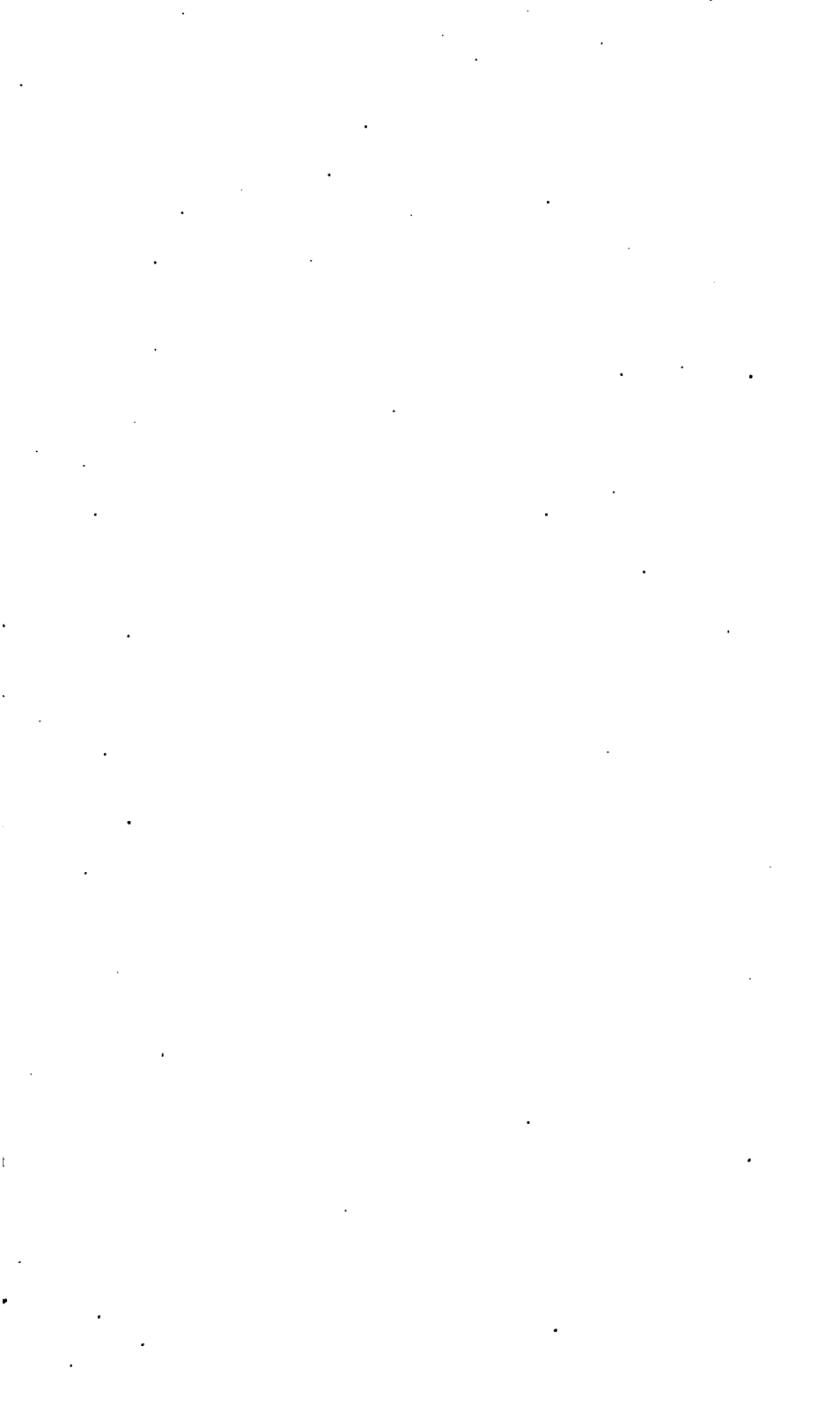
|                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Pages. |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dresde. — Le dépôt général. — Le roi et la reine de Saxe. — Napoléon et ses maréchaux.....                                                                                                                                                                                             | 304    |
| <b>CHAPITRE VI</b>                                                                                                                                                                                                                                                                     |        |
| De Dresde à Leipzig. — Bataille de Leipzig. — Rupture du pont de l'Elster. — Hanau. — Paris. — A l'armée d'Italie. — Plaisance. — Sur le Taro. — Abdication de Napoléon. Evacuation de Plaisance. — Retour des troupes en France. — Les Bourbons. — Départ pour la Hollande, 1815..... | 338    |
| Dernières années.....                                                                                                                                                                                                                                                                  | 410    |

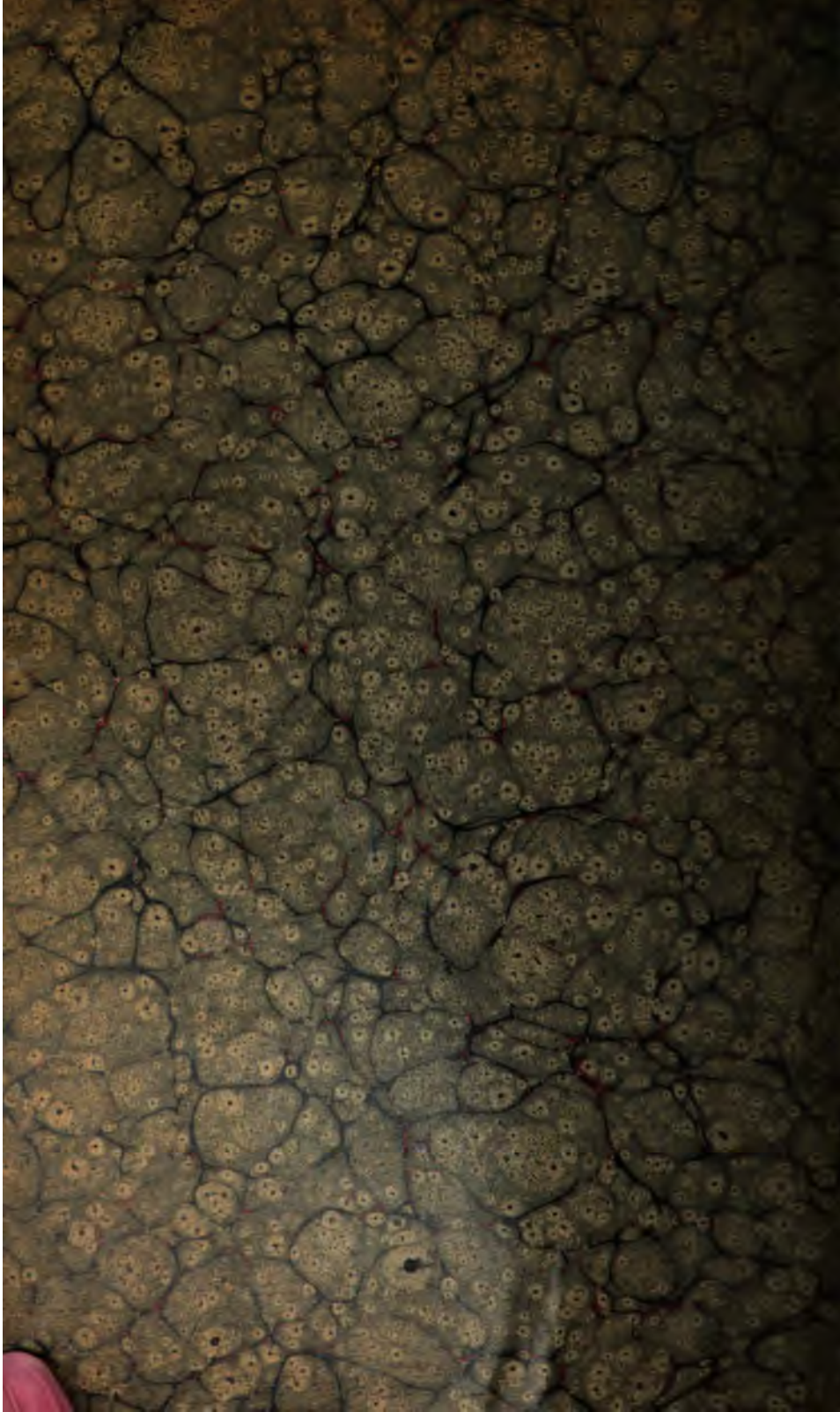


FIN DE LA TABLE











YC 74972

126868

Leadum

DC198

D3A2

